

« Espace européen » : un entretien avec M. Bérégovoy

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14988 7 F

SAMEDI 13 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alerte en Corée

Le gouvernement de Corée du Sud s'est réuni d'urgence, vendredi 12 mars, après que Pyongyang ait annoncé, quelques heures plus tôt, son retrait du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Un ministre de Séoul a déclaré que l'état du Nord allait être exposé à une « énorme pression internationale, comparable à celle qui subit l'Irak ». Pour sa part, le Japon craint de graves répercussions. Ainsi, quarante ans après l'armistice de Panmunjom, la péninsule demeure-t-elle le théâtre d'une tension héritée d'un âge qu'on souhaiterait révoquer.

Deux événements justifient, selon Pyongyang, une mesure prise pour « défendre ses intérêts supérieurs ». Le régime communiste invoque, tout d'abord, les « manœuvres de guerre nucléaire » - autrement dit l'exercice « Team Spirit 93 », que 50 000 soldats américains, équipés des armes les plus modernes, mènent, depuis le 8 mars, derrière la ligne d'armistice, en compagnie de 70 000 de leurs camarades de Corée du Sud.

Pyongyang dénonce, par ailleurs, « les actions injustifiées de certains responsables du secrétariat de l'AIEA ». La formule fait référence au récent ultimatum de l'Agence de l'énergie atomique, organe de l'ONU qui a donné jusqu'au 25 mars à cette capitale pour ouvrir aux inspecteurs internationaux deux installations où seraient retirés des déchets nucléaires, probablement à des fins militaires. La Corée du Nord tend évidemment à lier l'un et l'autre événements.

De fait, Washington et Séoul estiment que Pyongyang a la capacité de construire, très vite, quelques engins atomiques. Ces deux capitales - mais elles ne sont pas les seules - se préoccupent de voir une telle puissance entre les mains d'un régime imprévisible, usant d'une rhétorique surannée et de surcroît, en proie à une crise généralisée : politique, alors qu'approche le départ de l'octogénéral maréchal Kim Il-sung, qui dirige le pays depuis 1948; économique, après qu'il ait été privé de son principal partenaire et tuteur, depuis la désintégration de l'URSS; internationale enfin, puisque la Chine elle-même, rare Etat demeuré proche, se montre inquiète d'une éventuelle accession de son voisin à la capacité nucléaire.

L'ALERTE confirme la fragilité du rapprochement esquissé fin 1991 entre les deux entités coréennes, par des accords de réconciliation et de non-agression. A terme, au moins, tout se sépare en effet le Nord et le Sud. A Séoul vient, ainsi, d'entrer en fonctions un président, M. Kim Young-sam, qui, pour la première fois depuis 1981, est, enfin, un civil. Il s'est aussitôt lancé dans une croisade contre la corruption et une reprise en main de l'appareil militaire dont ses homologues du Nord pourraient s'inspirer, si cela avait un sens dans un régime de nomenclature et de confusion des pouvoirs.

M. Kim Young-sam, en revanche, n'a pas encore développé ses conceptions sur la réunification - horizon de tout dirigeant coréen. Le Sud était en tout cas convaincu, jusqu'aux récents développements, que tout devait être fait pour faciliter une évolution sans cahots du frère ennemi. Cette position pourrait se révéler, désormais, moins tenable.

M0147 - 0313 0 - 7.00 F



Les pressions sur M. Milosevic

La Serbie est menacée de nouvelles sanctions

Les négociations sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine devraient reprendre au début de la semaine prochaine à New-York, après l'acceptation du président serbe Slobodan Milosevic, jeudi 11 mars, d'user de son influence auprès des Serbes de Bosnie pour qu'ils se montrent plus conciliants. La France et les deux médiateurs internationaux, MM. Vance et Owen, qui le recevaient à Paris, ont brandi la menace de nouvelles sanctions contre Belgrade si les Serbes continuaient à faire obstruction au plan de paix de l'ONU et de la CEE.

Il aura fallu cinq heures de discussions, jeudi 11 mars - d'abord à l'Elysée, puis lors d'un dîner au Quai d'Orsay - au président serbe Slobodan Milosevic pour saisir que la pression internationale était sérieuse. Ayant fait mine, dans un premier temps, de ne pas être directement concerné par le conflit en Bosnie-Herzégovine, puisque, officiellement, la Serbie n'est pas en guerre, l'homme fort de Belgrade a fini par accepter d'user de son influence sur les Serbes de Bosnie, en particulier sur leur leader, le docteur Radovan Karadzic, pour que les négociations de New-York aient toutes les chances de progresser.

Ces négociations, suspendues depuis le 7 mars, devraient reprendre au début de la semaine

prochaine. Les médiateurs, MM. Cyrus Vance (pour l'ONU) et David Owen (pour la CEE), peuvent maintenant espérer la présence de M. Karadzic, jusqu'à présent incertaine, pour avancer sur la voie d'un compromis sur le découpage de la Bosnie-Herzégovine en dix provinces largement autonomes. Serbes et Musulmans bosniaques refusent d'entériner cette carte, les premiers parce qu'elle ne prévoit pas de continuité territoriale entre les zones serbes, et les seconds car le plan international tient compte des conquêtes serbes ainsi que des effets de la « purification ethnique ».

ALAIN DEBOVE

Lire la suite et nos informations page 4

5,7 milliards de francs de bénéfices pour Renault

L'automobile française bat des records de rentabilité

Après PSA Peugeot-Citroën en 1991, Renault, en 1992, a été le constructeur automobile le plus rentable au monde. Les douloureuses restructurations menées depuis dix ans, mais aussi l'habileté des équipes dirigeantes des deux firmes expliquent ces performances. Renault a dégagé en 1992 un bénéfice net de 5,7 milliards de francs, malgré les pertes de Volvo, qui s'imputent pour 1,4 milliard de francs. Cependant, 1993 s'annonce difficile, et la frontière est étroite entre les bénéfices et les pertes.

En pleine crise économique et alors que le marché automobile européen décline inexorablement depuis trois ans, les constructeurs français tirent plutôt bien leur épingle du jeu. Le bon dimensionnement de leur outil industriel, l'accent mis sur la qualité, leurs stratégies d'alliances, leur ont permis de bien manœuvrer en période de gros temps. Il faut reconnaître qu'ils ont navigué sur un marché national protégé encore pour quelques années vis-à-vis des constructeurs japonais.

La firme au losange a ainsi dégagé en 1992 un résultat net de 5,7 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 179,4 milliards de francs, en progression de 8,1 % sur l'exercice précédent. En France, Renault a désormais

une part de marché automobile de 29,5 %. Les résultats de PSA ne seront connus que le 22 avril. Mais l'on sait déjà qu'ils devraient être moins bons que ceux de l'an passé tout en restant tout à fait honorables.

Renault - tout comme PSA - a le triomphe modeste. Car les beaux jours sont comptés. Leur habileté pourrait ne plus être suffisante dans la tempête qui s'annonce en 1993. Car aux prévisions de chute de marché sans cesse revues à la baisse, s'ajoutent pour les constructeurs français l'impact dramatique des fluctuations monétaires.

Lire page 23

Les articles d'ANNIE KAHN et de FRANÇOISE NIÉTO

Le « lobbying » électoral des retraités

Les associations de retraités ont décidé de se faire entendre dans la campagne des législatives. Elles ont créé un Observatoire des parlementaires qui recense les interventions des élus en faveur des personnes âgées, afin que celles-ci puissent se déterminer en connaissance de cause. page 11

Les suites de l'affaire Botton

M. Pierre Botton a remis au juge Philippe Courroye, mercredi 10 mars, plusieurs documents mettant en cause M. Michel Noir, maire de Lyon, dont il est le gendre et dont il fut le directeur de campagne. Au vu de ces nouveaux éléments, le juge d'instruction pourrait bien demander au parquet un réquisitoire supplémentaire permettant de « mettre en examen » le maire de Lyon. C'est-à-dire l'utilisation « de tels procédés, à dix jours d'une élection ». page 15

Interminable chômage

IV. - Le blues des économistes devant les files d'attente page 21

Le bonheur des Flamands de Bruxelles

L'autonomie économique avant l'indépendance culturelle : la Flandre se sent « sur l'autoroute du séparatisme »

BRUXELLES-ANVERS

de notre correspondant

Qu'elles soient loin ces années 40 où une Flandre retardataire et incertaine de son sort servait de cadre à Hugo Claus pour exprimer le *Chagrin des Belges* ! (1). Aujourd'hui, les Flamands veulent être heureux et savent qu'ils ont les moyens de leur ambition, assez indifférents aux états d'âme des Wallons,

prêts à larguer la Belgique si celle-ci est une entrave dans leur marche vers le progrès.

Bien sûr, il faut y mettre des formes. La tarte à la crème de la construction européenne est faite pour ça. En témoigne le projet « Vlaanderen-Europa 2002 » présenté le 1^{er} mars à Bruxelles par Luc Van den Brande, « ministre-président » de l'exécutif flamand. C'est-à-dire de l'entité régionale et linguistique à laquelle la réforme

de la Constitution actuellement en cours de discussion au Parlement (le *Monde* du 9 février) donnera des pouvoirs accrus.

Pourquoi 2002 et non pas, symboliquement, 2000 ? Parce que ce sera le dixième anniversaire de la révision de la Loi fondamentale dans un sens convenant aux Flamands, également le dixième anniversaire de l'ouverture du grand marché européen... et le sept centième anniversaire de la bataille des Eperviers d'or, au cours de laquelle les fantassins flamands battirent les cavaliers français de Philippe le Bel qui perdirent des centaines d'éperons dans leur débâcle, à Courtrai. La commémoration de cette victoire, chaque 11 juillet, est devenue aussi la « fête nationale » flamande.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Lire la suite page 8

(1) Titre du roman traduit du néerlandais et publié par Julliard en 1985.

ESPACE EUROPEEN

Un entretien avec M. Bérégovoy

Le premier ministre se prononce pour l'émergence d'une majorité européenne de progrès et considère que l'Europe sera un des points d'application du « big bang » prôné par M. Michel Rocard. Dans la perspective de la cohabitation, il refuse tout ce qui pourrait être facteur de dispersion de l'Europe communautaire. En revanche, il se dit prêt à soutenir les projets qui traitent dans le sens d'un approfondissement de la construction communautaire. page 7

Un livre de passion

pour la politique dans ce qu'elle a de noble.

le service de l'Etat.

Françoise Giroud

JEAN-PAUL HUCHON

JOURS TRANQUILLES À MATIGNON

ESSAI

Grasset

Nouveaux documents sur les écoutes



Selon de nouveaux documents révélés par *Libération* et obtenus auprès des mêmes sources que les comptes-rendus d'écoutes au domicile d'un journaliste du *Monde*, 114 demandes de branchements auraient été faites par la « cellule » antiterroriste de l'Elysée, entre 1983 et 1986. Parmi les personnes visées, on dénombre un second journaliste, un avocat parisien, une actrice, un écrivain et un responsable politique centriste.

Lire nos informations pages 14 et 15

Explosions en Inde

Une série d'attentats à la bombe a provoqué la mort de plus de cent personnes à Bombay.

Lire page 6

La crise politique en Russie

M. Eltsine semble s'orienter vers un plébiscite.

Lire page 28 l'article de JAN KRAUZE

Les carences du système de réservation dans les trains

Dix-neuf associations de consommateurs critiquent la SNCF.

Lire page 22 l'article d'ALAIN FAUJIAS

SANS VISA

■ D'Aragnan sur la route de Maastricht ■ Douce France ■ L'après-« Moby Dick » ■ Brouage, port sans mer ■ La table pages 29 à 36

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 250 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 190 esc ; Roumanie, 160 F ROL ; Suède, 16 KSE ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (hors NY), 2,50 \$.

AU COURRIER DU Monde

ISLAMISME

L'Occident joue avec le feu

EN cette fin du deuxième millénaire, un vent mauvais souffle de plus en plus fort sur notre monde, secouant le Nord comme le Sud. En Europe, le racisme, la xénophobie, le réveil des nationalismes étiés, vieux démons qui semblaient enterrés à jamais. Dans le Sud, les frustrations, la misère et l'absence de perspectives ont engendré une vague d'extrémisme religieux qui s'enracine de plus en plus fort dans la conscience des jeunes. Ces deux phénomènes ne sont d'ailleurs pas aussi étrangers qu'on peut le croire. Mais si l'Occident possède les ressources nécessaires pour faire face à ses problèmes, l'évolution de la situation dans le Sud, en revanche, dépendra en grande partie de l'attitude du Nord. Or tout se passe comme si les principaux pays du Nord s'accommodaient fort bien de la montée de l'extrémisme islamiste, notamment dans le monde arabe. Des leaders ou des agitateurs de ces mouvements ont accédé à l'Occident avec une facilité déconcertante. L'agitateur égyptien Omar Abdel-Rahman a bénéficié pendant deux ans d'une «green card» aux États-Unis, document très difficile à obtenir pour le commun des mortels, sans parler du visa. L'exemple de Khomeiny à Neauphle-le-Château n'est d'ailleurs pas si lointain.

POSTE

Quatre semaines sans rien

NOUS sommes le 5 mars. J'ai reçu ma dernière lettre le vendredi 5 février, mon dernier Monde le samedi 6 février.

Depuis, mon facteur, comme 90 % de ses collègues, est en grève. J'ai un petit métier dans l'artisanat d'art. Je travaille chez moi et seule. J'ai besoin d'un intermédiaire, «La Poste», pour atteindre les galeries. A cette époque, j'envoie photos et contrats de dépôt-vente à signer, je reçois des questionnaires à remplir, bref je prépare mes débouchés pour l'année. Je multiplie mes points de vente dans toute la France touristique et citadine.

Chaque jour, je téléphone à ma poste, à la direction départementale : personne n'est responsable. Personne ne sait où se trouve mon courrier.

Je dénonce l'incapacité du département, qui n'a pas su ou voulu mettre en place un tri parallèle qui prévienne par roulement une distribution des petites rues.

Quel est ce service public qui laisse ses usagers quatre semaines sans une distribution ? Nous sommes pris en otage.

Hier soir, jeudi 4 mars, mon facteur a sonné à ma porte, il m'a donné son numéro personnel de téléphone. Me sachant aux abois, bien qu'en grève, il m'a promis de s'occuper de mon courrier ou du moins de chercher où il est entré.

MARIE-JEANNE FOUGEREAU
Marseille

Et que l'on nous épargne, de grâce, l'argument de la démocratie et des droits de l'homme. Les dirigeants des mouvements communistes, eux, pourtant sérieusement persécutés dans leurs pays, n'ont jamais pu bénéficier du droit d'asile en Occident.

Il est significatif à ce sujet que les États-Unis, qui refusent tout contact avec l'OLP depuis près de vingt ans, ont entretenu une liaison suivie avec l'organisation palestinienne islamiste Hamas.

En outre, le ton sulfureux et souvent paternaliste à l'adresse du monde arabe, adopté par certains médias et quelques hommes politiques, notamment pendant la crise du Golfe, est ressenti comme une humiliation supplémentaire par les peuples arabes. Mais la pire des frustrations génératrices de radicalisme effréné est la politique de deux poids, deux mesures, adoptée au Moyen-Orient où les résolutions des Nations unies sont appliquées rigoureusement quand elles concernent le monde arabe et avec la plus grande bienveillance lorsqu'il s'agit d'Israël.

Inconscience ou illusion ? L'Occident penserait-il être en mesure de sauvegarder ses intérêts dans un Sud radicalisé par la religion ou pense-t-il pouvoir utiliser les mouvements fanatiques comme moyen de pression potentiel sur les régimes en place dans le Sud ? Dans les deux cas, l'Occident joue avec le feu. Il commet une lourde erreur de jugement en croyant pouvoir pactiser avec les chefs islamistes actuels.

Une prise du pouvoir des islamistes dans le monde arabe pourrait représenter au moins les trois dangers suivants.

Le premier est le contrôle par les éléments jusqu'au-boutistes des principales réserves de pétrole dans le monde d'aujourd'hui.

Le deuxième est le danger d'une rupture entre le Nord et le Sud de la Méditerranée et une guerre larvée sur les plans politique, économique et culturel qui ne peut être que préjudiciable.

Quant au troisième, il touche la majorité des pays occidentaux et notamment la France dans le plus profond de leur tissu social. En effet, des millions de musulmans résident aujourd'hui en Occident. Il serait naïf de penser que l'arrivée au pouvoir des extrémistes dans leur pays d'origine ne se traduirait pas très vite par une radicalisation de ces communautés et l'apparition de groupuscules encensés à la violence et au terrorisme. Sans préjuger des résultats définitifs de l'enquête, l'attentat du World Trade Center devrait déclencher les sirènes d'alarme.

L'extrémisme religieux a été utilisé au Moyen-Orient pour lutter contre le nationalisme, le gauchisme et l'influence soviétique.

C'est bien. Mais il est temps aujourd'hui, à la lumière de ce que l'on dénomme le nouvel ordre mondial, de réviser la stratégie occidentale dans le monde arabo-islamique, avant que vienne le temps des remords.

CHÉRIF EL-SHOUBASHY
directeur du bureau parisien du quotidien égyptien Al-Ahram.

ARMÉNIE

Un peu d'électricité

MON père, obscur journaliste arménien, était fasciné par deux choses : l'école et la France. Frustré de la première, il a voué à la seconde une passion fidèle et sourcilieuse. J'imagine son émotion lorsqu'il débarqua à Marseille, avec des centaines de milliers de réfugiés comme lui, au début des années 20 : le pays de la fraternité lui faisait, à lui, privilège. Mon enfance s'est faite aux récits de massacres hallucinants, remplis de peur, de révolte et de sentiments contradictoires, dans la sérénité.

Pour la deuxième fois dans son histoire millénaire, l'Arménie est une République indépendante. Les historiens trouveront beaucoup de similitudes entre ce qui se passe en Arménie et l'épopée tragique de 1920-1923, qui finit en lâchage de la part des pays amis d'Occident.

Dans quelques jours, le président Ter Petrossian sera reçu par le président de la République française. L'Arménie est dans une situation extrêmement précaire. Parmi tous ses problèmes, le plus grave est l'impossibilité de production de courant électrique avec ses conséquences sur la vie de tous les jours et sur les communications. La France dispose d'un savoir-faire exemplaire dans le domaine nucléaire. Ter Petrossian sollicitera probablement son aide pour le redémarrage de l'unique centrale nucléaire d'Arménie. L'idée que rien ne soit fait concrètement dans ce sens est insupportable.

Des centaines de milliers de Français arméniens ont leur regard tourné vers la lumière.

GILBERT BEGUIAN
(Coordination et information arméniennes)

TRAIT LIBRE



BOSNIE

Des Musulmans convaincus

VOUS avez jugé utile d'insérer dans votre évocation parue le 10 février dernier sous le titre «Sarajevo défie le temps», quelques aperçus historiques qui appellent, à tout le moins, certaines précisions.

Vous écrivez : «Les Musulmans» de Sarajevo, que l'on appelait jadis les «beyes» et qui ne sont que les descendants des Slaves convertis de force au XIV^e siècle, ce qui expliquerait sans doute leur faible conviction religieuse...»

Je crois utile de vous rappeler à ce propos que les Slaves de Bosnie n'ont pas pu être convertis au XIV^e siècle pour la bonne raison que les Ottomans n'ont commencé à pénétrer dans la région que dans la seconde moitié du XV^e siècle, Sarajevo même n'étant attestée qu'à partir de 1462.

En outre le marché, la conversion ne fut nullement forcée (pas plus dans cette région que dans les autres parties des Balkans conquises par les Turcs, faute de quoi il n'aurait guère subsisté de chrétiens dans les Balkans...). Comme l'ont montré les historiens bosniaques des derniers décennies, il s'agit d'un processus étalé dans le temps, commençant par l'aristocratie indigène établie dans les villes et s'étendant peu à peu aux campagnes environnantes. Dans ces conditions, on estime que l'islamisation de l'aristocratie s'est achevée vers le milieu du XVI^e siècle et celle de l'ensemble de la population vers le milieu du XVII^e siècle. La raison généralement invoquée pour rendre compte de ce processus qui n'eut pas d'équivalent dans le reste des Balkans ottomans (à l'exception de l'Albanie) est l'expansion du bogomilisme dans le royaume de Bosnie dans les siècles précédant la conquête ottomane. Persécutés de longue date aussi bien par les catholiques que par les orthodoxes, ces bogomites (à rapprocher de nos cathares) auraient préféré assurer leur sécurité sous le manteau de l'islam, religion de leurs nouveaux maîtres.

Plus fallacieux encore est la conclusion que vous êtes tenté de tirer de cette prétendue conversion forcée. Quel que soit, imaginez, votre souci de laver les Musulmans bosniaques de l'accusation de fanatisme que leur réserve la propagande serbe, rien ne vous autoriserait à conclure aussi hâtivement à leur tiédeur religieuse. Ils ont eu et ils ont encore leurs «intéressés» qui n'ont rien à envier à ceux d'aucun autre point du monde musulman. Ils étaient d'ailleurs connus dans les siècles ottomans pour constituer les véritables cadres administratifs, militaires et religieux de la domination «turque» en Europe orientale et centrale. Quant à leur rapport aux diverses branches des arts et sciences islamiques durant plusieurs siècles, il n'eut rien de superficiel ni d'édulcoré. N'oublions pas, en outre – car ainsi l'aurez-vous vu, notre siècle de fer – que les leaders musulmans bosniaques qui nous apparaissent comme les plus laïques, voire les plus éclairés, sont en réalité ceux qui étaient le plus ouvertement ralliés à Tito.

GILLES VEINSTEIN
directeur d'études à l'École
des hautes études en sciences sociales

BACCALAURÉAT

Responsabiliser les responsables

LE Monde a publié le 20 janvier, sous le titre «Pénaliser les audacieux», une correspondance protestant contre la mesure, déclarée «inapercue», qui ferait compter en plus ou en moins les matières facultatives au baccalauréat. Cette lettre appelle quelques précisions.

D'abord, ce projet ministériel n'est aucunement «passé inaperçu». Il a immédiatement provoqué de fortes réactions des associations de professeurs spécialistes, qui se sont élevées contre ce projet lors de plusieurs audiences au ministère de l'Éducation nationale. La doctrine ministérielle qui leur a été opposée, est qu'il faut «responsabiliser les élèves». Les associations ont maintenu fermement leur position, car il faut aussi responsabiliser l'administration de l'éducation nationale, qui se sert déjà de ce projet pour dissuader systématiquement les élèves de seconde de prendre des matières facultatives l'an prochain en première.

Pourtant, la mesure en question n'est encore qu'un projet, annoncé par M. Lang dans une conférence de presse, mais une conférence de presse n'a aucune valeur légale pour prendre officiellement quelque mesure que ce soit. Le «nouveau baccalauréat» n'existe pas, tant que son organisation n'a pas fait l'objet d'une parution au Journal officiel. Il est donc parfaitement illégal d'appliquer dès maintenant des mesures qui ne sont pas encore prises. Il faut espérer, dans l'intérêt même des élèves, que le ministère renoncera à ce projet.

ANNE SOURIAU
Secrétaire générale de la conférence des présidents des associations de professeurs spécialistes

VISAS

La mort d'une jeune fille

AU début du mois de février, un accident d'automobile a eu lieu en vallée de Chevreuse. Une jeune fille de vingt-trois ans est décédée.

La jeune fille est srilankaise et originaire de Colombo, où vit sa mère. Cette dernière, âgée de cinquante-trois ans, prévenue de la mort de sa fille, a demandé immédiatement un visa «touristique», c'est-à-dire une autorisation de rentrer sur la bonne terre française trente jours maximum, afin d'enterrement sa fille. Cette mère se voit refuser tout visa à Colombo, à notre consulat. A son âge, demeurant au Sri-Lanka, quelles sont les intentions réelles de cette femme ? Nos fonctionnaires, sont sur le qui-vive. Et si elle prenait ce motif pour venir travailler chez nous ? Nous prendrions un logement ? Le RMT ? La Sécurité ?

Des personnes dans différents organismes, compétentes et éduquées, ont remué ciel et terre. En vain. Le 1^{er} mars, la dépouille a quitté le funérarium où elle avait été déposée. Un dernier chemin, seule.

JOCELYNE-DENISE BOULLIER
Villebon-sur-Yvette (Essonne)

UN LIVRE

Le nouvel imaginaire

A QUOI RÊVENT LES ANNIÉES 90
de Pascale Weil
Seuil, 256 p., 145 f.

Jamais, sans doute, les modes ne s'étaient démodées aussi rapidement qu'aujourd'hui. D'une décennie à l'autre, tout bouge, tout change, les idées et les comportements se retournent comme un gant.

Dans cette société chaotique, Pascale Weil occupe un poste d'observation privilégié : elle dirige le Planning stratégique et de recherches de Publis Conseil. C'est-à-dire qu'elle passe son temps à déchiffrer nos goûts, nos désirs et nos angoisses. Titulaire de plusieurs diplômes, dont un doctorat de sciences politiques, cette superwoman analyse le grand désordre qui agite nos crises dans un livre clair, ordonné, parfaitement cartésien, complété par des illustrations.

Notre imaginaire collectif, explique Pascale Weil, est passé successivement par trois phases. Les années 1960-1975 étaient marquées par le conflit sous toutes ses formes : gauche/droite, patrons/syndicats, hommes/femmes, tradition/modernité... C'était un imaginaire d'opposition.

Changement de logique et de décor dans la période 1975-1985 : les frontières se brouillent, les repères manichéens s'effondrent, la France s'homogénéise. Dans ces années de patchwork, de métissage, de syncrétisme culturel et de déstructuration, c'est un ima-

ginaire de confusion. Depuis la moitié des années 80, explique Pascale Weil, on est entré dans une troisième phase, dominée par la transaction, le contrat, le partenariat... On ne pense plus blanc ou noir, mais blanc et noir. Cette société plus nuancée et plus exigeante, qui a intégré des valeurs féminines, cherche à «consommer avec modération». Elle développe un imaginaire d'alliance.

C'est un véritable défi pour la publicité qui, elle, préfère l'euphorie, l'extrémisme, la démesure. Rassurons-nous : la pub s'adapte. Les automobiles qui affichaient leurs attributs virils (Cx, vitesse) mettent en valeur des attributs féminins (douceur, confort, silence...). La publicité ne s'adresse plus seulement à l'acheteur mais à l'individu global. C'est l'alliance de la délectation et du plaisir : «Minceur heureuse». L'alliance de la santé et de la santé : les aliments se présentent comme des produits de beauté, et les stampings sont «vitaminés».

Pascale Weil, qui baigne dans les milieux de la publicité, nous donne une image défilamment optimiste de tout cela. L'imaginaire d'alliance, affirme-t-elle, est lié à la démocratie et, comme elle, doit être défendu pour empêcher le retour au syncrétisme ou à l'exclusion... On ne demande qu'à le croire, en espérant que le tableau n'est pas trop enlaidi.

ROBERT SOLÉ

SIDA

Préservatifs au lycée

JE ne suis ni prude ni «Père la Pudeur», mais j'approuve entièrement la décision de l'Agence de refus de l'installation d'un distributeur de préservatifs dans son établissement, décision qui provoque quelques remous.

Ancien enseignant et chef d'établissement, je ne soulève aucun problème de morale qui ferait sourire à l'époque actuelle et me disqualifierait aux yeux de beaucoup.

Simplet, je constate depuis de nombreuses années un abandon de leur responsabilité éducative par beaucoup de parents. Si certains d'entre eux tolèrent, acceptent, voire encouragent leurs enfants à avoir des relations sexuelles précoces, c'est leur affaire et cela ne me regarde pas, mais, qu' alors, ce soit le père qui fournisse son fils en préservatifs, la mère qui donne des pilules (et des préservatifs) à sa fille.

Ce geste montrera que la prévention contre ce fléau n'est le sida de l'affaire de tous, parents et enfants, qui doivent s'unir pour le combattre. Gageons aussi que ce geste aura, auprès des jeunes, un autre impact que le fait de mettre une pièce de monnaie dans un distributeur.

De grâce, ne demandons pas aux lycées de distribuer capotes, pilules et pourquoi pas des seringues (il y a, hélas ! des élèves drogués). Les parents sont les premiers responsables de la santé de leurs enfants.

JACQUES HUART
Saint-Egrève (Isère)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Crys
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsalif.

15-17, rue de Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDPUB 634 128 F
Tél. : 44-42-98-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régie Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composées : Agence LEMONDE
ou 28-15 - Tél. LM

Imprimée
du Monde
12, r. M. Gumbourg
94332 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.806F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE arion
3 mois	534 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 122 F	1 540 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous ou par MIMTEL : 36-15 LEXANDRE code d'accès ABO.

« LE MONDE » (USPS - published daily for \$ 5.00 per year by LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1515, Champlain, N.Y. 12919 - USA.

For the advertisement rates, see page 134.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 703 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Préciser avec l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉTRANGER

• Le Monde • Samedi 13 mars 1993 3

La lutte contre la corruption en Italie

Les circuits de l'argent noir

Le juge Antonio Di Pietro, qui conduit l'opération « Mains propres », est amené à remonter dans le temps et à l'étranger — notamment en Suisse — les filières des milliards des scandales

Dans un précédent article, intitulé « Milan aux mains sales » (11 mars), Roland-Pierre Paringaux a évoqué la lutte des juges et des journalistes contre la corruption en Italie.

MILAN

de notre envoyé spécial

Le juge Antonio Di Pietro a-t-il donné au juge Di Pietro les clés des placards encore verrouillés du musée des horreurs de la démocratie italienne ? Lui a-t-il expliqué la marche à suivre pour remonter les filières étrangères de l'argent noir ? On comprend qu'Antonio Di Pietro, le juge qui conduit l'opération « Mains propres » (maius proprie) et son collègue Pierluigi Dell'Oso, chargé du dossier Ambrosiano, aient fait le déplacement à la prison genoise de Champ-Dollon, le mois dernier, pour venir aux nouvelles. Car s'il est un homme pour qui la faillite du Banco Ambrosiano, le « suicide » de Roberto Calvi, le complot de la loge P2 ou encore le cheminement des milliards de la corruption n'ont guère de secret, c'est bien ce financier italien que la justice suisse a mis sous le verrou l'an dernier pour banqueroute frauduleuse.

Dans leur offensive tous azimuts contre le système de corruption qui gangrène l'Italie depuis des décennies (le Monde du 11 mars), les juges milanais sont conduits à remonter le temps. Car tout se tient. Progressivement, un passé que beaucoup voulaient oublier remonte à la surface. A commencer par les scandales du début des années 80, étranges cocktails dans lesquels se mêlaient la politique, l'affairisme et le crime. La démocratie italienne n'a pas manqué, elle non plus, de « cadavres exquis ».

Vingt années d'affairisme péninsulaire, suivies d'une décennie d'acrobaties financières à partir de

Genève, ont donné à Florio Fiorini, sexagénaire tout en rondeurs, une vue imprenable sur trente années de combines européennes. Pendant douze ans, de 1970 à 1982, notre homme a été le directeur financier de l'ENI, empire pétrolier national et source de financement occulte numéro un des partis italiens. Pendant douze ans, sur ordre de ses supérieurs, il a généreusement arrosé tous les mois quatre partis : démocrates chrétiens, socialistes, républicains et sociaux-démocrates. Au bout du compte, des dizaines de millions de dollars. Exprimées en lires, la plupart des sommes en jeu dans toutes ces affaires sont tellement énormes qu'elles dépassent l'entendement de beaucoup d'Italiens.

D'étranges ramifications

D'où venait l'argent ? De la spéculation sur les cours du pétrole et du dollar, réalisée à partir de sociétés basées à l'étranger. Les gains pouvaient atteindre plusieurs millions de dollars par jour. Loin d'être la seule du genre, cette structure parallèle était la plus productive. C'est donc naturellement qu'elle s'est trouvée mêlée aux scandales qui ont inauguré la décennie 80.

C'est à cette époque que M. Fiorini a sorti 50 millions de dollars de l'ENI pour les prêter au directeur du Banco Ambrosiano, Roberto Calvi. La banque, engagée dans toutes sortes d'affaires, traversait une grave crise financière. L'ordre a été donné par les socialistes, lourdement caudés (on parle de 20 milliards de lires) auprès de l'Ambrosiano. Le ministre des participations d'Etat, alors M. Gianni De Michelis, figure flamboyante du socialisme italien et grand animateur de la « dolce vita » romaine, aujourd'hui dans le collimateur des juges. Pour prix de leur générosité, les socialistes encaissèrent un « pourboire » de 7 millions de dollars.

Cette somme devait-elle servir à rembourser une partie de leur dette ? Devait-elle être partagée avec leurs partenaires politiques ? Certains l'ont affirmé. Ce qui est clair, aujourd'hui, c'est que les socialistes n'ont pas partagé et que les millions ont pris le chemin de la Suisse. En juin 1982, l'Ambrosiano s'effondrait dans une faillite frauduleuse de 1,5 milliard de dollars. Roberto Calvi entamait alors une cavale qui allait se terminer par une pendaison sous un pont de Londres. Officiellement, un suicide.

Le krach fit grand bruit. Il fit également apparaître d'étranges ramifications et de curieux personnages. A commencer par Licio Gelli, grand-maître de la loge maçonnique P2, ultérieurement impliquée dans une tentative de complot contre la République. M. Gelli, qui coule des jours paisibles en Italie, était proche de Calvi. D'autant plus que ce dernier, affilié à la P2, s'occupait de diverses opérations financières pour le compte de la loge. On voyait aussi apparaître un banquier réputé proche de la Mafia, Michele Sindona, et, par ailleurs, la banque du Vatican. L'archevêque Paul Marcinkus, grand argentier du pape, ne dut d'ailleurs qu'à son immunité diplomatique et à sa

nationalité américaine d'échapper à la justice.

C'est dans ce contexte chargé que le chef du PSI italien, M. Bettino Craxi, et son dauphin M. Claudio Martelli, auraient été conduits à négocier avec Roberto Calvi certaines modalités des « prêts » de l'ENI au Banco Ambrosiano. Et pour cela à faire appel aux bons offices de Licio Gelli. L'ancien grand-maître parle d'une négociation et de promesses, non tenues, de M. Craxi à Roberto Calvi concernant d'autres remises de fonds. Il évoque aussi « la situation financière dramatique » du PSI à l'époque.

Des perquisitions opérées ultérieurement chez Licio Gelli firent apparaître une enveloppe portant les noms de MM. Craxi et Martelli, avec la mention : *UBS Lugano 633369*. On devinait le compte suisse, mais on n'en sut pas plus. Le PSI était au pouvoir, la justice piétinait. Florio Fiorini a raconté au juge la panique qui avait saisi les dirigeants socialistes, début 1983, à l'annonce que la justice helvétique s'appropriait les magistralités italiennes sur ce mystérieux compte. Finalement, après diverses interventions, le secret bancaire prévalut. M. Craxi y gagna dix ans de répit.

Le compte « Protezione »

Deux développements récents ont modifié la situation. D'une part MM. Craxi et Martelli (qui a démissionné, en février, de ses fonctions de ministre de la justice), font l'objet de nouveaux « avis d'enquête » (le septième pour M. Craxi) pour complicité dans le krach de l'Ambrosiano (1). D'autre part, le compte « P2 » de l'UBS a été partiellement éclairci.

Dans les jours qui ont suivi la visite des juges milanais à Genève, l'architecte Silvano Larini, ami et éminence grise de Bettino Craxi, qui était en fuite depuis huit mois, et qui avait trouvé l'hospitalité en France, où il compte de nombreux amis, décidait de se rendre. Interrogé par le juge Di Pietro, il confirmait l'existence du compte 633369, ouvert par lui auprès de l'agence de l'Union des banques suisses de Lugano et baptisé *Protezione*. Un compte mis à la disposition du PSI.

Comme Florio Fiorini, l'architecte est depuis plus de vingt ans au cœur de la corruption politique italienne et de ses prolongements à l'étranger. Comme lui, il est loin d'avoir tout dit. Dans l'un des « avis d'enquête » visant M. Craxi, il est cité vingt-deux fois comme « percepteur matériel » de 21 milliards de lires encaissés pour le compte du leader socialiste.

A quoi, à quoi, a servi le compte *Protezione* ? A abriter les 7 millions de dollars de la traction ENI-Ambrosiano de 1980. Mais encore ? Pour le moment, l'enquête se poursuit pas de réponse précisément à la question. On sait, cependant, d'après la presse italienne, que Florio Fiorini a déclaré aux juges : « *Protezione était le compte de l'argent provenant de l'ENI, mais aussi de n'importe quelle autre entreprise publique* ». En fait, l'argent n'a jamais cessé d'arriver. Et d'autres révélations laissent penser que ce compte n'était pas le seul « terminal » suisse de l'argent sale italien.

Selon la presse italienne, on trouve, à Genève, à la tête de nébuleuses financières ramifiées et dotées de partenaires souvent prestigieux, des financiers proches de Bettino Craxi et du PSI. Des hommes dont le passé renvoie généralement aux grands groupes d'Etat italiens. Parmi les plus fréquemment cités, Pier Francesco Piacitelli, ex-ingénieur des pétroles qui a créé la banque Karfinco. Ou encore Sergio Cusani, qui avait mis sur pied la société financière Merchant, apparemment chargée de faire fructifier des capitaux venus d'Italie dans les pays de l'Est.

Les milliards et la banque du Vatican

Florio Fiorini, lui aussi, a tenté d'investir des millions à l'origine incertaine sur les marchés financiers européens. Après le krach du Banco Ambrosiano, suivi de déboires du côté de Milan, il prend la tête d'une fiducie genoise, la Sasea, dans laquelle on retrouve... la banque du Vatican. Et, plus tard, le Crédit lyonnais. Discrète, la Sasea brassait des milliards. Elle semble en avoir notamment reçu de Monte-Carlo et du Luxembourg. Dans quel but ?

A partir de 1985-1986, Fiorini, associé au fameux Giancarlo Parretti, s'est lancé dans une série de raids financiers en France et en Espagne (*Libre l'entrepreneur*). Des « coups » qui ont fait couler beaucoup d'encre et pas de millions, avant de mal se terminer : dépôt de bilan du *Matin de Paris*, désastre de la MGM et déboires du Crédit lyonnais. Le tout couronné, l'an dernier, par une faillite frauduleuse et retentissante de la Sasea (on parle de milliards de francs) et par l'incarcération de M. Fiorini.

Avant d'aller prendre ses quartiers d'hiver à la prison de Champ-Dollon, l'Italien semble cependant avoir pris quelques précautions. L'événement du Jeudi rapportait récemment la tentative faite, en septembre dernier, par M. Fiorini pour déposer 5 millions de francs dans la succursale parisienne d'une banque de province. Conformément aux consignes données pour lutter contre le blanchiment de l'argent sale, l'agence avait refusé le dépôt et relevé au passage le nom de M. Fiorini et celui de l'homme qui l'accompagnait : M. Max Théret. Cet homme d'affaires proche du pouvoir, qui se trouvait incriminé dans l'affaire Pechiney, avait appuyé l'équipe Parretti-Fiorini lors de la tentative de sauvetage du *Matin de Paris* et lors du rachat de Pathé.

Ce sont de telles relations, ajoutées à d'autres indices, qui font soupçonner à certains l'existence d'une « solidarité financière » entre socialistes italiens et français. Un soupçon qui donnerait du crédit à cette boutade d'un inculpé italien, pour qui le compte bancaire des socialistes italiens à Lugano, c'était « le compte de l'internationale prolétarienne ».

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

(1) M. Carlo De Benedetti, qui fut brièvement vice-président de la banque, de novembre 1981 à janvier 1982, a été condamné, l'an dernier, à six ans de prison. Le patron du groupe Olivetti a fait appel.

L'enquête de M. François d'Aubert

« Financiers sans scrupules protégés par l'internationalisme socialiste, escrocs de haut vol s'épanouissant dans le monde virevoltant de la financiarisation à outrance des années 80, ou recycleurs de capitaux d'origine diverse et souvent douteuse ? Fiorini et Parretti, c'est un peu tout cela à la fois. Avec en finale une ardoise d'une quinzaine de milliards de francs pour le Crédit lyonnais. »

Ce jugement sans appel porté par François d'Aubert sur les « raiders » italiens, Florio Fiorini et Giancarlo Parretti dans son livre *L'Argent sale* (1), n'a rien de gratuit. Il est le résultat d'une enquête de quatre ans, consacrée par le député (UDF) de la Mayenne aux agissements des deux financiers italiens depuis une dizaine d'années, à leur passé tourmenté, à leurs acrobaties financières, à leurs amitiés particulières. Tout particulièrement en France.

Le dossier du rachat de la MGM

L'enquête, commencée fin 1988, retrace quatre « affaires françaises » dans lesquelles ces filibustiers transalpins de la finance ont joué un rôle-clé : la tentative de sauvetage du *Matin de Paris* à l'époque où M. Paul Quilès en avait pris la direction ; l'acquisition de sociétés de HLM ; le rachat de Pathé ; enfin, et surtout, la prise de contrôle désastreuse de la Metro Goldwyn Meyer (MGM).

Chacune de ces affaires fait apparaître le même cocktail troublant d'affairistes sans scrupules, d'amitiés socialistes, de filières opaques, de capitaux à l'origine douteuse. Politiciens, hommes d'affaires, intermédiaires et escrocs s'entrecroisent. Pour illustrer le contexte international qui sert de toile de fond à ces manœuvres, l'enquête nous entraîne dans l'univers cosmopolite et compliqué des circuits financiers parallèles. Suisse, Luxembourg,

Panama et autres paradis fiscaux, propices au blanchiment discret de l'argent sale, défilent comme une rengaine. Elle nous ramène fréquemment en Italie, où les deux compères ne manquent visiblement ni d'amis politiques (socialistes ou démocrates-chrétiens) ni de sources de financement. Elle nous conduira aussi en Espagne où ils ont aussi joué les repreneurs de sociétés.

Reste le morceau de choix que constitue le rachat de la MGM, pour partie avec les millions généreusement prêtés par une filiale hollandaise du Crédit lyonnais au passé plutôt trouble. L'affaire tournera à la débâcle et à un krach de plusieurs milliards de francs. Un dossier et un réquisitoire accablants pour le Crédit lyonnais. D'autant plus que la banque nationalisée avait aussi investi pas mal de millions dans la nébuleuse de sociétés de Florio Fiorini, la fameuse Sasea, victime, il y a peu, d'un krach aussi inexpliqué que retentissant (12 milliards de francs, selon certaines estimations).

Le livre aurait gagné à être condensé et, à la veille des élections législatives en France, son acharnement à voir une main socialiste dans toutes ces affaires pourrait paraître suspect. Reste un énorme travail, un tableau de mœurs convaincant, des questions essentielles : pour qui travaillaient les deux italiens ? d'où venaient les milliards mis à leur disposition ? existe-t-il une internationale socialiste de l'affairisme financier ? En attendant que les magistrats suisses et italiens nous en disent plus, il est bon de lire ce livre. Pour comprendre et pour tenter de se prémunir, avant qu'il ne soit trop tard, contre le flot de l'argent sale.

R.-P. P.

(1) *L'Argent sale*. Enquête sur un krach retentissant. Editions Plon. 580 pages. 140 F.

Trois autres dirigeants de l'ENI arrêtés

Dans la foulée de l'arrestation du président de l'ENI, M. Gabriele Cagliari (le Monde du 10 mars), les présidents des trois principales sociétés de l'office national des hydrocarbures italien ont été arrêtés mercredi 10 et jeudi 11 mars, a-t-on appris de sources judiciaires à Milan. Avec l'arrestation, mardi, du président de la société du groupe Nuovo Pignone (turbines à gaz), les derniers mandats d'arrêt des juges milanais portent à cinq le nombre des dirigeants du deuxième groupe public italien arrêtés, lequel a été littéralement décapité en moins de quarante-huit heures.

Les derniers sont le président de SAIPEM (forages, oléoducs terrestres et sous-marins), M. Gianni Dell'Orto ; le président de SNAM (secteur gaz), M. Pio Pigorini, également président de SNAM International Holding de Zurich, et enfin le président d'AGIP (prospection, extraction et vente de carburants), M. Raffaele Santoro. Tous trois seraient accusés de falsification des chiffres de leurs sociétés, ainsi que de violation de la loi sur le financement des partis. La police fiscale a opéré jeudi matin des perquisitions aux sièges des trois sociétés à Milan. — (AFP)

La préparation du sommet de Tokyo

La Russie est invitée à participer à une réunion des « sherpas » du G7 à Hongkong

Le Japon a invité le vice-premier ministre russe Boris Fiodorov, qui a accepté, à participer à la réunion des « sherpas » (représentants des chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés) qui se tiendra pendant le week-end à Hongkong, a annoncé jeudi 11 mars le porte-parole du gouvernement japonais, M. Yohei Kono. M. Kono a indiqué que le Japon souhaitait obtenir de M. Fiodorov — en marge de la réunion préparatoire au sommet des sept — que se tienne en juillet à Tokyo, des informations sur « la situation économique et les progrès des réformes économiques » en Russie, « essentielles pour envisager des

mesures concrètes de soutien du G7 aux réformes russes ». Le ministère japonais des affaires étrangères a indiqué que cette déclaration de M. Kono équivalait à un message de soutien du G7 au président Eltsine. Après les déclarations faites mardi à Washington par MM. Clinton et Mitromend sur l'urgence pour les pays du G7 de se pencher sur la situation en Russie, le Japon avait laissé entendre qu'il ne serait pas hostile à ce qu'une réunion de niveau ministériel, comme celle des ministres des finances prévue pour la fin avril, discute des moyens de soutenir M. Eltsine. — (AFP)

SUISSE

M. Flavio Cotti est nommé chef de la diplomatie

M. Flavio Cotti, conseiller fédéral démocrate-chrétien, originaire du Tessin, succédera à M. René Felber à la tête du département suisse des affaires étrangères. M. Flavio Cotti, auparavant chargé du département de l'intérieur, est connu pour sa retenue dans le dossier européen, qui s'est manifestée lors de la campagne pour le référendum sur l'Espace économique européen auquel la majorité des électeurs et des cantons ont répondu négativement le 20 septembre dernier.

Cette décision a été prise lors de la réunion du Conseil fédéral (gouvernement) qui s'est tenue jeudi

11 mars à Berne, à la suite de l'élection de M. Ruth Dreifuss (le Monde du 11 mars). Cette dernière, nouvelle venue parmi les « sept sages » du gouvernement de Berne, a été chargée du département fédéral de l'intérieur, qu'elle souhaitait occuper en raison de ses compétences en matière de droit social, acquises lors de son passage au secrétariat de la fédération des syndicats suisses.

Les autres conseillers fédéraux conservent leurs attributions, notamment MM. Otto Stich (finances) et Jean Pascal Delamuraz (Développement économique). — (AFP, AP)

ELISABETH BADINTER

XY

DE L'IDENTITE MASCULINE

"L'HEURE DE VÉRITÉ"

DIMANCHE 14 MARS À 12H

ELISABETH BADINTER

XY

DE L'IDENTITE MASCULINE

130 F

320 p.

EDITIONS ODILE JACOB

EUROPE

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Des villageois musulmans de Bosnie orientale ont retenu deux blindés de l'ONU

Fous de terreur, pris sous les bombardements serbes quotidiens, quelque trois à quatre mille habitants de l'enclave musulmane de Konjevic-Polje (est de la Bosnie) ont retenu, jeudi 11 mars, dans leur village deux blindés légers de l'ONU, leur équipage britannique et des observateurs militaires de la FORPRONU accompagnant un premier convoi sanitaire dans cette poche coupée du monde. « J'ai vu une jeune fille de seize à dix-sept ans se jeter à genoux devant des blindés tellement elle avait peur », a raconté à l'AFP Edouard Stager, infirmier anesthésiste de l'Association franco-belge Médecins sans Frontières (MSF). Puis, « des femmes se sont couchées sur la route pour empêcher le départ du convoi », a-t-il dit.

« A notre arrivée, les gens

s'étaient mis à pleurer » (...). « C'était terrible. Je n'ai jamais vu autant de gens qui vivent dans l'idée qu'ils seront morts demain », a raconté l'infirmier belge. Selon lui, les habitants craignent surtout de subir des représailles des forces serbes bosniaques immédiatement après le départ des soldats de l'ONU. La mort est une présence quotidienne à Konjevic-Polje, une enclave formée de plusieurs hameaux contre lesquels sont pointés les canons de l'artillerie serbe bosniaque. Selon les informations recueillies sur place par l'infirmier, vingt personnes y sont mortes jeudi.

« J'ai senti que les Serbes bosniaques veulent en finir avec l'enclave. C'est aussi l'impression de ses habitants », estime Edouard Stager. Lui qui a opéré en Ethiopie, en Somalie

et en Afghanistan, affirme qu'il n'a « jamais vu de guerre aussi horrible, sans merci, de gens aussi délaissés ». Pendant le séjour de trois heures de l'infirmier belge dans l'enclave, qu'il a quittée en compagnie de représentants du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), des obus se sont abattus sur un hameau à l'ouest de colline, celui de Lomidi, à 3 kilomètres au sud de Konjevic-Polje. Des motoculteurs ont emmené les blessés. Parmi eux, une femme à l'épaule arrachée par un obus, dans un état désespéré. Son enfant, tué à côté d'elle, avait été laissé dans le hameau.

Les blessés ont été regroupés dans des maisons chauffées au centre du village. L'infirmier belge a vu une centaine de blessés, dont quarante doivent être évacués d'urgence, mais il pense qu'il y en a beau-

coup plus, peut-être deux cents. La plupart ont été atteints par des obus, un petit nombre par balles. Parmi les blessés qui sont soignés d'une manière rudimentaire par trois infirmiers, dont une femme militaire, il y a une vingtaine de femmes et quatre ou cinq enfants.

Le convoi sanitaire, bloqué pendant deux jours par les Serbes bosniaques avant d'obtenir le feu vert grâce à une médiation du général Philippe Morillon, commandant des forces de l'ONU en Bosnie, n'a pas pu, comme prévu, évacuer les femmes et les enfants blessés. L'autobus promis par les Serbes bosniaques n'est jamais arrivé et le camion-ambulance du HCR n'a pas été autorisé à passer. — (AFP)

Un scandale politico-financier éclabousse l'entourage de M. Milosevic

Un scandale politico-financier ayant déjà provoqué l'arrestation de deux ministres, la fuite en Israël d'un banquier et la mort mystérieuse du responsable d'une grande entreprise, éclabousse l'entourage du président serbe Slobodan Milosevic, accusé d'avoir profité des pénuries dues à la guerre pour s'enrichir illégalement.

L'ancien ministre serbe du commerce, M. Sava Vajkovic, et son successeur, M. Velimir Mihajlovic, ont été arrêtés ces derniers jours, accusés d'avoir dirigé un trafic lié à l'importation clandestine de produits pétroliers depuis l'introduction de l'embargo de l'ONU, fin mai dernier.

M. Vajkovic est l'un des proches de l'ancien premier ministre serbe Radoman Bozovic, lui-même considéré comme le bras droit de M. Milosevic. Au centre de l'affaire, l'entreprise Jugodrovo, théoriquement spécialisée dans le commerce du bois, dont le directeur

financier, Radovan Nikolic, a été retrouvé mort mardi, une balle dans la tête, devant l'entrée de son immeuble à Belgrade. « Suicide sans témoin », commentait, jeudi 11 mars, le quotidien *Vecernje Novosti*, en s'interrogeant sur les conditions mystérieuses de la mort de ce témoin-clé dans ce scandale impliquant des membres de l'équipe dirigeante en Serbie.

Le principal banquier privé de Yougoslavie, M. Jozimir Vasiljevic, homme d'affaires multimillionnaire, a, quant à lui, fui en Israël pour échapper « aux menaces de mort et au racket » organisé, selon lui, par les dirigeants de Serbie et du Monténégro.

L'annonce de la fuite de M. Vasiljevic a provoqué l'indignation de dizaines de milliers d'épargnants ayant confié leurs économies à sa banque, Jugoskandit, pour profiter de taux d'intérêt allant jusqu'à 15 % pour les dépôts en devises. — (AFP)

Qui commandera la force de l'OTAN chargée de faire appliquer le plan de paix ?

Des divergences sont apparues entre la France et les Etats-Unis, lors d'une réunion de l'OTAN mercredi 10 mars à Bruxelles, à propos du commandement de la force internationale qui serait chargée de faire respecter le plan de paix en Bosnie.

Lors de cette réunion, le secrétaire général Manfred Wörner a demandé aux représentants des pays membres de donner mandat aux instances militaires de l'OTAN pour planifier cette éventuelle intervention en Bosnie, qui, selon des diplomates à Bruxelles, pourrait impliquer environ 30 000 hommes. La France cependant a souligné que les divergences qui l'opposent aux Etats-Unis sur la question du commandement de cette opération soient réglées avant que ne commencent les travaux de planification. Un groupe de travail a été constitué pour trancher cette question et trouver le moyen d'associer la Russie à l'opération.

Les Etats-Unis envisageaient de monter l'opération dans le seul cadre des instances militaires intégrées et

d'en confier le commandement à l'amiral américain responsable de la région sud de l'OTAN (basé en Italie). La France, de son côté, qui ne veut pas avoir l'air de réintégrer les instances militaires de l'OTAN, insiste pour que cette intervention soit placée sous l'égide des Nations unies et formellement conçue comme une opération *ad hoc*. Son commandant, l'Amiral américain de la région sud, devrait, estime-t-elle, recevoir mandat de l'ONU pour une opération spécifique.

« Nous serons attentifs aux préoccupations françaises. Aucune décision définitive n'a été prise et les consultations se poursuivent », a indiqué jeudi M. Des Dee Myers, porte-parole de la Maison Blanche. Contrairement à ce que laissait entendre jeudi le *New York Times*, Paris n'entend en tout cas pas faire obstacle à une participation américaine. On soulignait au contraire à l'Elysée la tonalité positive des conversations entre M. Mitterrand et M. Clinton.

Le dispositif naval français en Adriatique est allégé

Le dispositif naval français, qui avait été déployé en Adriatique depuis le 28 janvier dernier, sera allégé au début de la semaine prochaine, avec le retour à Toulon (Var) du groupe aéronaval autour du porte-avions *Clemenceau*. Seuls, continueront de patrouiller dans la zone un groupe constitué du transport de charbon de débarquement *Foudre* (avec à son bord dix-sept hélicoptères lourds et moyens de la marine et de l'armée de terre) et une frégate, qui lui servira d'escorte. Dans le port de Toulon, le porte-avions *Clemenceau* et ses navires d'accompagnement — dont un ravitailleur d'escadre — seront maintenus en alerte au cas où il leur serait demandé de rejoindre l'Adriatique pour renforcer ou remplacer le groupe autour de la *Foudre*. Ces mouvements de la marine française sont indépendants de la décision de maintenir, dans la zone du canal de Trente, une frégate et un aviso chargés, au nom de la France, de participer au contrôle de l'embargo international.

La Serbie est menacée de nouvelles sanctions

Suite de la première page

A l'Elysée, M. Milosevic a répété que son influence auprès des Serbes de Bosnie et de Croatie était « limitée », et a expliqué, devant MM. Mitterrand, Vance et Owen que la Serbie ne pouvait pas plus que le Monténégro mériter les sanctions qui leur sont imposées. Il a, d'ailleurs, demandé la levée de l'embargo, qui « cause d'énormes préjudices à la Yougoslavie » et qui ne peut « en aucune manière rapprocher la solution du conflit en Bosnie-Herzégovine ».

Ce à quoi, selon M. Owen, le président français a répondu en menaçant clairement son interlocuteur d'un durcissement de la communauté internationale au cas où M. Milosevic refuserait d'entendre raison. « Si nous ne parvenons pas à un accord, la communauté internationale va agir », a-t-il notamment dit. M. Mitterrand a également joué sur une corde sensible en insistant sur l'avenir européen de la Serbie après la guerre, et en évoquant « le temps où il était prison-

nier de guerre en Allemagne et le sort des prisonniers serbes d'alors ». Pour M. Owen, « l'avenir du peuple serbe, qu'il soit en Serbie, en Croatie ou en Bosnie, réside dans la paix, et Belgrade doit le comprendre ».

En fin d'après-midi, compte tenu du blocage des discussions, un dîner était organisé au Quai d'Orsay autour de M. Roland Dumas, auquel s'est ensuite joint le président français. C'est à l'issue de ce dîner — qui dura trois heures — que M. Owen pouvait évoquer « une bonne réunion » et « quelques progrès, même insuffisants ». « Ce soir, nous nous sommes rapprochés du cœur du problème », ajoutait pour sa part M. Vance, qui s'est félicité du « soutien » de Paris.

Si M. Milosevic a, dans le passé, réussi à pousser M. Karadzic au compromis, notamment fin janvier à Genève sur la future Constitution de la Bosnie-Herzégovine, son engagement sur la question du découpage de cette République a paru, cette

fois, assez vague. D'autant que, dans le même temps, il déclarait à la télévision de Belgrade qu'il ne revenait pas à la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) — « qui n'est pas partie au conflit » — de se substituer aux « représentants des trois peuples » (serbe, musulman et croate) de Bosnie-Herzégovine. « Une solution définitive doit être trouvée par consensus », a-t-il ajouté.

Evoquant, de son côté, l'intensité actuelle des combats, M. Vance a déploré cette situation. « Malheureusement normale », « ils se battent car ils veulent, chacun, l'avantage de l'histoire, et cela est lié à la négociation sur la carte », a-t-il dit. Les médiateurs ne s'attendent apparemment pas à un accord très rapide, mais plutôt « dans un délai raisonnable ». L'approbation par les trois communautés bosniaques du découpage tel qu'ils le proposent conditionne, à leurs yeux, la mise en œuvre de l'ensemble du plan de paix. « M. Milosevic doit prendre une décision sur le sort de ses amis (de Croatie et de Bosnie), et s'il dit non il doit savoir que la Serbie est condamnée à l'isolement international », a averti M. Vance. M. Milosevic a regagné Belgrade immédiatement après le dîner au Quai d'Orsay.

ALAIN DEBOVE

18H30 - 19H30

Face aux Maires

8 Maires, élus de communes urbaines ou rurales interrogent les grands leaders politiques

14 Mars : Antoine WAECHTER

15 Mars : André LAJOINIE

16 Mars : Laurent FABIUS

17 Mars : V. GISCARD d'ESTAING

18 Mars : Alain JUPPE

19 Mars : Jean-Marie LE PEN

RTL

Législatives 93

DIPLOMATIE

Avec une unité blindée

L'armée belge prévoit d'entrer dans l'Eurocorps

Selon le ministère français de la défense, la Belgique devrait prendre prochainement la décision de participer à l'Eurocorps, qui comprend, à ce jour, des formations françaises et allemandes pour des missions au service de l'Organisation atlantique (OTAN) et de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Depuis le début de mars, des officiers belges de liaison ont été placés auprès de l'état-major de l'Eurocorps, qui sera confié au général allemand Helmut Willmann et qui s'installera progressivement à Strasbourg pour être au complet en octobre. C'est en mai 1992, au sommet de La Rochelle, que Français et Allemands ont décidé de créer un corps de 35 000 à 40 000 hommes qui devrait être opérationnel en octobre 1993 et appelé à recevoir des unités d'autres pays européens, en particulier la Belgique, l'Espagne et le Luxembourg.

Deux types de missions attendent cet Eurocorps : la défense principale de l'Europe, en application des traités de Washington (OTAN) et de Bruxelles (UEO), et des opérations humanitaires ou d'interposition. Les forces qui le composent peuvent avoir une triple affectation — ce qui suppose une structure relativement souple — selon que leur emploi reste dans un cadre national, s'exécute au sein de l'OTAN (aux termes d'accords nouveaux conclus en janvier dernier sur le

contrôle opérationnel) ou qu'il s'applique au terme de procédures définies en commun par les Etats membres de l'UEO. Pour l'instant, outre la brigade mixte franco-allemande (4 200 hommes) qui a son PC à Mülheim, l'Eurocorps comprendra en 1993 la 1^{re} division blindée française (12 000 hommes) à Baden-Baden, un régiment français de transmissions à Rastatt, la 12^e brigade blindée (à Amberg) et la 30^e brigade mécanisée (à

Ellwangen), soit 12 000 hommes, qui relèvent de la 10^e Panzerdivision allemande stationnée à Sigmaringen.

La participation belge doit concerner une unité blindée mécanisée. Dès l'annonce, en 1992, de l'Eurocorps, la Belgique avait montré son intérêt envers le projet, insistant pour que cette formation européenne dans le cadre de l'UEO n'affaiblisse pas l'OTAN.

J. L.

LE SALON D E LA HAUTE FIDÉLITÉ
12 - 15 MARS 1993
PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS
10h-19h30
3616 HIFI TEL
ENTRÉE 50 F

LA STATION BÉNIE DES DIEUX !
(Hauteur de Neige)
BAS DES PISTES : 1m 20
HAUT DES PISTES : 2m 50
VOIE LACTÉE OUVERTE
350 km DE PISTES
Montgenèvre
Office de Tourisme - Tél. 092 21 00 21

مكتبة القرآن

AFRIQUE

ANGOLA : alors que l'ONU tente à nouveau de renouer le dialogue

Le gouvernement et l'UNITA semblent avoir opté pour la poursuite de la guerre

Un projet de résolution devait être soumis au Conseil de sécurité des Nations unies, vendredi 12 mars, afin de tenter une nouvelle fois de relancer le dialogue entre le gouvernement angolais et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le texte demandait au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, d'organiser avant le 30 avril, une rencontre « au plus haut niveau possible » entre les deux parties.

LUANDA

de notre envoyé spécial

Inégalement, l'Angola s'enfonce dans la guerre. Officiellement, le gouvernement de Luanda affirme qu'il veut encore croire à la reprise d'un dialogue que son adversaire, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), s'est évertuée à ne pas engager. Mais dans les faits, le tournant est pris : la guerre a recommencé, et probablement, durera. Après l'échec, fin février à Addis-Abeba, d'une ultime tentative de conciliation, suivie quelques jours plus tard de la chute de Huambo, Luanda a en effet clairement opté pour l'affrontement armé. Une option justifiée, par l'impuissance de la communauté internationale à faire respecter les accords de paix signés en mai 1991, et par la nécessité de défendre un gouvernement issu d'une consultation électorale qualifiée par l'ONU d'honnête et loyale.

Le premier signe de ce changement de cap est venu avec la mise à l'écart, le 24 février, du ministre des finances, M. Salomao Xirim-bimbi. Officiellement, il lui était reproché d'avoir engagé le pays dans la voie d'une dévaluation aux conséquences incontrôlées. Le dollar qui, le 3 février, s'échangeait contre 350 kwanzas (la monnaie locale), valait le lendemain... 7 000 kwanzas au cours officiel, soit une dévaluation de quelque 1 200 %. En réalité, dit-on à Luanda, M. Xirim-bimbi doit son renvoi à un désaccord avec l'armée, à propos du financement de l'effort de guerre. Menacée dans ses prérogatives, l'armée a tout simplement fait irroger le ministre.

Quelques jours plus tard, le chef d'état-major, le général João de Matos, trahit la nouvelle ligne : « Le pays, affirmait-il, doit se préparer psychologiquement à affronter



une guerre de longue durée. » Mardi dernier, après plusieurs semaines de tergiversations, l'Assemblée nationale lui emboîta le pas en votant le rétablissement du service militaire obligatoire. Dans un pays où la jeunesse, désabusée par la corruption des cercles dirigeants et les difficultés de survie, ne manifeste guère d'enthousiasme à aller se battre, la nouvelle loi ne sera pas facile à appliquer.

Enrôlements forcés

Il faudra, comme cela s'est déjà fait, procéder à des enrôlements forcés, ce qui laisse douter de la qualité des troupes qui seront bientôt lancées dans la bataille.

Depuis le 6 mars, les forces gouvernementales se battent pour tenter de reprendre la ville pétrolière de Soyo, conquise en janvier par les combattants de M. Jonas Savimbi. Alors que les plaies de Huambo ne sont pas encore pansées - les organisations humanitaires parlent de 15 000 tués au sein de la population civile - l'armée angolaise s'achemine d'importants renforts de troupes, depuis une semaine, vers Cabinda, qui sert de base arrière à l'offensive en cours. Ces derniers jours, des appareils gros porteurs russes ont débarqué à Luanda du matériel de guerre, tracts, liants, sous-marin, en embargo par les accords de cessez-le-feu. Des livraisons similaires ont

été faites dans les ports de Lobito et de Benguela. Selon plusieurs observateurs militaires en poste à Luanda, les armes seraient d'origines brésilienne, portugaise, voire israélienne.

Des rumeurs insistantes font état de l'engagement de quelque quatre-vingts mercenaires sud-africains, non pas aux côtés de l'UNITA - ancien allié - mais pour assurer cette fois la formation des troupes gouvernementales mal encadrées depuis le départ du corps expéditionnaire cubain. Selon la presse de Johannesburg, ces renforts inattendus auraient été levés dans les rangs des anciens combattants sud-africains en Angola, ainsi que parmi les agents des services spéciaux menacés de chômage. Aucune preuve de leur enrôlement n'a été apportée, mais les récentes

SOUDAN : pour violations des droits de l'homme et soutien au terrorisme

Le régime de Khartoum est la cible d'un feu croisé d'accusations

« Khartoum abrite des terroristes connus et des organisations terroristes comme le Hezbollah, le Hamas (Mouvement de la résistance islamique palestinien) et le Jihad islamique de Palestine. Il entretient des relations avec la Libye et l'Irak... Encore plus inquiétant, l'activité des Iraniens a augmenté depuis la visite en décembre 1991 du président iranien », a déclaré, jeudi 11 mars, à Washington, devant la commission pour l'Afrique de la Chambre des représentants, M. Herman Cohen, sous-secrétaire d'Etat. Le sud du Soudan est devenu « l'un des plus cauchemars humanitaires dans le monde ». « Plusieurs centaines de milliers de personnes n'ont-elles pas été menacées par la famine si elles ne reçoivent pas d'aide dans les mois qui viennent ».

A La Haye, devant l'Organisation Justice et Paix, Mgr Macraem Mac Gassia, représentant à l'étranger de la conférence épiscopale du Soudan, a affirmé que la situation actuelle dans ce pays était celle d'un apartheid pire qu'en Afrique du Sud.

Le régime soudanais « a été si implacable pour imposer son idéologie sous couvert d'islam, qu'il a rendu un mauvais service à l'islam et aux musulmans », a dit Mgr Gassia.

Mercredi, la commission des droits de l'homme de l'ONU avait décidé de désigner un rapporteur spécial au Soudan, en raison « des informations selon lesquelles de graves violations seraient commises, en particulier exécutions sommaires, détentions sans jugement, déplacements forcés de personnes et tortures ».

De son côté, le président égyptien, M. Hosni Mubarak, a prévenu qu'il « frapperait immédiatement » si le Soudan autorisait l'accès de Port-Soudan, sur la mer Rouge, à des navires militaires iraniens. « Je ne tolérerai aucune action qui menace la sécurité de l'Egypte », a ajouté M. Mubarak, selon The Egyptian Gazette. - (AFP)

MAROC : devant le scandale et les protestations

Les autorités défendent la police dont un membre est mêlé à une affaire de mœurs

RABAT

correspondance

L'émotion soulevée par l'arrestation et l'inculpation, le mois dernier, d'un commissaire principal des renseignements généraux, impliqué dans une affaire de mœurs, a contraint le gouvernement à réagir. Il a ainsi rendu public, mercredi 10 mars, un communiqué pour souligner que les agissements d'un fonctionnaire « si graves et répréhensibles » soient-ils, ne doivent pas « ternir l'image » de la police tout entière.

M. Mohamed Mustafa Tabet, cinquante-quatre ans, est poursuivi pour avoir contraint des centaines de femmes et de jeunes filles à avoir des rapports sexuels avec lui ou avec certains de ses comparses. La presse d'opposition s'est étonnée que ses supérieurs, pourtant alertés, dès 1980, par un député de gauche, aient pu laisser agir ce « dépravé ». Alors que plusieurs quotidiens mettent ouvertement en doute la détermination du pouvoir à sévir, le gouvernement assure que la justice « se prononcera en toute indépendance et sérénité » et que, quels que soient « sa position et ses pouvoirs », un fonctionnaire « ne saurait se soustraire à la rigueur de la loi ».

« Défaillances graves »

Ce scandale, qui dépasse largement le cadre d'une simple affaire de mœurs, a conduit l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) à s'inquiéter des « défaillances graves » que sont apparues, à cette occasion, « dans le système public de protection des droits de l'homme ». Elle demande qu'il soit procédé à « l'assainissement de certaines administrations », comme la

sécurité nationale, l'intérieur et la justice.

De son côté, l'Association démocratique des femmes marocaines (ADFM), qui s'est constituée partie civile, s'est déclarée « indignée par la violence indigne qui s'exerce à l'encontre des femmes ». Pour leur part, les musulmans intégristes du mouvement Ihsan Wal Tajdid (Bienfaisance et Renouveau) réclament l'application de la loi islamique (charia) à l'encontre de M. Tabet, qui doit être « crucifié » ou « lapidé », voire simplement « amputé de la main droite ».

MOUNA EL BANNA

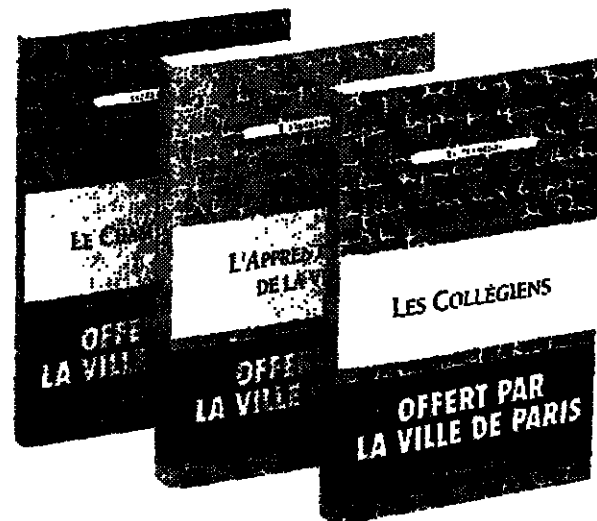
SIERRA-LEONE

Erreur de destinataire

Le gouvernement militaire sierra-léonais a annoncé, jeudi 11 mars, avoir découvert un complot, en recevant, au ministère de la défense, un fax en provenance d'Ukraine qui détaillait un avis d'expédition d'armes et de munitions. Les autorités n'ayant jamais passé la commande correspondante, le porte-parole du gouvernement a estimé que ces armes étaient destinées « bien sûr, à l'ancien président Momoh » réfugié en Guinée depuis le coup d'Etat d'avril 1992, alors que le gouvernement ukrainien pensait avoir obtenu un contrat avec le ministère actuel. Selon ce dernier, les armes auraient dû être embarquées en Ukraine le 15 mai et transportées par un appareil russe via le Burkina-Faso et la Guinée. - (AFP, AP.)

MAIRIE DE PARIS

TROIS ROMANS A LIRE D'URGENCE



Du 12 au 16 mars 1993 pour l'achat de 150 F de livres dans les librairies parisiennes participant à l'opération, vous recevrez gratuitement « un chef-d'œuvre inaperçu » réédité spécialement par la Mairie de Paris et une invitation au Salon du livre.

COLLECTION CAPITALE
ELLE RÉÉDITE LES CHEFS-D'OEUVRE

DU 12 AU 16 MARS 1993

* Dans la limite des stocks disponibles.

PROCHE-ORIENT

La visite du premier ministre israélien à Washington

M. Itzhak Rabin veut s'assurer le soutien de l'administration américaine

A quelques heures du départ, jeudi 11 mars, pour Washington du premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, pour une visite de neuf jours, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Chareh, déclarait au Caire que « la Syrie est prête à un examen sérieux d'une paix totale (avec Israël) en échange d'un retrait total » des territoires arabes occupés.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Que va faire M. Rabin aux États-Unis? L'argent, la paix, les armes. Les trois têtes de chapitre traditionnelles dans les entretiens israélo-américains sont connues. Mais quel accord précis, quels engagements à long terme le premier ministre d'Israël entend-il conclure avec la nouvelle administration avant son premier sommet avec le président Clinton, lundi 15 mars? Mis à part deux ou trois généraux très proches de lui, qui ne le sait. La presse locale est « sèche » et le ministère des affaires étrangères, s'il faut en croire plusieurs de ses dignitaires, est délibérément tenu dans l'ignorance. Le secret est l'arme favorite de l'ancien général Rabin.

Alors, convaincu que le chef de l'exécutif est parti à Washington avec, dans sa serviette, un plan de retrait détaillé des hauteurs du Golan, ce plateau syrien conquis en 1967, l'opposition de droite est angoissée. M. Itzhak Shamir, l'ancien premier ministre, a publiquement souhaité « l'échec » de la visite, car un succès, selon lui, signifierait que le pouvoir travailliste a consenti de larges concessions, concept anathème pour la droite dure.

A tout hasard, les colons du Golan

ont donc organisé jeudi soir à Tel-Aviv, pour le départ du premier ministre, une manifestation qui a réuni plusieurs centaines d'entre eux. Et les partis de droite ont adressé à M. Rabin une liste de questions dont les principales sont les suivantes : « 1) Avez-vous l'intention d'annoncer la reconnaissance de la souveraineté syrienne sur le Golan? 2) Envisagez-vous de signer un traité avec Damas comprenant des concessions territoriales sans en révoquer d'abord à la Knesset? »

Dans un entretien accordé au quotidien anglophone The Jerusalem Post, M. Rabin a, en substance, répondu : non, pas pour l'instant. « L'objet de cette visite, a-t-il dit, est d'améliorer la compréhension entre Israël et les États-Unis. Je ne pars pas avec un plan ou des cartes géographiques détaillées. » Certes, le premier ministre se réjouit que la nouvelle administration américaine ait annoncé son intention de jouer un rôle plus important que naguère dans les négociations israélo-arabes.

Priorité à la coopération militaire

Mais, dans un autre entretien publié vendredi par l'organe du Parti travailliste, le journal Davar, M. Rabin précise : « Il serait très mauvais que les Américains tentent de se substituer aux parties en cause. Les Arabes et nous devons d'abord rapprocher nos positions. » En d'autres termes, les négociations ne sont pas encore suffisamment avancées pour envisager, « en deux ou trois mois », la mise en œuvre d'une grande conférence de conciliation, du type de celle qui avait présidé à la paix avec l'Égypte à Camp David.

Avant d'en arriver là, laisse clairement entendre M. Rabin, Israël doit d'abord être sûr de l'appui américain. Là-dessus, tout le monde ou presque est d'accord : sans la garantie finan-

cière et stratégique de l'Amérique, il ne se trouve jamais aucune majorité parlementaire israélienne pour approuver un accord de paix avec la Syrie.

Averti des difficultés budgétaires américaines, et des promesses d'économies faites par le président Clinton à son pays, M. Rabin va donc tenter de convaincre ses interlocuteurs de ne pas regretter la très généreuse enveloppe gracieusement allouée à son pays. Avec 3 milliards de dollars par an (16 milliards de francs), l'État juif est le premier bénéficiaire de l'aide américaine au monde. Sa part de l'enveloppe totale réservée pour l'aide internationale s'élève cette année à près de 22 % du total. Par comparaison, faisait remarquer cette semaine le New York Times, l'aide attribuée par l'Amérique à la Russie fut de 650 millions de dollars pour les deux dernières années.

Sur le fond, le premier ministre israélien n'est pas opposé à une réduction progressive de l'assistance

financière américaine. Un jour ou l'autre, a-t-il laissé entendre dans son interview au Jerusalem Post, nous devrons nous passer de l'aide purement économique qui nous est attribuée (1,2 milliard de dollars par an). Mais, d'une part, M. Rabin espère que le coupant ne tombera « pas avant très longtemps ». Et, d'autre part, il n'est pas question, dans son esprit, d'envisager une réduction même minime de l'aide militaire (1,8 milliard de dollars). Au contraire.

La coopération stratégique entre les deux pays devrait, espère-t-on à Jérusalem, se développer plus encore. Souchonnée par un traité qui a été signé il y a bientôt dix ans, à une époque où Israël était considéré comme l'avant-poste régional de la lutte anti-soviétique au Proche-Orient, la collaboration militaire israélo-américaine est en tête des priorités du voyage de M. Rabin à Washington.

PATRICE CLAUDE

Une Israélienne retrouvée morte près de Gaza

Nouvelle victime de la violence dans les territoires occupés par l'État juif, une Israélienne a été retrouvée morte, vendredi 12 mars, tuée à l'aide d'un « objet tranchant », près de la localité palestinienne de Khan-Younis, dans la bande de Gaza. Le corps se trouvait à l'intérieur d'une fourgonnette utilisée habituellement pour transporter des ouvriers palestiniens, ont indiqué des sources militaires.

Cet assassinat porte à cent quarante-six le nombre de civils et de militaires israéliens tués en Israël et dans les territoires occupés par des Palestiniens depuis le début de

l'intifada, en décembre 1987, selon un décompte établi par l'Agence France Presse à partir de sources militaires.

Mercredi, deux Israéliens avaient été blessés à coups de couteau, le premier à Tel-Aviv, par l'un de ses employés palestiniens originaires de la bande de Gaza, et le second à proximité du principal point de passage entre ce territoire et Israël, le point de contrôle Erez. Par ailleurs, l'armée et la police ont lancé une vaste opération de recherches pour retrouver un soldat, M. Yehoshua Friedberg, porté disparu depuis dimanche. (AFP)

ÉGYPTE : la campagne contre les extrémistes musulmans

Un policier tué lors d'un attentat

LE CAIRE

de notre correspondant

Dans le cadre de la campagne lancée il y a trois jours contre les extrémistes musulmans (le Monde du 12 mars), une centaine de personnes ont été interpellées, jeudi 11 mars, aux quatre coins de l'Égypte, alors qu'un policier était tué et un autre blessé par balles près de la ville de Tama, dans la province de Sohag, en Haute-Égypte. La police a imputé l'attentat aux extrémistes musulmans.

« L'affrontement avec les terroristes se poursuivra sans faiblir, quelle que soit la prise et les sacrifices », a déclaré à la télévision égyptienne le ministre de l'Intérieur, le général Abdel Halim Moussa. « Les terroristes qui renonceraient aux armes et se rendraient aux forces de l'ordre n'auront rien à craindre pour leur vie et seront

équitablement jugés. Ceux qui continueront à porter les armes et à perpétrer des attentats seront seuls responsables de ce qui pourra leur arriver », a-t-il ajouté.

Le quotidien d'opposition libéral Al Wafd soulignait jeudi dans son éditorial que « la lutte contre le terrorisme qui s'est répandue dans plusieurs villes et villages de la Haute et de la Basse-Égypte est devenue une demande populaire ». Néanmoins, l'extension du phénomène d'extrémisme musulman est due « à la faillite du parti au pouvoir », ajoutait le journal.

Place Tahrir, au cœur du Caire, là où un café a été récemment le théâtre d'un attentat à la bombe, plusieurs milliers de personnes ont réclame, jeudi, une répression accrue de l'État contre les extrémistes nationaux de cinq policiers tués les jours précédents lors des multiples opérations « anti-terroristes ».

ALEXANDRE BUCCIANI

EN BREF

AFGHANISTAN : le roi Fahd contresigne l'accord de paix. — Le roi Fahd d'Arabie saoudite, ainsi que le premier ministre du Pakistan, M. Nawaz Sharif, devaient contresigner en tant que « témoins et garants », le vendredi 12 mars à La Mecque, l'accord de paix accepté dimanche à Islamabad par les factions afghanes. L'un des protagonistes de la guerre civile qui endeuille Kaboul, le chef intégriste et futur premier ministre, M. Heikmatyar, a assuré que « tous les détails » laissés en suspens étaient désormais réglés. Dans la capitale afghane, pourtant, le ministre de la Défense, le général Massoud, a, lors d'une conférence de presse, traité d'« aliéné » le leader du Hezb-e-Islami. (AFP, Reuters)

ARGENTINE : signature d'un accord pour faciliter les recherches sur d'anciens nazis. — Le gouvernement argentin a signé, jeudi 11 mars, un accord permettant aux associations juives d'avoir accès aux dossiers sur les nazis ayant cherché refuge en Argentine après la seconde guerre mondiale. « Nous voulons qu'ils épluchent les dossiers et dévoilent tout ce qu'ils pourraient découvrir, quels que soient ceux que cela pourrait affecter », a déclaré le ministre argentin des affaires étrangères, M. Guido Di Tella. Présent à la cérémonie, M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif

mondial, a appelé d'autres pays comme le Brésil et le Paraguay à ouvrir leurs propres archives. (Reuters)

COSTA-RICA : libération de neuf otages à l'ambassade du Nicaragua. — Neuf personnes (sept femmes et deux ressortissants du Costa-Rica) ont été libérées, jeudi 11 mars, par le commando anti-sandiniste, qui s'est emparé lundi de l'ambassade du Nicaragua à San-José. La libération des otages féminins et costariciens était la condition fixée par les autorités du Nicaragua pour l'ouverture de négociations. Ces dernières s'annoncent toutefois difficiles, le gouvernement de M. Chamorro ayant rejeté les exigences du commando qui réclame la fin de la collaboration du gouvernement avec les sandinistes. L'ambassadeur du Nicaragua, qui figure parmi la quinzaine de personnes toujours retenues, avait dit appuyer ces revendications (le Monde du 12 mars). (AFP, Reuters)

VENEZUELA : deux nouvelles victimes à l'issue de manifestations d'étudiants. — Un collègue de treize ans et un receveur d'autobus sont décédés, jeudi 11 mars, à l'issue de nouvelles manifestations d'étudiants qui, depuis le début de la semaine, tentent de barrer des rues à Caracas et dans plu-

sieurs villes de province, affrontant les forces de l'ordre par petits groupes. Encadrés, selon la police, par des « agitateurs », en cage, les élèves ont épluchés et démantelés la démission du président Carlos Andrés Pérez et l'abrogation des mesures néolibérales qu'il a imposées depuis 1989. Des rumeurs d'une troisième tentative de coup d'État — après celles du 4 février et du 27 novembre 1992 — circulent de nouveau à Caracas. (AFP)

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde

RADIO TELEVISION

Chaque samedi

numéro 5054 dimanche-journal

ASIE

INDE

Une série d'attentats à la bombe fait au moins cent dix morts à Bombay

A Bombay, au moins 110 personnes ont été tuées et 538 autres blessées par une série d'attentats à la bombe, vendredi 12 mars, a annoncé le chef du gouvernement de l'État de Maharashtra, M. Sharad Pawar, qui a qualifié ces attentats de « complot international ».

Selon l'agence indienne UNI, une forte explosion avait secoué, vendredi 12 mars, l'immeuble de la Bourse de Bombay. Presque simultanément, plusieurs déflagrations avaient été entendues en d'autres endroits de la capitale économique du pays.

C'est à la Bourse que les explosions ont fait le plus de victimes,

ainsi qu'au siège de la Compagnie Air-India, dans le quartier des affaires. Les explosifs utilisés, sophistiqués et contrôlés à distance, sont ceux qu'utilisent « les groupes terroristes », a précisé M. Pawar.

Bombay avait été le théâtre, en décembre puis en janvier, d'émeutes consécutives à la destruction, le 6 décembre, de la mosquée d'Ayodhya par des hindouistes fanatiques. Les émeutes avaient fait, quelque 800 morts, la plupart musulmans. Par ailleurs, la Bourse de Bombay avait été le théâtre, en 1992, d'un scandale portant sur plus de 1 milliard de dollars. (AFP, AP, UPI)

OCÉANIE

AUSTRALIE : le scrutin législatif du 13 mars

Chômage et fiscalité ont été les thèmes dominants de la campagne électorale

Les Australiens sont appelés aux urnes, samedi 13 mars, pour les élections législatives. La campagne a été dominée par l'affrontement entre le chef de l'opposition conservatrice, M. John Hewson, et le premier ministre travailliste, M. Paul Keating, notamment à propos de la fiscalité et du chômage.

SYDNEY

de notre correspondant

« Messieurs, puis-je vous faire remarquer que les gens qui vous regardent ont bien du mal à vous comprendre? », note l'animateur du face-à-face télévisé. Se tournant d'abord vers M. Hewson, puis vers M. Keating, il ajoute : « Vous, vous avez été professeur d'économie; et vous, vous avez été neuf ans ministre de l'économie. Pouvez-vous vous en tenir à l'essentiel? » Car, au cours des débats, les Australiens, qui votent le samedi 13 mars, ont davantage été éblouis de statistiques sur l'état du pays et de démonstrations sur les régimes fiscaux existants ou à venir que d'indications sur les avantages et les inconvénients dans leur vie quotidienne des formules politiques en présence.

Faisant le bilan de dix ans de travaillisme, M. Hewson s'est exclamé : « Où est la justice lorsqu'on a un million de chômeurs dans un pays de dix-sept millions et demi d'habitants? Lorsque sept cent mille enfants vivent dans des foyers où les deux parents sont au chômage? » De son côté, le premier ministre, M. Keating, mettait en lumière le gros point noir du programme de la coalition des partis libéraux et nationaux : l'introduction de la TVA. « Cette taxe monstrueuse, qui changera le mode de vie des Australiens pour toujours », Et de donner, en exemple, pour la première fois, la liste des produits et services qui seraient majorés de 15 % si l'opposition l'emportait.

Nombreuses promesses

Redoutant que le projet de TVA ne compromette leur victoire, les conservateurs ont annoncé, en décembre, que la nourriture en serait exemptée. Cette décision leur avait permis de prendre une avance dans les sondages. Mais l'écart a diminué depuis que les travaillistes ont repris la TVA pour cible centrale de leur campagne. La récente démission du premier ministre canadien a renforcé l'attitude de M. Keating : selon lui, l'impopularité de M. Brian Mulroney tenait, précisément, à la TVA, qu'il avait introduite en 1991. En revanche, le thème de la future évolution du pays vers un régime républicain (1), qui avait pourtant contribué à relever la cote de M. Keating, a été relégué aux oubliettes.

A l'ouverture de la campagne, le premier ministre de Nouvelle-Zélande, M. Jim Bolger, avait

demandé à son homologue de Canberra de ne pas reprendre certains procédés employés naguère par son parti : dans le Victoria, deuxième État d'Australie, les travaillistes avaient mené campagne contre la coalition conservatrice en utilisant le témoignage de Néo-Zélandais ayant fait, selon eux, les frais de la dérégulation du marché du travail. Depuis lors, les travaillistes n'ont plus besoin de prendre à témoin les Néo-Zélandais : les conservateurs ont remporté une nette majorité dans le Victoria, et les réformes qu'ils y ont lancées donnent un avant-goût du programme que M. John Howard, ministre de l'emploi du cabinet fantôme, entend imposer — « à une virgule près ».

Les accords tripartites — entre syndicats, patronat et gouvernement — sur les salaires et les conditions de travail, ont été abolis dans le Victoria : les travailleurs doivent maintenant renégocier leur contrat au niveau de l'entreprise, au risque de perdre certaines garanties. Environ 70 000 personnes viennent de manifester leur hostilité à cette formule devant le Parlement de Melbourne.

M. Hewson a entamé sa campagne en se risquant à affirmer : « Personnellement, je n'accepte rien d'autre que le plein emploi. » Afin de relancer l'activité économique, le candidat conservateur à la présidence du gouvernement australien propose de soulager les entrepreneurs en abolissant sept types d'impôts, dont la taxe sur les salaires et la taxe sur les ventes de produits de gros. Pour ne pas être en reste avec les travaillistes — qui ont présenté deux plans de redressement en un an et annoncé de nouvelles mesures de relance en cas de victoire aux élections, — la coalition conservatrice a annoncé que 3 milliards de dollars (2) seraient consacrés à la « reconstruction de l'Australie ». Comme les deux protagonistes entendent aussi réduire de manière significative l'impôt sur le revenu, plusieurs économistes, notamment le directeur de la Banque de réserves, ont émis des doutes sur le bien-fondé de tant de promesses.

La bataille oppose deux hommes, plutôt que deux équipes. L'un et l'autre ont réussi à modifier leur image pendant la campagne. M. Keating a renoncé à l'invective et au langage cru qui, selon les enquêtes, le rendaient impopulaire auprès des femmes. M. Hewson, lui, est sorti de sa réserve pour se lancer, avec un certain succès, dans des bains de foule.

Mais si les deux partis s'estiment satisfaits du parcours de leur chef respectif, aucun ne tient la victoire pour acquise. La course au pouvoir est serrée : il suffirait d'un changement de 1 % des voix pour que la majorité soit renversée.

SYLVIE LEPAGE

(1) Le chef de l'État est la reine Elizabeth II.
(2) Le dollar australien, vaut 3,80 francs.

ESPACE EUROPEEN

Un entretien avec M. Pierre Bérégovoy

« Il serait utile que dans ce pays se dégage une majorité européenne de progrès » nous déclare le premier ministre

Avant les élections législatives des 21 et 28 mars, nous avons interrogé les dirigeants de la majorité et de l'opposition sur la politique européenne de la France. Après MM. Philippe Séguin, Valéry Giscard d'Estaing, Laurent Fabius, Antoine Waechter et Alain Juppé (le Monde des 6, 13, 20, 27 février et 6 mars), nous publions un entretien avec le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy.

« La poursuite de la politique communautaire européenne à travers, notamment, la mise en place du traité de Maastricht sera l'un des thèmes essentiels de la prochaine législature. Pensez-vous que cette question puisse constituer un point de dialogue entre la majorité et l'opposition, et éventuellement être une pomme de discorde au sein même du futur gouvernement de cohabitation ? »

« Indiscutablement, la construction de l'Europe va dominer les années qui viennent, même si elle n'est pas au centre de la campagne électorale actuelle. D'abord parce qu'il y aura l'élection européenne 1994, ensuite parce qu'il faudra bien que les candidats à l'élection présidentielle se déterminent par rapport à cet enjeu qui commande notre avenir.

« Mais je ne crois pas que la coupe passe nécessairement entre l'opposition et la majorité actuelles. Ce qui est certain, c'est qu'à l'intérieur de l'opposition actuelle, qui peut devenir la majorité de demain, le clivage est fort. M. Charles Pasqua a rappelé récemment que les "anti-Maastricht" sont majoritaires dans l'électorat de l'opposition.

« En ce qui me concerne, je compte aborder ce grand sujet d'intérêt national en fonction d'une conviction européenne inébranlable. Le traité de Maastricht a été ratifié par dix pays sur douze, il reste maintenant à obtenir l'accord du Danemark et de la Grande-Bretagne. C'est-à-dire, les institutions de l'Union monétaire vont se mettre en place à partir du 1^{er} janvier 1994. Tout ce qui permettra de réaliser les objectifs du traité de Maastricht rencontrera mon soutien. Cela ne veut pas dire qu'il ne faudra pas parler la construction européenne, en particulier dans le domaine social.

« La présence de ministres notoirement anti-Maastricht dans le futur gouvernement de cohabitation représenterait-elle pour vous une sorte de casus belli ? »

« Je n'ai pas à en juger. La question ne doit pas être traitée par rapport à ce qu'on appelle la cohabitation, mais par rapport à l'intérêt de la France. Ou bien nous poursuivons la construction de l'Europe communautaire ou bien nous nous arrêtons en chemin. Et, de ce point de vue, la politique monétaire est déterminante. Nous avons développé une politique monétaire visant à assurer la stabilité du franc, afin de pouvoir parler d'égal à égal avec l'Allemagne, de consolider le système monétaire européen et d'avancer vers la monnaie unique avec une monnaie française beaucoup plus forte.

« Aujourd'hui il y a dans les rangs de l'opposition, et sans doute dans certains milieux économiques et industriels, des partisans de la dévaluation. S'ils étaient majoritaires, ils nous feraient revenir très largement en arrière, puisque c'est tout de même grâce à la stabilité monétaire que nous avons pu réduire notre inflation, dégager des excédents pour le commerce extérieur et apparaître du point de vue de nos partenaires européens comme des interlocuteurs valables. C'est donc bien un sujet essentiel sur lequel il faudra que chacun s'exprime clairement.

« Les adversaires de l'Union monétaire contestent le fait qu'une sortie du serpent européen nous conduise nécessairement à la dévaluation, puisque les principaux indicateurs sont bons... »

« Je les remercie de ce coup de champagne au redressement économique que nous avons conduit. S'il y avait sortie, le système monétaire européen aurait vécu. Or il préfigure l'Union économique et monétaire. Et notre objectif ne peut être de sortir du système européen, mais au contraire d'y faire rentrer

la lire et la livre sterling qui en sont sorties. Dans les discussions sur l'ajustement, la première étape consiste justement à intégrer les monnaies des pays qui désirent entrer dans le système monétaire européen (les pays scandinaves et l'Autriche). Toute sortie du franc marquerait incontestablement un échec de la construction monétaire européenne.

« Notre marge de baisse des taux d'intérêt est forte, les taux à dix ans en France sont à 7,25 %, c'est le plus bas niveau depuis 1973. Et si le taux d'intérêt au jour le jour reste élevé, autour de 11 %, c'est parce qu'il y a eu des interrogations sur ce que sera la politique monétaire de la France dans l'hypothèse d'un changement de gouvernement. Si notre politique monétaire est confirmée après les élections, comme je le souhaite, les taux d'intérêt seront orientés à la baisse. S'il y avait, en revanche, dévaluation, notre pays connaîtrait de sérieuses difficultés.

Le pilier franco-allemand reste essentiel

« Pour répondre à ces interrogations du marché, on peut envisager plusieurs hypothèses. La première pourrait être une déclaration solennelle franco-allemande réaffirmant le soutien de Bonn à la politique française... »

« La déclaration a déjà été faite, à plusieurs reprises, et notamment lors du dernier sommet franco-allemand. Aujourd'hui, la coopération monétaire entre la France et l'Allemagne est de grande qualité. L'entente franco-allemande autour de la parité franc-mark est d'ailleurs la condition de la réussite de l'Union économique et monétaire, dont la deuxième étape doit s'ouvrir le 1^{er} janvier 1994, vers la monnaie unique qui pourra être réalisée soit au 1^{er} janvier 1997 soit au 1^{er} janvier 1999, avec les pays qui répondront aux critères de Maastricht. Pour les autres, il faudra prévoir des périodes d'adaptation, car nous n'avons voulu chasser personne.

« L'entente franco-allemande reste un pilier essentiel, mais nous avons aussi le souci de réintégrer la Grande-Bretagne et l'Italie dans le système monétaire européen. Il faut pour cela, au lendemain des élections, avoir une discussion très claire sur les objectifs poursuivis. Nous avons avancé, notamment à Edimbourg, en prenant l'initiative de la croissance européenne. Il nous faudra aussi progresser rapidement dans le domaine social.

« La seconde hypothèse serait une déclaration bipartite, entre la majorité et l'opposition, sur ce qu'elles souhaitent, en faveur de cette politique du franc stable... »

« Il n'y a pas besoin de déclaration bipartite. La position de la France, de son président et de son gouvernement, est connue. Attendons de voir ce que décidera un autre gouvernement, quelle que soit sa composition. Je le rappelle, la ligne de partage passe à l'intérieur de l'opposition actuelle. C'est donc plutôt à elle de faire une déclaration claire, signée par les principaux leaders.

Le « big bang » et l'Europe

« Enfin, troisième hypothèse, pour rassurer les marchés : la garantie d'une indépendance réelle de la Banque de France... »

« Les Français, en ratifiant le traité de Maastricht, ont accepté l'article 108 qui prévoit l'indépendance des banques centrales européennes au cours de la deuxième phase. L'indépendance de la Banque de France est donc aujourd'hui acquise, sur le plan des principes. Le problème se pose à partir du 1^{er} janvier 1994. Faut-il accélérer la discussion ? Sur cette question je crois qu'un consensus peut exister au sein de la future Assemblée nationale.

« Demain, le député d'opposition Pierre Bérégovoy serait-il prêt à voter un projet du nouveau gouvernement sur cette indépendance de la Banque de France ? »

« Je n'ai jamais caché que j'étais d'accord pour que la Banque de

France devienne indépendante dans le cadre de l'institut monétaire européen qui va être mis en place. Donc je ne me contredirai pas. Mais il faudra regarder de près les nouveaux statuts de la Banque de France.

« Sur l'ensemble de la politique européenne, êtes-vous disposé à apporter votre voix de député à des projets du nouveau gouvernement allant dans le sens de l'intégration européenne ? »

« Tout ce qui ira dans le sens de la construction de l'Europe et évitera la dispersion rencontrera mon assentiment. C'est bien pourquoi je considère que l'Europe est au cœur des débats du futur. Parce que le monde a changé, depuis l'explosion



de l'Union soviétique, la liberté retrouvée pour les pseudo-démocraties populaires, le réveil des nationalités et des nationalismes et, ici ou là, la montée des fanatismes illustrés par la tragédie yougoslave. Il faut donc éviter que l'Europe des Douze soit atteinte par le syndrome de la dispersion.

« Deuxième élément, l'Allemagne a retrouvé son unité et nous avons la chance historique d'avoir à la tête du gouvernement allemand comme de l'opposition des responsables très attachés à l'unité européenne, qui n'ont jamais vu de contradiction entre l'unification allemande et l'unité européenne. Il faut donc éviter que la prunelle de nos yeux.

« Si l'Europe des Douze devait se disperser ou si les liens tissés depuis des années devaient se distendre, il y aurait un risque d'éclatement avec une Grande-Bretagne isolée et une Allemagne qui verrait le grand dessein d'Adenauer contredit par l'évolution historique. Il faut absolument l'éviter.

« Enfin, pour revenir à la France, je pense qu'il serait utile que dans ce pays se dégage une majorité européenne de progrès.

« Une majorité d'idées sur l'Europe ? »

« Oui, à condition qu'elle soit progressiste. Car on voit bien que les changements du monde, l'évolution technologique, exigent que l'on corrige les défauts de l'économie libérale, qui fonctionne sans règle du jeu. C'est pourquoi je parle d'une majorité de progrès. Dès lors que nous irons dans ce sens, pourquoi ne pas rechercher un consensus. Chacun devra apporter sa voix sans a priori.

« Est-ce qu'il y a un lien entre votre idée d'une majorité européenne de progrès et le « big bang » rocardien ? »

« C'est une idée du futur, ce n'est pas une idée de l'immédiat. Parlons un peu de politique intérieure, il y a en France la gauche et la droite. Il est bien évident que c'est ainsi que se présentent les grands choix électoraux. Entre la gauche et la droite, il y a des forces politiques et plutôt des personnes qui tantôt votent dans un sens et tantôt dans un autre. C'est pourquoi je pense que l'ouverture qui a été faite en 1988, qui était justifiée, n'a pas été jusqu'au bout de sa logique qui aurait signifié une alliance entre différentes formations. Le « big bang » de Michel Rocard s'inscrit dans une perspective de renouvellement de la vie politique française. L'Europe en sera un point d'application.

« La France, à cause de sa position sur le Gatt, n'a-t-elle pas semé les germes de la « dispersion » ? Le ministre allemand des affaires étrangères a eu des paroles assez dures en estimant que la position fran-

çaise avait atteint « les limites du supportable »... »

« C'est une déclaration liée à la politique interne allemande. Il y a une certaine impatience du côté allemand, mais nous avons toujours parlé très clair. Nous sommes depuis l'ouverture des négociations du GATT partisans d'un accord global et équilibré, qui intéresse non seulement les rapports de l'Amérique et de l'Europe mais également les rapports des pays industrialisés d'Asie et des pays occidentaux. Cet accord doit porter sur l'industrie, les services, la propriété intellectuelle et l'agriculture. Nous avons fait un pas dans la direction de l'accord lorsque nous avons accepté la réforme de la politique agricole commune. C'était un point d'aboutissement et non une base de départ d'une nouvelle négociation. Tout accord du GATT doit être compatible avec la nouvelle politique agricole commune (PAC). Il y a eu un accord des Douze sur ce thème. Tant qu'il ne sera pas démontré qu'il y a compatibilité entre l'accord du GATT et la réforme de la PAC, la France restera ferme. Mais il ne faut pas confondre fermeté et agressivité.

« Si nous avons accepté la réforme de la PAC, c'est parce que nous avons voulu maintenir la solidarité des Douze, qui est le facteur principal d'une négociation réussie au GATT, non seulement sur l'agriculture, mais sur les autres dossiers. Nous avons besoin d'une agriculture européenne et française puissante.

« L'opposition vous reproche d'avoir manqué de fermeté... »

« Je le répète, nous avons fait preuve de fermeté et non d'agressivité. Et nous n'avons pas varié d'un pouce.

« Mais que cela pourrait être un sujet de friction entre le président et le futur gouvernement ? »

« C'est en tout cas un dossier difficile, mais pas seulement pour le futur gouvernement. Nos agriculteurs sont impatients, ils demandent la plus grande fermeté. De plus en plus de dirigeants industriels demandent au contraire qu'on aboutisse à un accord parce qu'ils redoutent le protectionnisme. Tout gouvernement sera confronté à cette contradiction, mais je crois impossible toute concession sur le dossier agricole.

« L'ajournement du vote, lundi dernier, sur le compromis des oléagineux du GATT vous permet de laisser ce sujet délicat à vos successeurs.

« Non. Je crois que le nouveau gouvernement devra adopter la même attitude que celle que j'ai préconisée.

Arrimer la Grande-Bretagne solidement au Continent

« Pour revenir à la politique communautaire, que pensez-vous de l'idée de Jacques Delors d'accélérer l'union monétaire ? »

« Jacques Delors a beaucoup fait pour que l'Europe avance et je comprends qu'il souhaite accélérer l'union monétaire. Mais il ne faut pas écarter prématurément des pays connaissant aujourd'hui des difficultés. Le Danemark et la Grande-Bretagne ont du mal à ratifier le traité de Maastricht. Nous ne leur ménageons pas notre soutien, mais si la réponse devait être négative, naturellement nous agirions sans eux. Et à ce moment-là, mais à ce moment-là seulement, le problème de l'accélération de l'Union économique et monétaire pourrait être posé. Pour l'instant, il faut respecter le traité de Maastricht tel qu'il est.

« La situation au Danemark semble relativement favorable... »

« M. Rasmussen, le nouveau premier ministre danois, m'a confirmé qu'il désirait un vote positif.

« En tout cas, chez les Britanniques, de nouveaux retards sont programmés pour l'examen des Communautés. L'Europe peut-elle les attendre ? »

« Nous devons laisser du temps à M. Major, qui est un européen convaincu. Les travaillistes sont également favorables au traité de Maastricht mais ils seraient aimés que la charte sociale s'applique aussi à la Grande-Bretagne.

« Vous aussi... »

« Nous aussi, parce que nous

pensons que c'est une obligation pour l'avenir. Pour l'instant avançons. J'ai toujours pensé qu'il fallait que la Grande-Bretagne soit présente dans les discussions européennes. Non pas pour des raisons d'équilibre interne à la Communauté, mais parce qu'il est bon d'arrimer solidement la Grande-Bretagne au continent. La réponse appartient aux Britanniques. Il faut tout faire pour les aider, mais on ne pourra pas les attendre éternellement.

« M. Major a beau être un européen convaincu, il a déclaré, il y a peu, ne pas vouloir payer pour les erreurs du socialisme français... »

« C'est une déclaration polémique. Dans le domaine social, l'affaire Hoover démontre qu'il nous faut élaborer une doctrine communautaire sur les aides à l'implantation industrielle. La liberté de circulation des marchandises et des capitaux est prévue à l'intérieur de la Communauté. Mais on ne peut accepter que des politiques nationales conduisent à déshabiller François pour habiller John.

« Deuxièmement, nous avons demandé à Jacques Delors des directives nouvelles sur le rôle des comités d'entreprise. Une représentativité des organisations syndicales à l'échelle de l'Europe permettrait sans doute de faire avancer les choses. Ça pose des problèmes au gouvernement conservateur britannique, mais je dois vous dire que nous avons un français pourrait renoncer à exercer de fortes pressions sur les Anglais dans ce domaine.

Les idéologies de certitude ont vécu

« Dans la perspective de la prochaine cohabitation, l'opposition s'inquiète de la création à l'Elysée d'une cellule diplomatique « court-circuite » Matignon et le Quai d'Orsay... »

« Je n'ai pas de réponse à cette question. Le président de la République a des pouvoirs qui lui sont conférés par la Constitution. Il doit naturellement les exercer. Et le gouvernement, en vertu de l'article 20 de la Constitution, conduit la politique du pays. Il faudra trouver un point d'équilibre entre les uns et les autres. Dès lors qu'un accord sur la construction européenne existe, je ne vois pas quelles difficultés pourraient naître.

« N'est-il pas contradictoire de vouloir que l'Allemagne joue un rôle plus important dans les affaires internationales et lui refuse la perspective d'un siège permanent au Conseil de sécurité ? »

« La question n'est pas d'actualité. Pour la France, l'objectif principal est de développer les institutions internationales. Toutes nos initiatives diplomatiques se font dans le cadre de l'ONU. Consolider les Nations unies, c'est une priorité.

« Cette priorité donnée à l'ONU est une question de principe ou un substitut à l'existence des Douze en politique extérieure ? »

« Je souhaite qu'il y ait une politique commune au niveau des Douze. Mais je souhaite qu'elle continue à se développer sous l'égide des Nations unies.

« Quel est votre sentiment, comme premier ministre mais aussi en tant que simple citoyen, sur la Yougoslavie ? »

« Cette tragédie me bouleverse en ma qualité de citoyen et de premier ministre. Le drame yougoslave s'explique pour une part par le fait qu'on n'a pas assez

entendu le président François Mitterrand au début du conflit. Qu'avait-il dit ? Tout pays qui revendique son indépendance y a droit, à condition que les droits des minorités soient garantis et que les problèmes de frontière soient résolus par des voies pacifiques.

« Si nous avons tant fait en matière humanitaire, c'est parce que le secours aux populations est une obligation immédiate. Dans le même temps nous avons encouragé toutes les initiatives susceptibles de ramener la paix. Le plan Vance-Owen nous paraît le seul moyen d'y parvenir. Les présidents Mitterrand et Clinton ont été d'accord sur cette approche mardi. C'est aussi pour cela que François Mitterrand, à la demande de MM. Vance et Owen, a accepté de présider la rencontre qui s'est tenue hier à Paris.

« Ne pensez-vous pas que les Occidentaux en général, et les autorités françaises en particulier, ont vu pendant trop longtemps dans le maintien d'une Yougoslavie unie la meilleure garantie des droits des minorités ? »

« A partir du moment où il y avait volonté d'indépendance de la Slovénie, de la Croatie, de la Bosnie, qui pouvait la leur refuser ? Mais il aurait été souhaitable qu'une reconnaissance de cette souveraineté soit accompagnée d'une reconnaissance du droit des minorités. Le président de la République avait vu juste.

« Les Allemands ne nous ont-ils pas poussé trop fortement dans le sens d'une reconnaissance prématurée de la Slovénie et de la Croatie ? »

« Ils en étaient chaudement partisans.

« Comment analysez-vous l'échec actuel, qui semble généralisé ? »

« Je crois d'une part que les idéologies de certitude ont vécu. Il y a d'autre part le retour de la crise économique dont on peut mesurer les effets en Allemagne, avec ses migrations qui permettent aux partis d'extrême-droite de gagner des voix aux dépens de la CDU comme du SPD.

« Il faut que les socialistes, par fidélité à leur histoire et en tenant compte des changements du monde, inventent un nouveau corps de doctrine et un nouveau type de comportement et pour cela il faut avoir l'esprit ouvert. C'est ce que dit Jacques Delors, partisan convaincu d'une Europe plus solidaire.

« C'est à une révolution culturelle que vous appelez ? »

« La révolution culturelle doit porter à la fois sur les nouveaux rapports du monde du travail dans la société industrielle contemporaine et sur les rapports du citoyen avec le pouvoir politique. L'enseignement que j'ai tiré du référendum de septembre sur le traité de Maastricht, c'est que les Français avaient besoin d'explication ; ils n'acceptent pas juste seulement qu'on leur dise l'Europe, c'est la paix, l'Europe, c'est la prospérité ; c'est juste mais ils veulent en savoir plus, juger sur pièces et ils ont raison. Le libéralisme des années 80 est derrière nous. Le rôle de l'Etat et de la puissance publique à l'échelle du monde, à l'échelle de l'Europe, s'en trouve valorisé. Et c'est autour de cela qu'il faut avoir pour les socialistes un terrain de réflexion et d'entente, avec beaucoup d'autres. Les nouveaux communistes évoluent. La démocratie chrétienne répugne au libéralisme sauvage. Les socialistes et les sociaux-démocrates auront à se déterminer sur ces questions de fond, en France et en Europe. »

Propos recueillis par
PIERRE SERVANT
et DANIEL VERNET

CADEAU : Un pack lors de l'achat d'un **MACINTOSH** (Boîte POSSO + disquettes + un tapis souris)

PowerBook 145 4/40 - ClarisWorks + Team Agenda: SYQUEST 88 MO: **11900F**

TEL: (1) 49 88 11 00 FAX: (1) 46 78 19 11

COMPUTER BENCH 1500m2 12, R. AMBROISE CROZAT 93400 VILLEJUIF **PARKING CLIENTS & VISITEURS**

4000 PRODUITS MAC

ESPACE EUROPEEN

Andorre : de la double suzeraineté à l'indépendance

Le 14 mars, les quelque neuf mille électeurs de la principauté pyrénéenne se prononcent sur un changement de la Constitution. Une véritable révolution, pour certains traditionalistes attachés au pactole de commerces lucratifs.

ANDORRE

de notre envoyé spécial

Quelques auteurs des graffitis « non à la Constitution » découverts au début de la semaine sur les murs d'Andorre-la-Vieille ? La police a ouvert une enquête. Dans la capitale de la principauté, les autorités ont pris « la chose » au sérieux et les slogans hostiles au changement ont immédiatement été effacés. Rares sont en effet ceux qui affichent publiquement leur opposition au bouleversement sans précédent en train de s'opérer dans le dernier Etat féodal d'Europe. Une véritable révolution puisque le 14 mars, les 9 323 électeurs de ce confiné de 467 kilomètres carrés, dernier héritage du Moyen Age, vont décider par référendum si oui ou non ils sont d'accord pour être indépendants.

L'article premier de la Constitution approuvée à l'unanimité, le 2 février, par le conseil général des vallées (Parlement) au terme de laborieuses négociations stipule que l'Andorre sera « un Etat indépendant, de droit, démocratique et social dont le régime politique sera la coprincedat parlementaire ». Quel chamboulement ! Les deux coprinceps, le président de la République française et l'évêque d'Urgel (de la Seu d'Urgel, ville à la frontière de l'Andorre) réduits à l'état de suzerains d'apparence et les vassaux désormais investis d'une souveraineté qui « réside dans le peuple andorran ».

Il s'agit donc bien du début d'une nouvelle ère, sept siècles après les deux accords de partages de 1278 et 1288 entre le comte de Foix et l'évêque d'Urgel, qui mettaient fin à leurs querelles concernant ce territoire en fixant leurs droits respectifs par une suzeraineté indivise. Cette relique du passé va donc disparaître au profit d'un Etat de droit reconnu internationalement.

Ce tournant historique suscite inévitablement des inquiétudes. Un tel changement dans le chef conservateur de paysans enrichis par les trois-cassés du « duty-free » provoque des interrogations. « Et si on allait casser la baraque, fichtre, l'air le paradis de la dette pour avoir le droit de se gouverner alors que tout cela ne marchait pas si mal jusqu'à présent ? » se demandent, sans le dire tout haut, certains sujets de ce vestige de la continuité. En Andorre, on n'attache pas facilement ses sentiments. Les partisans du « non » ne le disent pas, se mon-

trent à peine, à quelques exceptions près.

C'est pour cela que l'apparition des graffitis a surpris. Sur les murs d'Andorre-la-Vieille, il n'y a que quelques affiches officielles dans leur cadre publicitaire pour « demander au peuple andorran d'être le responsable de l'avenir du pays ». Rien ne transparaît de cette mutation en gestation. D'ailleurs, au dire de tous, l'issue du référendum ne fait pas de doute. La seule question est de savoir quelle sera la proportion de « non ».

Une garantie

de notre indépendance

Josep Pintat, ancien chef du gouvernement, est un des rares à avoir publiquement annoncé son intention de voter « non ». Ce qui gêne ce commerçant, issu d'une vieille famille andorrane, c'est la loi électorale. Auparavant, les sept paroisses (c'est ainsi qu'on les appelle) qui composent cet émirat des montagnes avaient quatre représentants chacune au sein du conseil général (Parlement de vingt-huit membres). Dorénavant, il n'y en aura que deux par paroisse et les quarante autres députés seront issus d'une liste nationale.

Ce qui défavorise les paroisses dites hautes (parce que dans les montagnes), les moins peuplées par rapport à celles des vallées, au détriment d'un principe séculaire d'égalité considéré comme sacré. « Vu d'un certain angle, ma position n'est pas défendable », reconnaît ce fabricant de cigarettes scagénaires qui se dit malgré tout « d'accord avec la Constitution à 95 % ». Conservateur craignant pour « son pays fragile », Josep Pintat a par ailleurs peur de certaines « ambiguïtés » du texte et avoue : « Je voudrais pouvoir dire dans cinq ans que j'ai été con de voter « non », parce que ça marche bien. »

Le « non » va rassembler une variété d'opinions extrêmes. Les ultra-conservateurs opposés à toute modification, des banquiers qui voient poindre la fin de leur monopole et de leurs avantages, des inquiets qui supputent l'arrivée des impôts et des charges inhérentes à un Etat, des libéraux qui pensent que l'on s'est arrêté à mi-chemin et qu'il fallait tout simplement proclamer la République et remercier ces seigneurs de coprinceps.

En effet, pourquoi n'avoir pas franchi complètement le pas ? Pourquoi conserver cette tutelle ? « Ce serait dangereux », tranche Oscar Ribes, chef du gouvernement et

banquier de son état en expliquant que le système de la coprincedat a été « une garantie de notre indépendance » et que « 80 % de la population y est favorable ». Cette double tutelle a, selon les Andorrans, toujours été un garant de survie. « C'est la meilleure formule » pour le syndic (président) du conseil général, Jordi Farras, car les habitants « doutent de la viabilité de la République ». Selon lui, il est peu probable que la République soit instaurée un jour - même si la Constitution laisse cette possibilité à condition de rassembler une majorité des deux tiers.

L'Andorre sera donc souveraine mais toujours sous la protection de ses voisins. L'indépendance pratiquement acquise dès le début du mois d'avril - lorsque les coprinceps auront signé la Constitution adoptée - un traité tripartite sera rédigé avec la France et l'Espagne pour garantir l'existence de ce nouveau domino de l'Europe, pastille incrustée dans les Pyrénées, qui va immédiatement demander à faire partie du Conseil de l'Europe.

Les Andorrans y attachent beaucoup d'importance, surtout depuis qu'ils ont joué la carte européenne en signant un accord avec la Communauté en 1989. Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1991, cet accord qui permet à la coprincedat de faire partie de l'union douanière pour les produits industriels mais reste considérée comme un pays tiers pour l'agriculture, a brisé l'isolement du pays accentué par l'entrée de l'Espagne dans la CEE en 1986.

L'adoption de la Constitution va faire franchir à ce petit musée du Moyen Age, selon la formule du « vigneur » français (de vicairie : représentant du seigneur), M. Jean-

Pierre Courtois, le pas politique nécessaire vers l'époque moderne. En trente ans, ce bastion féodal a littéralement explosé. Il est passé de la contrebande aux supermarchés de la dette, de l'autarcie à la société de consommation, des petits bénéfices aux gros profits.

Cette parenthèse de l'histoire, pays jusqu'à il y a peu de temps sans parti ni syndicat, sans code pénal ni prison, sans cadastre ni monnaie, se sentait de plus en plus à l'étroit dans des institutions archaïques et inadéquates pour le monde moderne vers lequel il était aspiré, notamment par les treize à quatorze millions de touristes qui franchissent ses frontières chaque année. « La réforme » de 1981, créant notamment un pouvoir exécutif, avait tenté de faire bouger les choses. Sans grand succès. Comme le dit M. Courtois, « c'était devenu ingérable. Il y avait de plus en plus de divergences entre les coprinceps et leurs représentants. Le bicephalisme avait vécu ».

En plus, les structures sociales se sont considérablement transformées avec l'arrivée de nouveaux venus suscités par le boom économique. En 1960, il y avait 8 700 Andorrans. Aujourd'hui, il y a 60 000 habitants dont 16 600 Andorrans, 30 000 Espagnols, 6 000 Portugais et 4 400 Français. Ce sang neuf, les Liger et les Llançades comme le dit Jaume Bartumeu, avocat, conseiller général, a cassé l'omnipotence des familles traditionnelles, les clans politiques. Un sentiment nationaliste d'autre part germé dans les années 70 dont l'illustration fut la réclamation, en 1978, d'un mémorandum demandant notamment la possibilité de légiférer. Au début, le Quai d'Orsay, comme le

reconnaît le vigneur français, était seulement favorable à une autonomie interne certes large mais sans changement de statut jusqu'à ce que la France se rende compte que le pays de la Révolution pouvait difficilement s'opposer à la permanence d'une situation anachronique. Paris a donc fait savoir que le désir d'émancipation des Andorrans serait respecté. A dire vrai, le pouvoir ne se souciait guère de cette petite vigne accrochée au pied de la nation, tournée géographiquement et économiquement vers l'Espagne, de plus en plus peuplée d'Espagnols et parlant le catalan, la langue officielle.

Remboursement grâce aux impôts indirects

En revanche, pour l'évêque d'Urgel, Mgr Joan Martí Alanis, il s'agissait de renoncer à une parcelle de pouvoir temporel non négligeable pour ce diocèse de 200 000 âmes. « La mitre a fait monter les enchères pour savoir si les Andorrans voulaient aller jusqu'au bout », raconte le syndic, M. Farras, espérant sans doute qu'ils n'oseraient pas. Dans la lutte d'influence qui s'en est suivie, la volonté d'affranchissement des Andorrans a finalement eu le dessus. L'abbé Nemesi Márquez, délégué permanent de l'évêque, grand alchimiste devant l'Eternel du pouvoir épiscopal, a craint pendant longtemps que l'Andorre ne devienne un second Monaco, c'est-à-dire pour lui un appendice sans personnalité souveraine. Aujourd'hui, il affirme que ses craintes sont levées et que « c'est un soulagement pour l'évêché que le

peuple andorran puisse prendre en charge sa propre destinée ».

Tout ne sera pas aussi rose que cela pour le dernier-né des Etats européens. Comme partout ailleurs la crise s'y fait sentir. Les avantages de la dette ne sont plus ce qu'ils étaient face à la concurrence des grandes surfaces espagnoles et françaises qui limite de plus en plus le caractère attractif des produits « duty-free ». Il va bien aussi falloir payer la dette de l'Etat, soit 15 milliards de pesetas (700 millions de francs) pour un budget de 22 milliards de pesetas. Jaume Bartumeu, président de la commission législative d'économie et des finances, n'a pas caché que son remboursement allait s'effectuer grâce à des impôts indirects. « Avec ou sans Constitution, il aurait fallu le faire », fait-il remarquer.

Alors, fini le paradis fiscal, terminé le repaire de la dette, oublié le royaume forgé par sept siècles d'immobilisme. La coprincedat va-t-elle devenir un Etat comme un autre ? Pas tout à fait. Le petit nouveau ne peut encore totalement se priver de la protection des « coprinceps, symbole et garantie de la permanence et de la continuité de l'Andorre, de même que de son indépendance et du maintien de l'esprit partiaire dans ses traditionnelles relations d'équilibre avec les Etats voisins ». Tout le monde, au cœur de ces deux vallées, espère que la nouvelle époque qui s'ouvre durera également sept siècles. L'Andorre s'est toujours donnée le temps de voir venir. C'est, paraît-il, le secret de sa survie et de son bonheur.

MICHEL BOLE-RICHARD

Le bonheur des Flamands de Bruxelles

Suite de la première page

Luc Van den Brande et ses sept ministres ont parlé aux journalistes francophones et néerlandophones d'une Flandre « mieux administrée », grâce à la lutte contre la bureaucratie, et où il « fera bon vivre », grâce à la sauvegarde de l'environnement et à plusieurs projets culturels. Au-delà des thèmes dans l'air du temps, une chose est claire : la Flandre entend bien se servir de la future Constitution fédérale pour asseoir sa propre économie. Le « ministre-président » ne nous l'avait pas caché en nous recevant quelques jours plus tôt au siège de son « gouvernement », situé à Bruxelles, et non à Anvers, « pour bien montrer qu'il n'y a pas deux sortes de Flamands, ceux du Nord et les Bruxellois ».

« Transfert de compétences (de l'Etat aux régions flamande et wallonne) signifie aussi transfert de moyens », précise Luc Van den Brande. Les nouveaux accords pour la réforme de l'Etat nous attribuent l'agriculture, le commerce extérieur, la recherche scientifique. Cela n'a de sens qu'avec des recettes propres. Mais l'assainissement budgétaire est notre priorité. Nous avons une norme budgétaire propre à la Flandre. Il faut développer nos investissements, parce que le lieu de décision doit être aussi le lieu de production, tout en évitant de trop nous endetter. »

La capitale de l'Europe

Difficile de prendre plus explicitement ses distances à l'égard de l'Etat fédéral, qui consacre 40 % de son budget à rembourser ses emprunts. Plutôt que de laisser la Wallonie, où une société régionale d'investissement de statut para-étatique intervient de plus en plus, Luc Van den Brande veut créer un « holding flamand », dont 51 % du capital serait la propriété d'actionnaires privés. « Le problème, constate prudemment le « premier ministre flamand », est que les Belges préfèrent les emprunts publics, dont ils ont une grande habitude. » En plus des querelles linguistiques, un clivage s'amorce clairement entre la Wallonie socialiste et la Flandre libérale, « créative » - pour reprendre la terminologie de la plate-forme Vlaanderen Europa 2002.

S'il manque malgré tout de l'argent pour consolider l'« ouvrage flamand » de l'économie cher à Luc

Van den Brande, on fera appel aux capteurs étrangers, en veillant à conserver leur contrôle. Fin janvier, Wivina Demeester, « ministre des finances et du budget » dans l'exécutif flamand, a réuni une centaine de financiers du monde entier pour leur vanter - en anglais - les charmes de la Flandre, dans les locaux bruxellois de la Kredietbank, la grande banque d'Anvers qui a porté siège le premier gratte-ciel construit en Europe.

Crève Belgique

Objet de cette rencontre : placer 10 milliards de francs belges (1,6 milliard de francs français) en billets de trésorerie destinés à augmenter l'autonomie financière de la Flandre. Des banquiers japonais se sont ainsi rendus expliquer que la Flandre est un partenaire solide, « une entité politique stable », avec ses propres gouvernement et Parlement, et « une capitale (Bruxelles) qui est aussi la capitale de l'Europe ».

Comme Wivina Demeester, Luc Van den Brande appartient au CVP, le Parti social-chrétien flamand, le premier ministre fédéral Jean-Luc Dehaene. Au sein de la principale formation de la coalition gouvernementale, des voix s'élèvent contre la « dérive séparatiste » de l'exécutif flamand, dont le slogan est « Ce que nous faisons nous-mêmes, nous le faisons mieux ». Mais l'état emphorique de Luc Van den Brande est partagé par une bonne partie de ses administrés. Ancien porte-parole du gouvernement, devenu rédacteur en chef de l'influent quotidien *De Standaard*, Lou de Clerk nous a expliqué « la reconversion mentale » de ses compatriotes.

Cet homme apparaît encore à la génération formée en français : « Le curé avait dit à ma mère qu'il fallait nous abonner à la Libre Belgique pour mon éducation. Quand j'ai commencé dans le journalisme, mon rédacteur en chef parlait mieux votre langue que le néerlandais. » En quelques décennies, il a vu les saints perdre tous leurs complexus d'infirmité. « Les Flamands acceptent maintenant l'idée d'une partition si un accord politique est impossible avec les Wallons. Rien ne nous empêche plus de faire notre propre Constitution. »

A Anvers, rempart des jésuites, près de la Grand-Place, le café à l'enseigne *Leegwari Vlaanderen* (Le Lion des Flandres) vaut qu'on

s'y attable. Des chaises en bois, des tables en Formica, un patron qui ne sert pas d'apéritif, n'offrant que de la « gueuze » (la bière locale) ou du « bouillon ». Pourtant, il y a une clientèle fidèle, qui « se sent bien ici ». Les murs indiquent pourquoi. Des autocollants à la gloire de divers mouvements flammingants et des groupuscules nationalistes de toute l'Europe, Catalans en tête. Une affiche particulièrement explicite : « België, het is ik ». « Crève Belgique », le cri du cœur lancé en 1929 à la tribune de la Chambre par le flamand Joris Van Severen et repris le 10 février dans la même enceinte, par M. Van Hautthem, député du Vlaams Blok, pendant le débat sur la réforme de la Constitution.

Le langage de Karel Dillen, président du Vlaams Blok, premier élu de ce parti nationaliste à Anvers, aujourd'hui député au Parlement européen, est plus châtivé (lui aussi a appris le français, à l'école, où on lui faisait chanter *Sur le pont d'Avignon*), mais son souhait est aussi clair. Né en 1925, cet homme aimable, apparemment plus complexe que le portrait qu'en font ses adversaires, explique que, malgré les progrès spectaculaires de son parti aux dernières élections (en tête dans le canton d'Anvers aux législatives de 1991), il n'a aucune ambition ministérielle dans la Belgique du compromis permanent. « Entrer dans le dernier gouvernement belge, pourquoi pas ? (Sous-entendu, pour participer à la liquidation du royaume). Mais si je suis dans l'avant-dernier ne m'intéresse pas. J'espère pouvoir finir mes jours dans une Flandre indépendante, mais je dois admettre que l'Etat belge est encore vigoureux. »

Malgré les sursauts du moribond, Karel Dillen est entré dans une Assemblée européenne qu'il n'a pas en grande estime « pour faire entendre la voix de la Flandre » - à lui aussi des raisons de se réjouir. Sur le thème « Nous disons ce que nous pensons », ses militants continuent à faire un fructueux porte-à-porte à Anvers. Pas seulement en exploitant l'évident problème posé par l'immigration dans certains quartiers populaires. En exaltant surtout l'identité culturelle flamande, contre les francophones, naguère tout-puissants dans la place, et aussi contre le monde anglo-saxon, qui s'impose partout dans la publicité et l'anglais, les enseignes des fast-foods installés jusque dans les immeubles historiques de la ville.

La seule décoration du bureau de Karel Dillen est une affiche électorale : des gants de boxe, « Instruments du noble art de la défense », explique notre interlocuteur. Le vocabulaire et les méthodes du Vlaams Blok sont musclés. Impossible cependant, au nom d'un vertueux « antiracisme » d'évacuer les

questions qu'il pose. Impossible de prétendre de bonne foi que sa progression dans l'électorat s'explique seulement par une tromperie sur la marchandise. Pendant les années 70 et 80, la revendication principale des Flamands a été l'autonomie politique. Gain de cause obtenu, la seconde étape, incarnée par Luc Van den Brande, est celle de l'indépendance économique. Il est probable que la phase suivante sera la réalisation d'aspirations culturelles, que le Vlaams Blok entretient en s'appuyant sur des réactions populaires, contre la perte d'identité, l'uniformité mercantile du grand marché européen.

Un des étonnements du Français chez les Flamands est suscité par le caractère très réduit de leurs relations avec leurs voisins néerlandais, voire la méfiance et le léger dédain que leur inspirent ceux-ci. Un trait culturel belgo-néerlandais a bien été signé en 1946. Une coopération distincte a bien été amorcée en 1982 entre les Pays-Bas et la Flandre, notamment en matière d'enseignement, deux ans après la signature d'un « traité d'union linguistique ». Mais sans grands résultats et sans adhésion de l'opinion publique.

Bien qu'il y ait une mouvance paillardisante au sein du Vlaams Blok, Karel Dillen avoue avoir peu d'affinités avec les Pays-Bas actuels, ce « pays de la drogue et de l'avortement, où les universitaires renouent à leur langue au profit de l'anglais ». « Je n'aime pas la mentalité hollandaise, ce qui ne veut pas dire que nous ne gardons pas le rêve de tous jours dans notre for intérieur. »

Rapprochement avec les Pays-Bas

Luc Van den Brande voit les choses différemment. Puisque la réforme de la Constitution va lui donner le pouvoir de signer des accords avec les Etats (et non plus seulement avec les régions), il veut en profiter. Il se rendra le 25 mars à La Haye pour relancer la coopération. Deux jours plus tard, le bourgmestre socialiste d'Anvers, Bob Coles, donnera le coup d'envoi des festivités faisant de sa ville la « capitale culturelle de l'Europe » pendant plusieurs mois. Un projet ambitieux, patronné par la Communauté européenne, et dont Karel Dillen ne pense aucun bien.

Si les Flamands ne sont plus les enfants pauvres de la Belgique, leurs divergences politiques n'ont pas disparu pour autant, au contraire. Selon un parlementaire du Vlaams Blok, la réforme constitutionnelle, « c'est qu'un snack au milieu de l'autoroute qui conduit au séparatisme ». Il risque d'y avoir de la bagarre dans le snack.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

ZAÏRE : QUE FAIT LA FRANCE ?

Appel au président de la République

Désireux de voir notre pays s'engager davantage aux côtés des forces démocratiques, nous pensons que, malgré la fermeté de ses dernières déclarations, la France n'a pas, dans les faits, opéré avec le régime du maréchal Mobutu la rupture nécessaire.

C'est pourquoi nous demandons de tout mettre en œuvre pour que :

1. Le gouvernement issu de la Conférence nationale et le Haut Conseil de la République soient les seuls interlocuteurs de la France, et que soient entendues leurs demandes d'aide en matière humanitaire, mais aussi de prise de contrôle effective des finances et des forces de l'ordre.
2. Les forces de répression à la solde du maréchal Mobutu ne bénéficient d'aucun soutien de la France.
3. Le maréchal Mobutu, son entourage et les dignitaires accusés par la Conférence nationale de crimes politiques ou économiques ne soient plus admis en France, et que leurs avoirs soient saisis si le gouvernement légitime du Zaïre en fait la demande.
4. Au cas où la situation au Zaïre mettrait encore en péril les populations civiles, la France saisisse le Conseil de sécurité de l'ONU, afin de décider des moyens à mettre en œuvre : notamment une assistance militaire au gouvernement légitime en vue de garantir la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire zaïrois.
5. En attendant une reprise globale de la coopération, le gouvernement français engage des moyens financiers par le canal des ONG françaises et zaïroises, afin de soutenir les projets dans les domaines du développement local, de la défense des droits de l'homme et du combat pour la démocratie.

Le 25 février 1993

Signataires : ACAT, Agr ensemble pour les Droits de l'Homme, Agr Ici, Artisans du Monde, Association des Zaïrois de Lyon, ARHOB, BAZ, CEDETIM, Centre d'Information Inter-peuples, CRID, Cercle SIA, CIMADE, CCDF, Comité Zaïre Information, Justice et Paix, Comité de jumelage de Villeneuve, Comité d'échange Isère-Kivu, CRARDA, Frères des Hommes, Groupe d'Education Nouvelle-Isère, Editions l'Harmattan, Maisons familiales rurales-Rhône-Alpes, MRAP, Peuples Solidaires, Réseau Solidarité, RITIMO, Survie, Terre des Hommes, Vétérinaires sans Frontières.

Soutien : CCP 610 03 F LYON, mention « Appel démocratique Zaïre », à l'ordre du COZI, 3, rue Diderot, F-69001 LYON.

En attendant le RPR...

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

BRUXELLES-STRASBOURG

En attendant le RPR...

STRASBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'Europe est violemment en panne. La session du Parlement des Douze qui vient de s'achever en est une parfaite illustration. L'hémicycle de Strasbourg a ronronné pendant cinq jours et l'agitation habituelle avait déserté les couloirs. Comme si parlementaires et fonctionnaires retenaient leur souffle avant les législatives françaises. La perspective de l'arrivée d'un membre du RPR à Maastricht - même favorable à Maastricht - n'est pas sans inquiéter nombre d'eurodéputés.

Certes, le succès prévisible de l'UPF est une réelle satisfaction pour l'aile droite de l'Assemblée, mais la situation du groupe gaulliste, marginalisé par une forte majorité acquise aux idées fédéralistes, n'en sera pas changée pour autant.

M. Christian de La Malène, président du RDE (Rassemblement des démocrates européens), qui regroupe les élus du RPR et quelques représentants grecs, espagnols et irlandais, ne se fait aucune illusion : « En théorie, notre position devrait s'améliorer si le Parlement voulait tirer les leçons de la nouvelle donne ; mais nous sommes victimes des militants européens qui font comme si les choses allaient comme avant la crise économique et sociale et, partant, communautaire. »

Le sénateur de Paris exclut même l'adhésion des gaullistes au groupe du Parti populaire européen (PPE) d'ici la fin de la législature, alors que la demande est sur la table depuis des années. L'amertume de M. de La Malène est d'autant plus grande que le PPE a accueilli M. Valéry Giscard d'Estaing à la fin de 1991 et les conservateurs britanniques en mai de l'année dernière.

« Quelques démocrates-chrétiens français et bénédictins opposent toujours leur veto », explique-t-il. Sur le fond, le président gaulliste persiste et signe : « Maastricht est mort dans son esprit. » Pour lui, la récession, « l'étranglement financier » de la CEE, la crise agricole et l'affaire du GATT - à propos desquelles « la France devra se montrer plus exigeante » - sans compter le drame bosniaque, sont des « dures réalités qui soulèvent de graves difficultés ».

Une majorité anti-Maastricht ?

M^{me} Nicole Fontaine, vice-présidente de l'Assemblée et du CDS, ne se berce pas, elle ne non plus, de faux espoirs sur la cohabitation avec le RPR : « C'est excessivement inquiétant, car les gaullistes qui siègent au Palais-Bourbon seront à majorité anti-Maastricht, ce qui constitue une bombe à retardement. »

Et M^{me} Fontaine de craindre « une dérive anti-européenne » du gouvernement, comme pour répondre à la menace agitée par M. Charles Pasqua aux assises du RPR sur les dangers d'« une dérive européenne ». Parce que les élections européennes se tiendront dans un an, parce qu'il faut continuer à préparer activement l'Union économique et monétaire, parce que surtout le

couple franco-allemand a besoin d'un second souffle, elle considère qu'une mise à plat s'impose très vite après le 28 mars.

Les membres non français du centre et de la droite du Parlement sont impatients de savoir si le verdict des urnes confirmera les sondages. Quel beau pied-de-nez au groupe socialiste qui, en raison de son effectif (190 sièges), est une pièce centrale du jeu parlementaire européen ! Il n'empêche : des libéraux aux chrétiens-démocrates en passant par les conservateurs, tous craignant la tentation du RPR à défendre coûte que coûte l'électorat agricole et à prendre des « mesures protectionnistes » avec pour conséquence la « renationalisation rampante » de certaines politiques communautaires. Ils essaient de se rassurer en espérant que les députés de l'UDF seront assez nombreux à l'Assemblée nationale pour faire suffisamment contrepoids.

Eloge de la souplesse

M. Bernhard Salzer (CDU) est de ceux-là. Pour le parlementaire chrétien-démocrate allemand, un premier ministre RPR ne suscite « aucune crainte ». Selon lui, la nouvelle majorité en France comptera dans ses rangs une forte proportion de pro-européens.

« De toute façon, précise-t-il, Jacques Chirac est un homme politique de dimension internationale qui ne sait que trop que les difficultés françaises ne pourront être réglées en faisant de la démagogie. » Il se montre en outre convaincu qu'il n'y aura pas de « problèmes additionnels » avec un nouveau gouvernement. « Bien au contraire, conclut-il, les questions économiques et de relations extérieures seront plus faciles à résoudre qu'avec les socialistes. »

M. John Stevens (conservateur britannique), se veut encore plus positif : « Il n'est pas évident que le RPR soit plus protectionniste que le PS. » Pour lui, le fait que le mouvement de M. Chirac et les torles aient la même conception de la « nation » est un facteur non négligeable pour une bonne compréhension et coopération entre les deux partis. D'ailleurs, M. Stevens appelle de ses vœux l'adhésion des représentants du RPR à Strasbourg au groupe PPE.

M. Paul Lannoye (écologiste belge) ne voit pas d'un mauvais œil, pour des raisons contraires à celles de ses collègues de droite, l'arrivée d'un gaulliste à la tête du gouvernement. Il compte beaucoup sur M. Chirac pour que la France fasse preuve d'une « grande fermeté » sur les dossiers de l'agriculture et du GATT.

Très sévère à l'égard du PS - « en panne d'idées » - et de M. Jacques Delors, - qui vient à Strasbourg pour flatter les caniches du Parlement, qui sont très nombreux, - il sait gré au RPR d'être « à l'écoute des populations et en mesure de faire preuve de souplesse face aux événements ». Même s'il le croit incapable de faire mieux en matière sociale et... écologique.

MARCEL SCOTTO

Ruth Dreifuss, la cause des femmes

Elle, membre du gouvernement suisse, cette syndicaliste, genevoise d'adoption, permet au PS de sauver la face

BERNE

de notre correspondant

C'EST en quelque sorte malgré elle que Ruth Dreifuss est devenue la centième membre du gouvernement de l'histoire de la Suisse moderne (le Monde du 11 mars). D'ailleurs, elle s'en avoue elle-même surprise. Si tout le monde s'accorde à reconnaître les qualités de cette dirigeante syndicale, elle doit son élection d'abord à un concours de circonstances. Trois jours auparavant, elle n'était même pas sur les rangs et menait campagne sans arrière-pensée pour une autre syndicaliste de ses amies, Christiane Brunner, candidate officielle du Parti socialiste.

Il aura fallu la crise ouverte par l'élection d'un autre socialiste, Francis Matthey, préféré à Christiane Brunner, pour pousser Ruth Dreifuss dans l'arène. Afin de contourner l'obstacle, répondre à l'attente des femmes sans provoquer une crise avec les partis « bourgeois » de la coalition gouvernementale, les socialistes lui avaient demandé in extremis de faire cause commune avec sa consœur, offrant ainsi à l'Assemblée fédérale un nouveau choix entre deux personnalités au demeurant assez proches.

Première socialiste, et deuxième femme à accéder au Conseil fédéral,

Ruth Dreifuss peut se prévaloir à cinquante-trois ans d'une solide expérience notamment comme secrétaire de l'Union syndicale suisse (USS). Née le 9 janvier 1940 à Saint-Gall en Suisse orientale, elle est originaire d'Endingen, un village du canton d'Argovie considéré comme le berceau du judaïsme helvétique. Installée dans cette région depuis le dix-septième siècle, les juifs y avaient obtenu le droit d'établissement avant l'émancipation, mais ce n'est qu'à partir de 1866 que la Constitution fédérale leur reconnut l'égalité des droits civiques.

Parachutage à la française ?

Arrivée enfant à Genève, Ruth Dreifuss a fait sa scolarité dans cette ville avant d'entreprendre des études de sciences économiques, tout en travaillant comme secrétaire ou dans des organismes sociaux. Pendant quatre ans, elle a été rédactrice à l'hebdomadaire *Coopération* de Bâle. En 1972, elle est entrée à la direction de la Coopération au développement et à l'aide humanitaire à Berne. Secrétaire depuis 1981 de l'USS, elle s'occupait également des relations avec le Bureau international du travail (BIT).

Si elle a la réputation de bien maîtriser les dossiers, Ruth Dreifuss



L'élégance discrète, le regard franc, les cheveux noirs coupés court, Ruth Dreifuss a l'air quelque peu réservé mais s'est révélée une femme de tête. La voix posée, la parole facile et le mot précis, elle semble savoir ce qu'elle veut. Son credo tient en quatre mots : justice, égalité, ouverture au monde et tolérance. A peine élue, elle a appelé de ses vœux un « nouveau contrat social » fondé sur la concertation en politique et entre partenaires sociaux. Dans un discours plus militant devant le Palais fédéral, elle a lancé à la foule : « Ce n'est qu'un début. Ce pays ne pouvait plus continuer à être gouverné par un gouvernement essentiellement masculin. »

« Une femme au gouvernement ne suffit pas pour réaliser l'égalité, a-t-elle ajouté. Ce combat est loin d'être achevé. J'ai besoin de vous pour relever les défis de mon élection. Je m'engage à porter au Conseil fédéral les problèmes auxquels vous êtes confrontés et la vitalité dont vous avez fait preuve aujourd'hui », a-t-elle promis. Consciente d'être sous la surveillance de ses collègues, Ruth Dreifuss se montre en tout cas bien décidée à faire ses preuves et à apporter un souffle nouveau pour ne pas décevoir ceux qui ont voté son élection.

JEAN-CLAUDE BUHRER

VOLVO

À LA QUESTION QUE VOUS
ALLIEZ POSER,
LA RÉPONSE EST : 155 000 FRANCS.*



Sans doute imaginiez-vous que la nouvelle VOLVO 850 coûtait plus cher. Elle aurait pu : dotée d'un moteur 5 cylindres, 20 soupapes, de 2.0 L ou 2.5 L, la VOLVO 850 est une traction avant équipée d'ABS en série et du système exclusif de protection contre les impacts latéraux (SIPS). Nous ne parlerons pas ici du plaisir de conduire qu'elle peut procurer, elle le fera bien mieux que nous chez le concessionnaire VOLVO le plus proche. 3615 3616 VOLVO

VOLVO 850 LA PLUS MÉDITERRANÉENNE DES SUÉDOISES.

*Prix clé en main conseillé du modèle VOLVO 850 GLE 2.0 L au 01/01/93.

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Fraipont, directeur de la rédaction
Jacques Guich, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves-Agnès, Thomas Forenzi,
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Feuvret (1969-1982)
André Laurens (1982-1995), André Fontaine (1995-1997)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : 40-85-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-80-30-10

POLITIQUE

La campagne

Venant après le dernier mouvement diplomatique (le Monde du 10 mars), la nomination de M. Pierre Joxe à la première présidence de la Cour des comptes a fait surgir un nouveau thème de campagne : celui de la « colonisation » de l'Etat par les amis de M. Mitterrand. M. Sarkozy, au nom du RPR, a parlé jeudi de « République bananière ». M. Séguin, dans un autre registre, a constaté que l'adversaire n'était « un certain nombre de siens aux abois », ne laissant sur le champ de bataille qu'un « vieux marchand et quelques troupes défranchées ». M. Néron, pour l'UDF, s'est dit « choqué », le même jour, par « les atteintes à l'impartialité de l'Etat » : il n'est pas un porte-parole de l'opposition qui n'ait, au cours des dernières quarante-huit heures, dénoncé la mainmise des socialistes sur l'Etat. Même M. Raymond Barre, après avoir reconnu que tous les gouvernements ont procédé à des nominations analogues, a critiqué les plus récentes désignations en affirmant : « Il y a une question de mesure ».

Face à cette offensive concertée, le gouvernement a décidé de contre-attaquer. M. Jean-Louis Bianco a jugé cette campagne « tout à fait insupportable » et M. Pierre Bérégovoy l'a estimée sans fondement. « Il y a eu des nominations », a dit le premier ministre,

mais « pas plus que dans les périodes précédentes ». Le chef du gouvernement a déploré la « sorte d'opprobre » jetée sur des membres de cabinet « qui ont apporté leur concours à des ministres ou au premier ministre sans pour autant avoir de cette politique en poche ». Et de rappeler les cas de MM. Jacques de la Poëzière et Jean-Claude Trichet, nommés l'un gouverneur de la Banque de France, l'autre directeur du

Tresor en 1987 et maintenus à leurs postes après 1988.

A l'Elysée, on diffusait, à peu près au même moment, une liste de nominations au Conseil d'Etat ou à la Cour des comptes effectuées avant 1981 ou entre 1988 et 1989 au bénéfice de membres de cabinets ministériels ou d'amis politiques des dirigeants d'alors. Parmi les heureux lauréats figuraient des hommes et des femmes comme MM. Pierre Mazeaud — qui parle aujourd'hui de déposer un recours contre la désignation de M. Joxe —, Jean-Ma-

rie Poirier, ancien porte-parole de M. Giscard d'Estaing, ou M^{me} Marie-France Garaud et Anne-Marie Dupuy, anciennes collaboratrices de Georges Pompidou.

On invoquait aussi un précédent à la nomination de M. Joxe, celui de M. Lucien Paye, devenu en 1970 premier président de la Cour des comptes après avoir été, quelques années auparavant, ministre de l'éducation nationale. Autre cas cité, celui de M. Bernard Beck, nommé à la même fonction en mars 1978 par M. Giscard d'Estaing, à la veille d'élections jugées périlleuses pour la droite, son prédécesseur, M. Désiré Arnaud, ayant été invité à s'en aller de quelques semaines sa retraite. On se rappelle également que Bernard Chenot, qui fut ministre du général de Gaulle de 1959 à 1962, fut nommé en 1971 vice-président du Conseil d'Etat.

Il ne fait pas de doute que M. Mitterrand a largement utilisé les pouvoirs de nomination que lui

reconnait la Constitution (lire ci-contre). Il ne fait pas de doute non plus que ses trois prédécesseurs à l'Elysée avaient fait de même. Pour justifier cette pratique, les porte-parole du chef de l'Etat, aujourd'hui comme hier, soulignent, non sans raison, le caractère de luter contre le corporatisme en faisant appel à des compétences extérieures, dans des proportions qui, disent-ils, restent limitées. Il est clair toutefois que ces désignations s'accroissent à la veille d'élections susceptibles d'entraîner un changement de majorité : le moins que l'on puisse dire est que la gauche, en 1983, n'a pas dérogé à cette règle.

En nommant M. Joxe, elle est allée plus loin. L'ancien ministre de la Défense appartient, il est vrai, à la Cour des comptes depuis plus de trente ans. Mais il est aussi un homme politique de premier plan, à la différence de MM. Cherdron et Arpaillange, nommés avant lui par M. Mitterrand, à la différence aussi de leurs prédécesseurs, qui étaient, le plus souvent, des hauts fonctionnaires proches du pouvoir. La nuance n'est pas négligeable. Par ce choix, le président de la République a donné à ses adversaires quelques armes supplémentaires.

THOMAS FERENCZI

Contre-attaque

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Outre-mer : les convoitises du RPR

Déjà bien implanté en Nouvelle-Calédonie, le mouvement chiraquien peut espérer une percée en Martinique et à Mayotte. Ses ambitions agacent l'UDF

Les électeurs des DOM-TOM se doutent-ils que la quête de leurs suffrages a donné lieu à de féroces empoignades, non pas entre la gauche et la droite, mais entre les élus-majors nationaux du RPR et l'UDF ? Dans la course à l'hôtel Matignon, chaque circonscription du territoire national est certes âprement convoitée. Mais c'est à propos d'une collectivité d'outre-mer — en l'occurrence Mayotte — que M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a qualifié l'attitude du RPR d'« insupportable ». C'est toujours à propos de l'outre-mer que l'UDF accuse le RPR de se livrer à une tentative d'« OPA ». En vertu d'une tradition qui est l'un des élus d'outre-mer ne soient que de dociles suppléants, mis à contribution lors de votes parlementaires décisifs, certains esprits s'échauffent en effet à l'idée que la clé de l'hôtel Matignon se trouve dans les sables de Mamoudzou ou sous les glaces de Saint-Pierre.

Nouvelle-Calédonie : le retour du FLNKS

La Nouvelle-Calédonie n'est guère connue par ces querelles d'état-major car, là-bas, l'omnipotent Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RCP), filiale locale du RPR — mais pas toujours disciplinée — a brisé net l'essor de toute ambition de l'UDF. Le scrutin est plutôt marqué par un double événement. D'abord, le duel que vont se livrer dans la première circonscription (Nouméa) les deux candidats de l'UDF, M. Maurice Nénon-Pwataho, qui fut virtuellement entré en dissidence l'an dernier, M. Lafleur n'a pas pu « récupérer » M. Ukeiwé. Le danger semble aujourd'hui circonscrit, si l'on en croit du moins les résultats des élections municipales partielles de Lifou, le fief de M. Ukeiwé, où la liste RPR dissidente soutenue par l'ancien sénateur a réalisé un piètre résultat.

Mais la donne sera quelque peu différente le 21 mars. L'élection qui sollicite cette fois M. Ukeiwé comprend en effet Nouméa où le vote anti-indépendantiste s'est toujours conjugué avec une exaspération diffuse à l'égard des pratiques hégémoniques de M. Lafleur. Le député RPR sortant n'est pas menacé le moins du monde. Il ne manque pas d'arguments pour convaincre son électeur traditionnel que la mise en œuvre sans accroc majeurs des accords de Matignon a permis le retour à la paix civile et donc un redémarrage des affaires. La seule incertitude réside, en fait, dans sa capacité à être élu dès le premier tour, selon un scénario convenu depuis quinze ans. Candidat à l'entrée dans un gouvernement de droite, M. Lafleur a d'ores et déjà avoué ses troupes : « Si je ne suis pas élu au premier tour, il faut savoir que je n'ai aucune chance d'y faire ».

Conséquence des accords de Matignon, le retour du FLNKS sur la scène électorale à l'occasion d'un scrutin national est le second événement de cette campagne. Après avoir inscrit dans sa charte de 1984 le boycott des « élections coloniales », le mouvement indépendantiste avait déjà amorcé une inflexion en acceptant de se frotter à la compétition pour les sénato-

riaux en septembre dernier. Les élections législatives consacrent ce revirement stratégique. Mais la mue ne s'est pas faite sans douleurs. Le Parti de libération kanak (Palka), la composante de la coalition la plus attachée à l'objectif de l'« indépendance kanak », a renoncé à s'associer à la décision du bureau politique du Front de reprendre le chemin des urnes, faisant valoir que le gouvernement n'a « pas respecté ses engagements » de modifier l'actuel découpage des circonscriptions, défavorable aux indépendantistes.

Si le candidat du FLNKS dans la première circonscription, M. Rock Wanytan, n'a de toute manière aucune chance de contester la suprématie de M. Lafleur, la défection du Palka risque de fragiliser l'assise de M. Léopold Jorédié, qui défendra les couleurs indépendantistes dans la seconde circonscription où le député RPR sortant, M. Nénon, est déjà légèrement majoritaire « sur le papier ». Une double victoire de MM. Lafleur et Nénon-Pwataho, c'est-à-dire la reconduction du statu quo, ne serait pas sans conséquence sur le « scénario de sortie » des accords de Matignon. Le RPR se sentirait en position de force pour tenter d'imposer sa propre formule, la plus « française » possible.

Polynésie française : le jeu des francs-tireurs

Le RPR peut-il espérer réaliser un tel double en Polynésie française, la collectivité d'outre-mer qui bat tous les records de volatilité politique ? Les alliances entre les quatre « poids lourds » insulaires — MM. Gaston Flosse, Jean Juvenin, Emile Vernaudon et Alexandre Léonideff — se font et se défont avec une telle élasticité et une telle absence de dogmatisme que le décryptage du jeu politique local relève souvent de la théorie combinatoire. Depuis son retour en mars 1991 à la tête du gouvernement territorial dont il a chassé son ex-ministre devenu rival, M. Léonideff, M. Flosse s'est réconcilié avec son ancien adversaire M. Juvenin, maire de Papeete, mais s'est fêché avec son ancien allié, M. Vernaudon. Après s'être regroupé, au nom de l'intérêt supérieur de l'archipel, au sein d'une députation unique qui vient de conclure avec l'Etat un accord-cadre visant à permettre à la Polynésie française d'encasser le choc de la suspension des essais nucléaires de Mururoa, les quatre chefs de file s'affrontent à nouveau à l'occasion du scrutin législatif.

La situation s'est provisoirement dénouée, on peut donc dessiner la ligne de partage suivante : dans la première circonscription (Îles du Vent-Ouest et Îles Australes), M. Juvenin (RPR) s'opposera à M. Léonideff, député sortant non inscrit, qui fut proche de la majorité présidentielle avant de prendre langue avec l'UDF ; dans la deuxième circonscription (Îles du Vent-Est, Îles des Tuamotu et Îles Marquises), M. Flosse (RPR), investi par l'UDF, croquera le fer avec M. Vernaudon, député sortant inscrit au groupe PS.

Mais l'affaire est quelque peu plus compliquée car, dans chaque circonscription, des francs-tireurs peuvent créer la surprise. C'est surtout le cas dans la première circonscription où M. Oscar Tensen, chef du Front de libération de la Polynésie (FLP, indépendantiste) pourrait fort bien tirer profit de la modération de son discours et du discrédit qui frappe un personnel politique éclaboussé par les

« affaires ». Dans la deuxième circonscription, le jeu pourrait aussi être légèrement brouillé par l'entrée en lice d'un certain Jean-Charles Tekonana, personnage tuteur qui, la taille coïncidant avec celle de la taille des anciens monarques océaniques, rêve d'installer sur son île de Nukuniva un aéroport international et un port offshore.

Wallis-et-Futuna : le poids de la coutume

Le climat est un peu moins coloré sur les îles Wallis-et-Futuna, trois petites terres du Pacifique sud, où l'omnipotence des trois royaumes (un à Wallis, deux à Futuna) permet de contenir bien des écarts de conduite. Respectueusement, les trois prétendants à l'unique siège du Palais-Bourbon alloué à l'archipel sont allés se présenter aux bureaux de vote pour faire connaître leur candidature au centre administratif de la capitale, Mata-Utu. Le député sortant, M. Kamilo Gata (MRG), connaît si bien le poids de la « coutume » qu'il s'est adjoint comme suppléant le propre fils du roi (roi de Wallis). Mais cela suffit-il à redresser une cote personnelle qui a tendance à souffrir de ses trop longues absences à Paris ? Les crédits qu'il a arrachés au profit du territoire plaident en sa faveur mais son bilan est insuffisamment valorisé. Il aura donc fort à faire pour résister aux assauts de l'ancien président de l'Assemblée territoriale, M. Clovis Logogon (RPR), investi par l'UDF, et un candidat « sans étiquette », M. Soane Ubia, nouveau président de l'Assemblée territoriale.

Guyane : un sursaut pour le PSG ?

En Guyane, le scrutin pourrait mettre douloureusement à l'épreuve un Parti socialiste guyanais (PSG), maître du conseil général. Le député sortant de la première circonscription, M. Elie Castor (PSG), ne se représente pas, le pouvoir chiraquien du parti, M. Rodolphe Alexandre, homme de dossier, pourrait toutefois bénéficier d'un sursaut militant d'un mouvement qui n'est jamais aussi mordant que dans l'adversité. A l'évidence, il sera servi par la division de la droite entre M. Serge Paillet, UDF investi par l'UDF parisienne et soutenu par le RPR local, et M. Roger Louper, porte-drapeau de l'Union des forces libérales de Guyane (UFLG) qui réclame le choix des instances parisiennes. Dans ce contexte, une percée de M^{me} Christiane Taubira-Delamont, (divers gauche) dont les idées étaient jusqu'en 1991 à coloration indépendantiste, n'est pas à exclure. Dans la deuxième circonscription, le député sortant, M. Léon Bérard, de retour dans le giron du RPR après une escapade, aura comme rival le plus sérieux M. Georges Patient, soutenu par le PSG.

La Réunion : le « phénomène Free-DOM »

A la Réunion, le scrutin permettra surtout de vérifier si le nouveau paysage politique insulaire issu du grand

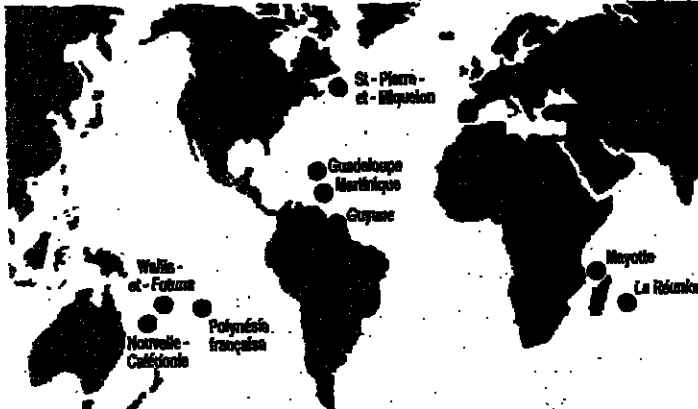
changement des élections régionales de mars 1992 — fléchissement brutal du Parti communiste, émergence du « phénomène Free-DOM », n'est qu'une parenthèse ou s'apprête à s'inscrire dans la durée. La circonscription est sans conteste la plus disputée puisque le nouvel homme fort de la politique réunionnaise, M. Camille Sudre, président du conseil régional, défie le député sortant (UDF-CDS), M. Jean-Paul Vinapoul. Soutenu par le Parti communiste réunionnais (PCR), M. Sudre dispose a priori d'un potentiel de voix de l'ordre de 55 % mais le scepticisme affiché par une frange de la base du PCR vis-à-vis de cette alliance pourrait lui porter préjudice.

Dans la première circonscription, l'alliance PCR-Free-DOM devrait fortifier M. Gilbert Annette, le maire socialiste de Saint-Denis, déjà fortement ébranlé par les événements du Chaudron tandis qu'à droite, quatre candidats s'entre-déchirent autour de l'héritage de M. Auguste Legros, le député RPR sortant, qui ne se représente pas. Le suspense est en revanche moins aigu dans la deuxième circonscription qui devrait revenir, sauf coup de théâtre, aux communistes. Le score de M. Paul Vergès, le chef historique du PCR, qui vient de se démettre de ses fonctions de secrétaire général, sera très couronné en raison de sa charge symbolique. Son successeur aux commandes du parti, M. Elie Hoarau, député sortant, sera opposé dans la quatrième circonscription au RPR M. André-Maurice Pihouche dans un duel qui s'annonce équilibré. La troisième circonscription, peu affectée par l'effet Free-DOM, est celle qui soulève le moins de passion tant le député sortant (divers droite), M. Thien-Ah-Koon, semble peu menacé sur ses terres.

Guadeloupe : confusion chez les socialistes

En Guadeloupe, M^{me} Lucette-Michèle Chevry (RPR), qui se voyait déjà en début d'année « ministre et peut-être ministre des DOM-TOM », tente de renouveler la performance qu'elle vient de réaliser lors des récentes élections régionales partielles. Après avoir été contrainte de présider de mars 1992 à janvier 1993 le conseil régional en s'appuyant sur une « majorité de travail » hétéroclite comprenant ses propres amis, des socialistes dissidents et des anciens communistes, elle dispose aujourd'hui de sa propre majorité RPR, affiliée de tout appoint extérieur. Sa réélection dans la quatrième circonscription ne fait aucun doute. Le scrutin permettra surtout d'y voir un peu plus clair au sein d'une mouvance socialiste secouée par de fortes turbulences internes.

La plus grande confusion règne en effet depuis la décision du « président » M. Dominique Larilla, président du conseil général, de rejoindre en mars 1992 la « majorité de travail » de M^{me} Michèle Chevry afin d'éviter le retour aux affaires de M. Félix Péro dont la gestion, soutenue par une majorité composée de socialistes et de communistes orthodoxes, s'était soldée par un déficit de 700 millions de francs. Aujourd'hui revenu dans l'opposition à M^{me} Chevry, M. Larilla, investi par le PS, devra affronter dans la troisième circonscription un candidat soutenu par la Fédération socialiste locale, M. Léon Andy. Rendant ju



politique à ses « amis », M. Larilla cautionne en retour la candidature dissidente dans la première circonscription de M. René-Serge Nahjout, exclu du parti, qui s'en va défer le tout-puissant député PS sortant, M. Frédéric Laloux.

D'avantage à l'abri de telles secousses, la droite guadeloupéenne connaît toutefois un duel fratricide dans la seconde circonscription où deux candidats se réclamant du soutien de M^{me} Michèle Chevry s'opposent à M^{me} Michèle Chevry elle-même, ex-RPR qui rejoint l'UDF, sous l'étiquette de M. Ernest Montoussamy, député sortant et dirigeant du Parti progressiste démocratique guadeloupéen (PPDG, ex-communiste). En dépit de la consolidation de l'assise de M^{me} Michèle Chevry à l'échelle régionale, il est loin d'être acquis que le RPR (un député sortant) parvienne à ébranler la suprématie de la gauche (trois députés sortants) sur le contingent d'élus guadeloupéens au Palais-Bourbon.

Martinique : les espoirs de la droite

En Martinique, le scrutin revêt une importance toute particulière en raison de la décision de M. Alain Césaire, député depuis 1945 et chef historique du Parti progressiste martiniquais (PPM), de se désengager de la compétition électorale. Le retrait de celui qui fut avec M. Léopold Sédar Senghor le prestigieux porte-parole de la négritude francophone marque la fin d'une époque. « Il nous faut une nouvelle utopie républicaine », déclarait-il en octobre 1992 alors que son mouvement, le PPM, subissait une lente érosion électorale — illustrée par la perte du conseil régional en 1992 — et était en proie à des dissensions internes.

Le candidat à sa succession au Palais-Bourbon, M. Camille Desirès, ne devrait pas avoir de difficultés pour l'emporter dans la troisième circonscription (Fort-de-France) où M. Césaire avait été plébiscité en 1988 avec 85 % de suffrages recueillis. M. Desirès pâtit toutefois d'un double handicap : d'une part, son bilan de président du conseil régional de 1987 à 1992 qui a laissé la collectivité lourdement endettée et, d'autre part, le refroidissement des liens avec les communistes avec lesquels le PPM avait pourtant longtemps constitué une majorité régionale.

L'autre fait saillant de cette campagne est l'entrée en lice, comme en Nouvelle-Calédonie, des indépendantistes qui sont sur le point d'ancrer dans le paysage martiniquais un troisième pôle, entre la gauche décentralisatrice et la droite conservatrice. Après s'être délibérément mis à l'écart d'un scrutin législatif depuis 1973, le Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM), qui a recueilli 16 % des suffrages lors des élections régionales de 1992 — soit neuf élus sur quarante et un — présente un candidat dans chacune des quatre circonscriptions. Il concentre tous ses espoirs dans la quatrième (Sud) où même campagne le premier secrétaire du parti, M. Alfred Marie-Jeanne.

Absente du Palais-Bourbon depuis 1988, la droite, de son côté, tentera de refaire surface. Son ambition n'est

pas déraisonnable si l'on se souvient que les deux députés sortants, M. Guy Lordinot (app. PS) dans la première circonscription et Claude Lise (app. PS) dans la deuxième, avaient emporté sur le fil. Une telle perspective de reconquête a conduit les représentants locaux du RPR, de l'UDF et les militants « divers droite » à regrouper occasionnellement leurs forces derrière la bannière de l'Union pour une Martinique de progrès (UPMP), version insulaire de l'UDF. Le seul accord à l'union est survenu dans la quatrième circonscription où une première tentative de Yves Juston (UDF), qui avait été mandaté par l'UPMP, à M. André Lesueur (RPR) qui a été investi par l'UPF parisienne.

Mayotte : climat passionné

Mais c'est dans les deux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, où la gauche est absente, que la rivalité entre l'UDF et le RPR est la plus rude. A Saint-Pierre-et-Miquelon, le député sortant, M. Gérard Grignon, UDF investi par l'UPF, devrait retrouver son siège sans trop de difficultés en dépit de la concurrence qui lui est opposée par M. Michel Massoury (divers droite), soutenu en coulisse par le RPR parisien. Le cas de Mayotte est en revanche plus incertain et surtout plus passionné.

Après avoir été officiellement investi par l'UPF, M. Henry Jean-Baptiste (UDF) a vu sa candidature contestée par le RPR qui a finalement préféré réserver toute sa sollicitude à M. Massoury Kamatidine, le secrétaire de la section mahoïsine du RPR. Affaibli par la campagne de son adversaire appelant la population à envoyer « un Mahorais » à l'Assemblée nationale, M. Jean-Baptiste, d'origine martiniquaise, est aujourd'hui en difficulté. Combien de parades, le « guillotine » Kamatidine est localement soutenu par les indépendantistes du Front démocratique comorien (FDC) dont l'influence n'est pas étrangère à la récente poussée de fièvre qui s'est récemment emparée de l'île.

FRÉDÉRIC BOBIN

avec les correspondants du Monde outre-mer : Eddy MEDELJ-KOVIC en Guadeloupe, Jean-Marc PARTY en Martinique, Edmond FRÉDÉRIC en Guyane, Alex DLOUX à la Réunion, Michel YIENG-KOW en Polynésie française.

► Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans le Limousin, en Alsace, en Languedoc-Roussillon, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne, en Corse, en Haute-Normandie, en Basse-Normandie, en Poitou-Charentes, en Rhône-Alpes, en Lorraine, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Aquitaine, dans les Pays de la Loire, en Midi-Pyrénées, en Franche-Comté et en Picardie (le Monde des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 16, 18, 19, 23, 24, 26, 27 février, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10 et 11 mars).

المنشور في

POLITIQUE

pour les élections législatives

Les pouvoirs de nomination du président de la République

La Constitution confie au président de la République le pouvoir de nommer aux emplois civils et militaires de l'Etat. Pour les plus importants, il exerce ce pouvoir, soit après délibération du conseil des ministres, soit seul. Ses actes sont contresignés par le premier ministre et, le cas échéant, par les ministres responsables. Pour les emplois moins importants, il peut déléguer son pouvoir au premier ministre, qui peut à son tour le confier à ses ministres. Au total, le chef de l'Etat nomme à plusieurs centaines d'emplois. Toutefois certains d'entre eux sont soumis à des conditions qui restreignent sa liberté de choix.

Nous publions ci-dessous les textes définissant les pouvoirs de nomination du président de la République.

- L'article 13 de la Constitution
 - L'ordonnance du 28 novembre 1958 portant loi organique, modifiée par la loi organique du 25 février 1992 (articles 1^{er}, 2 et 3)
- Outre les emplois visés à l'arti-

cle 13 de la Constitution, il est pourvu en conseil des ministres : aux emplois de procureur général près la Cour de cassation, de procureur général près la Cour des comptes, de procureur général près une cour d'appel ; aux emplois de direction dans les établissements publics, les entreprises publiques et les sociétés nationales quand leur importance justifie inscription sur une liste dressée par décret en conseil des ministres ; aux emplois pour lesquels cette procédure est actuellement prévue par une disposition législative ou réglementaire particulière.

Sont nommés par décret du président de la République : les membres du conseil d'Etat et de la Cour des comptes ; les magistrats de l'ordre judiciaire ; les professeurs de l'enseignement supérieur, les officiers des armées de terre, de mer et de l'air. Sont en outre nommés par décret du président de la République, à leur entrée dans leurs corps respectifs, les membres des corps dont le recrutement est normalement assuré par l'Ecole nationale d'administration, les membres du

corps préfectoral, les ingénieurs des corps techniques dont le recrutement est en partie assuré conformément au tableau de sortie de l'Ecole polytechnique.

L'exercice du pouvoir de nomination aux emplois civils et militaires de l'Etat, autres que ceux prévus à l'article 13 de la Constitution et aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus, peut être délégué au premier ministre par décret du président de la République en vertu des articles 13 et 21 de la Constitution.

• Le décret du 6 août 1985, modifiant le décret du 29 avril 1959 modifié par le décret du 22 février 1967

La liste annexée au décret du 22 février 1987 est remplacée par celle qui est annexée au présent décret.

Cette liste, qui modifie pour la première fois celle de 1967, comprend cent soixante-trois emplois de direction dans les établissements publics, entreprises publiques et sociétés nationales. Elle a été actualisée plusieurs fois depuis cette date.

Le « lobbying » préélectoral des retraités

Constituant près de 30 % des votants, les plus de soixante ans commencent à devenir un groupe de pression

« Je fonce d'un préau à l'autre, je m'adresse aux candidats et j'écris aux élus. Le semaine dernière, j'ai interpellé René Teulade, le ministre des affaires sociales, lors d'un meeting à Saint-Etienne. » Pour rien au monde M. Joseph Duranton, un retraité stéphanois, ne manquerait une réunion électorale. Délégué de l'Union française des retraités (UFR), cet ancien ingénieur de soixante-sept ans qui vient d'adresser une lettre ouverte diffusée dans les multiples clubs et associations de retraités de sa région n'a pas l'intention de laisser aux « 70 % de jeunes et d'actifs qui produisent, se reproduisent », le soin de « décider unilatéralement du destin de notre fin de vie ». « Les hommes politiques, s'indigne-t-il, visitent les maisons de retraite, paient un coup à votre et jettent sur l'épaule des péchés. Mais ils se moquent de nous. Ce qu'il faudrait, c'est que les retraités décident le même jour de réviser leurs contrats d'assurance et de retirer leurs fonds des caisses d'épargne. »

L'activisme de M. Duranton n'est pas isolé. Bien qu'elles ne tiennent pas toujours des propos aussi radicaux, les associations de retraités, plutôt timides lors des précédentes consultations, ont abordé les élections législatives de 1993 avec la ferme intention de se faire entendre. Un Bureau de liaison des organisations de retraités (BLORE), composé de huit fédérations regroupant elles-mêmes une multitude d'associations de quartier ou d'« anciens » de grandes entreprises, vient d'être constitué. Affirmant agir au nom de « près de 2 millions de retraités », il a élaboré un manifeste dont les principales revendications visent à obtenir la représentativité avec voix délibérative de ses associations dans les organismes sociaux, l'indexation des retraites sur les salaires nets, l'amélioration des pensions de réversion, la création d'une allocation au profit des personnes âgées dépendantes et la réforme de la contribution sociale généralisée (CSG).

« Observatoire des parlementaires »

Au plan national, l'UFR, qui fait état de 50 000 adhérents, et la Fédération nationale des associations de retraités (FNAB), qui assure en représenter 500 000, ont lancé chacune de son côté un « observatoire des parlementaires », qui a patiemment recensé toutes les interventions des députés et sénateurs sur les domaines concernant les personnes âgées, afin que celles-ci puissent « se déterminer en connaissance de cause ». Sur le terrain, les adhérents ont été invités à s'adresser aux élus locaux, dont une forte proportion sont eux-mêmes des retraités, et à interpeller directement les candidats, non sans leur rappeler que les plus de soixante ans - presque tous inscrits sur les listes électorales et peu

enclins à s'abstenir - représentent 10 millions de suffrages. Un bon quart du corps électoral mais, selon les estimations, 30 % des votants.

Le terme de lobbying n'effraie nullement ces « retraités militants ». « Nous devenons un groupe de pression. Avant, les élus nous ignoraient. Maintenant, ce sont eux qui viennent vers nous », assure M. Jean-Collin, administrateur de la FNAB. Quant à M. Guy Binot, président de l'UFR, il évoque avec une certaine fierté la campagne menée par ses troupes lors de l'élection législative partielle de Saint-Nazaire, remportée d'extrême justesse par M. Claude Evin, ancien ministre des affaires sociales et « père » de la CSG. Un tract intitulé « Les retraités ne voteront pas pour vous » avait été distribué, et le Parti socialiste avait bien failli perdre la circonscription.

« Le problème, se souvient M. Binot, c'est qu'ensuite il a fallu modérer les ardeurs des gars de Saint-Nazaire ; ils voulaient dénoncer les « magouilles » et réclamer la démission du président de la République. »

« Leur importance numérique et leur stabilité font des plus de soixante ans une base indispensable pour qui prétend s'implanter durablement dans une circonscription. En outre, ils représentent le groupe de pression le plus influent du monde associatif », admet M. Jean-Claude Boulard, député socialiste sortant de la Sarthe. Au plan national, ce poids politique ne se dément pas. « La droite a été trahie par les réactions des retraités en 1988, après le plan Séguin sur la limitation des dépenses de

santé, estime un député RPR. Quant à la gauche, elle a connu la même mésaventure avec le rejet de la CSG. Si, demain, il faut prendre une mesure qui ne touche que les retraités, nous y regarderons à trois fois. »

« Corporatisme de génération »

De toute évidence, la création, en 1991, de la CSG a constitué un tournant. Cet élargissement du financement de la protection sociale - aboutissant, globalement, à une opération blanche pour l'ensemble des actifs grâce à la baisse simultanée de la cotisation d'assurance-vieillesse - a été mal ressenti par de nombreux retraités, qui, à condition d'être imposés, ont dû s'acquiescer d'un prélèvement sans compensation. Les associations ont protesté avec d'autant plus d'énergie que leurs animateurs sont souvent de jeunes retraités. Anciens cadres pour la plupart, ils bénéficient de pensions d'un montant honorable, ont conservé leur carnet d'adresses et gardent une certaine rancœur à l'égard du monde des actifs, qui, parfois sans ménagement, les a « mis sur la touche au début des années 80 » en multipliant préretraites et contrats de solidarité. Du coup, les revendications catégoriques, à commencer par la « revalorisation » des retraites (1), ont été relancées.

D'ores et déjà, certains s'inquiètent de voir émerger un « corporatisme de génération » sous la poussée d'organisations défendant les intérêts des retraités, une catégorie dont le pouvoir d'achat par unité de consommation est pourtant supérieur à celui de la moyenne des actifs, et qui concentre entre ses mains une part importante du patrimoine alors que les salariés, dont la plupart ne sont pas à l'abri du chômage, subissent des prélèvements sociaux croissants. En privé, certains parlementaires se déclarent préoccupés.

Présidente des Panthères grises, une association de retraités beaucoup moins agressive que ne le suggère son appellation, M^{me} Ronate Gossart n'hésite pas, quant à elle, à s'en préoccuper. « Nous avons pris nos distances avec ceux qui sont obnubilés par leur pouvoir d'achat, mais se soucient beaucoup moins de la situation des petits retraités et des problèmes liés aux personnes âgées dépendantes, qui, compte tenu de l'allongement de la durée de vie, sont souvent nos propres parents. Ayons les idées plus larges et ne sombions pas dans le poléisme. Occupons-nous d'abord, par exemple, de créer des emplois de proximité pour aider les plus vieux. »

D'ailleurs, l'activisme revendicatif préélectoral ne paraît pas être la seule traduction du dynamisme de ces « personnes âgées », qui ressemblent de moins en moins au cliché des « petits vieux ». « Progressivement, note M. Michel, rédacteur en chef adjoint de la revue Notre temps, les associations regroupant des visiteurs de prisons ou d'hôpitaux, des volontaires pour le soutien scolaire, l'organisation de banques alimentaires ou la défense de l'environnement, prennent la relève des traditionnels clubs du troisième âge. »

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Les pensions de retraite de la Sécurité sociale, qui évoluent suivant les salaires bruts jusqu'en 1983, puis suivant les salaires nets jusqu'en 1986, progressent désormais selon les prix.

□ L'opposition recueille 71 % des intentions de vote des patrons selon la SOFRES. - Selon un sondage SOFRES publié par la Tribune Desfossés, 66 % des chefs d'entreprise seraient prêts à voter pour le RPR et l'UDF, 5 % pour des divers droite, 5 % pour les écologistes, 3 % pour le Front national et 2 % pour le Parti socialiste. En comparaison, les intentions de vote de l'ensemble des Français (également selon la SOFRES) s'établissent respectivement à 38 %, 3 %, 14 %, 11,5 % et 21 %. Cette enquête, réalisée par téléphone les 9 et 10 mars auprès d'un échantillon représentatif de 333 dirigeants d'entreprise, révèle que 81 % des patrons pensent que la victoire de l'opposition aura des conséquences positives pour l'économie française, 67 % pour leur entreprise et 62 % pour l'évolution de l'emploi.

Un net ancrage à droite

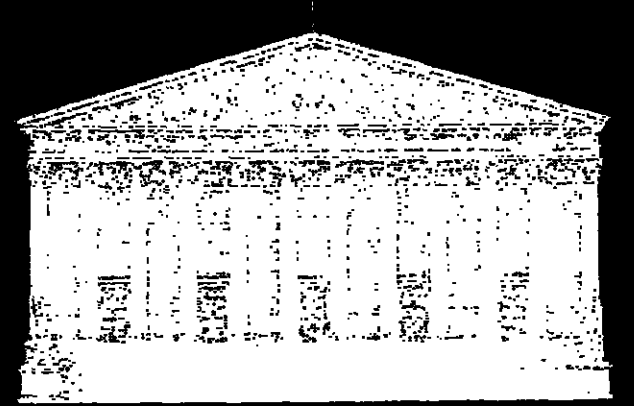
Outre qu'ils sont plus « civiques » et « légitimistes » que le reste de la population, les électeurs âgés de plus de soixante ans sont nettement ancrés à droite. Les études menées par le politologue Arnick Percheron à la suite des élections de 1986 font apparaître que l'inscription sur les listes électorales s'élève avec l'âge (95 % chez les cinquante-soixante-quatre ans contre 86 % chez les vingt-trente-quatre ans), mais décroît après soixante-quinze ans. Il en va de même pour la participation aux scrutins : plus de 85 % des inscrits de soixante-cinq à soixante-quinze ans votent contre 78 % ans pour l'ensemble de la population. Ainsi, les retraités, qui représentaient, en 1990, 26 % de l'électorat potentiel (les inscrits), totaliseraient 31 % des votants. En raison du vieillissement de la population française, ils pourraient regrouper 35 % des inscrits en 2020 et 41 % en 2040.

Les retraités, qui ont voté « oui » à 52 % lors du référendum de septembre 1992 sur le

traité de Maastricht, apportent plus volontiers leurs suffrages à la droite qu'à la gauche. Au second tour de l'élection présidentielle de 1988, M. Jacques Chirac a obtenu 53 % des voix chez les plus de soixante ans. Avec 29 % au premier tour (contre 20 % toutes classes d'âge confondues), il était arrivé juste derrière M. François Mitterrand (30 %), mais loin devant M.M. Raymond Barre (18 %) et Jean-Marie Le Pen (11 %). « Les plus de soixante ans soutiennent davantage le RPR que l'UDF, restent une zone d'influence pour le Parti communiste mais constituent un désert pour le vote écologiste », résume M. Stéphane Rozès, directeur des études d'opinion à l'Institut CSA. Quant aux caractéristiques « conservatrices » de leur comportement électoral, M. Jean-Claude Boulard, député socialiste de la Sarthe, s'en accommode fort bien. « Le conservatisme social intelligent, assure-t-il, peut faire voter à gauche. »

J.-M. N.

ELECTIONS LEGISLATIVES SUR EUROPE 1



CLUBS DE LA PRESSE EXCEPTIONNELLS de 18h30 à 20h :

- dimanche 14 mars
Jean-Marie LE PEN
Président du Front National
- lundi 15 mars
Valéry GISCARD D'ESTAING
Président de l'UDF
- mardi 16 mars
André LAJOINIE
Président du Groupe Communiste à l'Assemblée Nationale
- mercredi 17 mars
Laurent FABIUS
Premier Secrétaire du Parti Socialiste
- jeudi 18 mars
Dominique VOYNET
Porte-parole des Verts
- vendredi 19 mars
Jacques CHIRAC
Président du RPR

Et tous les jours :
7h20 "TOUTE LA CAMPAGNE EN PARLE"
12H50 "CARNETS DE CAMPAGNE"

EUROPE 1

POLITIQUE

La liste des candidats d'extrême gauche

Nous publions ci-dessous la liste des candidats investis ou soutenus par des formations appartenant à la gauche alternative ou à l'extrême gauche : la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Lutte ouvrière (LO), le Parti des travailleurs (PT) et Solidarité écologie gauche alternative (SEGA), qui rassemble les écologistes de gauche de l'Alternative rouge et verte et les reconstruc-tionnistes communistes de l'Alternative démocratie socialisme.

ALSACE

Bas-Rhin. — 1^{er} : Antonio Gomez (LCR); 2^e : Daniel Rouillon (LO); 3^e : Patrick Girard (LO); 4^e : Christiane Dodane (LO); Christiane Schmitt (PT).
Haut-Rhin. — 3^e : Claude Canard (LO); 5^e : Christiane Rolandez (LO); 6^e : Jean-Marie Pheulquin (LO); Roger Winterhalter (SEGA); 7^e : Aimé Sence (LO).

AQUITAINE

Dordogne. — 2^e : Brigitte Cozet (LO).
Gironde. — 1^{er} : Denis Lacoste (LO); 2^e : Bernard Courcier (LCR); 3^e : Gérard Barthelemy (LO); Monique Nicolas (LCR); Alain Boutaric (PT); 4^e : Philippe Brugère (LO); 5^e : Christian Grimbard (LO); 6^e : Nelly Malaty (LO); Roger Vergé (PT); 7^e : Guy Lafon (LO).
Lot-et-Garonne. — 2^e : Isabelle Uffrète (LO); 3^e : Ignace Garay (LCR).
Pyrénées-Atlantiques. — 1^{er} : Pierre Ruscassie (LCR); 2^e : Daniel Martet (LO); Dominique Peillen (SEGA); 6^e : Jean Pagola (SEGA).

AUVERGNE

Allier. — 2^e : Jacques Lachaise (PT).
Haut-Loire. — Raymond Vachon (LCR).
Puy-de-Dôme. — 1^{er} : Alain Lafont (LCR); Daniel Seguy (LO); 2^e : Josiane Mainville (LO); Odette Van Rasbrough (PT); 4^e : Philippe Bonnet (LCR); 5^e : Claude Dufour (LO); 6^e : Marcel Bruneau (SEGA); Francis Vergne (LCR).

BOURGOGNE

Nièvre. — Dominique Dupuis (LO).
Côte-d'Or. — 1^{er} : Guy Berthier (PT); Yves Hoffinger (LCR); Jean-Pierre Cusey (LO); 2^e : Jacqueline Lambert (LO); 3^e : Alain Bony (PT); Monique Laroche (LO); 4^e : Catherine Bouton (LO).
Saône-et-Loire. — 3^e : René Boudier (LO); 4^e : Christian Coste (LO); 5^e : Marie-Thérèse Deroche (LO).
Yonne. — 1^{er} : Jean-Paul Rousseau (SEGA); Jack Toupet (LCR); 2^e : Alain Chicoard (PT).

BRETAGNE

Côtes-d'Armor. — 1^{er} : Martial Collet (LO); Edouard Le Moigne (PT); 3^e : Armand Barth (SEGA); Alain Le Fol (LO).
Finistère. — 1^{er} : Jean-Michel Manceh (LCR); 2^e : Louis Amiot (SEGA); André Cherbant (LO); Lydie Contignon (PT); 3^e : Yvonne Lagade (SEGA); 4^e : Gilbert Pleyber (LCR).
Ille-et-Vilaine. — 1^{er} : Josette Grimaud (LO); Yves Juin (LCR); 2^e : Raymond Mader (LO); 3^e : Jean-Pierre Gaudin (LO); Michel Genin (SEGA); Bernard Réty (PT); 5^e : Françoise Hamard (LO); 7^e : Henri Gourmelon (SEGA).
Morbihan. — 5^e : Cyril Le Bail (LO); Gwénaél Le Gras (LCR).

CENTRE

Cher. — 1^{er} : Sylvie Cerveau (LO); 2^e : Colette Cordat (LO); 3^e : Michèle Perronnet (LO).
Eure-et-Loir. — 2^e : Michel Bréaud (LCR); Béatrice Jaffrenou (PT); 3^e : Roger Letenne (SEGA).
Indre-et-Loire. — 1^{er} : Alain Jounet (PT); Chantal Sornin (LO); 3^e : Michel Degout (LO); 4^e : Jean-Jacques Prodhomme (LO); 5^e : Patrick Ettesse (PT); Sylvie Thiébaud (LO).
Loiret. — 1^{er} : Christiane Hauchère (LO); Marie-Hélène Soubry (SEGA); 2^e : Patrick Costard (LO); Michel Tissier (SEGA); 3^e : Abdelkrim Saadani (LO); Jack Foucher (SEGA); 4^e : Annie Cassin (LO); Christine Lander (SEGA); 5^e : Avel

lin Castello (LCR); Patrick Lamiable (LO).

CHAMPAGNE-ARDENNE

Ardennes. — 1^{er} : Patrick Benyoucef (PT); 2^e : Jean-Pierre Bourriaud (LO); 3^e : Guy Petitjean (LCR).
Aube. — Pierre Bissey (LO).
Marne. — 2^e : Philippe Goiset (LO); 4^e : Gérard Berthiot (LCR).
Haute-Marne. — 1^{er} : M. Jean-Marc Simon (LO).

FRANCHE-COMTÉ

Doubs. — 1^{er} : Martine Bultot (SEGA); Nicole Friess (LO); 2^e : Patrick Pierlot (SEGA); Marie-France Roche (LO); 3^e : Christian Drilano (LO); Bruno Lemerle (SEGA); Daniel Jeannin (PT); 4^e : Georges Kvaratskhava (LO); Serge Pagnonelli (SEGA); 5^e : Claude Fauré (SEGA); Jean-Pierre Poissenot (LO).
Haute-Saône. — 1^{er} : Jean Lheureux (LO); 2^e : Noël Hennequin (LO).
Jura. — 1^{er} : Raoul Chavet (PT); 3^e : Michel Chabert (PT); Lydie Gendre (LO).
Territoire-de-Belfort. — 1^{er} : Eliane Lacaille (LO); 2^e : Gérard Belot (LO); Gilbert Pettigard (PT); Jean Siron (SEGA).

ILE-DE-FRANCE

Essonne. — 1^{er} : Maryvonne Fichou (LCR); Yves Thoraval (LO); François Vallot (PT); 2^e : Dominique Bazinet (LO); 3^e : Sylvie Lironcourt (LO); 4^e : Michel Turmel (LO); 5^e : Franck Loizeau (LCR); Nicole Poupillon (LO); 6^e : Gérard Lagry (PT); Jacques Mazas (LO); 7^e : Jean-Jacques Campini (LO); Régine Pastuaz (LCR); 8^e : Joël Brossat (LO); 9^e : Michel Cremy (LO); 10^e : Roland Hautin (LO); Gérard Pocička (SEGA).
Hauts-de-Seine. — 1^{er} : Michel Breton (LO); Dominique Mourre (PT); Philippe Mussat (LCR); 2^e : Jean-Paul Mège (LO); 3^e : Philippe Marsault (LO); Michel Allain (PT); Anne-Marie Schwartz (LO); 5^e : Robert Crémieux (SEGA); Daniel Duthiel (PT); Richard Percevalet (LO); 9^e : Jean Laffertière (LCR); 10^e : Raymond Deniau (SEGA); Jean-Charles Kermia (PT); Annie Rieupet (LO); 11^e : Yves Bourdin (PT); Vivette Le Corquille (LCR); Louis Pirois (LO); 12^e : Richard Coulat (SEGA); Robert Larcher (LO).
Paris. — 1^{er} : Dominique Arnaudis (LCR); Bernard Cornut (SEGA); Alain Massalsky (LCR); 2^e : Jean-Pierre Dalmas (LO); 4^e : Laurence Boulanger (LO); 5^e : Chantal Cauquil (LO); 6^e : Françoise Gailard (SEGA); Philippe Julien (LO); Annieck Doussault (LO); 8^e : Gérard Chauvin (LO); Pierre-François Grond (LCR); 9^e : Régis Blanchot (LCR); Jacques Borensztein (PT); Charline Joliveau (LO); Jean-François Pelissier (SEGA); 10^e : Monique Leborgne (LO); Jacques Minneret (SEGA); 11^e : Guénaëlle Chazier (LCR); 12^e : Madeleine Lacroix (LO); 13^e : Paul Robel (PT); 14^e : Christian Lamoite (LCR); Jean-Louis Nuel (LO); 15^e : Jean-Marie Benito (LO); 16^e : M. Philippe Crest (LCR); Annie Soubon (LO); 20^e : Pascale Berthaut (LCR); Isabelle Chauvenet (SEGA); Martine Grandin (LO); M. Laurent Jacquemin (PT); 21^e : Daniel Bensaid (LCR); Nadine Nicole (LO).
Seine-et-Marne. — 1^{er} : Daniel Lioubouny (LO); 2^e : Marie-Adèle Doublat (LO); 3^e : Alain Accouturier (PT); Frédéric Castello (LO); 5^e : Patrice André (LO); Laurent Tribouillard (PT); 6^e : Georges Milhot (LO); 7^e : Jacques Beunche (LO); 8^e : Christine Dupuy (LO); Liliane Farot (PT); 9^e : Guy Mouney (LO).
Seine-Saint-Denis. — 1^{er} : Serge Le Balazac (LO); 2^e : Sylvie Delfart (SEGA); Christian Beusimon (LCR); Claudine Chevreau (PT); Idilio Valdenebro (LO); 3^e : Danièle Clause (PT); Michel Jouannin (LO); Roland Taysse (SEGA); Edouard Cieka (PT); Philippe Gaillard (LO); Christian Surmonne (LCR); 5^e : Dominique Berron (LCR); Alain Rouland (LO); 6^e : Arlette Laguerre (LO); 7^e : Germaine Bauer (LCR); Bernard Keiser (PT); Sophie Zafari (LCR); 8^e : Jean-Marie Lenoir (LO); 9^e : Jean-Louis Gailard (LO); 10^e : André Canovas (SEGA); Yves Guillemot (LO); Jacques Nepveu (PT); 11^e : Sandra Rosendale (LO); 12^e : Patrick Penetier (LO); François Sabado

(LCR); 13^e : Liliane Allain (LO); Raymond Gue (SEGA).
Val-de-Marne. — 1^{er} : Daniel Gendre (LO); 2^e : Marlene Damien (PT); Christian Lecat (LO); Gaston Viens (SEGA); 3^e : Jean Bousch (PT); Dominique Geindreau (LO); 4^e : Hélène Adam (LCR); 5^e : Raymond Curie (LCR); 6^e : Jacques Stambouli (SEGA); 7^e : Thierry Andin (PT); 8^e : Daniel Demargue (LO); Patrick Roger (LCR); 9^e : Danièle Ducasse-Poupardin (LCR); Serge Franceschina (LO); Pierre Varcruysse (PT); 10^e : Michèle Lepoutre (PT); Danielle Riché (LO); 11^e : Denis Guillard (LO); 12^e : Pascal Boutet (LO); Jean Frouin (SEGA).

Val-d'Oise. — 1^{er} : Jean Mennecier (PT); 2^e : François Rippe (LCR); Dominique Palasio (LO); Norbert Trichard (PT); 4^e : Jean-Claude Bon (LO); 5^e : Daniel Assouline (LCR); Patrice Cunil (LO); 7^e : Bruno Giuliani (LCR); Daniel Frigars (PT); 8^e : Dominique Blondel (SEGA); Mohamed El Marbuti (LO); 9^e : Michel Bousquet (LCR); Jérôme Carey (LO).
Yvelines. — 1^{er} : Michel Bock (SEGA); 4^e : Claudette Baileydier (LO); 5^e : Colette Imbert (PT); Pascal Quenot (LO); 6^e : Jean-Claude Hamon (LO); 7^e : Guy Seiler (LO); 8^e : Maurice Martin (PT); Daniel Bernard (LO); 9^e : Jean Delarue (PT); Alain Luguet (LO); 11^e : Paul Lauron (LO); Guy Thirouin (LCR); 12^e : Elie Abadie (LO).

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Gard. — 1^{er} : Alain Chaniac (SEGA); Alain Rivron (PT); 4^e : Dominique Herman (LCR); Michèle Villanueva (LO); 5^e : Lucien Degorge (LO).
Hérault. — 1^{er} : Nathalie Piquemal (LCR); 2^e : Jean-Claude Biau (SEGA); Maurice Chaynes (LO); 4^e : Martine Appriou (PT); Serge Florence (SEGA).
Pyrénées-Orientales. — 1^{er} : Liberté Plaza (LO); 2^e : Dominique Grati (LO); Michel Picard (LO); 4^e : Bernard Cholet (LCR); Jean-Pierre Tavernier (PT).

LIMOUSIN

Creuse. — Jean-Paul Fourgaud (SEGA).
Haute-Vienne. — 1^{er} : Claude Charpentier (LCR); Catherine Dore (LO); 2^e : Roland Mazoin (SEGA); 3^e : Jean-Claude Fauvet (SEGA); Daniel Mounet (LO); 4^e : Jacques Jouve (SEGA); Claudine Rousse (LO).

LORRAINE

Meurthe-et-Moselle. — 1^{er} : Jacques Decoupy (LCR); Jean-Paul Mougé (LCR); 2^e : Fabienne Marchal (SEGA); Christiane Nimsger

(LO); 3^e : Dominique Barbin (LO); 4^e : Etienne Hodara (LO); Jean-Jacques Lacarrière (LO).

Moselle. — 1^{er} : Arcang Di Battista (PT); Alain Monniaux (LO); 6^e : Albert Dal Pozzolo (PT); Colette Geunier (SEGA); 8^e : Annick Jolivet (LO); 10^e : Bernard Thierry (LO).

Vooges. — 1^{er} : Henri Faron (PT); 3^e : Eric Defranoult (LCR).

MIDI-PYRÉNÉES

Haute-Garonne. — Elisabeth Podgorny (LO); Fabrice Rastoul (PT); 3^e : Jacqueline Santi (LO); 4^e : Frédéric Bories (LCR); Thierry Dupin (PT); Robert Roig (LO); 5^e : Michèle Puel (LO); 6^e : Jean-Paul Fonville (LCR); Anne-Marie Laffont (LO); 7^e : Martine Guiraud (LO); 8^e : René-Pierre Domergue (LCR).
Lot. — Jean-Marc Isard (LO).
Hautes-Pyrénées. — 2^e : Christian Zueras (LCR); 3^e : Michel Laserge (LO).
Tarn. — 1^{er} : Vincent Lopez (LO); Jacques Mathieu (LCR); Lucien Valette (SEGA).
Tarn-et-Garonne. — 1^{er} : Jean-Paul Damaggio (SEGA); Jean-Claude Espinosa (LO); 2^e : Marino Rigoni (SEGA).

NORD-PAS-DE-CALAIS

Nord. — 1^{er} : Nicole Baudrin (LO); Michel Mercier (SEGA); 2^e : Jean-Marc Grodzki (LO); Vladimir Nieldu (LCR); 4^e : Jean-Michel Beunier (PT); Jacques Oefres (LCR); 5^e : Régis Delbarre (LO); Christian Veldeman (LCR); 8^e : Marc Dubrui (LO); 11^e : Gérard Delmar (LO); 12^e : Dominique Delevoye (PT); Jacques Volant (LO); 13^e : Marcel Fossart (LCR); 14^e : Marie-Claude Moreaux (PT); 15^e : Annie Masse (LCR); 16^e : Laurence Viguié (LO); 17^e : René Pecqueur (LO); 20^e : Jean-Pierre Leconte (LO); 21^e : Martial Esman (LO); 23^e : Martine Dupond (LO); 24^e : Pascal Alessandri (LO).
Pas-de-Calais. — 8^e : Philippe Pichon (LO); 11^e : Nadine Pincholet (LO); 12^e : Josiane Dubois (LO); 13^e : Catherine Adams (LO); 14^e : Roberto Bertomeu (LO).

BASSE-NORMANDIE

Calvados. — 1^{er} : Denis Allix (SEGA); 2^e : Daniel Dieudonné (LO); Jean-Paul Duquesnoy (PT); Michel Zvenigorsky (LCR).
Mayenne. — 5^e : Alain Rivière (LO).

Les candidats de l'Union écologie et démocratie

CENTRE

Cher. — 2^e : Huguette Berdasco.
Indre-et-Loire. — 3^e : Christophe Moysan.

FRANCHE-COMTÉ

Jura. — 1^{er} : Michel Moreau; 2^e : Jacques Lanoë; 3^e : Jean Bordat.
Haute-Saône. — 3^e : Gérard Van der Stichele.

ILE-DE-FRANCE

Paris. — 1^{er} : Dani Garbarz; 2^e : Xavier Luccioni; 4^e : Monique Minaca; 5^e : Anne-Marie Faure; 6^e : Bertrand Julien; 7^e : Christian Bourdin; 9^e : François Donzel; 12^e : Arnaud Leno; 14^e : Georges Delbous; 15^e : Jacqueline Bickert; 16^e : François Bayle; 19^e : Bruno Sourcis; 20^e : Jean-Rugues Wolfsohn; 21^e : Marc Piemontese.
Seine-et-Marne. — 6^e : Agnès Le Roulier; 7^e : Hervé Saoud; 8^e : Daniel Bonato.
Essonne. — 1^{er} : Marc Hebert-Suffrin; 3^e : Michel Duran; 5^e : Michèle Gaspelon; 6^e : Roger Bizet; 8^e : Joëlle Dausy-Sive.
Hautes-de-Seine. — 1^{er} : Evelyne Matet; 6^e : Roger Dachez; 8^e : Eddy Laurent-Alter; 9^e : Brigitte Leclaire.
Seine-Saint-Denis. — 1^{er} : Yvon Magne; 2^e : Maurice Lombard; 3^e : Michèle Fricheteau; 4^e : Michèle Caprin; 5^e : Christine Lapeyre; 6^e : Bertrand Watch; 7^e : Jean-Pierre Livien; 8^e : Gil Barbonni; 9^e : Raymond Magne; 10^e : Michèle Bellanger; 11^e : René Magne; 12^e :

AQUITAINE

Gironde. — 2^e : Jean-Pierre Roche; 3^e : Pierre Wendzinski; 4^e : Aziz Radi; 7^e : Kieker Hays.

AUVERGNE

Haute-Loire. — 1^{er} : Marie-Claude Peyronnet-Masson.

BRETAGNE

Finistère. — 1^{er} : Pierre Delignière; 7^e : Jean-Jacques Kerouedan.
Ille-et-Vilaine. — 1^{er} : Alain Guen; 2^e : Bruno Lagade.

HAUTE-NORMANDIE

Eure. — 4^e : Christine Gauchet (LO).
Seine-Maritime. — 1^{er} : Gisèle Lapeyre (LO); 3^e : Gabriel Calippe (PT); Michèle Enis (LCR); Jean-Pierre Paris (LO); 4^e : Juan Heredia (LO); Régis Louail (LCR); 5^e : Charles Soubeyran (LO); 6^e : Jean-Marie Varin (LO); 7^e : Jean-Paul Nail (LCR); 8^e : Alain Guillemin (PT); Martine Lepage (LO); 11^e : Michèle Petitville (LO).

PAYS-DE-LOIRE

Loire-Atlantique. — 1^{er} : René Boulzennec (SEGA); 2^e : François Frenaux (SEGA); 3^e : Paul Blinneau (SEGA); Hélène Defrance (LO); Martine Leroy (LCR); 4^e : Robert Carlier (LO); Joachim Lebot (SEGA); 5^e : Michel Leroy (PT); 7^e : Geneviève Baudry (SEGA); Jean-Claude Saint-Arroman (LO); 8^e : Marie-France Bein (LO); Bernard Hazo (PT).
Maine-et-Loire. — 2^e : Didier Brémaud (PT); Philippe Lebrun (LO); Jacques Godin (SEGA); 3^e : Jean-Michel Marchand (SEGA); 4^e : Michel Robichon (SEGA); 5^e : Gilles Barault (LO); 6^e : Didier Lize (LO); 7^e : Marie-Louise Dupas (LO).
Mayenne. — 1^{er} : André Warnet (PT).
Sarthe. — 1^{er} : André Lantreau (LO); François Pél (SEGA); 2^e : Gérard Gaudin (PT); Philippe Goude (SEGA); Michel de Pierpont (LO); 4^e : Michel Bertin (SEGA); Pierre Varenne (LO); 5^e : Claude Tessier (SEGA).

PICARDIE

Aisne. — 1^{er} : Jean-Loup Pernelle (LO); 2^e : Didier Hernois (LO); Daniel Huriez (PT); 4^e : Jean-Claude Garaut (LO); 5^e : Amanda Helle (LO).
Oise. — 1^{er} : Gilles Bég (LO); 2^e : Yves Gaillard (LO); André Petit (LCR); 3^e : Monique Bouzin (PT); Roland Spirko (LO); 5^e : Jean-Marie Iskin (LO); 6^e : Bruno Ferlay (LO); 7^e : Franck Plain (LO).
Somme. — 1^{er} : Denise Dupont (LO); André Préval (LCR); 2^e : Bernard Combes (LO); 3^e : Eliane Moustour (LO); 6^e : Alain Ténier (LO).

POITOU-CHARENTES

Charente. — 1^{er} : Michel Debeuf (LO); 2^e : Patrick Loiseau (PT); 3^e : Serge Desheres (SEGA); 4^e : Jean-Pierre Courtois (LO); Jacques Persyn (SEGA).
Charente-Maritime. — 1^{er} : Michel Baudat (PT); Marie-Thérèse Gerault (LO).

La campagne pour

Deux-Sèvres. — 1^{er} : Jean Sicot (PT).
Vienne. — 1^{er} : Jean-Luc Lavrut (PT); Bertrand Royer (SEGA); 2^e : Patrice Millet (SEGA); 4^e : Patrice Mochon (LO).

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Alpes-Maritimes. — 1^{er} : Joël Cristofari (SEGA); 4^e : Patrick Ferruccio (LCR); 9^e : Marcel Magagnosc (SEGA).
Bouches-du-Rhône. — 1^{er} : Rémy Jean (LCR); 3^e : Guy Dubost (LO); 4^e : Patrick Grenier (LO); 5^e : Daniel Pecout (LO); Corinne Raynaud (PT); 8^e : Claudine Rodinson (LO); 10^e : Daniel Cuffroy (SEGA); René Sale (PT); 13^e : Jean-Claude Chiotto (LO).
Vaucluse. — 1^{er} : Nicole Calvet (PT).

RHÔNE-ALPES

Ain. — 1^{er} : Jean-François Mortel (LCR); Yves Petior (LO).
Ardèche. — 3^e : Daniel Romet (SEGA).
Drôme. — 1^{er} : Sylvie Crozet (LO).
Isère. — 1^{er} : Chantal Gomez (LO); 2^e : Gilbert Montel (LO); 3^e : Roland Calmel (LO); Gilles Ory (LCR); Maurice Collat (PT); 4^e : Roland Bégat (LO); 5^e : Jean Ratin (LO); 6^e : Guy Paviet (PT); 7^e : Bruno Perro-din (LO).
Loire. — 2^e : Roger Charlat (SEGA); Alain Schlick (LO); 3^e : Bernard Marcocelli (PT); André Moulin (LO); 4^e : Colette Battie (PT); 5^e : Jean-Louis Guglielmino (LO); 7^e : Frédéric Benjamin (PT).
Rhône. — 1^{er} : Marie-Christine Perrin (LO); 2^e : Arlette Couzon (LO); Françoise Bédier (PT); André Jack Croux (PT); Bernard Huisoud (SEGA); 4^e : Georges Mestres (LO); 6^e : Marie-Claude Baudinat-Hamouche (PT); Alain Girard (SEGA); Jean-Luc Renault (LO); 7^e : Armand Creus (LCR); Jean-Michel Hernandez (LO); 8^e : Janine Lalay (LO); 9^e : Didier Guthmann (LO); 11^e : Jean-Marc Barreau (LO); 12^e : Francis Faucher (LO); 13^e : Philippe Bruncau (LO); 14^e : Joëlle Bony (PT); Vincent Pomarès (SEGA); Jean-Pierre Tardy (LO); Gérard Vaysse (LCR).
Savoie. — 3^e : Renée Laurent (PT); François Marchal (SEGA).
Haute-Savoie. — 1^{er} : Evelyne Tonnelier (PT).

PICARDIE

Oise. — 3^e : Jean-Luc Hamard; 7^e : Francis Thabault.
Somme. — 1^{er} : Philippe Thevenaud.

POITOU-CHARENTES

Charente. — 2^e : Francis Georget.
Deux-Sèvres. — 1^{er} : Jacques Laroche.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Alpes-Maritimes. — 3^e : James Delenze; 6^e : Noël Perna.
Bouches-du-Rhône. — 3^e : Philippe Prieto.
Var. — 5^e : René Espanol; 6^e : Jean-Pierre Coudert.
Vaucluse. — 1^{er} : Bruno Sevin.

RHÔNE-ALPES

Drôme. — 1^{er} : Jean-François Dot-tor.
Isère. — 2^e : Pierre Bou.
Nous avons publié les listes des candidats investis par le RPR et l'UDF (*le Monde* du 22 janvier), le PS et le MRG (*le Monde* du 30 janvier), les Verts et Génération Ecologie (*le Monde* du 2 février), le Front national (*le Monde* du 5 février), le PCF (*le Monde* du 13 février), le CNI (*le Monde* du 25 février), l'Alliance populaire (*le Monde* du 5 mars) et le Mouvement des citoyens (*le Monde* du 10 mars).

SOCIÉTÉ

Selon de nouveaux documents publiés

Plusieurs personnalités avaient été l'objet de demandes d'écoutes téléphoniques entre 1983 et 1986

Dans ses éditions du 12 mars, le quotidien *Libération* révèle de nouveaux documents sur l'affaire des écoutes téléphoniques, provenant des mêmes sources que les comptes-rendus de conversations enregistrées sur la ligne du domicile d'un journaliste du *Monde*. Il s'agit d'un listing informatisé de 114 demandes de branchement, formulées entre janvier 1983 et janvier 1986 et présentées comme s'il s'agissait d'écoutes administratives, dépendant du pouvoir exécutif. Parmi les personnes visées, dont certaines semblent en effet

entrer dans le cadre défini pour ces écoutes (sécurité de l'Etat, terrorisme, etc.), on remarque cependant des personnalités qui n'ont aucunement leur place : l'avocat Antoine Comte, le journaliste Alexis Liebaert, l'écrivain Jean-Edern Hallier, l'actrice Carole Bouquet et l'un des dirigeants du Centre des démocrates sociaux (CDS), le conseiller d'Etat François Froment-Meurice.

Soulignant les « signes de familiarité » entre cette liste et les comptes-rendus des écoutes visant Edwy Plenel, *Libération* précise ne pas apporter « la preuve que ces

demandes d'écoutes se sont concrétisées ». Mais le quotidien affirme que son enquête apporte des « présomptions de la réalité de ces écoutes » et que les personnalités concernées « avaient en commun d'être parties prenantes d'affaires qui intéressaient hautement la cellule antiterroriste de l'Elysée ». Ces nouvelles révélations rendent difficile et délicate la mission d'enquête confiée par le premier ministre à la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.

Son président, M. Paul Bouchet,

envisageait de rendre publiques les premières conclusions de ses investigations, dès vendredi 12 mars. Cependant, des divergences se font jour au sein de la commission, l'un de ses membres, le sénateur (Union centriste) Jacques Golliet, semblant estimer que l'enquête confiée par M. Pierre Bérégovoy va au-delà de ses missions, telles qu'elles ressortissent de la loi de 1991. Cette opinion est partagée par M. Christine Courmégis et Michel Laval, défenseurs du *Monde*, d'Edwy Plenel et de sa compagne, qui ont écrit en ce sens

au président Bouchet. Néanmoins les recherches menées par ce dernier, qui affirme son souci de faire toute la lumière sur cette affaire dans la plus grande indépendance, ont permis d'établir ou de confirmer certains faits.

Si les comptes-rendus d'écoutes révélés par *Libération* n'émanent pas du Groupement interministériel de contrôle (GIC) — ce qui est acquis depuis le départ —, il n'est pas moins vrai qu'un membre de la « cellule » de l'Elysée, le capitaine Pierre-Yves Guézou, avait officiellement accès au GIC, où il

était chargé d'opérer le premier décodage manuscrit des écoutes pratiquées sur le contingent de vingt lignes attribuées à la présidence de la République. Ces écoutes étaient autorisées par le ministre de la défense en personne — successivement Charles Hernu, puis M. Paul Quilès à l'époque des faits. Enfin, les investigations de la commission ont permis de confirmer l'existence d'un système informatisé de traitement du renseignement au sein de la « cellule » de l'Elysée.

Un répertoire de 114 branchements administratifs

Notre confrère *Libération* est en passe d'inventorier un nouveau genre journalistique : le « scoop » informatisé. Comme les comptes-rendus d'écoutes téléphoniques au domicile de notre collaborateur Edwy Plenel, les documents dévoilés dans son édition du 12 mars sont issus d'une base de données et ont été tirés sur une imprimante. Aussi, à l'exception des mêmes doubles barres et tiretons « source secrète » qui ornent les synthèses d'écoutes révélées le 4 mars, n'ont-ils pas de caractéristiques apparentes (en-tête, frappe de machine à écrire, etc.) permettant d'en authentifier catégoriquement l'origine. Aussi ne peut-on, à première vue, exclure l'hypothèse de documents falsifiés. Toutefois, une analyse minutieuse, accompagnée de recoupements auprès de certaines personnes concernées, du contenu de ces dix-neuf feuillets ou sont répertoriées 114 demandes d'écoutes établies, pour des durées variables, entre le 6 janvier 1983 et le 9 janvier 1986, rend cette hypothèse peu crédible — à moins que *Libération* ait eu affaire à un faussaire de génie.

L'examen de ces demandes d'écoutes, dont notre confrère souligne « la variété et l'abondance », conforterait plutôt les conclusions suivantes :

1. — Les branchements réclamés dont ces documents font l'inventaire se présentent comme des écoutes administratives ayant reçu l'aval du pouvoir exécutif.
2. — Si les personnes visées semblent parfois impliquées dans des délits ou des menaces touchant à la sécurité de l'Etat ou au terrorisme international, on recense néanmoins parmi elles des « cibles » qui trahissent une recherche de renseignements politiques.
3. — L'identité des personnes concernées et la chronologie des écoutes témoignent de motivations élyséennes, touchant notamment à l'affaire des Irlandais de Vincennes, à l'affaire Greenpeace ou à la vie privée du président de la République.
4. — Obtenus par *Libération* auprès

de la même source que les comptes-rendus des écoutes visant Edwy Plenel, témoignent qui plus est d'une même démarche intellectuelle dans le choix des noms de code de la personne écoutée, ces documents confortent la piste de la « cellule » antiterroriste de l'Elysée, animée de 1982 à 1986 par M. Christian Prouteau, en liaison avec M. Gilles Ménage.

« Motif : trafic d'armes »

1. Des écoutes administratives. — A raison de cinq à six écoutes par page, ces documents semblent issus d'un programme informatique en forme d'annuaire où sont recensées les écoutes demandées avec l'ensemble de leurs caractéristiques. Huit rubriques ont été programmées, qui sont, dans l'ordre : « Date de la demande », « Date de radiation », « CODE », « Nom de la cible », « Adresse », « Téléphone », « Profession », « Motif ». Ce « rubricage » excède a priori des écoutes sauvages pratiquées par une officine privée ou un individu isolé. Dans ce cas, il ne serait évidemment pas nécessaire de mentionner des dates de demande, des dates de radiation ainsi que les motifs ayant servi à justifier la mise sur écoutes. De plus, les vérifications auxquelles nous avons pu procéder, ainsi que *Libération*, sur certaines personnes concernées, leurs adresses et leurs numéros de téléphone durant les périodes visées (il y a donc de cela dix ou sept ans), tendent hautement improbable une reconstitution postérieure de ce répertoire à des fins de manipulation.

2. Des écoutes politiques. — Aucun argument invoquant la sécurité de l'Etat ne saurait justifier certaines des « cibles » visées par ces demandes d'écoutes. Si l'on en croit les documents de *Libération* — que nous avons pu consulter —, les conversations téléphoniques d'au moins un homme politique, un avocat, un journaliste, un écrivain et une actrice auraient été écoutées.

Conseiller d'Etat, secrétaire national de 1982 à 1991 et, aujourd'hui, secrétaire général adjoint du Centre des démocrates sociaux (CDS), M. François Froment-Meurice aurait été mis sur écoute du 30 mai 1985 au 7 juin 1985 sous le nom de code « Frie ». Le branchement visait la ligne de son domicile parisien de l'époque. La profession mentionnée était mensongère : « documentaliste ». Le motif invoqué était lapidaire : « trafic d'armes ». Sous le même motif et sous le code « Frie 2 », une seconde écoute aurait été établie du 7 juin 1985 au 2 juillet 1985 sur sa ligne professionnelle, au siège de l'Association pour le développement de l'économie de marché (ADEM).

Avocat au barreau de Paris, défenseur des Irlandais de Vincennes, M. Antoine Comte aurait été mis sur écoute à deux reprises à son domicile parisien. Les demandes furent enregistrées au nom de sa compagne, la première sous le code « Ténation » du 1^{er} février au 31 mai 1983, la seconde sous le code « Vie » du 5 mars 1985 au 2 juillet 1985. Les motifs invoqués furent d'abord : « L'intéressé serait proche des milieux terroristes internationaux », puis : « trafic d'armes ».

Journaliste, spécialiste de politique intérieure, aujourd'hui à l'étranger, Alexis Liebaert aurait été mis sur écoute pour une brève période, du 12 septembre au 18 septembre 1985, sous le nom de code « Loup » et pour le motif suivant : « sécurité personnelle de la Défense ». Il travaillait à l'époque à l'AFP, mais l'écoute fut sans doute jugée rapidement infructueuse : si la ligne de téléphone était bien à son nom, l'appareil était cependant occupé par l'un de ses amis.

L'écrivain Jean-Edern Hallier semble avoir été la « cible » d'écoutes pratiquées sur cinq lignes téléphoniques différentes. L'une visait, du 24 janvier au 1^{er} février 1985, l'établissement « La Cluserie des Libres », restaurant qu'il affectionne, sous le code « Classe » et sous le motif : « sécurité personnelle de la Défense ». La deuxième — code

« Vieux » — concernait un café proche de son domicile, « Le Vieux Comptoir », qui est l'un de ses repaires habituels, durant la même période et sous le même motif. La troisième, du 11 février au 5 mars 1985, sous le code « Fédérateur 2 » et avec pour profession indiquée « femme de ménage », était branchée sur la ligne de sa cuisinière, qui occupait une partie de son appartement proche de la place des Vosges. Les deux dernières, en juin 1985, visaient le siège social de l'Institut international ainsi que la ligne de son gérant.

Enfin, l'actrice Carole Bouquet, sous les noms de code « Bueche » et « Bueche 2 », aurait fait l'objet de deux écoutes sur deux téléphones différents, en janvier et février 1985. L'adresse indiquée, dans le septième arrondissement de Paris, est bien celle de son domicile de l'époque. Les motifs invoqués sont invraisemblables : « sécurité personnelle de la Défense ». A l'entrée « profession », on lit cette seule mention : « sans ».

Les révélations de la presse

3. Des motivations élyséennes. — La chronologie de ces demandes d'écoutes ainsi que l'identité de certaines des personnes visées laissent des présomptions concernant certaines affaires jugées particulièrement sensibles à la présidence de la République.

Le cas de M. Antoine Comte concerne évidemment l'affaire des Irlandais de Vincennes, qui fut la première « bavure » de la « cellule » antiterroriste de l'Elysée : l'investigation sous la direction du capitaine Paul Baril, le 28 août 1982, de trois militants de la cause républicaine irlandaise, opérée sur la base de soupçons erronés, effectuée en violation des règles de procédure et accompagnée d'un « montage », puisque les principales pièces à conviction furent apportées par les responsables de l'opération. La première demande d'écoute au domicile de l'avocat fut faite le 1^{er} février 1983. Or le *Monde*,

dans son édition datée du même jour mais parue la veille à Paris, avait publié la première enquête qui ait mis en évidence les irrégularités commises. De plus, la radiation de cette écoute intervint le 31 mai 1983, dix jours après la mise en liberté des trois Irlandais, qui survint quand, enfin, des gendarmes auront confirmé les révélations de la presse.

Cette demande d'écoutes est à rapprocher de la note manuscrite de M. Gilles Ménage, alors directeur adjoint du cabinet de M. Mitterrand, datée du 28 mars 1983 à M. Christian Prouteau que « l'on s'occupe sérieusement de l'avocat M. Antoine Comte » (*le Monde* du 20 novembre 1992). En mars, M. Prouteau avait écrit : « 467/1 », utilisant le nom de code des écoutes administratives. Or, si les documents de *Libération* disent vrai, l'écoute était déjà en place depuis près de deux mois. Il y a là une contradiction ou bien, comme il l'a affirmé, M. Ménage n'était ni demandeur ni informé d'une écoute téléphonique ; ou bien un second branchement était envisagé sur une autre ligne.

Une autre demande d'écoutes, du 15 avril au 2 juillet 1985, visant le domicile de la principale figure des trois Irlandais, Michael Plunkett, dont la ligne était enregistrée au nom de sa compagne, Mary Reid (code « Red »), confirme cet intérêt pour cette affaire, alors même que tout est fait à l'Elysée pour cacher le principal témoin du « montage » réalisé à Vincennes, Bernard Jégat, dont le *Monde* révéla l'existence le 31 octobre 1985. D'ailleurs, la ligne téléphonique de ce dernier, au nom de sa compagne, Claude Lévy, fera l'objet d'une demande le 6 novembre 1985. Le motif invoqué pour l'écoute visant Michael Plunkett est « trafic d'armes », alors qu'à cette époque les trois Irlandais ont été blanchis par la justice française, ont des autorisations de séjour en règle et ont formulé une demande pour obtenir le statut de réfugié politique.

La demande d'écoutes concernant Alexis Liebaert correspond à une époque où ce journaliste suivait l'affaire Greenpeace pour l'AFP. La « date de radiation » indiquée le 18 septembre 1985 — correspond à la date du numéro du *Monde* (paru la veille à Paris) qui révéla l'existence de la « troisième équipe » de nageurs de combat ayant directement réalisé l'attentat contre le *Rainbow Warrior*. Quant aux curiosités visant apparem-

ment l'écrivain Jean-Edern Hallier, elles correspondent à une époque où il était fort entouré par les « gendarmes de l'Elysée », devenus en 1984 des amis qu'il fréquentait assidûment (*le Monde* du 24 mars 1984). Ayant fait de la provocation son label éditorial, il envisageait alors de publier un pamphlet contre le président de la République, *l'Honneur perdu de François Mitterrand*, parution à laquelle il renonça dans un premier temps, ne passant à l'acte qu'en 1992.

Enfin, selon M. François Froment-Meurice, les demandes d'écoutes le concernant visaient son activité en faveur des chrétiens du Liban après qu'il eut fondé le 20 mai 1985, l'association « SOS Chrétiens du Liban ». Or le Liban, où étaient alors détenus des otages français, fut l'un des terrains de prédilection de la « cellule » de l'Elysée, où plusieurs de ses membres se rendirent courant 1985.

« Sécurité du président de la République »

4. La piste de la « cellule ». — Une des seules façons d'authentifier les documents de *Libération* serait d'avoir la preuve que des écoutes ont bien été pratiquées sur l'une des « cibles » évoquées. Hélas ! le nom de code « Benet », qui était attribué à Edwy Plenel, n'y est pas répertorié. Toutefois, on peut remarquer que les noms de code y sont souvent inventés selon le principe suivant : en général la même initiale que le nom véritable ; un surnom suggéré par le nom (« Red » pour Reid, « Bueche » pour Bouquet, « Loup » pour Liebaert, etc.). Or, la ligne du domicile de notre collaborateur était, en 1985 et 1986, au nom de sa compagne, Nicole Lapierre, ancienne épouse Benoit — donc au nom de M. Benoit-Lapierre, sur lequel fut calqué le code « Benet ».

Si on ajoute cette simple déduction au fait que les derniers documents ont été obtenus par *Libération* « auprès des mêmes sources », on en revient à la piste vivement suggérée par les écoutes dont a été victime Edwy Plenel, celle de la « cellule » de l'Elysée. L'un des motifs invoqués pour certaines des demandes en possession de *Libération* est d'ailleurs « sécurité du président de la République ».

Enquête du service société

Dix ans et demi après les faits

Une information judiciaire pour attentat à la liberté est ouverte dans l'affaire des Irlandais de Vincennes

Le parquet de Versailles a ouvert, vendredi 12 mars, une information judiciaire contre X... pour attentat à la liberté sur la base de la plainte avec constitution partie civile déposée par M. Antoine Comte, en août 1982, au nom de deux des trois Irlandais de Vincennes. L'information a été confiée à M. Yves Madre. Cette décision relance un feuilleton judiciaire commencé il y a dix ans et demi.

Le soir du 28 août 1982, après un été marqué par plusieurs attentats dans la capitale, la présidence de la République annonce dans un communiqué des « arrestations importantes dans les milieux du terrorisme international ». Il s'agit de trois Irlandais, militants républicains — Michael Plunkett, Mary Reid et Stephen King, — arrêtés à Vincennes par le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) sous la direction du capitaine Paul Baril, qui en assure

le commandement par interim depuis la nomination récente du commandant Christian Prouteau à l'Elysée. C'est la première action de la « cellule » antiterroriste dont M. Mitterrand a annoncé la création le 9 août. Cinq cents grammes de plastique, deux détonateurs, trois pistolets sont notamment saisis.

Dans son édition du 1^{er} février 1983, sous le titre « Les fausses manœuvres des gendarmes du président », le *Monde* fait état de ses doutes : « Procédure bâclée, réticences, témoignages contradictoires, preuves suspectes... ». En mai, des gendarmes ayant assisté aux opérations de police judiciaire dans l'appartement de Vincennes confirment les informations du *Monde* devant le juge d'instruction, M. Alain Verleene. Les Irlandais sont mis en liberté et seront bientôt totalement blanchis. Puis une nouvelle information judiciaire est ouverte pour subornation de témoins, dans laquelle est inculpé le commandant Jean-Michel Beau, alors patron de la section de recherches de la gendarmerie de Paris. En 1984, le commandant

Beau confie au juge d'instruction avoir accepté de couvrir les fautes de procédure commises à Vincennes « sur ordre », mettant notamment en cause M. Prouteau.

Les révélations de Bernard Jégat

Le 30 octobre 1985, l'informateur du capitaine Baril, dont les confidences avaient provoqué l'opération de Vincennes, se dévoile : ancien sympathisant de la cause irlandaise, il se nomme Bernard Jégat. Son existence avait été cachée à la justice pendant trois ans, alors qu'elle était parfaitement connue de la « cellule » de l'Elysée et de plusieurs membres du cabinet présidentiel. Entendu par le juge d'instruction, il révèle que les principales pièces à conviction saisis à Vincennes furent en fait confiées par lui-même au capitaine Baril, qui les dissimula dans l'appartement des Irlandais. Le capitaine ne sera jamais inculpé, ni même entendu, encore moins confronté à Bernard Jégat.

En revanche, M. Prouteau est

inculpé de subornation de témoins fin 1987. En septembre 1991, M. Prouteau et Beau sont condamnés en première instance à la même peine : quinze mois de prison avec sursis. En janvier 1992, lors du procès en appel, M. Prouteau est relaxé, tandis que M. Beau est condamné à un an de prison avec sursis. Quant à M. Jégat, condamné en première instance à quinze mois avec sursis, il est dispensé de peine en appel. Les seuls coupables désignés par la justice sont donc M. Beau et M. Jégat. Mais, le 3 août 1992, juste avant l'expiration de la prescription qui est de dix ans pour les crimes, M. Comte remet en marche la machine judiciaire en déposant une plainte au nom de Michael Plunkett et Mary Reid pour « attentat à la liberté », en rappelant qu'il est « établi que des armes se trouvaient chez Jégat ont été emportées par le capitaine Baril, le 24 août 1982, et se sont « retrouvées » chez les requérants quatre jours plus tard ». Fin 1992, la Cour de cassation désigne le tribunal de Versailles pour instruire cette plainte.

Trois réactions

• M. François Froment-Meurice. — Député européen, centriste, ancien secrétaire général du groupe UDC à l'Assemblée nationale et proche conseiller de M. Pierre Méhaignerie, M. Froment-Meurice nous a déclaré : « Je suis révolté et profondément atteint. Il n'est pas tolérable dans une démocratie d'avoir cette espèce de sentiment qu'il y a des gens qui peuvent faire dans ce pays n'importe quoi, n'importe comment ». M. Froment-Meurice explique que ces écoutes ne pouvaient porter à l'époque que sur ses activités à la tête de l'association « SOS chrétiens du Liban », laquelle, quelques semaines plus tard, devait déclencher l'opération « Noël d'espoir pour le Liban ». M. Froment-Meurice a décidé de porter plainte, mais sans illusions car il estime que ces faits sont couverts par la prescription. A l'époque des écoutes, le député était le centriste le plus concerné par la rédaction de la plate-forme de l'opposition pour mars 1986 et l'un des plus actifs dans la quête de fonds pour la

campagne présidentielle de M. Barre qui s'annonçait.

• Jean-Edern Hallier. — « La surveillance dont j'ai été victime de la part de la cellule de l'Elysée fait partie d'une suite de persécution sournoises contre l'Idiot international, contre la publication de mon pamphlet sur François Mitterrand, et contre moi-même », a déclaré Jean-Edern Hallier après avoir chargé son avocat, M. Gilbert Collard, de porter plainte contre X... pour atteinte à la vie privée et écoutes illicites.

• M. Antoine Comte. — « Tout le monde, nous a déclaré M. Antoine Comte, avocat des Irlandais de Vincennes, a l'air de considérer aujourd'hui que ces méthodes sont inacceptables, mais j'estime qu'elles sont dignes d'un régime totalitaire. Cette affaire renvoie une nouvelle fois au dossier des Irlandais de Vincennes et met directement en accusation l'Elysée, qui a couvert une fabrication de preuves. Dans ces conditions, tout est mis en œuvre pour garantir l'impunité de ceux qui ont agi de la sorte ».

هنا من النكل

SOCIÉTÉ

Précisant désormais ses accusations par écrit

M. Pierre Botton a remis au juge d'instruction un projet de « protocole d'accord » avec le maire de Lyon

Lors d'une audition par le juge Philippe Courroye, mercredi 10 mars, l'homme d'affaires lyonnais Pierre Botton a remis à ce magistrat plusieurs documents mettant en cause M. Michel Noir, maire de Lyon, dont il est le gendre et dont il fut le directeur de campagne. Trois feuillets manuscrits rédigés par M. Noir semblent correspondre à un projet de protocole d'accord entre les deux hommes - établi, ou au moins envisagé, le 12 avril 1989 - aux termes duquel le nouveau maire aurait pu s'engager à rembour-

ser, en espèces, à son ex-directeur de campagne, des dépenses très importantes assumées par celui-ci, de manière très vraisemblablement occulte. Après que ce document eut été rendu public - M. Marie-Thérèse Botton, mère de M. Pierre Botton, en ayant remis copie à deux ou trois rédactions, - M. Noir, pressé de questions, a admis son authenticité tout en en réfutant la signification - il se serait simplement agi pour lui de « coucher noir sur blanc » le « délire des revendications » de M. Pierre Botton.

Le maire de Lyon a en outre dénoncé l'utilisation « de tels procédés, à dix jours d'une élection ». Au vu de ces éléments nouveaux, qui s'ajoutent à de récentes accusations argumentées par écrit, le juge d'instruction qui avait longuement entendu M. Noir en qualité de témoin, le 2 février (le Monde du 5 février), pourrait bien demander au parquet un réquisitoire supplétif lui permettant de « mettre en examen » le maire de Lyon.

Le document d'avril 1989

LYON
de notre bureau régional

Le document de 1989 donné au juge Courroye et diffusé à la presse comporte huit points se référant à deux annexes, dont une seule nous est parvenue. Il ne comporte pas de signature en dépit de l'annonce de forme traditionnelle dans une convention : « Entre les deux soussignés, Pierre Botton et Michel Noir, il est convenu ce qui suit ». Le premier point prend acte de la fin de la collaboration entre les deux hommes : « Pierre Botton cesse toute activité au nom de Michel Noir, et au service de Michel Noir, dans l'ensemble des domaines dans lesquels il intervenait : organisation, finances, médias ».

Le deuxième point porte sur les modalités de remboursement du nouveau maire de Lyon à son gendre : « Les dépenses engagées par Pierre Botton dans le cadre de son activité pour Michel Noir lui seront remboursées sur les bases suivantes, déduction faite des sommes encaissées : (a) date de prise en compte : le 1er janvier 1989 ; (b) principe de remboursement : au taux de 50 % pour toutes celles ayant été passées en frais d'entreprise, pour toutes les autres au taux de 100 % sous réserve que soient déduites les recettes émises en place de Michel Noir en 1987 et 1988 ».

Il est à noter que lors de son audition en tant que témoin devant

le juge Courroye, le 2 février, M. Noir avait affirmé que M. Pierre Botton n'avait commencé à entrer véritablement dans son cercle familial qu'en 1985, puis n'avait eu d'activités politiques avec lui que lors de sa nomination en tant que directeur de campagne le 7 janvier 1989 lorsque M. Michel Noir s'était porté candidat à la mairie de Lyon. D'autre part, M. Noir a toujours affirmé, tant devant le juge qu'aux journalistes qu'il était lui-même le trésorier de la campagne et qu'il avait toujours cru que l'argent provenant de son gendre venait des deniers personnels de M. Pierre Botton et non de ses sociétés, ce qui est en contradiction avec l'allusion du deuxième point de cette convention.

Cette contradiction se retrouve aux points 4 et 5 : « L'activité professionnelle (de Pierre Botton) au profit de Michel Noir en 1987 et 1988 est évaluée forfaitairement à 500 000 francs pour 1987, et 1 000 000 de francs pour 1988 ; pour son activité à temps plein au cours de la campagne électorale, Pierre Botton recevra une indemnité de 100 000 francs par mois, en espèces, pour janvier, février et mars ». L'allusion à des règlements en espèces se retrouve plus loin dans la convention, au point 7 : « Le paiement des sommes dues à Pierre Botton s'effectuera sur la base de versements en espèces, chaque mois, selon le calendrier figurant en annexe (cette annexe ne figure pas dans le document transmis à la presse).

Le huitième et dernier point aborde le financement de la campagne électorale de 1989 : « Les comptes de campagne et la présentation des engagements en cours seront présentés à Michel Noir au plus tard le 15 avril. La totalité des effets acceptés par Pierre Botton à titre personnel ou sur les comptes de ses entreprises, seront remplacés par des effets à l'ordre Lyon (association de soutien à Michel Noir dont « le Monde Rhône-Alpes » a révélé comment, le 20 octobre 1992, la Lyonnaise de Banque avait dû provisionner le découvert à hauteur de 580 407 francs). L'ensemble des documents bancaires relatifs à la campagne seront remis à Michel Noir au plus tard le 15 avril. » Le document se conclut par la formule, toujours de la main de Michel Noir : « fait à Paris le 12 avril 1989 ».

A dix jours du scrutin

Après avoir appelé ses électeurs à sanctionner le procédé qui consiste à faire sortir ce document à une dizaine de jours du scrutin où il espère retrouver son poste de député, M. Michel Noir a reconnu l'authenticité de ce document : « J'ai eu la stupeur, début avril 1989, de découvrir que M. Pierre Botton était entré dans l'intimité de ma famille de façon calculée pour profiter de moi, de ma responsabilité publiques. Le 6 avril 1989, il exigeait

de moi des investissements aux marchés publics qui me conduisaient à le chasser purement et simplement de mon bureau. Le 12 avril 1989, il revenait à la charge, me sommant de le dédommager des « investissements » qu'il prétendait avoir faits sur ma tête depuis 1984. Pour avoir une idée précise du contenu exact de ses exigences, qu'il ne souhaitait pas écrire, j'ai dû prendre la plume pour les coucher noir sur blanc sous forme d'une convention. Devant l'horreur, pour ne pas dire le délire de ses revendications et les façons de les « régler » qu'il me proposait, je l'ai à nouveau sorti de mon domicile. Il est parti avec ses papiers et l'annonce manuscrite de sa proposition ».

On peut s'étonner que, dans cette période de rupture violente entre les deux hommes, M. Michel Noir ait accepté d'écrire de sa main un tel texte, et surtout qu'il l'ait laissé entre les mains de celui dont il stigmatisait « le délire ». De plus, lors de son audition devant le juge Courroye, le 2 février, M. Michel Noir n'a pas fait allusion à ce document en évoquant la fameuse rencontre du 12 avril 1989 : « Lors de cette deuxième rencontre Pierre Botton m'a dit que ses sociétés avaient effectué un certain nombre de prestations dans le cadre de ma campagne pour les municipales et il m'a demandé de les rembourser », avait-il simplement dit.

ROBERT MARMON

Un tournant

LYON

de notre bureau régional

Lorsque M. Pierre Botton, assisté de M. Patrick Baldo, du barreau de Marseille, et Gérard Thomassin, du barreau de Lyon, s'est présenté mercredi matin 10 mars, devant le juge Philippe Courroye, il avait d'autres idées en tête que de s'expliquer, pour la énième fois, sur ses acrobaties financières. Alors que l'audition portait sur les comptes de Vivien SA, M. Pierre Botton fit remettre au magistrat instructeur une série de documents mettant en cause M. Noir. Outre le texte manuscrit d'un projet de protocole d'accord dont une phrase, concernant « les dépenses ayant été passées en frais d'entreprise », laisse, à elle seule, envisager le délit de « recel d'abus de biens sociaux », M. Pierre Botton a remis à M. Courroye deux documents qu'il devait précieusement conserver.

Activité épistolaire

D'une part, une convocation du maire de Lyon, adressée à « M. Botton, cabinet du maire », pour la séance publique du conseil municipal de Lyon du 24 avril 1989. Cette pièce attestait, selon M. Botton, que M. Noir ne l'avait pas « sorti », comme il l'a maintes fois prétendu, des après l'élection de ses « revendications ». Autre pièce transmise au juge : une note sur les prétentions de M. Jean-Luc Lohay, pressenti alors pour occuper les fonctions de directeur du cabinet du maire, et que M. Noir avait annotée en marge en les jugeant « trop élevées ». Selon M. Pierre Botton, ces écrits confirment qu'il s'agissait alors pour le maire de « comprimer les dépenses » et, subéquemment, que son propre départ de la mairie est simplement lié à ces circonstances.

M. Pierre Botton, dont le maintien en détention, au-delà des quatre mois qu'il vient de subir, devait être examiné, vendredi 12 mars, par un juge délégué, ne semble plus se contenter des occasions qui lui sont données de s'exprimer

lors des auditions par le juge. Il rédige désormais, à l'insu de ses proches, des lettres d'insultes et de dénonciations susceptibles, sous réserve de vérifications et de recoupements, de constituer des éléments à charge contre telle ou telle personne citée. Ainsi, le 10 mars, le fruit de l'activité épistolaire de l'homme d'affaires représentait quatre courriers, de trois à quatre feuillets chacun, visant Yves Mourou et détaillant très précisément des dépenses qu'il consacrait, avec les dates, les montants exacts et les références des factures (de compagnies aériennes notamment) afférentes, désormais versées au dossier et que M. Pierre Botton a tout le loisir de « ventiler ».

C'est le 22 février, dans sa sollicitude carcérale, que M. Pierre Botton a vraiment « lâché » son beau-père dont il fut le directeur de campagne lors des élections municipales de mars 1989. Jusque-là, réservant ses traits les plus acérés à quelques-uns de ses anciens « amis journalistes », l'homme d'affaires s'était contenté de pratiquer l'allusion et de rester dans le vague dès qu'il s'agissait du père de son épouse Anne-Valérie. Ainsi, le 3 février, lors d'une confrontation avec son ancien bras droit, M. Marc Estéher, M. Pierre Botton avait déjà évoqué, devant le juge, un « trou de 15 millions de francs lié au financement d'une campagne » et sur lequel il avait indiqué qu'il s'« expliquerait ultérieurement ».

Gravement désenchanté, le « faiseur de maires » se décide donc, le 22 février, à porter par écrit des accusations graves et détaillées. Dans la lettre qu'il remettra au juge Philippe Courroye, chargé du dossier, M. Pierre Botton annonce son recours à un rian de théâtralité qu'il « souhaite, sans agressivité, sans haine, sans violence verbale inutile, expliquer la motivation et l'utilisation des dépenses importantes, supérieures à 10 millions de francs, réalisées sur les finances de mes sociétés pour le compte de [la] carrière politique » de M. Michel Noir.

Avant de détailler ces dépenses, M. Pierre Botton, en mal de courtoisie, se permet de donner le ton d'une nouvelle anecdote à ce qui va suivre - avec qu'après sa rencontre avec M. Michel Noir, en 1982 sur le stand de la société Vivien lors du Salon européen de la pharmacie, sa participation première au destin de l'homme politique dont il fit son champion consista à aménager des placards dans les bureaux de sa campagne, 7, place des Terreaux à Lyon. Ce jeune supporter avait été utilisé selon ses compétences : l'aménagement de rayonnages tient une grande part dans l'agencement des pharmacies, spécialité de Vivien SA, société mère du futur groupe Botton.

Cet épisode « bricolage » n'est pas qu'anecdotique. Il illustre bien la façon dont l'opiniâtre Pierre Botton a dû s'y prendre pour éveiller l'intérêt, puis la sympathie de M. Michel Noir, alors jeune député RPR, gagner sa confiance, entrer dans le cercle de ses intimes, devenir l'ami de la famille, enfin le gendre et le conseiller. En se rendant utile, voire indispensable et, surtout, en dépensant sans compter, mais en puisant dans les comptes de ses sociétés, pour devancer les désirs de M. Michel Noir et de sa famille.

Internationalisation des voyages

La défaite des listes Noir aux élections municipales de 1983 à Lyon et la solitude qui suivit pour le conquérant « quatre » devancé par les caciques de la municipalité sortante auraient nettement favorisé la montée en puissance des relations Noir-Botton. Ce dernier n'hésite pas, dès lors, à internationaliser les voyages qu'il offre aussi régulièrement et à systématiser le recours à l'aviation d'affaires dont M. Michel Noir aurait compris l'utilité « grâce à son beau-frère Gérard David ». (M. David est le chef du cabinet parisien de Michel Noir - NDLR). Chaque déplacement serait en effet l'occasion de rencontrer des personnalités, des médias notamment, « dans des conditions

de vacances, dans un milieu fermé et souvent hors de France ».

Parmi les voyages dont M. Pierre Botton fournit, dans cette lettre accusatrice du 22 février, l'étourdissant énumération, on relève notamment des destinations comme le Brésil, les Antilles (pour M. et M^{me} Noir et leurs six enfants), Israël, La Floride, New-York. « Chaque fois, j'assurais la totalité des frais », souligne M. Botton, qui sur l'idée, non menée à terme, de faire passer à son beau-père le brevet de pilote d'hélicoptère « pour conforter l'impression d'un homme complètement intégré dans son époque (...) sur lequel déteignait déjà l'image dynamique des courses de voitures ».

Cette lettre était le signe d'un tournant dans l'instruction de l'affaire Botton. Alors qu'à deux reprises, le 11 et le 18 février, M. Michel Moullot, maire (UDF-PR) de Cannes (Alpes-Maritimes), dont le nom apparaît dans le dossier, avait invoqué des problèmes de santé - explicités par des certificats médicaux, - pour ne pas se rendre à deux convocations successives auprès de la section financière du SRPJ de Lyon, mandatée par le juge Courroye (le Monde du 19 février), le développement des aspects politiques du dossier gignait semblait momentanément marquer le pas. De fait, c'est un saut vertigineux qu'a accompli le magistrat instructeur en obtenant d'un coup, mercredi 10 mars, une série de documents, dont on ignore jusqu'à l'existence, paraissant conforter les dires du principal inculpé.

La copie du texte manuscrit, dont l'original se trouve dans un lieu que M. Pierre Botton a pour l'heure refusé d'indiquer au juge - « Je crains des pressions sur ma famille ou sur moi-même », a-t-il dit à M. Courroye, - place le maire de Lyon dans une situation extrêmement difficile, à huit jours du premier tour des élections législatives - pour lesquelles M. Noir doit affronter, dans la 2^e circonscription du Rhône, M. Alain Mériaux, candidat de l'UPF.

ROBERT BELLERET

par « Libération »

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

Si je vous dis Beau, le commandant Beau, vous voyez qui c'est ? Non ? Cherchez bien... Il a été question de lui, au cours d'une des conversations téléphoniques, placées sur écoute, de ce « Benet » d'Edwy Planel, à propos de l'affaire des Irlandais de Vincennes. Ça vous revient ? Oui, c'est ça, Jean-Michel Beau, chef de la plus grosse unité de gendarmerie spécialisée dans la police judiciaire en 1982 et victime expiatoire du coup monté par la cellule antiterroriste de l'Elysée.

J'ai voulu savoir ce qu'il était devenu, cet officier fier de son arme, fou de son métier, obéir et commander, à ses yeux, il n'y a rien avant, rien après, ce gendarme d'abord pris au piège, puis cassé menu, broyé par la machine infernale de la raison d'Etat. Je l'appelle, là, pas de problème, il y a belle lurette que son biographe n'est plus branché. Il l'a été ?

Oui, bien sûr, venez donc prendre un café dans le repaire de la bête, et je vous raconterai ça.

Un repaire envahi de journaux, de dossiers, tous destinés à mettre à jour le sien, ce dossier pourtant classé depuis

tes hommes de la bouder. Faut tenir à mort. Ordre du président. Il est à Latché, je viens de l'appeler. Il ne tolérera jamais qu'un petit juge vienne chercher des poux à des gendarmes qui n'ont fait que leur devoir. Remarquez, c'est la règle dans les services spéciaux.

- Ah bon ! Quelle règle ? - Une règle non écrite : Si vous avez des ennemis, on vous laisse tomber, quitte à vous désavouer, mais tout sera fait pour vous tirer de là, le moment venu. Moi, j'y ai cru. Et puis quoi, on ne cache pas entre officiers. Eux, ils se sont pas gênés ! Ils m'ont enfoncé : C'est lui qui a fait le con, c'est pas nous !

Qu'est-ce que vous a enfin décidé à les mouiller ? - La presse. C'est par vos confrères que j'ai fini par apprendre d'où elle venait, la panoplie du grand méchant terrorisme international. Alors, là, le cocu magnifique, c'était qui ? Ma pomme ! Pas-le-bol ! Je n'étais pas un simple fauteur de procédure, destinée à habiller les conneries de Barril - le mot est faible, s'agissait en fait

nous ! Ils m'ont taillé un de ces costards ! Du sur-mesure. - Qu'est-ce que vous a enfin décidé à les mouiller ? - La presse. C'est par vos confrères que j'ai fini par apprendre d'où elle venait, la panoplie du grand méchant terrorisme international. Alors, là, le cocu magnifique, c'était qui ? Ma pomme ! Pas-le-bol ! Je n'étais pas un simple fauteur de procédure, destinée à habiller les conneries de Barril - le mot est faible, s'agissait en fait

L'honneur d'un gendarme



sa condamnation en correctionnelle à quinze mois de prison avec sursis, affectée par l'arniement, pour avoir couvert une opération dont le responsable, M. le préfet Proustau, sortait, lui, entièrement blanchi.

Quant à la bête, trapue, râblée, poil noir, regard essoré sous les éclairs d'un ironie douce-amère, bien qu'assommée, poussée à la retraite à quarante-quatre ans, reclassée dans une entreprise privée, elle rue dans les brancards. Gare aux coups de pieds ! Et ne venez pas l'accuser de se répandre en calomnies. Beau s'en contrefiche, là, aujourd'hui. Son idée fixe, son seul souci, c'est de ne pas être le seul à plonger.

- Un âne, voilà ce que j'ai été, vraiment le roi des conats. Notez, le jour de la perquisition au domicile des Irlandais, j'ai commencé par renâcler : Je peux pas dresser procès-verbal dans ces conditions, c'est pas légal. Alors, Barril : Fais pas chier avec ton formalisme désuet. Et puis, faut bien reconnaître, en découvrant ces armes, ces explosifs, ces documents, plantés là pour la galerie, j'ai jubilé.

- Vous n'avez pas pensé que c'était trop chouette pour être honnête ? - Pas une seconde. Je leur fusais entièrement confiance, à ces zozos du GIGN. D'ailleurs, dès que les emmerdes ont commencé, chaque fois que j'allais le voir au Château, il me rassurait, Proustau : Tu dis à

d'une belle saloperie, - et pour subordination de témoins...

- Quels témoins ? - Ben, mes subordonnés à qui j'avais donné l'ordre de la bouclier : Pas un mot sur les circonstances de cette opération pilotée directement par l'Elysée. La poutre me lâche ? Il veut ma peau ? Il l'aura. Mais, à partir de là, mon seul souci, ce sera de défendre mes hommes et d'accuser ceux du président : Proustau, Ménage, Grossouvre et les autres ! Peine perdue ! N'empêche, jamais je ne cesserais le combat. Pour l'honneur. L'honneur d'un gendarme. C'est le titre de mon bouquin. Vous l'avez lu ?

- Non, mais je vous ai entendu avec Elkabbach sur Europe 1.

- Tiens, justement, ça me fait penser... Un matin, c'était en janvier 88, il m'appelle, il m'invite à passer l'après-midi même à « Découverte ». Très bien, OK, pas de problème. Sauf que dans la demi-heure j'étais convoqué par mes chefs : De quoi, de quoi ? Vous avez l'intention de participer à une émission de radio ? Pas question ! Les écoutes, ça y allait, croyez-moi ! Et vous n'êtes pas au bout de vos surprises. Ça pue la fin de règne. Les types cherchent à sauver leur peau et à enfoncer les petits copains. C'est une fusée à plusieurs étages. Et le deuxième est pour bientôt.

- Qui ça concerne ? - Vous ne voudriez tout de même pas que je vous le balance ! Secret défense !

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Bob Denard devant le tribunal correctionnel de Paris

Le procès des mercenaires

M. Jean-Paul Mazon, substitut du procureur de la République, a demandé, jeudi 11 mars, à la quatorzième chambre correctionnelle de Paris, de condamner le mercenaire Bob Denard à une peine « symbolique » de trois à cinq ans de prison avec sursis, pour le délit d'association de malfaiteurs.

Malgré la longueur de l'audience, il n'y avait pas eu de débat. A travers le monologue du président, Jean-Claude Antonetti, énumérant les interventions de Bob Denard dans une dizaine de pays, il paraissait bien difficile de savoir ce que l'on reprochait au mercenaire. L'évocation minutieuse du coup d'Etat raté de Cotonou n'a pas apporté plus d'éléments à un discours qui n'avait rien de judiciaire. Comme devait le faire remarquer M. Daniel Soulez-Larivière, défenseur de Bob Denard, « ce qui est dit ici aurait très bien pu être entendu dans une université, à Sciences-Po, ou même dans une émission de télévision ».

L'audition des témoins elle-même a eu des allures de colloque où un ancien diplomate et un ancien officier des services secrets français seraient venus faire une conférence sur les liens privilégiés qu'un mercenaire peut entretenir avec des responsables des services de renseignement et même avec des personnes proches des plus hautes sphères

de l'Etat. Il semblait presque naturel d'apprendre que le mercenaire était toujours une sorte de « sous-traitant » d'une décision politique, même lorsqu'il croyait agir de sa propre initiative.

Association de malfaiteurs

Alors, que reprochait-on à Bob Denard ? Il a fallu attendre les plaidoiries pour avoir la réponse et pour qu'enfin le procès commence. Un procès sans doute plus large que les épaules de Bob Denard. Le procès d'un métier que M. José Nordmann a fustigé sans pitié. Pour cet avocat des trois militaires béninois tués dans le coup d'Etat avorté, « les mercenaires sont tout simplement des malfaiteurs ». C'est sur cette dénomination qu'il a souhaité qu'une condamnation intervienne, « car ce serait la première fois que les mercenaires seraient qualifiés officiellement de malfaiteurs ».

Qu'on ne lui dise pas que l'affaire est ancienne. Le mercariat se pratique aujourd'hui et chaque jour dans l'ex-Yougoslavie et ailleurs. « Les mercenaires sont des forces de déstabilisation, de chaos, de guerre civile, de terrorisme », souligne l'avocat. Toutes les justifications politiques n'ont pas convaincu M. Nordmann. « De quel côté se trouve Bob Denard ? Du côté du peuple ? Non ! Il est du côté des dictateurs qui le paient, de Mobutu à Omar Bongo ». Quant à la raison d'Etat qui apparaît derrière « l'accord tacite » des plus hautes autorités françaises, elle inquiète l'avocat.

Son confrère, le bâtonnier Robert Dossou, qui fut ministre du Bénin, M. Mathieu Kerekou, a tenu un

discours semblable en rappelant que l'ONU avait adopté, en novembre 1982, une résolution dénonçant et interdisant le mercariat. Le Maroc et le Congo, qui avaient pourtant soutenu l'opération de Cotonou, ont voté pour, alors que la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont voté contre. M. Dossou ne comprend pas cette attitude qui consiste, pour les pays occidentaux, à tolérer une pratique sur laquelle ils portent un autre regard. Ainsi, évoque-t-il les attentats commis en Europe : « Notre terrorisme à nous, c'est le mercariat ».

La tâche est difficile pour le parquet et le substitut Mazon ne s'en est pas caché. Il n'est pas encore d'usage que les affaires d'Etat soient confiées à la justice et le magistrat a fait part de son embarras devant une affaire « étrange », concernant plus ou moins directement les services secrets ou la diplomatie qui, par définition, sont « aux marges et en dehors de la légalité ». Il lui fallait donc faire du droit dans un domaine où il n'y en a pas. Aussi, M. Mazon s'en est tenu au fait des « agressions » et sa préparation consistait donc le délit d'association de malfaiteurs. Mais compte tenu de l'ancienneté de l'événement, il a demandé une peine symbolique de trois à cinq ans de prison avec sursis.

Raison d'Etat et Etat de droit

C'est aussi sur le plan du droit que lui a répondu M. Soulez-Larivière. A ses yeux, la poursuite est une « acrobatie juridique ». Car comment juger une tentative de coup d'Etat faite à l'étranger ? Rien, dans les faits, ne permet de

répondre aux exigences juridiques de l'association de malfaiteurs qui impose la préparation d'un crime. En outre, selon l'avocat, Bob Denard a été « une prothèse statique, un instrument pour faire des choses que les Etats ne peuvent pas faire ».

Cette définition du mercariat fera peut-être son chemin, mais pour M. Soulez-Larivière, on peut y voir l'amorce d'un « commandement de l'autorité légitime » qui fait disparaître le délit. Mais au-delà de la discussion juridique, M. Soulez-Larivière se demande comment juger un coup d'Etat. Sur quels critères sera choisi le coup d'Etat « légitime » et celui qui ne le serait pas, car en l'occurrence, la poursuite n'existe que parce que l'opération a échoué.

Le tribunal devra répondre à ces questions et à celles des avocats des trois Béninois tués dans l'opération. Un jugement délicat qui pourrait constituer une avancée judiciaire sur un terrain où l'on n'a pas l'habitude de voir arriver des juges. Dans l'appareil des tribunaux de Vincennes comme sur l'aéroport de Cotonou, régnait la certitude de l'impunité. Une fois de plus, même s'il a fallu de nombreuses années, la raison d'Etat est parvenue à rencontrer l'Etat de droit. Au moment où les organisations internationales envisagent de créer une juridiction supra-étatique, compétente pour juger les crimes commis contre les Etats ou contre les populations, la comparaison d'un mercenaire devant un tribunal français introduit déjà le doute dans l'impunité.

MAURICE PEYROT

MÉDECINE

Selon une étude du Conseil national du sida

La médecine pénitentiaire devrait passer sous contrôle « exclusif » du ministère de la santé

Aux termes d'une étude effectuée entre mai 1991 et juin 1992 dans quatre établissements pénitentiaires, le Conseil national du sida, présidé par M. Françoise Héritier-Augé, préconise de « faire passer sous le contrôle administratif et financier exclusif du ministère de la santé la médecine en milieu carcéral et les personnels de santé intervenant en milieu pénitentiaire ».

Sous le titre « Prison, sida et confidentialité », le Conseil national du sida vient de rendre public le premier volet de sa réflexion destinée à couvrir le champ de la médecine en milieu militaire, hospitalier, pénitentiaire et en milieu de travail. Ce premier volet concerne les prisons et examine les situations médicales où la confidentialité est menacée.

Après la publication d'un rapport du Haut Comité de santé publique sur la santé en milieu carcéral et l'annonce par le gouvernement de diverses mesures visant à améliorer la prise en charge sanitaire des détenus (le Monde du 10 février), le Conseil national du sida estime « urgent et nécessaire » que les pouvoirs publics « achèvent de faire passer sous le contrôle administratif et financier exclusif du ministère de la santé la médecine en milieu carcéral et les personnels de santé intervenant en milieu pénitentiaire ». Ainsi pour- rait « disparaître les ambiguïtés » existant sur les missions et les tâches des personnels de santé.

Cette « mesure d'intérêt général » préconisée par les experts du Conseil national du sida conclut une enquête effectuée entre mai 1991 et juin 1992 dans quatre établissements pénitentiaires (1). Tout

en étant conscient du caractère partiel de ses investigations, le Conseil national du sida relève cependant de nombreux « dysfonctionnements structurels », au rang desquels « l'existence de manquements aux règles de confidentialité durant l'instruction et les procédures judiciaires ». Il dénonce à cet égard, « dans certains cas », un dépistage du VIH effectué à l'insu du prévenu et, dans le cadre des procédures d'expertise, un « flow complet » sur la manière dont les résultats sérologiques doivent être communiqués. Les dispositions légales concernant le dépistage de l'infection à VIH dans les prisons visitées sont cependant apparues « conformes aux exigences éthiques ».

Le secret médical « fréquemment violé »

La demande de soins et de prise en charge des détenus semble satisfait, y compris pour les stéréoprotectifs, mais les moyens manquent, notamment en personnel. Le sort des travailleurs sociaux, détenteurs de formation spécifique pour accompagner des malades condamnés, inquiète également les experts.

Sur la gestion des dossiers médicaux, le règlement qui habilite seul le personnel médical à les consulter est, en pratique, « fréquemment violé ». « Le secret médical dans les établissements pénitentiaires est un problème constant », notent les auteurs. D'autres situations où il risque d'y avoir « rupture de la confidentialité » ont été repérées dans le domaine des soins : la présence de détenus et de surveillants dans les infirmeries, les consultations à l'intérieur ou à l'extérieur de la prison, et la distribution des médicaments.

La discrimination par le travail qui met à l'index des stéréoprotectifs reste un phénomène préoccupant. En la matière, le Conseil observe « une écart entre le discours rationnel de la direction et des pratiques irrationnelles de la part de la direction comme des détenus ». Mais il ajoute que les pratiques discriminatoires, déviées par exemple par un rapport de 1991 de la National Commission on Aids sur les prisons américaines, ne semblent pas exister en France, « à l'exception de l'accès au travail dans les cuisines ».

Fort de ses observations, le Conseil national du sida formule cinq propositions concrètes pour lutter contre le risque de transmission du virus du sida en milieu carcéral : la distribution gratuite de produits de stérilisation (sous la forme d'eau de Javel diluée par exemple), la mise à la disposition systématique de préservatifs aux détenus qui souhaitent s'en procurer, la remise à chacun, au moment de l'incarcération, d'une trousse de toilette contenant des objets d'hygiène et des préservatifs, le renforcement des structures d'accueil en psychiatrie, et, enfin, le suivi médical des détenus stéréoprotectifs à leur libération, « sans distinction de statut social ou de nationalité ».

Les rapporteurs en appellent également au garde des sceaux pour qu'il souligne auprès des magistrats « l'importance de la préservation de la confidentialité en matière de sérologie des prisonniers et des condamnés » et leur invite de « ne plus porter l'indication de la sérologie sur les notices individuelles ». La recommandation s'adresse aussi aux bâtonniers de l'ordre des avocats.

LAURENCE FOLLÉA

Un jugement du tribunal administratif de Paris

La grande opération d'urbanisme Seine-Rive gauche est stoppée

Au cours d'une audience solennelle consacrée, jeudi 11 mars, à la lecture publique de plusieurs jugements administratifs de Paris, le tribunal administratif de Paris a stoppé l'opération Seine-Rive gauche (le Monde du 15 février). Les juges ont annulé les délibérations du Conseil de Paris créant la zone d'aménagement concertée (ZAC) et approuvant le plan d'aménagement de la zone (PAZ), ainsi que l'arrêté préfectoral déclarant

l'un des derniers et des plus ambitieux projets d'aménagement de Paris est remis en question. Le nouveau quartier situé en bordure de la Seine dans le 13^e arrondissement devait s'étendre sur 130 hectares, dont 30 hectares de dalles couvrant les voies SNCF de la gare d'Austerlitz. 5 000 logements, 900 000 mètres carrés de bureaux pouvant recevoir 60 000 employés, des commerces, des petites entre-

prises et 4 000 places de parking auraient été construits en une quinzaine d'années autour de la Bibliothèque de France, ainsi que divers équipements publics et une université. La nouvelle ligne de métro automatique METEOR, déjà en cours de construction, devait relier le quartier au centre de Paris.

Si elle veut maintenir son projet, la Ville sera obligée de reprendre l'ensemble de la procédure, ce qui demandera deux ans de délais supplémentaires et de substantielles modifications. Aucun chantier n'est encore engagé, mais les résultats des premiers concours d'architecture ont été annoncés, et l'édification des logements sociaux prévus en bordure de Seine devait commencer prochainement. La Bibliothèque de France, dont les travaux commencent à s'élever, ne sera pas arrêtée, mais l'annulation du PAZ rend son permis d'urbanisme plus difficile à obtenir.

« Une victoire éclatante »

La décision du tribunal a été accueillie par la CLAQ, la Coordination et l'association des associations de quartier qui tenait ses assises le week-end dernier, comme « une victoire éclatante ». Elle invite Jacques Chirac « à renoncer aux opérations immobilières douteuses et à maîtriser ses services et certains de ses adjoints ». Pour les Verts, « Chirac peut dire merci aux écoles de lui donner la possibilité de revoir sa copie ». Tam-Tam, l'association du 13^e arrondissement qui avait déposé le recours, annonce qu'elle va immédiatement mettre à l'étude un contre-projet d'aménagement mieux équilibré.

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports et président du groupe socialiste au Conseil de

Paris, se « réjouit de cette décision » qui met en cause la « folle politique des bureaux ».

De son côté, l'Hôtel de Ville a décidé de faire appel devant le Conseil d'Etat, ce qui, de toute façon, entraînera l'arrêt du chantier durant sans doute un an. Mais M. Jacques Toubon, député RPR de Paris et maire du 13^e arrondissement, va beaucoup plus loin : « Le juge administratif a-t-il déclaré à l'APR, est sorti de son rôle en se substituant aux autorités compétentes. Ce jugement rendu en audience publique fait penser qu'il n'est pas sans rapport avec la campagne électorale ».

Au cours de la même audience, le tribunal administratif a aussi annulé la délibération du Conseil de Paris approuvant la création de la ZAC Rampeau-Belleville (20^e arrondissement). Motif : l'accès à la tribune du public avait été refusé aux habitants du quartier. Là encore, toute la procédure est à revoir et la Ville annonce qu'elle « prend toutes dispositions » pour la relancer.

Après avoir ainsi « censuré » la Ville sur deux projets, les juges l'ont exonerée d'une grave menace : ils ont rejeté le recours des Amis de la Terre de Paris qui demandaient l'annulation du POS de la capitale. Celui-ci, révisé en 1989, autorise désormais la construction de bâtiments destinés aux loisirs et aux sports sur 440 hectares des bois de Boulogne et de Vincennes. Fort contesté, cette disposition reste donc appliquée. Elle sera sûrement utilisée à l'occasion de la rénovation du Jardin d'acclimatation (le Monde du 24 février), où le candidat concessionnaire, le groupe Bernard Arnault, prévoit l'édification d'une salle de concert de 700 places.

MARC AMBROISE-RENDU

RELIGIONS

Malgré le refus de visas opposé par M. Paul Quilès

L'Egypte a bon espoir de pouvoir envoyer des imams en France

LE CAIRE

de notre correspondant

Le ministre égyptien des affaires religieuses a indiqué, mercredi 10 mars au Caire, que l'affaire des imams et des cheikhs égyptiens qui n'avaient pas obtenu de visa pour la France afin d'y lire le Coran durant le mois de ramadan avait été, selon lui, résolue. Cette mesure française touchait aussi une demande d'imams venant d'Algérie, également exprimée par la Mosquée de Paris (le Monde daté 28 février-1^{er} mars).

M. Mohamed Ali Mahgoub a, en effet, déclaré que des ulémas (théologues) allaient se rendre en France bientôt et que d'autres suivraient au cours de l'année, conformément aux besoins des musulmans qui s'y trouvent. M. Mahgoub a fait ces déclarations à l'issue d'une réunion avec l'ambassadeur de France au Caire, M. Patrick Lockert.

L'affaire des imams égyptiens qui s'étaient vu refuser un visa d'entrée en France avait suscité une polémique en Egypte. Un député islamiste avait attaqué la décision du ministre français de l'Intérieur et l'affaire était venue devant la commission

des affaires étrangères du Parlement. Mardi 9 mars, M. Ibrahim Nafée, rédacteur en chef de l'officiel *Al-Ahram*, critiquait violemment M. Paul Quilès, ministre français de l'Intérieur, estimant que sa décision de ne pas accorder de visas aux cheikhs égyptiens « portait atteinte aux relations étroites liant la France et l'Egypte ». Et M. Nafée rendait hommage à « l'attitude objective de M. Jacques Chirac » à l'égard de la Mosquée de Paris et des musulmans de France.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Contrairement aux affirmations des autorités égyptiennes, le refus d'entrée de cheikhs étrangers en France, au nom de l'indépendance de la communauté musulmane, reste la règle, approuvée tant par le ministère de l'Intérieur que par le Quai d'Orsay. La solution française au Caire par le ministre égyptien des affaires religieuses se rapporte sans doute à des groupes récemment venus à Paris devant les représentants égyptiens, selon lesquels la France pourrait accueillir, exceptionnellement et à titre temporaire, deux à trois personnes hautement qualifiées liées à la mosquée, non pas d'une mosquée comme celle de Paris, mais de l'ambassade d'Egypte et en poste au centre culturel égyptien. H. T.]

EN BREF

□ L'Eglise de scientologie déboutée de sa demande de saisie d'un livre qui la met en cause. — L'Eglise de scientologie, qui réclamait en référé la saisie du livre *Une secte au cœur de la République*, de Serge Faubert, a été déboutée, jeudi 11 mars, par la 1^{re} chambre civile de Paris. Ce livre décrit les réseaux de la scientologie, « infiltrée », selon lui, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. Présidé par M. Gomez, le tribunal des référés a considéré que ce livre avait été réalisé à partir de documents émanant de l'Eglise de scientologie et que « ces documents semblaient de nature à établir la preuve des faits imputés ». Quand à M. Paul Dayan et à M. Alain Brunet, mis en cause dans ce livre (le Monde du 10 mars), ils se réservent toujours de poursuivre l'auteur, l'éditeur Calmann-Lévy et l'événement du jeudi, qui en a publié de larges extraits.

□ Le Congrès américain se prononce contre l'immigration des étrangers infectés par le virus du sida. — Après le Sénat américain, la Chambre des

représentants a adopté, jeudi 11 mars, par 356 voix contre 58, l'amendement interdisant l'entrée aux Etats-Unis, en vue de l'immigration, des étrangers infectés par le virus du sida (le Monde du 20 février). Malgré ses promesses électorales, le président Clinton ne devrait pas opposer son veto à ce texte, a fait savoir un porte-parole de la Maison-Blanche. — (AFP, AP)

□ Accord franco-russe sur l'énergie atomique. — Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et le ministère de l'énergie atomique de la Fédération de Russie ont signé un accord-cadre, mercredi 10 mars à Moscou, afin de coopérer plus étroitement dans le domaine du nucléaire civil. Cet accord devrait notamment permettre aux deux organismes d'unir leurs efforts sur plusieurs programmes de recherche (conception et sûreté des réacteurs, cycle du combustible, démantèlement des installations), qu'il est urgent de mettre en œuvre en Russie.

□ Les troupes d'arrêt de Flou-Mérogis (Essonne) et de Compiègne (Oise), établissements d'incarcération publique nationale de Fresnes (Val-de-Marne), le centre de détention de Liancourt (Oise). Onze personnes ont été auditionnées, dont le docteur Louis René, ancien président du conseil national de l'ordre des médecins, le docteur Pierre Espinosa, médecin-chef de l'établissement d'hospitalisation publique national de Fresnes, M. Jean-Claude Karsenty, directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice, et M. Alain Banaul, membre de l'association AIDES (groupe prison).

□ Epidémie de méningite dans l'extrême nord du Cameroun. — Une épidémie de méningite frappe la province de l'extrême nord du Cameroun et a déjà provoqué la mort de 163 personnes, sur 1 262 cas recensés au 10 mars. Récemment, 329 cas de méningite, dont 29 décès, avaient été enregistrés dans la province du Nord, à Garoua. Pour enrayer la propagation du virus, la délégation provinciale de la santé avait fait vacciner plus de 17 000 personnes. — (AP)

CO
SOU

Quartiers de Printemps

pas de soldes

Depot

Grandes Marques

particuliers

Le Monde

13 mars 1993

16

(Publicité)



COLLECTIONS

SOUS LE DÉFILÉ, L'INGÉNIERIE

Pour les maisons de couture,
le défilé est une « petite apocalypse »...
qui se prépare minutieusement.
Voyage dans les coulisses d'Ungaro et de Chantal Thomass.



MON IMPER
Pour fêter la nouvelle collection
10 % sur la collection H. et F.
BURBERRY, BARSON, BUZZARD, GONNET
63, rue de la Vierge, 75005 PARIS
Tél. : 48-24-46-98

Lyne Dorat
Couture - Prêt-à-porter
Sur mesure
11, rue Dupont-des-Loges, PARIS-7
Tél. : 45-51-78-73



Aquascutum
OF LONDON
10, rue de Castiglione
75001 Paris

Chapo
en bois
massif
UNE SEULE ADRESSE EN EUROPE
Galerie Chapo, 75005 Paris
Tél. : 45-51-78-73

Le succès d'une collection se joue en moins de trente minutes. Une demi-heure de folie organisée pour un public de professionnels, de journalistes et de clients. Une demi-heure de fièvre bruyante dans la salle et d'effervescence feutrée en coulisses pour les mannequins, les coiffeuses et les habilleuses. Voilà pour la vitrine. Mais, pour faire de ces trente minutes cruciales un spectacle éblouissant, les « maisons » abattent un long travail de création, d'industrialisation, d'adaptation au marché, de communication. C'est la partie immergée de l'iceberg, la plus importante.

Pour Chantal Thomass par exemple, la collection, qui sera présentée à la Cour carrée du Louvre le 14 mars, a commencé à voir le jour en novembre 1992. Sa méthode ? « M... Thomass part des matières, répond Bruce Thomass, son mari et partenaire des tout premiers jours. Elle commence toujours par choisir ses tissus. Ensuite, elle coupe directement dedans. Mais, tout au long du processus de création, la rationalisation des modèles, la maîtrise des prix de revient, les préoccupations du marketing sont confrontées à la

création. Même s'il arrive parfois à Chantal de montrer des modèles dont elle ne connaît pas encore les prix. » Dans la semaine qui précède le défilé, le studio devient intouchable. « C'est le moment que je préfère, explique la créatrice. Ces derniers jours sont réellement magiques. Les hauts et les bas arrivent avec les chaussures, les accessoires et les mannequins. C'est comme Noël. On voit tout se construire sous nos yeux. Personne ne dort plus et l'oubli complètement les contraintes économiques. Ce stress crée une extraordinaire complicité. »



Parallèlement aux dernières mises au point, le service de presse envoie les invitations, accorde les interviews de Chantal Thomass aux journaux et aux télévisions, toujours très nombreux à ses défilés, se tient au courant de l'état des installations de la Cour carrée, organise jusqu'à la veille du défilé, le « siting » des mille cinq cents invités, dont les présences varient toujours d'une année sur l'autre.

Atmosphère sensiblement différente chez Ungaro, où les choses se passent plus sereinement. Cette année, ni la télévi-

sion ni les photographes ne seront admis au défilé prêt-à-porter qui se déroulera dans les locaux de la maison, avenue Montaigne. « Nous cibons les professionnels du secteur, explique Sylvio Valerio, le nouveau directeur général de la maison. Les grands défilés de prêt-à-porter très spectaculaire risquent de frustrer la clientèle, qui ne retrouvera ces produits dans les magasins que six mois plus tard. »

Une telle politique ne change rien au fait que la collection présentée le 13 mars est une vraie collection. « Nous peaufinons actuellement les derniers modèles, expliquait début mars Ariane Brenner, directrice du studio. Chez nous, la tension spécifique à la prêt-à-porter est toujours traversée par d'autres préoccupations, car nous traitons simultanément beaucoup de collections. Nous préférons parler de concentration que de stress. Au studio, avec Emmanuel Ungaro, nous sommes quatre à travailler en silence, rituellement, toujours sur le mannequin et face au miroir, où chacun contribue à faire apparaître la femme virtuelle que nous cherchons. » Chaque vêtement est une histoire. Elle commence par la définition d'un thème, le choix des matières et les dessins de base. Ces premières formes vont à l'usine qui fabrique les « toiles » (ébauches en toile des vêtements). Après

une vague d'essayages-mises au point, l'usine produit le vêtement. Un dernier aller-retour aboutit au produit final, retouché sur le mannequin qui défilera avec le modèle.



« Mais l'histoire du vêtement, continue Ariane Brenner, intègre également la réalité économique. Du choix des matières aux techniques de fabrication, sans oublier ce que l'on ressent des attentes du marché. Chez nous, il s'agit de discussions souvent dures mais qui débouchent sur de vrais accords. » Des confrontations et des accords qui aboutissent au dévoilement du défilé. « Quand le travail, les désirs et les rêves apparaissent, condensés, face au public d'un jour, je pense à René Char qui disait : « Le créateur prévoit en stratège et agit en primitif », confie Emmanuel Ungaro. Il prend le risque de la vérité. »

LESLE LEPERS

RIVE GAUCHE

Toutes Griffes Dehors continue d'offrir des soldes permanents de grandes griffes de prêt-à-porter. Chemisier (290 F), robe (490 F), et ensemble (à partir de 690 F). Pour finir, un détour par la décoration japonaise. Chapo est le dépositaire des lampes izumi Noguchi depuis vingt ans (de 200 F à 2 000 F).

Quartiers de Printemps

Premiers beaux jours, la ballade des bonnes affaires aux quatre coins des Parisiens.



PARIS OUEST
Dans le quartier des Ternes, Bardy, le magasin des « grands costauds », propose des blousons réversibles, écossais, raglans (1 250 F) et des vestes légères (de base 1 450 F). Du nouveau avenue de la Grande-Armée. Au Petit Matelot, offre en large éventail de vêtements de week-end en



GRANDS BOULEVARDS
Mon Imper propose des Burberry à la partir de 2 395 F pour hommes et femmes et des imper de voyage ultralégers en Gore-Tex. Entre la Bourse et la gare des Victoires, profitez de la vente en appartement de vêtements très haut de gamme pour hommes à DGM : de 30 % à 50 % moins chers qu'en boutique. Au coin des rues du Louvre et de Rivoli, Kim attaque sur le



SAINT-HONORÉ
Comme les tailleurs sur mesure, David Shiff, rue Royale, propose des costumes avec deux pantalons en pure laine super 100'S (à partir de 1 990 F). Tour près de la place Vendôme, chez Acquascutum, des blousons d'été réversibles pour hommes (2 200 F) et pour les femmes : parkas thème marin.



ANTOINE CAMUS
Expert gemmologue, bijoux
achat - vente - échange
Nouvelle Joaillerie
11, rue de la Tour - PARIS 8
6, rue de Pontbieu - PARIS 8
45-20-00-87 - 45-63-18-18

DAKS
ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS
269, rue Saint-Hippolyte - Paris 1er
Tél. : 42-60-22-19

Arrivée de la collection de printemps
PRESTIGIEUSES GRIFFES ÉCOSAISES
Cashemire et soie 650 F
Coton fil d'Ecosse 200 F
Cashemire 100 % double fil 1 000 F
Lambeswool 280 F
Pulles et gilets
Nombreux colons et modèles
KIM
91, rue de Rivoli, 75001 Paris
Tél. : 42-60-22-14
M^{re} Louvre-Rivoli

TOUTES GRIFFES DEHORS
LE SPÉCIALISTE DU DÉGRIFFÉ ET DISCOUT SUR PRÊT-A-PORTER DES GRANDS COUTURIERS ET PRÊT-A-PORTER DE LUXE FÉMININ
NOUVELLE COLLECTION
Chemisiers à partir de 290 F - Robes à partir de 490 F
Ensembles à partir de 690 F
76, rue St-Dominique, 75007 M^{re} Latour-Maubourg
148, rue de Courcelles, 75017 M^{re} Pereira
84, rue de Sèvres, 75007 M^{re} Duroc
17, rue Lecourbe, 75015 M^{re} Sèvres-Lecourbe

MODE MASCULINE
On ne trouve pas de soldes au Dépôt des Grandes Marques Vente aux particuliers
Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms)
Les collections printemps-été 93 au prix du dégriffé.
du 38 au 64
atelier de retouches ouvert
du lundi au samedi de 10 heures à 19 heures
D.G.M., 15, rue de la Banque (75002) M^{re} Bourse. Tél. : 42-96-99-04
recommandé par « Paris pas cher » et « Gault et Millau »

depuis 1790
au petit matelot
27, av. de la Grande-Armée, Paris-16. Tél. : 45-00-15-51
Le plus grand spécialiste des vêtements et chaussures
en
GORE-TEX
TANT PIS POUR LES AUTRES
berdy
HABILLE
LES GRANDS ET LES COSTAUDS
79, Av. des Ternes, 75017 PARIS. 16(1)45.74.35.13
Avignon - Lille - Lyon

Parce qu'une veste vit deux fois plus longtemps qu'un pantalon
DAVID SHIFF crée le Longlife®
Costume à deux pantalons
à partir de **1990f**
en pure laine super 100's
RAYON FEMME
Un superbe choix de tailleurs, chemisiers, vestes, ensembles ville et habillés, de très haut de gamme et toujours à des prix... doux
DAVID SHIFF
club des Dix
13, RUE ROYALE, PARIS 8 (Hôtel particulier dans la cour)
6, BIS, RUE DE PARIS, 75001 ST-GERMAIN-EN-LAYE 5, RUE DES ARCHERS

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Eloge de la vie quotidienne

Le photographe anglais Martin Parr est un des chefs de file d'un mouvement documentaire où se mêlent réalité et fiction

MARTIN PARR

à la Galerie du Jour à Paris

En 1991, Peter Galassi était sa nomination comme directeur du département photo du Musée d'art moderne de New-York (MOMA) avec une exposition qui en a surpris, voire scandalisé, plus d'un : « Plaisirs et terreurs du confort intérieur ». Titre étrange. La couverture du catalogue ne l'était pas moins : une cuisine moderne et impersonnelle, en couleur, avec un vrai rosbif rouge sur la table ; au milieu de l'image, un gamin restait pétrifié, les yeux au sol, tel un automate perdu dans cet univers cru. L'auteur, connu en France, s'appelle Philip-Lorca di Corcia.

Cette exposition-fléuve a montré que la vie familiale et les stéréotypes de la société de consommation sont deux thèmes majeurs de la photographie américaine contemporaine. Comme de la photo britannique, où l'on retrouve un mouvement, également consacré par le MOMA en 1991 : Martin Parr, Chris Killip, John Davies, Paul Graham, Nick Waplington, Jo Spence, Graham Smith. Martin Parr est un des chefs de file de cette « nouvelle photo sociale » *made in Britain*. Cet observateur minutieux et grinçant de la société britannique a, dans le passé, disséqué le comportement de ses compatriotes à la plage, en vacances à l'étranger, leur rapport à l'argent et leurs goûts en matière de décoration. Il présente aujourd'hui, à Paris, des portraits de couples qui s'ennuient à mourir : un délice d'humour corrosif, de solitude glaciale.

Tout comme ses frères américains, Martin Parr s'amuse à brouiller les lignes. Est-ce du reportage ? Oui : les couples ne savent pas qu'ils sont photographiés ; non : Martin Parr s'est glissé avec sa femme dans une des photos de la série. Oui : le photographe est membre de l'agence Magnum ; non : on ne connaît plus pour ses expositions et ses livres que pour ses doubles pages dans la presse. Oui : ses images sont une mine d'informations (décor,

vêtements, attitudes) ; non : son esthétique est à l'opposé des canons romantiques du genre (grands formats, couleurs chromes, compositions banales, froides et quasi cliniques).

Ces ambiguïtés traduisent une petite révolution dans le genre documentaire : cette nouvelle photographie, surtout anglo-saxonne, n'opère plus de distinction entre la réalité et la fiction. Les sujets sont bien réels, souvent sociaux (au sens large du terme), mais certains photographes n'hésitent pas à faire poser leurs « modèles » (comme dans un *ready show*) ou à affirmer que le journalisme ne les intéresse pas. On ne sait plus si leur place est au musée, dans les journaux, dans les livres ou en galerie.

Un salubre coup de fouet

Ce thème de la *domestic life*, si banalement quotidien, rencontre très peu d'écho en France. Hormis quelques signatures (Nixon, Friedlander, Sherman, Fink et, plus récemment, Nan Goldin), la plupart des auteurs présentés au MOMA sont inconnus chez nous. La vie de famille, les réflexes de consommation appartenant ici à une autre tradition, le reportage instantané, « sur le vif ». La vie « domestique » y apparaît misérable ou digne, pittoresque ou chaleureuse, gaie ou triste, mais les photos gardent toujours une distance furtive.

Dans les photos américaines, rien de tout cela. Les images sont souvent en couleur, parfois surposées, aussi kitsch que le papier peint des murs du salon ou la housse du canapé, aussi ringardes que le service à thé ou la décoration de la salle de bains. La vie s'est déplacée de la rue (le reportage français) vers les intérieurs cosmiques ou peureux. Il n'y a rien à relever dans les cadrages : les personnages y sont, un point c'est tout.

Mais les poses intriguent. Peter Galassi a pris un malin plaisir à mélanger les photos mises en scène et les personnages surpris par l'ap-

pareil. Chez Martin Parr, chacun joue son rôle, figé dans des poses stéréotypées, dont l'esthétique froide s'apparente au formidable *Playtime* de Jacques Tati. Le résultat constitue une comédie humaine qui donne un salutaire coup de fouet à la photographie. Le ton n'est pas toujours juste, mais les images sont drôles, émouvantes, troublantes, perverses et parfois effrayantes. La photo enfin retrouve une fraîcheur - que nombre d'opérateurs ont oubliée - si merveilleusement vantée par Lee Friedlander : « J'ai appris, quand j'étais jeune photographe, que le monde était la chose la plus intéressante à photographier ».

Tout cela ne serait qu'un feu de paille si les images restaient un gag de circonstance. Il n'en est rien. Galassi montre que le mouvement est minuscule, construit. Bruce Davidson et Diane Arbus dans les années 60, puis Nicholas Nixon dans les années 70 ont ébauché l'univers de l'intime. Plus près de nous, le Canadien Jeff Wall a reconstitué des arrestations à domicile (Rapon Stacey et Hutsch) et Cindy Sherman a déformé, par l'autoportrait, les canons de l'américain *way of life*. Cette esthétique, on la retrouve jusque dans les films de David Lynch (*Sailor et Lula*) ou de Denis Hopper (*Hot Spot*).

Aujourd'hui, on ne compte plus aux États-Unis les photographes qui travaillent sur le sida, les expositions et les livres qui traitent, de près ou de loin, de la *domestic life*, intime ou non. Parmi eux-ci, Lee Friedlander, dont la rétrospective a voyagé en 1992 en Europe (mais pas en France). Il vient de publier un petit chef-d'œuvre consacré simplement à sa femme, Maria, dont les images courent de 1955 à 1991. Maria apparaît angélique dans sa cuisine, se transforme au fil des pages, devient grave ou sévère, retrouve un visage tendre. Pas de doute, c'est bien toute l'évolution de la société américaine que nous montre Friedlander dans ce livre émouvant.

Larry Sultan, lui, a choisi de photographier ses parents. On reforme son recueil avec des senti-

ments mêlés. Est-on touché par le regard tendre que la mère porte sur l'objectif ou dégoûté par l'orgie de couleurs - vert écumant des murs, chemisier blanc satiné ? Et Sultan écrit comment il a surpris sa mère pendant la sieste : « J'ai photographié ses pieds, je voulais la photographier encore et encore mais je sentais qu'elle n'était pas réellement endormie. Elle était secrètement éveillée. Nous étions des co-conspirateurs ».

Encore plus pervers, le livre que Sally Mann vient de publier sur sa famille, et notamment ses enfants : « Beaucoup de ces images sont intimes, quelques-unes sont des fictions et d'autres fantaisiques mais la plupart sont des choses ordinaires que chaque mère a vues. J'ai pris ces images quand ils saignaient, quand ils étaient malades, nus ou avaient faim. » Les gamines sont belles à croquer, posent comme des dames ou des filles, une cigarette entre les doigts. À côté de Sally Mann, Lewis Carroll est un enfant de chœur.

Vie intime et faits de société, documentaire et fiction, presse et musée. En France, seul Raymond Depardon a négocié l'exercice. Le mélange des genres est encore tabou : le reportage a du mal à se renouveler, les plasticiens se perdent dans des recherches formelles. Les deux mondes s'ignorent. Et la photographie française n'a jamais été autant coupée de la société.

MICHEL GUERRIN

► *L'Ennui à deux*, de Martin Parr, Galerie du Jour, Agnès B, 6, rue du Jour, 75001 Paris. Tél. : 42-33-43-40. Jusqu'au 27 mars. Catalogue, 40 pages, 100 francs.

► *Pleasures and Terrors of Domestic Comfort*, texte de Peter Galassi, Musée d'art moderne de New-York, 1991.

► *Maria*, de Lee Friedlander, Smithsonian Series, 1992.

► *Immediate Family*, de Sally Mann, Aperture, 1992.

► *Pictures from Home*, de Larry Sultan, Abrams, 1992.

THÉÂTRE

Un château trop loin

Le dernier proverbe de l'enfant du siècle

IL NE FAUT JURER DE RIEN à Norvège

« J'écrirais gigantesquement, je voudrais avoir fini quelque chose demain », écrit Musset à sa grande amie Caroline Jaubert, un soir de juin 1836. Le « quelque chose », expédié ainsi à bride abattue, c'est *Il ne faut jurer de rien*, le proverbe le plus « enlevé » de Musset, le plus désinvolte. Musset s'amuse. Comme s'il dessinait, à main levée,

le profil perdu d'une heure type de théâtre. Des êtres se croisent, s'évitent, se disent deux mots (à moi, comte...), se taisent, essaient de s'entraider, de se piéger... Et les paradoxes, les hasards, les coups manqués, toutes ces brèves déchirures de jours... « Il faut un temps de temps », comme dit André Breton, dans le *Verbe être*.

Pas de quoi pleurer, même pas peut-être de quoi rire, c'est du théâtre, semble chanter Musset, et d'envoyer des saluts enthousiastes de reconnaissance à Shakespeare, Molière, Marivaux, Crébillon, Camille, un vrai meeting. Et aussi à ces premiers seconds rôles de la comédie humaine que sont par exemple le curé du village, la châtelaine, l'hubrigiste : c'est l'élégance de Musset retombant à pieds joints sur les planches : les comédiens, quand ils jouent, sont plus vrais, moins composés, ont plus d'allant naturel, que les simples mortels de la société.

Présentation directe et claire de Jean-Pierre Vincent, qui se retrouve le cœur battant dans ce chef-d'œuvre de Musset comme lorsqu'on vient de sauter dans un train en marche. Il y a un ton de Monarchie de Juillet, des airs de château du côté de Montmorency, qui ne sont pas plaqués, qui tiennent à des riens, à des échos brefs de gestes ou de voix. Gaietés et bonheurs d'imagination, dans le droit-fil de Musset, vont et viennent comme chez eux dans le paysage scénique de Jean-Paul Chambras, une fête optique de mirages, de souvenirs, d'intuitions, où les arbres, les nappes blanches, les ciels, les chaises, la poussière des champs, les ors dansants des chandelles, s'embrassent en vœux et en vœux en une seule joie étonnée, et légère, légère...

Interprétation endiablée, claire, égale comme un septuor à cordes : Roland Blanche (l'oncle faux ronchon), Nicolas Pignon (l'abbé pique-assiette), Eric Elmosnino (l'enfant du siècle), Isabelle Carré (à quoi ne rêvent pas les jeunes filles !), Claude Bouchery (l'hubrigiste discret), Pierre Forget (le maître à danser), et, prix d'excellence, Madeleine Marion, formidable châtelaine.

Alfred de Musset est une fois pour toutes le brigand le plus jeune, le plus libre, le plus à fleur de peau, du théâtre d'ici, il disait : « J'ai peut-être trop loin dans ce sens-là, comme dans l'autre,

qu'est-ce que cela fait ? J'irai toujours. » Eh non ! Cette comédie allait être la dernière. Musset allait perdre le nord. Comme le dit justement Vincent dans le dépliant de *Il ne faut jurer de rien* : « Il prend enfin, hélas, congé du siècle. Regardons-le bien une dernière fois, il prend enfin, hélas, congé de nous. »

MICHEL COURNOT

► Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92050, Mtro Nanterre-Préfecture, et navette. Du mardi au samedi à 21h, dimanche à 16 h 30. Jusqu'au 9 avril en alternance avec *On ne badine pas avec l'amour*. Intégrale les 27 mars à 16 heures et 21 heures. Le 3 avril à 16 h 30 et 21 heures. Tél. : 46-14-70-00.

MUSIQUES DU MONDE
18h 75h

VEN. 19, SAM. 20 MARS 18h
EMLINE MICHEL
la nouvelle déesse de la chanson créée
JAMES GERMAIN
gospels et traditionnels haïtiens...
avec 10 musiciens Haïti
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

COMMUNE
Nicholas Wright/Brigitte Jaques
avec Michelle Marquais
Dominique Sarda
Dominique Reymond
jusqu'au 18 avril
à aubervilliers
48 34 67 67

THEATRE (S) DES ARTS / CERGY-PONTOISE
DERNIERE 16 MARS 20H30
représentation supplémentaire samedi 13 à 16h00
MAUPASSANT / MISE EN SCENE VINCENT COLIN
PIERRE ET JEAN
16 ET 17 MARS 20H30
CLAUDEL / MISE EN SCENE PHILIPPE ADRIEN
L'ANNONCE FAITE A MARIE
30 30 33 33 **SAN**

Bati-3R
KRR
Parc des Expositions
Porte de Versailles
Paris
17-18-19 mars 1993
Le salon des produits et des services pour la Restauration la Reconversion et la Réhabilitation des bâtiments et sites anciens
Minitel 3616FTB-BATI3R Tél 31 85 12 69

DU 12 AU 21 MARS 1993
FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE
ILE DE CHATOU
PRES DE PARIS. ACCES DIRECT R.E.R. CHATOU
TOUS LES JOURS DE 10H A 18H
ORGANISEE PAR LE SYNDICAT NATIONAL DU COMMERCE DE L'ANTIQUE ET DE L'OBJET D'ART
Tél. : 47 70 88 78

T.Q.I.
La Balance
POUR UN OUI
ou
POUR UN NON
Nathalie Sarraute
Elisabeth Chailloux
16 mars - 11 avril
à Ivry
46 72 37 43

chorus
DES HAUTS-DE-SEINE
ANTOINE CIOSI
ET LE GROUPE CORSE
I CHIAMU AGHJALESI
Samedi 13 mars - 20h30
Palais des Arts et des Congrès
Issy - les - Moulineaux
Rés : 46 42 70 91
BRATSCHE
Vendredi 19 mars - 20h45
Centre Culturel "Le Colombier"
Ville d'Avry
Rés : 47 50 37 50
MONICA PASSOS
Mercredi 24 mars - 20h45
Centre Culturel
Courbevoie
Rés : 43 33 63 52
Vendredi 26 mars - 17h
Salle Municipale
Bourg - la - Reine
Rés : 46 63 76 96

2
CESARS 1993
CLAUDE RICH
MEILLEUR ACTEUR
SYLVIE DE SEGONZAC
MEILLEURS COSTUMES
Le Souper
le vice au bras du crime
un film de
EDOUARD MOLINARO
ACTUELLEMENT

Notre enquête, commencée par un entretien avec Jean Garpès, PDG de Pechiney et auteur d'un rapport sur la compétitivité française (*le Monde* du 9 mars), puis par un article d'Alain Lebaube consacré aux réactions de peur que suscite, chez les patrons, le choc des trois millions de chômeurs (*le Monde* du 10 mars), s'est poursuivie avec quelques exemples d'un phénomène apparu récemment, le chômage des cadres (*le Monde* du 11 mars), et par un voyage chez les militants de l'insertion (*le Monde* du 12 mars). Aujourd'hui, Erik Izraelwicz évoque le malaise des économistes devant les théories multiples – et parfois contradictoires – qui tentent d'expliquer le phénomène.

l'objet d'une attention soutenue. « Les thèses récentes rendent compte de la réalité économique et sociale, elles permettent de mieux trancher entre elles », affirme ainsi Jean-Philippe Cotis, de la direction de la prévision, au ministère des finances, par ailleurs responsable de la section Economie à l'IEA. Les « Schématiseurs » de l'IEA ont donc, comme d'autres — trois approches différentes : celle des macroéconomistes (les généralistes de l'économie), celle des économistes du travail (les spécialistes), celle enfin des « naturalistes » (les participants). Leur collaboration est difficile. « Face à l'ampleur du problème, les uns et les autres ont tendance à adopter une même attitude, la fuite en avant, l'hyperabstraction, soit vers des théories de plus en plus sophistiquées, soit vers des solutions de plus en plus partielles et avec quelque persévérance Bernard Gazier, professeur de l'université de Paris-1, lui-même économiste du travail. Les thèses en prévision, pourtant quelquefois arides, apportent quelques éclairages importants.



**« Nous n'avons pas
été entendus »**

Pour l'avoir mis en folles écono-
mies ou traduit dans une prose par-
fois ostentatoire à l'exès, les écono-
mistes ont échappé à leurs
responsabilités sociales vis-à-vis du
chômage ? Les théoriciens de l'éco-
nomie doivent se sentir mal à l'aise
quand ils réfléchissent sur ce qui se
passe dans nos pays (européens)
depuis quinze ans ? Il faut remon-
ter à l'origine du problème, à l'époque
d'Edmond Malinvaud. Un malaise
qu'il ressentait alors et qu'il continue
à partager aujourd'hui. Les écono-
mistes ne veulent cependant pas por-
ter un chapeau qui leur est bien trop
grand. Experts, ils estiment, à juste
titre, qu'ils ne peuvent pas avoir à faire
des choix politiques. Or, en ce
domaine, ils affirment avoir grande-
ment rempli leur mission. « *A la fin*

S'ils refusent à oublier un impossible livre des recettes pour vaincre le chômage, les économistes continuent donc cependant à chercher à écarter les politiques, à l'instar de ce qu'a fait récemment le professeur Taddéi (professeur d'économie) ou Michel Albert (président des AGF). «Trois pistes simultanées peuvent devenir une même politique. Cette dernière est la suivante : 1) une *«une relance coopérative au niveau international, une flexibilité accrue des salaires sous certaines conditions de travail, une réduction des services»*. 2) Des solutions auxquelles n'adhèrent peut-être pas tous les économistes. De nombreux points, il est vrai, les divisions, les divergences, les divergences, la flexibilité (une simple réduction des coûts salariaux pour les uns, une remise en cause globale du jeu social pour les autres), le rôle des entreprises, les politiques de revenus, le rôle de la rétroaction.

Derrière les choix soi-disant techniques, il y a cependant des enjeux qui les dépassent, de nature politique. « La science économique n'a pas en principe à être tenue pour responsable du chômage européen actuel, de même que la médecine n'est pas responsable des maladies du corps humain », notait Edmond Malinvaud. La science économique a-t-elle fait pour autant les mêmes progrès que la médecine dans la connaissance des maladies ? On peut, malheureusement, en douter.

(1) *Economie de l'emploi*, Presses universitaires de France, 1993, 234 pages
(2) « Le chômage. Quels enseignements émanent de la théorie économique? », *Commentaire*, numéro 45, printemps 1989

Prochain article :
Un entretien avec
Jean-Baptiste de Foucauld

« A long terme, nous sommes tous morts », écrivait, dans une boutade, célèbre, le grand économiste anglais de la première moitié du siècle John Maynard Keynes. *« A long terme, nous sommes tous chômeurs »*, s'écrit aujourd'hui l'issu d'un voyage chez « les économistes » autour du problème du chômage. Face à l'alengement continu des files d'attente aux compoins de l'ANPE, l'opinion publique se livre à des spéculations politiques et les chefs d'entreprise. Qu'en est-il des experts les sciences économiques? Certes, sur les causes du chômage, ils sont intarissables. Les plus modestes d'entre eux recommandent de « ne pas se laisser aller au chômage », « bien peu de certitudes », et moins encore de solutions définitives. Ils ne manquent pas de rappeler cependant les avertissements que, depuis des années, ils avaient lancés : « Le chômage est une plaie qui ne guérit pas », « L'opinion n'aient voulu, sceler, »

Chômage « keynésien », chômage « classique », chômage « volontaire », chômage « frictionnel », chômage « structurel », chômage « naturel », chômage « ne provoquant pas une accélération de l'inflation »... les qualificatifs accolés au mal ne manquent pas. Derrière chacun d'eux, il y a en fait une approche différente du problème. Comme le font remarquer les auteurs de la préface de *Le Page*, deux professeurs d'économie d'Angers, dans l'ouvrage qui lui vient de publier : « *La théorie contemporaine du chômage est éclatée... mais l'hétérogénéité du phénomène s'en accommode fort bien.* (1) » On peut sourire. C'est pourtant une constatation qui a été faite par des chercheurs, et presque autant d'explications, ironise un autre économiste. Il n'y a pas en tout cas, dans la communauté scientifique, de théorie dominante, unitaire et globale pour expliquer le chômage massif et durable que connaissent les sociétés industrielles développées. Les explications univoques et manichéennes proposées par les économistes dans le *Page* ensemble.

Le phénomène n'en est pas moins

« Le chômage actuel est d'abord un phénomène macroéconomique », explique le docteur en économie Edmond Malinvaud, professeur au Collège de France (2). Confirmant aujourd'hui son diagnostic d'alors, « nonbésible » français est largement approuvé par ses collègues. Dans sa théorie du déséquilibre, l'ancien directeur de l'Insee, Malinvaud considère que le chômage résulte d'un dysfonctionnement du système économique. Il repartir deux familles de causes : celles liées à l'insuffisance de la demande (le chômage dit « keynésien ») et celles liées à des dérèglements du marché du travail (le chômage dit « classique »). Dans la situation actuelle, les deux coexistent (une demande insuffisante et des dérèglements d'intérêt très élevés, selon Malinvaud) et c'est pourquoi la solution à ce *déséquilibre de la théorie du chômage*, la croissance, est une solution « elle doit, conduire à la création d'emplois ». « Cela est d'autant plus urgent », affirme ainsi le professeur, « que les progrès de la productivité sont devenus très rapides, ce qui confirme ainsi la validité de la théorie du chômage ».

Cette analyse a cependant été quelque peu contredite par les faits. La reprise de la croissance n'a pas toujours contribué à une baisse du chômage. On constate même une certaine évolution de salaires réels et la bonne santé financière des entreprises non plus. La difficulté de la décade du chômage a alors conduit à une réflexion s'inspirant de la notion d'hystérèse, propre à la physique. « Le taux de chômage d'aujourd'hui est d'autant plus élevé qu'il l'a été hier, expliquent les théoriciens. « Lorsqu'il augmente, il a une véritable tendance à revenir à sa valeur d'équilibre. » Cette notion d'hystérèse, n'est pas une explication... et ne conduit pas à des solutions. Plus personne, parmi les économistes, ne croit cependant que le

plein emploi peut être obtenu simplement par une «bonne» politique macroéconomique.

Cette insuffisance des explications de nature conjoncturelle du chômage a conduit, à l'instar notamment de l'américain Robert Solow, tout au long des vingt dernières années au fonctionnement du marché du travail. Très vite, les économistes ont en effet été convaincus que le chômage de masse sur le travail est sans doute celui dont le mode de fonctionnement s'écarte le plus des mécanismes d'échanges décrits par la théorie « wallassienne » de l'équilibre des marchés. Le travail est devenu une marchandise comme les autres. Son prix — le salaire — n'est pas le seul résultat d'une simple confrontation entre l'offre et la demande. Il n'est pas aussi « flexible » que d'autres. Le marché n'est donc pas un espace d'échange neutre. Cette hypothèse émise notamment par l'économiste américain Milton Friedman

« Dans le brouillard total »

De multiples théories ont ainsi été énoncées, se basant sur des critères qui conduisent à leur manière, à un aspect du phénomène. Certains experts se sont ainsi focalisés sur le chômage «*frictionnel*», celui lié à l'imperfection du marché. Le demandeur d'emploi (c'est la théorie du *job search*) ne dispose que d'une certaine mobilité géographique, ce qui ne peut pas totalement mobilir. Il y a donc des délais de prospection inévitables. Il ne peut donc y avoir quasi-instantanément des ajustements. Il y a en permanence un volant de chômeurs temporaires qui constitue le chômage *frictionnel*.

D'autres experts (les théoriciens du *capital humain*) notamment ont insisté sur l'inadéquation entre la qualité de l'offre et celle de la demande, le niveau de formation et de qualification en particulier, conduisant aux travaux sur le chômage *structurel*.

D'autres économistes encore, inspirés par ce que l'on a appelé la «*courbe de Phillips*» (elle date de 1958), se sont pris de passion pour la relation entre chômage et inflation. Contredit par les faits, la liaison entre le niveau du sous-emploi et le rythme de la hausse des prix l'a été dans le même temps par des théoriciens comme Milton Friedman. Aujourd'hui, «*les économistes sont, sur ce sujet, dans le brouillard total*», concède Gilbert Cette.

C'est surtout et toujours dans ce prolongement sur le mode de formation des salaires que les travaux les plus importants, d'inspiration « néo-classique », ont été menés. L'existence d'oligopoles, tant du côté de l'offre de travail (les syndicats, défenseurs des *« insiders »*, c'est-à-dire de ceux qui ont du travail aux dépens des *« outsiders »*, ceux qui n'en ont pas) que de la demande (un pouvoir de marché puissant des firmes) contribuerait à cette faible flexibilité des salaires, elle-même à l'origine du chômage élevé dans nos pays euro-

Utopies pour l'emploi. Tel est le titre, symptomatique du scepticisme des économistes, retenu par Jean-Paul Fitoussi, président de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) pour présenter, dans la dernière lettre de son centre de recherches (datée du 3 mars), les travaux de ses économètres sur la question du chômage.

Pour avoir fait tourner leurs modèles, les experts de l'OFCE estiment que, à politique économique inchangée, le nombre des chômeurs devrait atteindre en 1998 3,5 millions. La croissance nécessaire pour réduire significativement le taux de chômage à l'horizon 2000

apparaît, selon M. Fitoussi, « du domaine de l'utopie », puisqu'elle devrait être de plus de 5 % par an en moyenne ! Les auteurs de l'étude ont testé les conséquences d'une politique de partage du travail et des revenus. Ils permettraient de réduire le nombre de chômeurs de un million, cinq cent mille. Mais les conditions de son efficacité sont si nombreuses, et certaines si peu probables, qu'on doute qu'elles puissent être effectivement réunies », note le président de l'OFCE qui ajoute : « Elle suppose notamment que la société française redevienne soudainement plus solidaire. »

par Jean-Pierre Dautun

45° jour

Le cri qu'on devrait entendre : « Voyez ce que le chômage fait de ses victimes. J'étais un homme : il fait de moi une « ressource humaine. »

A moins de l'avoir vécu, on n'imagine pas ce que peut représenter le fait de tomber de la condition d'homme dans celle de ressource humaine.

Chla m'est arrivè le jour de mon licenciement, mais je n'ai pas compris tout de suite, loin de là. C'était aussi vient plus tard. Avant d'être viré, on est un homme. Au moment d'être viré, on croit comprendre ce qui se passe : on pense qu'on est un homme en train d'être mis à la porte. Du tout. On se trompe. On subit une métamorphose secrète, invisible, instantanée. Apparemment, c'est le même corps, le même regard, les mêmes gestes, les mêmes capacités. En fait, sur-le-champ, on change d'air. Et cela ressemble, pour un temps, à une métamorphose ou barbares, faisait passer de l'homme à l'esclave. On s'aperçoit bientôt que la condition de ressource humaine quette la condition humaine moderne, comme la condition d'esclave était l'ombre portée menaçante, permanente, de la condition d'homme libre. Il suffisait d'un revers militaire. C'est le même chose. Les revers économiques contemporains en sont la

version avancée. Une défaite de ce qui remplace l'armée, une mauvaise tactique de ce qui tient lieu d'empereur, et vous voilà ressource humaine.

« Faire partie du personnel », c'est une expression qui paraît infamante aujourd'hui. Mais rien de moins juste : elle reste noble. L'homme chassé du personnel n'est pas chassé de l'humanité. Celui qui devient une « ressource humaine », si. Les bonnes âmes peuvent bien penser que ce langage est sédatif ; mais c'est là la fidèle expression d'une barbarie à « masque » humain : sans visage. L'« humain » qu'on semble y introduire vient en chasser l'homme, aussi vrai que « humain » est adjoint et « ressource », nom. Nom « commun ». Car, tout de même, on était un homme et on devient « ressource ». Quelque chose de comparable dans sa nature à la nappe phréatique, à un « gisement », — mot pertinent s'il en est. On rejoint un gisement, ce qui comme chacun sait est un empiement de couches écrasées les unes sur les autres et les unes par les autres dans le sein obscur de la terre — un stock. Et on ne dépend plus que du trépan, de la foreuse qui vous extrait du gisement. A sa guise. A son rythme. Pas au vôtre. A-t-on déjà vu un bloc de charbon, ou une pépite d'or, même

un diamant, aller réclamer que ce soit son tour d'être extrait ? La matière en cela fait preuve d'une sorte de sagesse qui semble étrangère à l'esprit le plus fin.

Le jour où j'ai compris mon sort de pépète, j'ai compris aussi que ce n'était pas à moi de chercher la foreuse ; qu'il me restait autant de chances de retrouver un emploi que j'en ai de gagner au Loto. Ici comme là, il me faut attendre que le destin veuille bien me désigner pour cible de ses visées, si c'est mon tour – ce qui s'appelle la chance ou le hasard, selon les esprits.

Et tel est le scandale qui rend aujourd'hui un humaniste inconsolable : que la survie sociale soit désormais, comme elle le fut aux époques qu'on lui a appris à nommer barbares, une affaire avant tout de « chance ». De constater que le savoir, plus question. Chercher de la vie, mais en une survivité pénible. Mais ce n'est que dramatique. Ce qui est terrible, c'est que ce drame s'enlève sur un fond « tragique », et qui est celui-ci : qu'il ne dépende que du « sort » qu'on survive ou meure, voilà précisément le fait que ce qu'on appelle une « civilisation » avait pour mission d'éviter. Joli bien. Voilà pourquoi le chômage n'est pas seulement une maladie économique : c'est un scandale de civilisation.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Conseil d'Administration de la société CHRYSLER CORPORATION a, dans sa séance du 4 mars 1993, décidé la mise en distribution d'un dividende de 15 cents par action ordinaire détenue, payable le 15 avril 1993, aux actions inscrites à la date du 15 mars 1993.

Les actions ordinaires sont négociées ex-coupon à la Bourse de New-York depuis le 9 mars 1993.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

ÉCONOMIE

BILLET

Médecine et économie

Pourquoi les remboursements, par malade et par an, atteignent-ils 8 447 francs en Corse et 2 145 francs dans le Doubs ? Quel est le nombre de personnes souffrant de pneumonie ? Sont-elles soignées à l'hôpital ou par leur médecin traitant et à quel coût ? En France, personne n'est capable d'apporter une réponse précise à ce genre de questions. Un curieux paradoxe lorsque l'on sait que la loi du 3 janvier introduit le principe du respect de références médicales par les praticiens libéraux et que les établissements hospitaliers publics et privés doivent être progressivement soumis à une tarification forfaitaire par pathologie.

Dans un rapport remis jeudi 11 mars au ministre des affaires sociales, M. Robert Launois, un des rares experts dans le domaine de l'économie de la santé, dénonce « la fragmentation du système de soins français » qu'il considère comme « sa tare la plus profonde ». Ainsi, les études coût-efficacité thérapeutique sont réalisées selon des méthodes divergentes par l'assurance-maladie et la direction des hôpitaux et restent confidentielles à moins qu'elles fassent l'objet « d'une négociation permanente en termes de services réciproques rendus ». Quant aux conférences de consensus des médecins, destinées à déterminer les traitements les mieux adaptés, elles « ne font jamais l'objet d'une estimation chiffrée ».

Or, rappelle le rapport, la forte croissance des dépenses de santé (avec plus de 10 000 francs par an et par habitant, la France occupe le troisième rang mondial) exige « que l'information existante permette de calculer les coûts de chaque attitude thérapeutique et des complications qu'elle entraîne ainsi que les coûts évités du fait de sa mise en œuvre. C'est à la lumière de ce constat que les références strictement médicales doivent être appréciées ». M. Launois propose donc de « standardiser » l'information médicale et de créer une nouvelle structure qui, au sein du Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé (CREDES), organiserait la transmission de l'information. Le médecin ne pouvant maîtriser seul la totalité des données, il lui faudrait disposer d'indicateurs « objectifs qui ne soient pas exclusivement le fait des caisses d'assurance-maladie et de la tutelle ». Les praticiens libéraux – mais aussi hospitaliers – devront donc participer à l'élaboration de tels outils en se persuadant que la santé, si elle n'a pas de prix, a un coût.

JEAN-MICHEL NORMAND

Avec les Lander, l'opposition et la majorité

M. Kohl a engagé les négociations de la dernière chance sur le « pacte de solidarité »

Tout le gratin politique allemand était au rendez-vous jeudi 11 mars à la chancellerie à Bonn : le chancelier Kohl, ses principaux ministres, les chefs de gouvernement des seize Länder, les dirigeants de l'opposition social-démocrate et des trois partis de la majorité. L'enjeu du colloque, dont le but est de fixer les règles de la reconstruction de l'est de l'Allemagne, est clair. Un échec aurait sur le climat social et politique des conséquences que tous les grands partis paieraient l'année prochaine lors des prochaines échéances électorales.

BERLIN

de notre correspondant

La complexité des problèmes à traiter, des compromis à trouver pour que chacun garde la tête haute au bout du compte, laissent présager, après la première séance de jeudi soir, une réunion marathon qui risquerait de s'étendre sur le week-end. Les participants étaient entrés en séance en affichant des intentions de compromis plutôt de bon augure. Un groupe de travail a été constitué sur l'épineuse question des dépenses sociales. D'entrée de jeu, le chancelier a appelé ses partenaires à adresser au pays un signal de leur capacité

à mettre de côté leurs intérêts partisans. Il avait laissé entendre qu'il n'était fermé à aucune des demandes de l'opposition social-démocrate et des Lander, aussi bien sur le montant des transferts à prévoir vers l'est que sur la politique fiscale.

A l'ouverture de la réunion, les désaccords se concentraient principalement sur deux points. D'abord, le montant de l'aide à apporter aux nouveaux Länder de l'est, qui, toutes couleurs politiques confondues, défendaient chèrement leurs besoins de financement pour se remettre à flot le plus vite possible. Deuxièmement, la répartition de la charge financière. Sur ce point, il y a, à la fois, conflit entre le gouvernement fédéral et les Länder et désaccord – classique – entre la majorité et l'opposition social-démocrate sur les priorités budgétaires.

La crise de la sidérurgie

Les uns préfèrent donner la priorité à une politique de restrictions, y compris sur les programmes sociaux. Les autres privilégient une action plus volontariste financée par une hausse de la fiscalité sur les entreprises et les plus hauts revenus.

Symboliquement, l'ouverture du colloque a été précédée par un débat au Bundestag sur les conséquences de la crise de la sidérurgie en Allemagne. Depuis l'annonce, mardi 9 mars, par Krupp-Hoesch de 4 400 licenciements et de la fermeture du

site de Duisbourg-Rheinhausen, les sidérurgistes de la Ruhr ont multiplié les manifestations pour demander de l'aide aux pouvoirs publics. Quant aux métallurgistes des nouveaux Länder de l'est, ils sont mobilisés pour défendre leur droit à un réajustement rapide des salaires entre les deux parties de l'Allemagne et menacent de se mettre en grève le mois prochain. Ces demandes contradictoires illustrent la difficulté de mesurer dans le contexte économique actuel le montant des sacrifices à exiger des uns et des autres et les pressions auxquelles sont soumises les formations politiques en mesure de participer à un gouvernement.

Les élections communales de Hesse ont montré que personne ne gagnerait à vouloir renvoyer sur l'autre la responsabilité d'un éventuel échec. Les dirigeants patronaux, qui ont rencontré le chancelier Kohl avant le colloque, découvrent qu'il est préférable de transiger sur certains principes pour avoir une vision claire à moyen terme du cadre dans lequel il sera possible d'opérer. L'ancien ministre-président de Bade-Wurtemberg, M. Lothar Späth, reconvenu dans le sauvetage de l'industrie de Thuringe, le professeur Biedenkopf, ministre-président chrétien-démocrate de Saxe, n'ont cessé de mettre en garde contre le dogmatisme jugé excessif du ministère des finances à Bonn.

HENRI DE BRESSON

Manifestations à Buenos-Aires

Le miracle économique argentin n'empêche pas le mécontentement social de s'aggraver

Quelque trente mille personnes ont manifesté mercredi 10 mars à Buenos-Aires pour protester contre le projet de loi visant à privatiser le régime des retraites.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de M. Carlos Menem, en 1989, le principal parti d'opposition – radical – est descendu dans la rue pour se retrouver de façon assez inattendue avec les syndicats orthodoxes du péronisme. La présence, aux côtés des retraités « dissidents », de quelques représentants des secteurs agricoles et industriels est venue renforcer le caractère hétérogène de la manifestation, qui a pris une franchise allure d'opposition à M. Menem et à son ministre de l'économie, M. Domingo Cavallo.

Après la trêve de l'été austral, la crainte d'une année chaude, et la campagne électorale bat déjà son plein pour les législatives de septembre prochain. La bataille est loin d'être gagnée pour M. Menem dont la cote de popularité est en baisse. L'incertitude est d'autant plus inquiétante pour le chef de l'État que, si Menem est fort occupé à convaincre les Argentins, notamment l'establishment, de la nécessité de réformer la Constitution afin de pouvoir briger un second mandat en 1995, la situation économique, l'inflation annuelle qui est tombée à son taux le plus bas depuis dix-neuf ans (17,5 %), l'afflux de capitaux étrangers provenant des privatisations sont autant d'arguments en faveur de la continuité.

Le coût social du « miracle argentin »

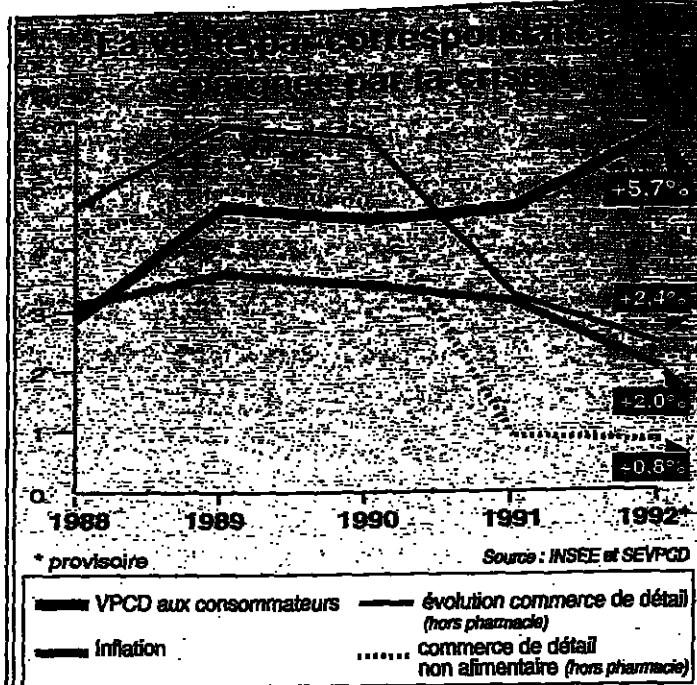
De nouvelles charrettes en préparation

La compagnie d'aviation privée, Aerolineas, est en banqueroute et a déjà licencié plus de mille personnes. Après la suppression de cent vingt mille postes de fonctionnaires l'an dernier, de nouvelles charrettes sont en préparation pour réduire le lourd appareil bureaucratique. Le taux de chômage est passé de 6 à 7 % de la population active en 1992. Il atteint 27 % dans la capitale et la ceinture industrielle du grand Buenos-Aires.

Avec le transfert en province des services de santé et d'éducation, l'administration Menem, soucieuse de réduire les dépenses de l'État fédéral, s'est mise à dos de nombreux gouverneurs, qui protestent contre les pénuries budgétaires et le « lâchage » du pouvoir central. Les améliorations pour la réduction des grands services publics se font attendre alors que les usagers ont vu augmenter leurs factures de téléphone, de gaz et d'électricité. Dans un pays où le salaire minimum ne dépasse pas 2 000 francs par mois, Buenos-Aires figure au rang des villes les plus chères du monde. Le malaise a même gagné les forces armées après que le chef de l'État a catégoriquement rejeté, début mars, toute possibilité d'augmenter les maigres soldes des militaires. L'Eglise lance régulièrement des appels en faveur d'une « plus grande sensibilité sociale ». A contre-courant, M. Cavallo tient bon.

Le déficit de la balance commerciale a atteint près de 17 milliards de francs en 1992, mais, pour le ministre de l'économie, il s'agit de consolider les succès acquis. Il faut également honorer les engagements financiers du pays vis-à-vis du Fonds monétaire international et respecter les termes du plan Brady, auquel l'Argentine doit accéder officiellement.

CHRISTINE LEGRAND



L'éclatante santé de la vente par correspondance

La vente par correspondance (VPC) fait bande à part : alors que la distribution s'enfonce dans la morosité, elle affiche une santé éclatante avec, pour l'année 1992, une hausse de 5,7 % du chiffre d'affaires de la profession (à 45,2 milliards de francs), supérieure à celle de l'ensemble du commerce (2,4 % hors pharmacie), selon les dernières statistiques du Syndicat des entreprises de vente par correspondance et à distance (SEVPCD). Le divorce est encore plus grand si on compare cette performance avec le commerce de détail non alimentaire (+ 0,8 % hors pharmacie). Une activité politique de relance des clients, due à une gestion très fine des fichiers des groupes, ainsi qu'un bon rapport qualité-prix, des efforts continus sur la qualité des services et une amélioration constante de l'assortiment expliquent cette bonne tenue, qui ne se dément pas depuis le début de l'année.

Selon l'UNEDIC

Les effectifs salariés ont baissé de 149 400 en 1992

Confirmant la baisse des effectifs salariés en 1992, l'UNEDIC estime que le nombre de cotisants au régime d'assurance-chômage a diminué de 1,1 % en un an. Ce qui correspond à 149 400 salariés de moins.

Au cours du dernier trimestre, cette situation s'est aggravée. Dans les entreprises de plus de dix personnes, le nombre de salariés a reculé de 2,1 % en données brutes, et de 0,9 % en données corrigées, par rapport à 1991. Toutes tailles d'entre-

prises confondues, la chute est de 1,9 % en données brutes et de 0,9 % en données corrigées. Parallèlement, le nombre d'allocataires de l'UNEDIC a augmenté de 114 000 personnes en 1992. Déjà en déficit, les finances du régime d'assurance-chômage se trouvent maintenant dans une position délicate. Une perte de 100 000 cotisants représente un manque à gagner de 6 milliards de francs en année pleine.

Dix-neuf associations de consommateurs mettent fin au dialogue avec la SNCF

« Socrate » ou le train à l'encan

Dix-neuf associations de consommateurs ont décidé de suspendre leur participation au conseil consultatif des consommateurs et des usagers de la SNCF (ou d'y mettre fin) afin de protester contre le mépris dans lequel elles s'estiment tenues et contre les carences du nouveau système de réservation Socrate.

Deux exemples expliquent pourquoi dix-neuf associations de consommateurs (1) se sont déclarées « exclues » par la SNCF, jeudi 11 mars au cours d'une conférence de presse. La forme, tout d'abord : elles avaient dit et répété au sein du comité consultatif leur hostilité aux dernières augmentations tarifaires, mais elles ont découvert avec indignation dans un communiqué de la Société nationale que ces augmentations avaient prétendument été décidées « après concertations » avec elles. Le fond, ensuite : réserver un vendredi une place de seconde classe pour Valence sur la TGV 831 partant de Paris-Lyon à 16 h 53 est rigoureusement impossible car l'ordinateur répond « complet ». Ce qui est faux. En revanche, il n'y a aucun problème pour obtenir une première classe pour Valence ou une seconde classe pour Marseille. « La SNCF pratique le refus de vendre », clament les associations. Effectivement, le système Socrate n'est pas tellement décrié pour les tarifs techniques qu'il accompagne sa mise en route et qui irritent les guichetiers, mais pour sa philosophie même. Socrate est ce que les compagnies aériennes appellent un « yield management system »,

c'est-à-dire un programme informatique qui, en faisant varier très subtilement les tarifs en fonction du remplissage des avions ou des trains, permet une recette accrue par siège. Finalement, le principe de la réservation Socrate est de réserver la place la plus tôt possible ! C'est près de 600 millions de francs de recettes supplémentaires par an que la direction « grandes lignes » espère de la nouvelle mécanique commerciale.

Les associations de consommateurs trouvent que le compte n'y est pas pour le voyageur. « Le système est opaque », s'indigne M. François Tempé, de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT). « Désormais, le prix du billet ne varie plus seulement en fonction de l'heure et de la date du départ, mais aussi de la date d'achat. Les taux de réduction sont devenus aléatoires : le titulaire d'une carte Modulopass qui lui donne droit à 50 % de réduction théorique, verra son billet dégrèver seulement de 35 % s'il voyage le vendredi après 11 heures du matin ».

Dans la limite des places disponibles

La réservation obligatoire est aussi l'objet de vives critiques : « Nous la contestons car la SNCF ne se gêne pas pour pratiquer la sur-réservation pour remplir ses TGV au maximum », poursuit M. Tempé, et elle pénalise de façon abusive ceux qui n'ont pu changer leur réservation ».

Enfin, il y a le contingentement par lequel la SNCF limite dans chaque train le nombre de places offertes aux titulaires de cartes à tarif réduit comme Carissimo, Kiwi ou Vemille. « La société

nationale nous répond que les contingents alloués seront significatifs mais on voit, dans le cas du billet Paris-Valence, que le contingent peut être égal à zéro. Nous ne faisons plus aucun crédit aux promesses de la SNCF qui stipule sur ses cartes de réduction qu'elles seront honorées « dans la limite des places disponibles », une condition dite postérieure et donc, illégale. Autrement dit, la SNCF ignore le droit civil, oublie ses propres engagements et prétend être sournoise avec ses clients. Il vaut mieux, dans ces conditions, prendre sa voiture ».

Telle est bien la critique fondamentale des associations de consommateurs. Pour accroître ses recettes sans toucher à ses tarifs officiels, la SNCF s'arroge une souplesse maximum. Mais elle multiplie les contraintes pour ses usagers et leur retire la possibilité de connaître les règles du jeu tarifaire qu'elle peut modifier à tout moment sans concertation et sans information.

Par la magie de l'informatique. Comme, de surcroît, la SNCF n'affronte aucune concurrence ferroviaire et que tout en se proclamant entreprise commerciale, elle continue de se comporter comme une administration dotée de pouvoirs exorbitants (mais débarrassée de pas mal d'obligations de service public), les associations ont décidé de rompre le dialogue.

ALAIN FAUJAS

(1) Les 19 associations concernées sont : ADEIC-FEN, AFAC, ANC, ASSÉCO-CFDT, CGL, CNAFAL, CNAF, CNAPS, CNL, CSY, CSF, FFF, Familles rurales, FNAUT, INDECOA-CGT, FNLI, ORGECO, UECF, UNAF.

Rhône-Poulenc veut innover pour l'emploi

Après M. Claude Bébéar, PDG du groupe AXA (le Monde du 5 mars), M. Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc, vient d'annoncer que son entreprise se mobilise pour l'emploi. Jeudi 11 mars, au cours d'une conférence de presse, il a résumé son engagement dans le cadre de l'action menée par l'association « Entreprises et cité » dont d'autres membres devraient présenter des mesures analogues.

Trois orientations principales ont été retenues par le groupe multinational. En « interne », il va étendre le dispositif de préretraites progressives qui, à partir d'avril, va conduire la division Rhône-Poulenc Chimie, d'ici deux ans, à embaucher 300 jeunes supplémentaires, dont des moins de vingt-cinq ans en difficulté, des chômeurs de longue durée et des salariés en voie d'insertion. Au total, et en trois ans, l'opération portera sur 1 000 jeunes. Après accord avec les syndicats, les salariés âgés, tous

volontaires, qui continueront à percevoir 80 % de leur salaire antérieur (30 % étant pris en charge par l'État), recevront une prime « incitative » lors du passage à mi-temps, et seront assurés que les cotisations pour la retraite complémentaire seront versées sur la base du temps plein.

Parce qu'il faut « aider notre environnement proche », les régions où le groupe est implanté comme les entreprises partenaires, Rhône-Poulenc a décidé de la création d'une « Fondation pour l'initiative, l'innovation et l'emploi » qui encouragera les projets. Cette nouvelle structure, qui englobera notamment Rhône-Poulenc Développement, déjà dotée de 30 millions de francs, bénéficiera d'un budget annuel de 40 millions de francs. Enfin, Rhône-Poulenc, qui se veut « une entreprise citoyenne » participera au débat national sur l'emploi. L'idée étant de s'associer aux travaux du Commissariat au Plan, de l'Institut de l'entreprise et à ceux

d'Entreprises et cité. L'ensemble reflète bien les actuelles préoccupations des dirigeants des grandes entreprises françaises, décidées à changer d'attitude et qui ont choisi, à la fois, de se mobiliser individuellement, et d'avancer des propositions plus globales. « Nous ressentons physiquement le problème de l'emploi », a expliqué M. Fourtou qui croit « à un effet d'entraînement » et escompte que d'autres chefs d'entreprise se lanceront dans la même direction « en lisant ce que nous faisons ».

Au-delà, le patron d'une société centenaire exprime ses craintes : « Je trouve qu'on a trop délégué », a-t-il avoué, en ajoutant, en bon sportif qu'il est, que « même en football, il y a des règles et on les modifie ». Par ailleurs, il souhaite que l'on aille vers « des mesures préventives » pour réduire le coût du travail.

ALAIN LEBEAUE

ECONOMIE

Les constructeurs d'automobiles français sont les plus rentables du monde

Après de douloureuses restructurations, Renault en 1992 et Peugeot-Citroën en 1991 ont dégagé de très bons résultats. Mais l'année en cours s'annonce difficile. La frontière est étroite entre les bénéfices et les pertes

En 1991, PSA Peugeot-Citroën était arrivé en tête du palmarès des constructeurs automobiles mondiaux pour sa rentabilité (3,5 %), loin devant le deuxième, Toyota, qui n'avait que 0,6 point. En 1992, Renault le devance, avec une rentabilité de 3,2 %, un peu inférieure. En pleine crise économique et alors que le marché automobile européen décline inexorablement depuis trois ans, les constructeurs français tirent donc bien leur épingle du jeu. Mais Renault - tout comme PSA - a le triomphe modeste. Car les beaux jours sont sans doute comptés. La qualité de la gestion a permis aux deux entreprises de bien manœuvrer leurs barques en période de gros temps. En revanche, cette habileté pourrait ne plus être suffisante en pleine tempête. En 1993, car, aux prévisions de chute de marché sans cesse revues à la baisse, s'ajoutent pour les Français l'impact dramatique des fluctuations monétaires.

Cinq points forts expliquent les bonnes performances des constructeurs français. Le premier est sans conteste l'outil industriel. S'étant lancés avant les Européens et les Américains dans la restructuration, PSA tout comme Renault profitent aujourd'hui d'un outil de production bien dimensionné. A eux deux, ils ont procédé en dix ans à 121 000 suppressions d'emplois (soit près de 30 % des effectifs), alors que leur production augmen-

taît de plus de 30 %. La réduction des coûts fixes a été une obsession dans tous les secteurs de l'entreprise. Un objectif que les constructeurs allemands ne se sont fixé que beaucoup plus tard, se sentant à l'abri derrière leur marché domestique (de loin le premier en Europe en volume) et leur réputation. Aujourd'hui, ils souffrent d'avoir les coûts les plus élevés du monde : il leur faudrait quarante heures pour fabriquer une automobile, contre en moyenne trente heures en Europe et vingt heures au Japon. Ils sont en outre pénalisés par une politique salariale élevée.

La diversité japonaise

A l'opposé de ce mode de production « de masse », la production « allégée » des japonais, longuement décrite dans le fameux rapport du Massachusetts Institute of Technology (MIT) - « la machine qui doit changer le monde », - n'est pas non plus toujours optimale. Peut-être en raison des excès qu'elle a engendrés. Très souple, elle a conduit les constructeurs à multiplier les modèles. Ce qui a nécessité des investissements élevés. « Une machine japonaise coûte 30 à 40 % plus cher qu'une machine américaine », affirme M. Alfred Moustac-

chi, directeur à la présidence de Renault, agitateur d'idées très écouté dans l'entreprise. Efficace en période de conquête sur des marchés en expansion, cette diversité japonaise devient une charge trop lourde quand le marché se rétrécit. Pour M. Moustacchi, le système japonais n'est efficace que lorsque la croissance du marché se situe entre 3 et 7 % : « En dessous, on se paie de la diversité inutile ; au-dessus, les méthodes de production de masse restent les plus rentables. » Toute l'astuce des fabricants français a donc été de trouver le bon ajustement. « Nous étions plus lucides : les compteurs se sont mis au bon niveau, sans gaspillage », poursuit M. Moustacchi. Cette logique a trouvé son aboutissement dernièrement dans la petite Twingo.

En outre, les usines ont été automatisées, mais sans excès, comme cela a été le cas chez d'autres (Fiat en particulier). « Nous avons réduit les coûts d'investissements en nous équipant de machines non spécifiques, ce qui nous a permis de gagner 20 % sur le prix initial de nos machines », commente M. Jacques Calvet, président de PSA.

Deuxième point fort : la politique de fusion (pour PSA) ou d'alliance (pour Renault) menée par les deux constructeurs a porté ses fruits en permettant de créer des économies d'échelle : qu'il s'agisse, pour PSA, de la banque d'organes commune aux deux marques Peugeot et

Citroën, de leur centrale d'achat (la Sogedac), du regroupement des bureaux d'études, de la logistique pour les pièces de rechange, de la direction informatique, de la direction financière, etc. ; qu'il s'agisse pour Renault de l'alliance avec Volvo, avec entre autres la création d'une société commune pour les achats et d'une direction unique pour la qualité.

Le coût des fluctuations monétaires

Troisième point fort : les deux constructeurs sont particulièrement peu intégrés. Dans le groupe PSA, tout comme chez Renault, les achats représentent en moyenne 65 % du prix de fabrication d'une voiture, soit dix points de plus qu'il y a dix ans. Cette volonté de se fournir à l'extérieur, bénéfique en période de crise, a été beaucoup moins poussée dans le reste du monde. En Allemagne ou aux Etats-Unis, « Volkswagen et General Motors ont dix ans de retard en matière d'intégration », estime M. Vincent Besson, responsable de la politique industrielle à la Sogedac. En Italie et au Japon, la plupart des sous-traitants sont en fait dans l'orbite du constructeur.

Quatrième point fort : la politique suivie en matière de produits.

Si elle est discutable dans le groupe PSA, qui a néanmoins bénéficié de l'engouement pour le diesel, elle a permis à Renault de se doter d'une gamme complète de véhicules répondant bien aux attentes du marché. De la Twingo à la Safrane en passant par la Clio, la R19 ou l'Espace (grâce au partenariat avec Matra). Des véhicules dont la qualité a été unanimement reconnue. Renault a ainsi pu marquer des points à l'exportation, en Allemagne en particulier.

Enfin (mais peut-on vraiment parler d'un point fort ?), les constructeurs français ont bénéficié de la protection de leur marché national vis-à-vis des constructeurs japonais. Avant l'ouverture complète des frontières, PSA tout comme Renault devront réduire leurs coûts de production de 15 % en trois ans pour s'aligner sur les prix nippons. D'où les discussions acharnées qu'ils mènent actuellement avec leurs sous-traitants. Ils devront aussi transformer leurs réseaux de distribution pour améliorer le service après-vente.

Effort d'autant plus nécessaire que les transplants japonais fabriqués en Grande-Bretagne dégageont des marges encore accrues par la dévaluation de la livre... à moins qu'ils n'ajustent leurs prix en conséquence, c'est-à-dire en les baissant, notamment en France, de plus de 20 %. Une concurrence qui s'ajoutera à celle - traditionnelle - des

constructeurs des pays à monnaie faible : Fiat en Italie, Seat (groupe Volkswagen) en Espagne, Ford et Rover en Grande-Bretagne. Le franc sera peut-être le principal point faible des constructeurs français en 1993, tout comme le yen pénalisait aujourd'hui les japonais. Actuellement « l'éclatement du système monétaire européen - avec une partie des pays dans un système de parité fixe en concurrence avec des pays en système de change flottant, - sans pouvoir compter sur l'inflation pour rattraper les différences, fait que nous ne sommes plus maîtres de notre stratégie », s'alarme M. Moustacchi. Chez Renault on estime à 3 milliards de francs le coût des fluctuations monétaires. En phase avec M. Calvet, qui chiffre à 2 milliards de francs le manque à gagner pour son groupe si les prix n'étaient pas réajustés en raison de « cette politique monétaire folle en période de récession ».

A ce coût s'ajoutera la baisse des recettes liée à l'affaiblissement du marché automobile. Selon M. Louis Schweitzer, PDG de Renault, une baisse de 5 % des volumes (le double est actuellement prévu pour 1993) se traduit par une chute du résultat supérieure à 1,5 milliard de francs. Des chiffres qui montrent bien que la frontière entre les bénéfices et les pertes peut être rapidement franchie.

ANNIE KAHN

Volvo a perdu 4,7 milliards de couronnes suédoises

de notre correspondante
« Ces résultats sont très mauvais. Il y a trop de chiffres dans le rouge », constate M. Sören Gyll, PDG de Volvo, en présentant les résultats de 1992. Rouge - pour le résultat du groupe après charges financières avec 4,7 milliards de couronnes suédoises de perte (1). Rouge également pour le résultat net : une perte de 3,3 milliards de couronnes. Le flottement de la couronne suédoise aurait coûté 650 millions de couronnes et les frais de restructuration 1,45 milliard de couronnes. Le chiffre d'affaires progresse en revanche de 7,8 % pour atteindre 83 milliards de couronnes. Les poids-lourds marquent aussi le pas : le résultat d'exploitation de Volvo Truck est une perte de 641 millions de couronnes après avoir fait autant de bénéfice l'année précédente.

F. N.

(1) La couronne suédoise valait environ 1 franc français à l'époque.

Renault dégage un bénéfice net de 5,7 milliards de francs en 1992

Alors que le marché européen de l'automobile était en légère baisse et le marché du camion en chute libre, Renault a terminé l'année 1992 avec un bénéfice net de 5,7 milliards de francs. Son chiffre d'affaires a progressé de 8,1 % pour atteindre 179,4 milliards de francs.

Son endettement financier net de 12,55 milliards de francs, soit 7 % du chiffre d'affaires, est en recul de 3 milliards de francs par rapport à 1991.

L'exercice 1992 a permis au groupe de dégager une capacité d'autofinancement de 13,15 milliards de francs (+30 %), qui représentait 7,3 % du chiffre d'affaires, contre 6,1 % en 1991. Dans le même temps, les investissements ont atteint 11,2 milliards de francs en 1992 (+18,7 %).

La branche automobile a réalisé ses meilleures ventes mondiales depuis 1983. Elles ont

représenté 83,6 % du chiffre d'affaires consolidé, soit 150 milliards de francs (contre 133,9 milliards en 1991). En France, Renault a désormais une part de marché automobile de 29,5 %, contre 26,8 % en 1991. En Europe, sa pénétration (automobiles et petits utilitaires) est également améliorée pour atteindre 11,3 %, en troisième position derrière Ford et Volkswagen. Ses ventes se sont aussi accrues dans le reste du monde grâce à sa progression sur le marché turc (+40 %) et au doublement des ventes sur le marché argentin. Ses immatriculations totales (voitures particulières et petits utilitaires) ont atteint 1,673 million d'unités.

La contribution de la branche véhicules industriels a été en revanche en recul, passant de 16,1 % du chiffre d'affaires en 1991 à 13,7 % l'an dernier, pour un chiffre d'affaires de 24,54

milliards de francs, contre 26,76 milliards en 1991.

Outre la chute brutale des marchés durant le dernier trimestre, le résultat de Renault supporte le poids des pertes de Renault Véhicules industriels (1,6 milliard de francs), celui des dévaluations de la lire et de la livre sterling évalué à 600 millions de francs et la contribution négative de Volvo de 1,4 milliard de francs.

Les effectifs du groupe ont continué de décroître : ils atteignent 146 604 personnes.

Lors de la présentation des résultats de son groupe à la presse, M. Louis Schweitzer, PDG de Renault, soucieux pour l'année en cours, compte compenser la moitié de la baisse du marché par une augmentation de la pénétration des nouveaux produits de la firme au losange.

INDICATEURS

ETATS-UNIS

• Ventes de détail : + 0,3 % en février. - Les ventes de détail ont augmenté de 0,3 % en février par rapport à janvier. En un an (février 1992 comparé à février 1991), la progression des ventes atteint 5,3 %. Au cours du mois dernier, les ventes d'automobiles ont nettement reculé (- 2,2 % par rapport à janvier) : hors automobiles, les ventes de détail ont progressé de 0,9 %. Le département du Commerce a annoncé que le chiffre des ventes avait - après correction - stagné en janvier par rapport à décembre.

GRANDE-BRETAGNE

• Déficit des paiements extérieurs : + 34 % en 1992. - Le déficit de la balance commerciale de la Grande-Bretagne a atteint 13,8 milliards de livres en 1992 (112 milliards de francs) contre 10,3 milliards de livres en 1991, soit une augmentation de 34 % en un an. Au quatrième trimestre, le déficit commercial a atteint 4,3 milliards de livres contre 3,3 milliards au troisième trimestre soit une aggravation de 32 %. La balance des paiements courants qui, outre les échanges commerciaux, inclut les « services » (services bancaires, tourisme, fret, assurance...) a vu son déficit doubler entre 1991 et 1992 passant de 6,38 milliards de livres à 11,91 milliards de livres. Le déficit de la balance des paiements courants s'est fortement creusé au quatrième trimestre du fait de la dévaluation de la livre qui a eu notamment pour effet de renchérir les prix des matières premières et de déséquilibrer la balance commerciale.

FINANCES

L'abandon du projet d'informatisation des opérations boursières

Le directeur de la Bourse de Londres démissionne

M. Peter Rawlins, directeur général de la Bourse de Londres, a été contraint de démissionner de ses fonctions, jeudi 11 mars, après la décision d'abandonner le projet Taurus d'informatisation des opérations boursières.

LONDRES

de notre correspondant

Taurus, ce projet complexe d'informatisation totale des opérations boursières, a fait jeudi 11 mars une première victime en la personne du directeur de la Bourse de Londres, M. Peter Rawlins, qui a été rendu responsable de ce fiasco. D'autres devraient suivre. Au total, plus de 350 emplois (220 employés de la Bourse et 130 contractuels) sont directement menacés par l'abandon de Taurus (système de transfert et d'enregistrement automatique des titres boursiers) décidé par le conseil de direction du Stock Exchange. Les conséquences de ce que plusieurs experts de la City n'hésitent pas à qualifier de véritable « désastre », sont encore difficilement mesurables, d'autant qu'au-delà du coût humain et financier, c'est la réputation même de la place de Londres qui est en jeu.

La décision de renoncer au projet Taurus (lancé en 1981) a été prise après qu'une expertise du cabinet Andersen eut montré que le projet, censé entrer en application au début de 1994, après plusieurs reports, ne pourrait être opérationnel avant trois ans. En sus des 75 millions de livres (1) déjà investies, 75 millions de livres seraient à nouveau nécessaires.

Taurus devait accroître l'efficacité et le volume des transactions de la Bourse de Londres. Mais, surtout, alléger les coûts du système actuel, où chaque opération boursière se traduit encore par un transfert physique de certificats d'actions.

Taurus a été victime de sa complexité et de son ambition. Mais la nécessité de créer une gestion électronique des valeurs mobilières demeure. Le président de la Bourse de Londres, Sir Andrew Hugh Smith - qui devrait sauver son poste - a mis en cause la direction de l'équipe de spécialistes chargés du projet, estimant que ceux-ci ont accru la complexité du programme de dématérialisation des titres en voulant accommoder différents intérêts.

Plus de 400 millions de livres

Cet échec n'est pas sans conséquences financières pour les principales sociétés boursières et institutions financières de la City - obligées de modifier leurs propres systèmes informatiques pour les rendre compatibles avec Taurus. Le total des investissements déjà engagés dans ce projet pourrait ainsi dépasser 400 millions de livres. Cette « facture » devrait être encore alourdie par le montant des dommages et intérêts que ne vont pas manquer de réclamer les sociétés boursières qui ont investi à perte.

Le système manuel est donc condamné à perdurer, au moins quelque temps. Sir Andrew a demandé à la Banque d'Angleterre de se charger d'une étude de l'en-

semble des transactions. En juin, un groupe de travail devra faire des recommandations pour le choix d'un nouveau système, particulièrement informatisé. Ce « scandale » qui s'inscrit après les « affaires » de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), des assurances Lloyd's, sans parler des pertes enregistrées par la plupart des grandes banques de dépôt - ne peut qu'atteindre le prestige de la place financière de Londres. Le traitement manuel des opérations boursières nuisait à l'image de la City, qui doit compter avec la concurrence d'autres places européennes, comme Frankfurt et Paris. La faillite de Taurus lui porte un rude coup.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 8,12 francs.

• Le MATIF se connecte au réseau électronique mondial Globex. - Lancé officiellement le 25 juin 1992, Globex (ce projet de marché mondial de contrats à terme et d'options négociés partout dans le monde vingt-quatre heures sur vingt-quatre par l'intermédiaire d'un réseau électronique), devait accueillir pour la première fois des contrats du MATIF (marché à terme international de France) vendus le 12 mars (Le Monde du 17 février). Ce système a été développé à l'initiative du Chicago Mercantile Exchange (CME) et du Chicago Board of Trade (CBOT), l'agence Reuters étant l'opérateur technique.

GAMME DES OPCVM NOUVELLE DÉNOMINATION POUR QUATRE SICAV

Afin d'affirmer leur appartenance à la gamme des 21 SICAV FRANCE commercialisées par la BNP, les quatre SICAV dont la dénomination commence par EPARGNE :

- EPARGNE CAPITAL
- EPARGNE CROISSANCE
- EPARGNE OBLIGATIONS
- EPARGNE VALEUR

ont décidé d'ajouter le radical NATIO à leur nom pour désormais s'appeler :

- NATIO EPARGNE CAPITAL
- NATIO EPARGNE CROISSANCE
- NATIO EPARGNE OBLIGATIONS
- NATIO EPARGNE VALEUR

Ainsi, pour une meilleure information des actionnaires de ces SICAV, l'ensemble de la gamme BNP sera dorénavant regroupée dans les tableaux de publication des valeurs liquidatives, selon un classement alphabétique.

La BNP précise à cette occasion que sa gamme de FCP se distingue par le radical NATIO-FONDS et celle de ses SICAV au Luxembourg par le radical INTER.

Rappelons que la BNP gère dans le cadre de ses OPCVM plus de 200 milliards de francs. En 1992, ses SICAV actions et obligations sont parvenues en tête de plusieurs classements pour leur gestion à long terme (5 ans).



TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.

Le Congrès des députés de Russie

M. Eltsine semble s'orienter vers un plébiscite

MOSCOU

de notre correspondant

Vrai drame? Faux drame? Etrange théâtre en tout cas que cette seconde journée du Congrès des députés de Russie, qui aurait dû être la dernière mais n'a abouti à aucun résultat, repoussant du même coup un dénouement qui risque fort d'être aussi confus que les débats. La journée de jeudi s'était pourtant ouverte de belle manière, par un appel solennel de M. Boris Eltsine aux députés, mis en demeure d'accepter un « pouvoir présidentiel fort », faute de quoi « une troisième force » viendrait « détruire la Russie ».

Suivit une réponse furieuse et tout à fait négative de Rousslan Khasboulatov, le président du Parlement. Après quoi le système de télévision intérieur montra les deux adversaires, à peine descendus de la tribune et éloignés du brouhaha de la séance, deviser fort

courtoisement. Tandis que le porte-parole du président, M. Kostikov, venait annoncer que tout allait bien, qu'on était « sur le bon chemin », et qu'il était publié un projet de résolution sur la répartition des pouvoirs mêlant certaines propositions du président au projet présenté par la commission ad hoc du Parlement.

Le problème est que ces diverses propositions étaient largement contradictoires, que les efforts déployés pendant tout le reste de la journée et une partie de la nuit pour les harmoniser n'aboutirent qu'à l'adjonction de seize pages d'amendements en tous genres. Vendredi matin, alors que s'ouvrait la séance, M. Kostikov réapparut donc dans les couloirs, cette fois pour sonner l'alarme, affirmer que le président était « très mécontent », et qu'on allait tout droit vers le retour du communisme et « la dictature des Soviets ».

Un jugement exactement symé-

trique, et tout aussi alarmiste, avait été porté la veille au soir par M. Khasboulatov : « le pouvoir exécutif », affirmait le président du Parlement, « est très généralement avec le bolchevisme et brule d'un désir pathologique d'écraser le pouvoir législatif qui incarne la démocratie naissante ».

A en croire le porte-parole du président, M. Khasboulatov est en fait engagé dans une entreprise machiavélique : il s'agit pour lui de « discréditer le Congrès » et de s'attribuer ensuite tout le pouvoir... Mais il semble à vrai dire que la tactique des amis du président ne soit pas très éloignée : la télévision russe, qu'ils contrôlent de plus en plus étroitement, se délecte des coups de colère de M. Khasboulatov et de l'inconséquence des députés. Insister sur les avanies que paraît subir un président animé des meilleures intentions de la part d'un Congrès irresponsable est aussi une manière de préparer le terrain à des mesures d'autorité.

Vendredi, M. Eltsine est d'ailleurs revenu à la tribune pour annoncer, sur un ton grave, que si le Congrès persistait dans son intention de voter des dispositions qui remettent en cause « l'équilibre

des pouvoirs dans le pays », alors il devrait « penser à d'autres mesures ». Pas plus que celle de la veille, cette intervention n'a paru avoir grand effet sur les députés, qui ont rejeté les demandes de M. Eltsine. Le président et toute son équipe quittèrent alors ostensiblement la salle en ébullition, et son porte-parole annonça qu'il n'y remettrait plus les pieds.

L'atmosphère était donc, à nouveau, au « vrai drame », et permettait d'imaginer un scénario conforme à celui qu'avait décrit par avance le ministre des affaires étrangères russe au micro d'une chaîne de télévision américaine : le président, expliquait M. Kozirev, n'a pas la « maîtrise » du Congrès, mais il peut avoir celle du « peuple », et trouver le moyen d'obtenir son soutien, d'autant que le choix est simple : c'est ou bien Eltsine ou bien « le chaos et la désintégration », une manière de dire qu'on va tout droit vers un plébiscite organisé unilatéralement par M. Eltsine, et dont l'entourage présidentiel agiterait de nouveau la menace vendredi matin en avançant même une date, le 25 avril.

JAN KRAUZE

Victime d'une supercherie
au cours du journal de Patrick Poivre d'Arvor

TF 1 annonce son intention de porter plainte contre le faux Alain Gaudier

Une personne anonyme ayant usurpé l'identité du navigateur Alain Gaudier a été interviewée, pendant le journal de 20 heures de TF 1, jeudi 11 mars, par le présentateur Patrick Poivre d'Arvor. Après avoir répondu normalement aux questions de ce dernier, pendant que des images du bateau du navigateur étaient diffusées, le faux Alain Gaudier a ensuite évoqué les voyages que PFDA a effectués aux frais de M. Pierre Botton, avant de révéler la supercherie, et de présenter ses excuses à Alain Gaudier.

Le présentateur du journal avait cru « reconnaître » la voix d'Alain Gaudier, un « ami et sportif de grande classe, qui n'a pas ce type de langage », et a regretté que quelqu'un ait tenté de « ternir son record ».

Selon l'hypothèse la plus plausible - celle que retient également TF 1 à la fin de son édition de 20 heures - une personne a pu entendre la liaison radio établie vers 18 heures entre le poste central de la course Vendée-Globe, et le navigateur, donnant le numéro de la régie de TF 1 où Alain Gaudier devait appeler à 20 heures.

Connaissant ce numéro, quelqu'un pouvait l'appeler directement. Gérard Carreyrou, le directeur de la rédaction de TF 1, estimait vendredi matin que le « pirate » était sans aucun doute une personne très au fait du déroulement de la course, le jour-

EN BREF

Voile : l'arrivée du Vendée Globe. - Le navigateur Alain Gaudier (Bagages-Superior) était attendu vendredi 12 mars en début d'après-midi aux Sables-d'Olonne, terme de la course autour du monde en solitaire et sans escale. Le skipper, qui n'aura pu améliorer le record de l'épreuve établi en 1990 par Titouan Lamazou (109 jours 8 heures 48 minutes) était néanmoins attendu en vainqueur tant son avance était importante sur son suivant, Philippe Poupon (Fleury-Michon). Celui-ci, qui vient d'être victime d'un dématage, est distancé d'un millier de milles.

Visite du premier ministre grec. - Le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis, est arrivé, jeudi 11 mars, en Bulgarie pour une visite de deux jours, marquée par une divergence de vues sur la Macédoine voisine. M. Mitsotakis a toutefois affirmé sa volonté de « donner une impulsion » aux relations bilatérales. Le premier ministre bulgare, M. Luben Berov, a, pour sa part, déclaré que les deux parties discuteraient des problèmes « délicats et difficiles de la sauvegarde de la paix dans les Balkans ». La Bulgarie a été le premier pays à reconnaître l'ex-République yougoslave de Macédoine lorsque celle-ci a déclaré son indépendance, tandis que la Grèce s'oppose énergiquement à la reconnaissance de ce pays sous le nom de Macédoine. - (AFP)

(Publicité)
On recherche d'urgence
1000 fumeurs
qui veulent vraiment
s'arrêter de FUMER

L'institut national anti-tabac
vous offre gratuitement, chez
vous, la possibilité d'arrêter
définitivement de fumer.
Envoyez simplement votre nom
et votre adresse à :

Edipost F12 Service INAT BP 73
91550 Pary-Vielles-Postes.
Participation aux frais d'envoi :
5 timbres à 2,50 F, si possible.

Sur fond de grèves à répétition

Les syndicats refusent de publier les résultats de la consultation des conducteurs du métro parisien

La plus totale confusion régnait à la RATP après le scrutin organisé, jeudi 11 mars, par les syndicats des conducteurs du métro et du RER qui demandaient à ceux-ci s'ils approuvaient les projets d'extension d'une prime et de réorganisation de leur carrière, assortis de contreparties demandées par la direction.

En fin de soirée, un représentant de la CGT déclarait à l'Agence France-Presse que la prime était acceptée à 50,7 %, mais que la réforme des carrières était repoussée par 54,5 % des votants. Plus tard dans la nuit, un communiqué syndical signé par la CGT, le SAT-autonome, les indépendants et le GATC-autonome appelait à « amplifier et continuer les arrêts de travail », faisant état d'une expression « massive » pour « rejeter les deux projets de la direction ».

connaissaient un trafic proche de la normale, sauf les lignes n° 1, 4, 12 et 13 où circulaient un train sur trois ou sur quatre. Après interruption des arrêts de travail pendant le week-end, les préavis de grève recommencent à courir pour le lundi 15 et le mardi 16 mars. Aucune négociation n'est prévue.

A l'évidence, les quatre syndicats tentent leur va-tout pour pousser le gouvernement Bérégovoy, fragilisé par la proximité des élections législatives, à faire céder la direction de la RATP. Deux inconnues demeurent : la combativité de la base, qui ne semble pas à son maximum, et la capacité de résistance du nouveau PDG de la RATP, M. Francis Lorentz.

AL F.

Nouveaux
préavis

Interrogé par l'AFP sur ces contradictions, un responsable syndical a répondu qu'il « fallait s'en tenir au communiqué » et a refusé de faire état des résultats chiffrés du scrutin.

Les quatre syndicats lancent donc un véritable ultimatum à la direction, la sommation de leur donner satisfaction (prime de 285 F et améliorations de carrière) sans contreparties aucune pour les voyageurs en termes d'aménagement des horaires et de vérification de la qualité du travail.

La grève perdue des deux derniers jours a donc continué le vendredi 12 mars avant 7 heures et devait reprendre de 17 heures à 20 h 30, même si elle semble avoir été moins suivie : le RER - où les conducteurs avaient voté en faveur des projets qui leur étaient soumis - fonctionnait à peu près comme à l'habitude vendredi matin.

Toutes les lignes de métro

En collaboration
avec le MondeFace aux maires
sur RTL

RTL organise du 14 au 19 mars, avec la participation du Monde, six rencontres, animées par des journalistes de RTL et du Monde, entre des maires et les porte-parole des principales formations politiques. Huit maires interrogés successivement MM. Antoine Wascher (dimanche 14), André Lajoinie (lundi 15), Laurent Fabius (mardi 16), Valéry Giscard d'Estaing (mercredi 17), Alain Juppé (jeudi 18) et Jean-Marie Le Pen (vendredi 19). Toutes les émissions ont lieu de 18 h 30 à 19 h 30.

A Brest et à Morlaix

Des milliers de tonnes de pommes de terre ont été déversées dans les rues

BREST

de notre correspondant

Les producteurs de pommes de terre de semence ont manifesté, jeudi 11 mars, dans le Finistère-Nord. Ils ont déversé dans la matinée, à Morlaix, 1 200 tonnes de tubercules et, dans l'après-midi, 3 000 tonnes à Brest où d'importantes forces de l'ordre faisaient face à 250 paysans sur leurs tracteurs. Ils voulaient décharger une partie de leur cargaison devant la sous-préfecture, mais tout le quartier était bouclé.

Mort du vice-président chinois. - Le vice-président chinois, M. Wang Zhen, est mort, vendredi 12 mars, à Guangzhou, au sud du pays, a annoncé l'agence Chine nouvelle, en fin de matinée. M. Wang était âgé de quatre-vingt-cinq ans. - (AFP, Reuters)

Des incidents entre manifestants et CRS ont éclaté près de la gare, sans gravité. Les producteurs s'en sont pris à des feux tricolores et des lampadaires. Sur le chemin du retour, certains d'entre eux ont bloqué le pont de Plogastel-Daoulas, provoquant de gros embarras de circulation.

Les producteurs, qui ne parviennent pas à couvrir leurs stocks, en raison notamment de la perte de marchés à l'exportation (Irak et Algérie), demandent une aide de 55 millions de francs. Mais le ministère de l'Agriculture a décidé de ne leur accorder que 6 millions. Le président du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CJDA), M. Thierry Merret, a indiqué que d'autres actions n'étaient pas à exclure, mais pas avant les élections.

GABRIEL SIMON

SOMMAIRE

AU COURRIER DU MONDE..... 2

ÉTRANGER

Italie : sur les pistes de l'argent noir..... 3
Par crainte des Serbes, des villageois musulmans de Bosnie orientale ont retenu deux blindés de l'ONU..... 4
Le gouvernement anglais et l'UNITA semblent avoir opté pour la poursuite de la guerre..... 5
La visite de M. Rabin à Washington..... 6
Le bilan de la campagne électorale en Australie avant les élections législatives du 13 mars..... 6

ESPACE EUROPÉEN

Un entretien avec M. Pierre Bérégovoy : « Il serait utile que dans ce pays se dégage une majorité européenne de progrès » : Andorre : de la double souveraineté à l'indépendance : Bruxelles-Strasbourg : En attendant le RPR : Ruth Dreifuss, syndicaliste, élue membre du gouvernement suisse..... 7 à 9

POLITIQUE

La campagne pour les élections législatives..... 10 à 13
Les pouvoirs de nomination du président de la République..... 11

COMMUNICATION

La machination avortée contre M. Bourges : TF 1 engage une procédure de licenciement contre Aymar du Châtenet..... 13
TF 1 condamnée à payer 55 millions de francs pour plagiat..... 13

SOCIÉTÉ

L'affaire des écoutes téléphoniques..... 14 et 15
Quelle histoire !, par Claude Sarraute : « L'honneur d'un général »..... 15

L'affaire Pierre Botton..... 15
Justice : Bob Denard devant le tribunal correctionnel de Paris..... 16

CULTURE

Un entretien avec le cinéaste américain Frederick Wiseman..... 18
Musiques : Gilles Vigneault à la Maison des arts de Créteil..... 18
Photographie : Martin Parr à la galerie du Jour à Paris..... 19

ÉCONOMIE

Interminable chômage (IV) : Le bilan des économistes devant les files d'attente..... 21
M. Kohl a engagé des négociations sur le pacte de solidarité..... 22
Vis des entreprises..... 24

SANS VISA

D'Artagnan sur la route de Massachussetts : Douce France : L'après-Moby Dick : Brouage, port sans mer : La table, les jeux..... 29 à 36

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 13
Carnet..... 26
Jeux..... 34
Marchés financiers..... 24 et 25
Météorologie..... 26
Radio-télévision..... 27
Spectacles..... 20
Week-end d'un chineux..... 26

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier
« Sans visa »
téléphone 29 36

Le numéro du « Monde »
daté 12 mars 1993
a été tiré à 493 718 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : Poitou-Charentes cherche son plan
Pour la troisième fois depuis les lois de décentralisation, les régions françaises sont en train de préparer leurs contrats de Plan avec l'Etat. Pour définir leurs objectifs, les responsables de la région Poitou-Charentes se sont livrés à une large consultation.

TISSUS : RABAI
"CONFIDENTIELS
ET PERSONNELS"
SUR VOS ACHATS
"MODE"
ET "DECORATION"

Profitez de la situation actuelle pour bénéficier de notre labellisé
"mode de rabais"
Sans engagement, consultez nos
Chefs de rayon pour vos projets
d'achats.
Ils vous proposeront d'importants
avantages, personnels et confidentiels.
Prière de découper et présenter cette
annonce. Ne tardez pas,
offre valable un mois. (Ref. UM)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SCIENCE & VIE

LES ALIMENTS ET LA SANTÉ

- Ce qui change dans notre alimentation
- La vérité sur le cholestérol
- Que manger pour rester jeune
- Le boom des aliments-médicaments

UN NUMÉRO HORS SÉRIE DE SCIENCE & VIE

PARIS - NEW YORK 40 1940 F
PARIS - ÎLE MAURICE 40 2200 F
PARIS - RIO DE JANEIRO 40 2200 F

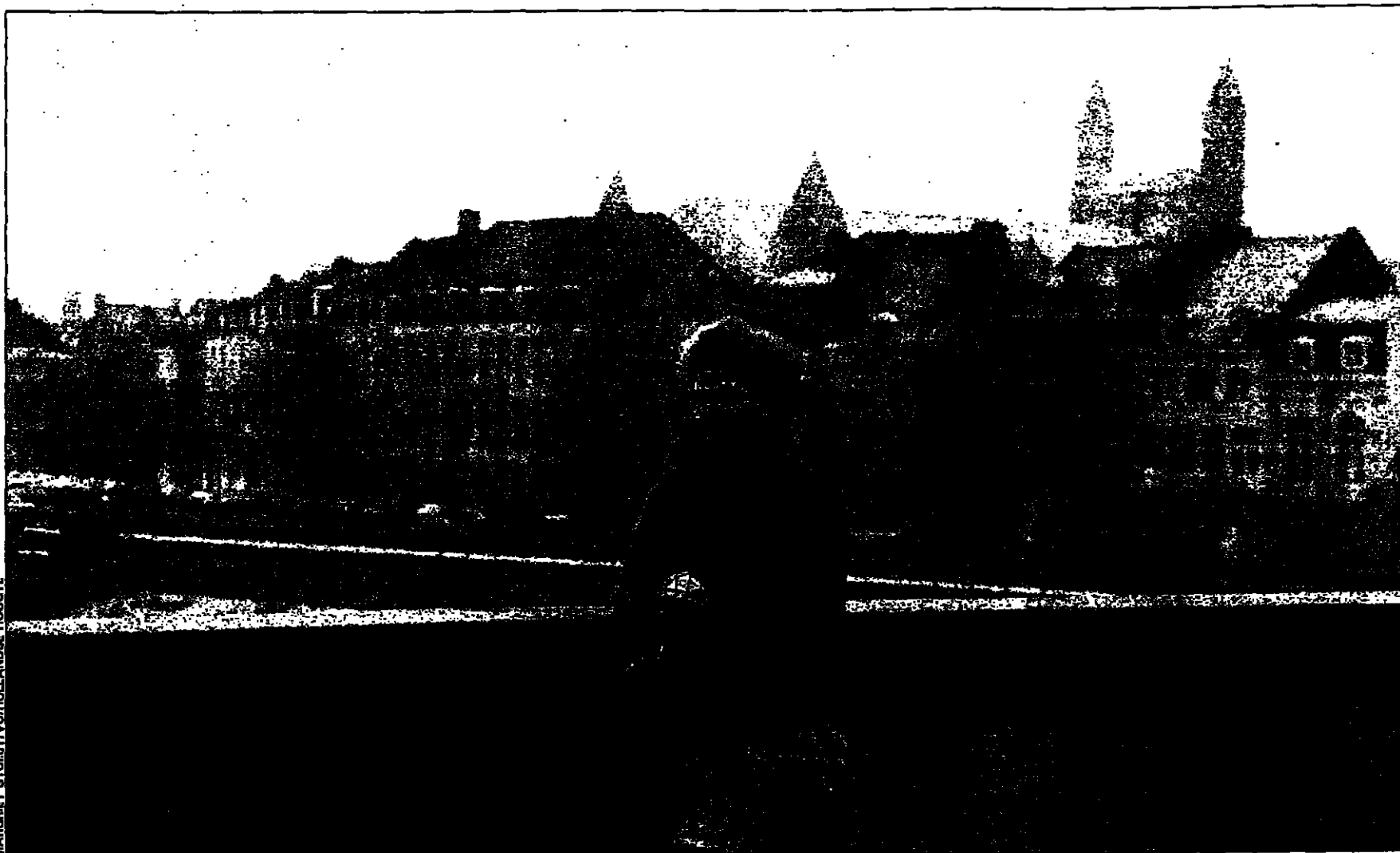
ACCESS

Et dire que certains croient encore que nous n'allons qu'aux USA !

Access est la spécialiste des vols réguliers à prix réduits sur 350 destinations

S A N S • V I S A

Maastricht sur la Meuse se livre, chaque année pour Mardi gras, à un carnaval endiablé, célèbre dans toute la contrée.



Longtemps rude enjeu militaire européen, Maastricht a pacifiquement retrouvé la célébrité grâce au traité des Douze. Pendant que les Britanniques font durer le plaisir avant de révéler leur position définitive sur ces accords, gagnons la capitale du Limbourg néerlandais par la « route d'Artagnan ». Vrai ou imaginé, un itinéraire réservant quelques découvertes.

D'Artagnan sur la route de Maastricht

CINQ CENTS cafés et cent restaurants – pour cent vingt mille âmes – portant en français dans l'enseigne Joie de vivre, Entre-Deux, La Provence, Le Cône, Le Casque, Au Mouton Blanc, Hôtel en Grand Café, Bercy, La Colombe, Grande Maison du Livrier et de l'Aigle noir, Boulogne et Café français (non loin est vrai d'un Kentucky Fried Chicken...), etc. Une antique église catholique, la Vierge à l'Enfant de mer, visitée par Jean-Paul II en 1985; à la basilique Saint-Servais, fondée en 570, une « Fondation à perpétuité des âmes en langue française »; un musée puis musée des Bons-Enfants, le tout non loin de la porte d'entrée. Les quartiers Belfort, Malpertuis, Nazareth ou Campagne. Des panneaux indiquant « Privé Terrible », « Bourgeoisie Straat » ou « Surtout Paris ».

Même le Français ayant oublié que d'Artagnan, l'authentique, le marchand de camp de Louis XIV, fut le héros ad patres par un bon hollandais, à soixante-trois ans, en 1673, pendant le siège mis par le roi de France devant cette place forte des Provinces-Unies; même

notre compatriote ignorant que les Maastrichtois – tant par absence de rancune qu'en hommage à la figure littéraire universelle inventée en 1843 par le nobliau franco-dominicain Davy de la Paillette (dit Alexandre Dumas père) – ont élevé, en 1973, pour le tricentenaire de cette mort, une statuette au mousquetaire, dans un parc bordé par « Champs-Élysées Weg » (1), ne peut se sentir étranger ici.

Si ardemment désirée par nos ancêtres, prise encore par Kléber en 1794 et, de ce fait, inscrite à Paris sur l'Arc de triomphe, la localité limbourgeoise reste marquée par son état de chef-lieu du département français de Meuse-Inférieure jusqu'à la chute de Napoléon I^{er}.

Apercevant de Maastricht ses vieux toits pentus, sa dizaine de clochers confits d'histoire, son front fluvial, ses cinq ponts, les contempteurs de l'accord sur l'Union européenne signé ici le 7 février 1992 ne manquent pas de marmonner : « Jolie ville pour un vilain traité ! » Longeant le fleuve franco-belgo-hollandais, les laudateurs du texte font généralement la moue, eux, devant l'île, de création

récente, portant le siège du gouvernement et le « commissariat de la reine » du Limbourg (2), bâtiment neuf à l'air involontairement mésopotamien avec ses rotondes de briques brunes, où fut paraphé l'auguste traité par les chefs d'État ou de gouvernement.

C'est par un pont et un ponton immobile que l'île, désormais sacré, est relié à ce que notre oreille a capté comme... « la Mecque ». Cette Mecque n'étant que le siège du Maastricht Expositie Congress Centrum (MECC), cœur du vaste chantier en cours de finition sur la rive droite mosane. On y trouve emplies toutes les commodités et tous les emblèmes de notre fin de siècle : auditoriums, interprétariat multilingue et dépliant unilingues, galeries marchandes, salles d'exposition, foire à la brocante, kiosques de demoiselles diplômées en communication, tabernacles distributeurs de billets, hôtels de faux luxe, méchants restaurants aux aguichants noms exotiques, parc autos absorbant l'horizon, jardins en béton, inondations de néon, péages, passerelles, pas perdus, etc. Donc, si vous voulez bien, on fait demi-tour, on se conçoit un Paris-Maastricht à notre goût, loin des autoroutes et des « néfastes-food », on reconstruit, on invente une « route d'Artagnan ». Premier arrêt : Villers-Cotterêts, localité

d'habitude expéditivement présentée comme « lieu de naissance du français », alors que François I^{er}, en 1539, dans une langue déjà quasi millénaire, se contenta d'y enterrer le latin juridique et d'y imposer l'état-civil.

Mais ce qui nous intéresse aujourd'hui c'est, au coin de la soif-taire rue des Frères-Dreyfus, le mini-hôtel particulier, calé et enmarqué, où naquit, en 1802, l'auteur des *Trois Mousquetaires* et d'où il partit à vingt ans, sans le rond, pour aller vendre à Paris, aux Orfèvres, un tour de main calligraphique bientôt mué en prodige littéraire. Echappons aux gibelottes en allant au restaurant L'Orthographe éplucher le dernier chapitre du *Vicomte de Bragelonne*, où Dumas relate la fin de d'Artagnan. Fin tragique, conforme pour l'essentiel à la réalité mais ajoutée *in extremis* sous la contrainte de l'éditeur (3), lequel indiqua en note que la place assiégée était Maastricht – ou plutôt Maastricht, – précision négligée par le romancier. Celui-ci s'est rattrapé en inventant le bâton de maréchal de France que le Roi-Soleil fait remettre sous la mitraille à l'officier sexagénaire : « D'Artagnan allongea le bras pour ouvrir ce coffret, quand un boulet parti de la ville vint briser le coffret entre les bras de

l'officier, frappa d'Artagnan en pleine poitrine. »

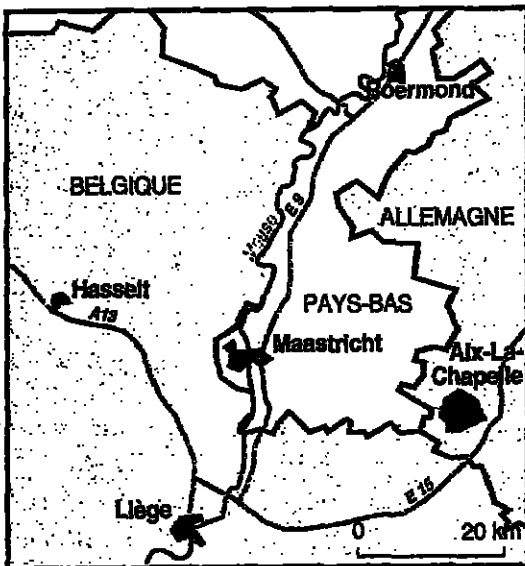
A Villers-Cotterêts, l'ancien paladin d'Anne d'Autriche guérait devant le château royal en déshérence, l'un des plus splendides édifices de la Renaissance française, construit par le Roi-Chevalier. « Dépôt de mendicité » par décret du Premier Empire, le palais coterzien affiche maintenant « Maison de retraite » et « Propriété privée ». En contrepoint de la magnificence architecturale : vitres brisées, cours vides, palissades, bâtiments usiniers surajoutés et désaffectés, tags célébrant la trilogie « Bob Marley-Hachich-Gang People ».

A Laon, on est accueilli par la publicité d'« Intermarché, les Mousquetaires de la distribution »... Mais la haute ville, la ci-devant capitale carolingienne sur sa crête calcaire, s'est actualisée sans renoncement ni vulgarité, la conjonction remparts-télécabine parvenant même à ne pas paraître contre nature. Il faut dire que le panorama est étroitement surveillé par un temple formidable : cathédrale en forme de paquebot archéogothique renversé, serrée de près par cinq géants, cinq clochers ajourés

et massifs – sept avant la Révolution qui, ici, décapita les églises, – suspendant dans le vide, d'une très paternelle façon, les statues des bœufs cornus qui aidèrent à édifier l'ensemble.

Mais quel est le Parisien, déshonoré s'il ne hantait Bangkok, Bali et Baléares, qui s'est jamais donné la peine d'aller à Laon, par l'ancienne route de Belgique, où l'icône de la Sainte-Face, envoyée en 1249 par le pape français Urbain IV, ne voit parfois passer, durant une longue journée, dans la cathédrale décheue mais toute de splendeur intacte, qu'un groupe de réfugiés sri-lankais ou un Walton traversant l'Europe à pied « en quête de n'importe quel boulot »...

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz
Lire la suite page 32



(1) Weg, « allée » en néerlandais.
(2) Comme on sait, il existe aussi un Limbourg belge, flamand, chef-lieu Hasselt.
(3) Même le fameux Dictionnaire des personnages de Laffont-Bompiani (« Bouquins ») ne se résout pas à laisser tomber d'Artagnan au feu, préférant le faire « mourir subitement » (sic).

PARIS - NEW YORK A/R 1940 F
PARIS - ILE MAURICE A/R 5280 F
PARIS - RIO A/R 5085 F

ACCESS

Et dire que certains croient encore que nous n'allons qu'aux USA !!!

ACCESS est le spécialiste des vols réguliers à prix réduits sur 450 destinations

6, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS, TEL. (1) 40 13 03 02 et (1) 42 21 46 94
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS - LA PART-DIEU, TEL. 78 63 67 77
OU DANS VOTRE AGENCE DE VOYAGES

ICELANDAIR
Vols directs de Paris

Islande

L'ÎLE NATURE.

vos libérés
+ notre compétence
= 2 fois plus d'Islande.

LES VACANCES QUI FONT BRONZER DE L'INTERIEUR

SCANDITOURS

Norvège, Islande, Finlande, Canada
BROCHURES DANS VOTRE AGENCE DE VOYAGES
ou à la Maison de la Scandinavie | 11 47 42 38 65

SCIENCE & VIE

LES ALIMENTS ET LA SANTÉ

- Ce qui change de l'alimentation
- La vérité sur le sucre
- Quel impact sur notre santé ?
- Le bon sens des aliments

une nouvelle revue de SCIENCE & VIE

هك نام النكل

SANS VISA
LIVRES

Le Monde • Samedi 13 mars 1993 31

L'après - « Moby Dick »

La littérature peut-elle aider la cause écologique ? Les mots peuvent-ils sauver les baleines encore pourchassées par des capitaines à l'âme froide ? Le romancier chilien Luis Sepúlveda s'est embarqué à la suite de Melville.

Y A-T-IL encore des romans possibles, en ces temps de cynisme productiviste ? Que reste-t-il de *Moby Dick* si les tomes suivants, la suite de l'histoire, se déroulent forcément à bord d'usines flottantes japonaises qui vous déssolent de la baleine bleue à la chaîne, comme on débite des conserves de miettes de thon ? Mécaniquement, au tarif horaire, sans un regard pour l'œil voilé de la bête.

Sans un souvenir d'enfance. Les armateurs modernes qui déclenchent, à mille contre un, leurs offensives générales sur les derniers refuges des orcaux ou des cachalots n'ont pas lu le livre d'Herman Melville. Sinon, ils seraient restés des hommes comme les autres. Ils auraient peaufiné, le soir, dans des bars de la côte mexicaine ou chilienne, le récit attendu des chasses initiatiques, et artisanales, de leur adolescence que d'autres jeunes gens, dans l'assistance, auraient mis en textes. Mais sans doute était-ce rêver que de croire *Moby Dick* capable, seul, de protéger les femmes qui prennent le risque, hier, d'offrir à leur progéniture la douceur des eaux chaudes, loin de leurs espaces éternels des mers inaccessibles. Les chasseurs n'ont

même plus le respect des grands mythes de leur profession. Les lecteurs doivent être terribles. Ou alors, ils ont été entraînés, une fois, à se battre, comme l'écrivain chilien Luis Sepúlveda, pour se charger, à vie, de la douleur silencieuse des baleines. Ils sont devenus écolos, et le dialogue avec les prédateurs industriels est plus impossible encore.

C'est à peu près le sort du héros du *Monde du bout du monde*, nouveau livre de Luis Sepúlveda publié en français, après le succès considérable, l'an dernier, du *Vieux qui lisait des romans d'amour*. Un jeune homme bien né de Santiago a été trahi par les aventures du capitaine Achab au point d'obtenir l'autorisation écrite de ses parents d'aller se perdre tout au Sud, vers les ports de fortune du détroit de Magellan, d'y chercher Antonio Garai-cochea, dit Le Basque, capitaine de l'*Evangeliste*, et d'arracher à celui-ci le droit de participer à une sortie en mer, au large des dangereux récifs des îles australes. Il gagne son statut de mousse par son récit, de

mémoire, du livre de Melville, et les vieux loups de mer, taillés comme « des gyroscopes à glace », sont tellement surpris d'apprendre que leurs pères, et les pères de leurs pères, avaient, un jour, appartenu à « la marine romanesque » qu'ils réservent à boire au jeune conteur.

Le héros de Sepúlveda voit donc son premier cétacé, une mère porteuse, que, par miracle, Le Basque ne fait pas harponner — la loi chilienne d'une époque non précisée, mais passée, forcément. Lors d'un mouillage devant l'une des criques de l'île London-derry, le mousse marche au milieu des troncs pétrifiés de son premier cimetière marin. « Le Basque m'a invité à descendre et j'ai découvert que ces troncs étaient les ossements de centaines de baleines qui avaient été dépecées sur la plage de galets et de coquillages. »

A la mise à mort suivante, dans les jets de sang et l'odeur âcre des viscères, le jeune homme, écorché, confie au Basque qu'il ne participera plus jamais à la chasse. Plus rude que chez Melville. « C'est

pas comme dans le roman ? demande le capitaine, ironique, avant d'ajouter : Il y a de moins en moins de baleines. On en peut- être les derniers baleiniers, dans ces eaux, et c'est bien comme ça. L'heure est venue de les laisser en paix. »

Bien sûr, Le Basque se trompe, et cette histoire est écrite au passé. Cette chasse de fidèle de *Moby Dick* ronge la mémoire de l'auteur qui n'est, en fait, dans la deuxième partie du livre, qu'un adulte malheureux, un journaliste écolo, Chilien exilé à Hambourg dans les années 80. Tous les militants de Greenpeace ont-ils lu Melville ? Les amis du héros, certainement.

D'un bout à l'autre de la planète, ils tentent de suivre la route d'un navire japonais, le *Nishin-Maru*, funeste tueur en série, qui cache sa destination, et sa cible, concédée par contrat secret. Une marine qui n'a plus rien de littéraire, avec des équipages « composés d'officiers experts en informatique et de jeunes marins pour qui la mer n'est qu'une situation transitoire ». « Les hommes ont

tourné le dos à l'envoûtement des océans », note Luis Sepúlveda.

Et comme les Japonais croisent vers l'Antarctique chilien, vers ce monde du bout du monde, le héros est bien obligé de renoncer à son exil, de rouvrir les plaies de sa vieille déception. D'y retourner lui aussi. De retourner à Melville. Quelques harponneurs indiens, les derniers capitaines d'antiques rafiots romanesques, et parmi eux Jørg Nilsen, enfant, sans le savoir, d'Achab, vont l'aider à traquer l'usine flottante. Les baleines sont mitraillées, leurrées, la nuit, par les projecteurs qui les attirent. « Impossible, donc, de savoir combien ils en avaient tué. L'eau de la baie puait le sang et les lambeaux de peau flottaient partout. »

Le héros doit croquer, sans doute, Sepúlveda refuse le réalisme moderne de l'après-*Moby Dick*. Car, à la fin du roman, des centaines de baleines se ruent à l'assaut du navire, surgies du fond de l'océan de l'enfance, frappent de leur tête à en mourir par dizaines, cognent à dresser le Japonais sur les récifs. Et les océans rescapés, « obéissant à un appel qu'aucun autre homme n'a entendu sur les mers », dévorent les matelots qui tentent de fuir l'incendie dans des embarcations de secours. Enfin à égalité. Mais, c'est tricher : dans la vie, les baleines perdent toujours, et leurs révoltes sont toutes symboliques.

La tentative de Luis Sepúlveda de prolonger l'un des grands romans initiatiques de la littérature est une belle idée. Elle comporte néanmoins le risque, peut-être, d'un plus grand désespoir encore, en tout cas d'une voie sans issue. Banal à dire, le monde n'a jamais rassemblé aux duels fraternels, aux durs leçons, philosophiques, de la nature face aux apprentis sorciers qu'avaient imaginés les écrivains. C'est encore plus vrai aujourd'hui qu'à l'époque de la sortie en librairie du *Vieux Homme et la mer*, du *Libre de la jungle*, ou de tout autre apprentissage romanesque fameux. Relier le chef-d'œuvre de Melville aux rentables massacres des *Nishin-Maru*, sur toutes les mers, nous rend plus nostalgiques encore des combats courageux, et des baleines blanches, et des capitaines fous d'antan. Au point de

Rectificatif. — Dans « Les îles François-Joseph répondent encore » (« Le Monde sans visa » du 6 mars), il a été indiqué par erreur que le duc des Abruzzes avait atteint la latitude record de 96°34'N. Record impossible. Il s'agissait de 86°34'N. Par ailleurs, l'échelle de la carte était de 500 kilomètres et non de 50 kilomètres.

nous faire douter que les uns et les autres aient pu exister.

Cela revient à se demander s'il peut y avoir une littérature écologiste et s'il faut lui laisser le droit de toucher à nos Panthéons de légendes. Même pour notre bien. L'an dernier, avec *Pawana* (1), un très beau et court récit, J.-M. G. Le Clézio s'était lui aussi égaré du côté de *Moby Dick*. Plus prudent que Luis Sepúlveda, il s'était arrêté juste avant le temps de la barbarie moderne, à grande échelle, laissant derrière lui, comme en suspens, des cimetières d'ossements, des vieux rafiots et des capitaines désabusés. Advient-il ce que pourrait.

La littérature ne pouvait être en charge de la survie des espèces. Simplement de nos émotions, et de leur préservation. Le Clézio coupait court, il ne voulait pas savoir, ni faire savoir. Il devait peut-être cela à sa première lecture de *Moby Dick*, à tous les enfants qui s'étaient embarqués en rêve, et ne voulaient pas se réveiller. Les baleines flottent librement dans nos parades personnelles, c'est tout, ce n'est déjà pas si mal, comme dans les dernières lignes de *Pawana* : « Alors le ventre de la terre pourrait recommencer à vivre, et les corps des baleines glisseraient doucement dans les eaux les plus calmes du monde, dans cette lagune qui enfin n'aurait plus de nom. »

Philippe Boggio

► Le *Monde du bout du monde*, de Luis Sepúlveda. Éditions Métailié, 1993. Le vieux qui lisait des romans d'amour est paru, en 1992, chez le même éditeur.

(1) *Pawana*, de J.-M. G. Le Clézio, Gallimard, 1992.

Islande
Découvrez une terre de contrastes
A PARTIR DE
4510 F
Avion + location de voiture (base 2 pers)
71 km ill. ass. incl.
VOYAGES Renseignements et inscriptions
3, rue Meyerbeer
75008 Paris (France)
Tél. (1) 42 24 74 74
Info minitel : 3615 CODE OTISLAND

ISLANDE
geysers et volcans
avec votre voiture
à bord du
catalan "Norröna"
de la
Smyril Line
Votre agent de voyages
ou votre agent personnel
Voyages AGREPA
42, rue de Valenciennes
75001 Paris - Tél. 45 58 61 50

Islande
L'ÎLE NATURE
Islande : le secret le mieux gardé de l'Europe
ALANTOURS vous propose de découvrir votre ISLANDE... Voyages individuels, location de 4x4, randonnées à pied, à cheval, circuits accompagnés avec hébergement à l'hôtel etc.
Demandez la brochure ALANTOURS ISLANDE à votre agent de voyage ou 5, rue Danielle Casanova 75001 Paris
Tél. : (1) 42 96 59 78
Info minitel : 3615 CODE ALANTOURS ou un spécialiste de l'Islande

17 jours "Eastern Discovery" 7.690 Frs.
avec Kuoni et Delta Air Lines
*Avion + voiture + réservations d'hôtels, prix selon dates de départ, de Paris, par personne, base chambre quadruple, voiture cat. E.
• Vois secs
• Voyages à la carte
• Circuits accompagnés
Un large éventail de voyages sur l'Amérique du Nord.
et DELTA AIR LINES, à deux c'est tellement mieux.
Pour recevoir gratuitement la nouvelle brochure "Etats-Unis/Canada" de Kuoni et Delta Air Lines, retournez ce bon à : Voyages Kuoni, BP 666-08, 75367 Paris Cedex 08.
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

D'Artagnan sur la route de Maastricht

Suite de la page 29

D'Artagnan s'ouvrait les frontières à coups de canon. La construction européenne, depuis janvier, permet de ne plus ralentir que par curiosité devant les douanes en préfabrique. Traversant la forêt belge de Soignes, notons un autre signe des temps : « Ici dix-sept mille nouveaux arbres plantés grâce aux couches-culottes X ». A Bruxelles, nous gagnons, dans la Petite-Rue-des-Bouchers, le Théâtre de Toone, qui donne les *Trois Mousquetaires*. Pas de chance, c'est la soirée en anglais... Entrerons-nous quand même ? Finalement non. Pas de fleur pour Milady !

Nous passerons néanmoins la nuit dans la capitale mal entretenue - fondrières comme au Caire ou à New-York - de cette nation biffée où, même en chiens de falence, les ethnies linguistiques ne se regardent plus. Notre bretteur, ici, se gaussait d'un clergé laissant flotter un mois sans broncher sur tel de ses clochers tel étendard « sarrasin » ; d'un peuple avouant à la « une » de ses gazettes sa trouille devant « le plus célèbre délinquant de Belgique » (4) : Mustapha (treize ans), assisté par son frère Rachid (quinze ans)... « Vous savez, il est très intelligent, Mustapha ! », déclare à la presse la malheureuse mère des jeunes meurtriers présumés, redoublant sans le savoir les peurs belges.

Afin de changer les idées à d'Artagnan, homme qui a sucé au sein la fidélité dynastique, ce mélange de piété familiale et de dévotion à la res publica, nous lui répétons que la Belgique tient grâce à son roi et nous l'emménons visiter le nouveau Musée de la Dynastie de Léopold II à Baudouin I^{er}, y défilent cinq princes germaniques matins de gaulois, appliqués, tenaces, s'évertuant à créer une nation, au milieu d'une succession de drames, peut-être atténués par le principe belge « On ne découvre pas la couronne » mais à côté desquels les malheurs présents d'Elizabeth II ne sont que des déconvenues : morts prématurés, accidents mortels, démission par désespoir, invasions, détournement, stérilité et, pour finir, peut-être ce que de plus en plus de Belges avouent espérer : l'éclatement du territoire national après celui, consommé, de l'Etat unitaire (le Monde du 9 février).

Notre compagnon de route ayant besoin d'être derechef déridé, et sachant point bégueule l'amant de Constance et de Milady, nous lui contons la meilleure histoire belge, la plus ancienne, certifiée par la tradition : le premier souverain de Belgique, Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha (1790-1865), roi en 1831, était un incorrigible cavalier. En 1832, Louis-Philippe lui avait donné en mariage sa fille Louise (1812-1850), ange de douceur et de joliesse, mère excellente, princesse accomplie, bref tout pour plaire.

Léopold I^{er} n'en continuait pas moins ses fredaines, jusque dans le parc de Laeken. La reine demanda à leur chapelain de chapitrer son époux. Entre deux maintes fois remise. Enfin, le mari volage invite le prêtre à déjeuner : « Je sais, mon Père, que vous souhaitez m'entretenir d'un sujet de la

plus haute importance, mais mangeons tranquille, et au café je vous écouterai. » Et les services de défilé : potage à l'ortolan (5), soufflé d'ortolans, salade à l'ortolan, gratin, entremets et jusqu'à une comète du même volatile en guise de dessert... Le brave religieux n'en croyait pas son palais.

« Avez-vous apprécié, monsieur l'aumonier, ce repas confectionné pour vous honorer avec l'oiseau le plus fin, le plus recherché du monde ? - Certes, certes, ce fut succulent, sire, mais sans votre respect, tous ces plats toujours avec le même gibier, avouez que ça finit

elle enlève, si elle y pense, les sacs en plastique flottant sur ses canaux, les pigeons égarés maculant ses pavés, les papiers gras volant autour de la Triomphante, énorme cloche descendue du beffroi pour se retirer dans un square.

D'ailleurs, d'Artagnan n'a cure de cela : il s'est enfoncé dans Saint-Bavon, il est en pèlerinage devant l'Agneau mystique, polyptique saint de Jean Van Eyck, où vingt panneaux font vivre, à travers deux cent quarante-huit personnages et quarante-deux plantes, l'Ancien et le Nouveau Testament et la Flandre éclatante de santé de la première partie du quinzième siècle.

Devant cette œuvre à l'existence mouvementée, à la survie miraculeuse, le capitaine de tant de batailles et de coups de main se dit que si on en avait confié la garde à des gaudiers de sa trempe, l'Agneau mystique n'aurait peut-être pas connu les humeurs incendiaires des huguenots, la pudibonderie du despote prétendument éclairé Joseph II, le pillage du Directoire puis celui des nazis, qu-

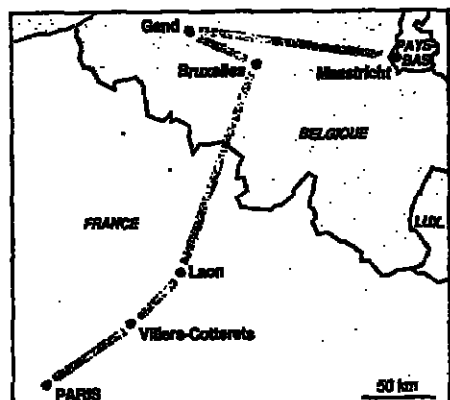
jamais rassasié, ordonnerait, à la stupéfaction générale, un détour par la forêt picarde de Libus pour s'y régaler de « lapins admirables, mangés là il y a trente-quatre ans, et que ces gens-ci ont une manière de leur de faire cuire et d'assaisonner » (6).

Là, nous sentons notre frugal cadet de Gascogne renâcler devant les lubies épicuriennes d'une lignée en bout de course, auxquelles il aurait sans doute préféré la poudre de Waterloo, qu'on entendit, assure-t-on, pêter jusqu'à la « Cuve de Gand ». Pour ne pas accabler d'Artagnan une fois de retour à Maastricht, finalement nous ne lui montrons pas cette poupée de bronze, de la taille du Manneken-Pis, censée le figurer, avec « épaule étroite, mollet épais, mine anguleuse, moustache cabotine, air glorieux d'un goitreux », ainsi que Maurice Deauzère décrit l'objet dit d'art (le Monde du 1^{er} juillet 1973).

Nous préférons emmener l'enfant de Dumas dans le bureau de l'actuel gouverneur-commissaire de la reine, orné d'un ancien tableau belge mettant avantage-



Sur une île mosane de création récente, à la place d'un ancien bastion, le nouveau siège du gouvernement de Limbourg fut signé en 1992 le traité européen.



par devenir un tantinet lassant. Eh bien, voyez-vous, mon Père, avec la reine, pour moi, c'est pareil. C'est à coup sûr la meilleure personne du royaume, la plus aimable, la plus agréable, la plus charmante, mais tous les jours que Dieu fait, la reine, la reine, la reine, la reine...

Le prêtre, du coup, ravala son homélie sur la fidélité, et le Rex Belgarum put continuer à galoper. Galopons, nous, en tout bien tout honneur, vers la bonne ville de Gand, moins oubliée des Belges que Laon des Français, mais fréquemment défigurée par rapport à Bruges la belle, la peignée, la manucurée, la policière. Sacrébenin, ne faudrait-il pas aussi se débiter avant d'y entrer ? Gand, elle, fait moins la sucrée :

enfouissent le tableau dans une mine de fer autrichienne après un détour par Pau...

Nous ne quitterons pas Gand sans indiquer au zélé serviteur des Capétiens-Bourbons la rue des Champs (Veldstraat), aujourd'hui artère piétonne où, entre un chasseur et un chémisier, ne subsistent que deux ou trois demeures patriciennes : celle, nous informe une plaque, où le futur premier successeur de Washington à la tête des Etats-Unis, John Adams, signa en 1814 un accord ; celle, sans plaque et apparemment abandonnée, grosse bâtisse baroque repeinte à la diable en vert saie de bain, où Louis XVIII passa ses Cent-Jours en 1815, mangeant publiquement un cent d'huîtres, à son arrivée, pour se remettre de ses émotions. (A son retour, le roi, restauré mais

sement en scène sur les bastions maastrichois Louis XIV et d'Artagnan, ou encore devant une statue grandeur nature, face au municipal de Maastricht, vraie curiosité de la commune, monument élevé à celui de ses fils dont elle est le plus fier : Johannes Petrus Minckelers (1748-1824). Cet inconnu à notre bataillon, représenté en mince séminariste à catogan, est l'illustre apothicaire local inventeur du « gaz domestique » ; coulé dans le bronze avec son soufflet et sa chaudière à charbon, il brandit perpétuellement vers le ciel une longue flamme de vrai feu.

Dans la paisible nuit brumeuse de la ville-citadelle, jadis assiégée vingt-trois fois, aujourd'hui réputée « cité la plus sûre de la plus internationale, la plus européenne » - et à ce titre proposée par La Haye pour y signer le traité de 1992 - le geste rougissant du savant statué devient l'involontaire allégorie de cette « charte de Maastricht » dont nul ne sait encore si elle illuminera ou consumera l'Europe.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Pervoncel-Hugoz

(4) Dernière Heure du 11 février.

(5) Sur ce mets voir l'article de Christian Colombani dans « le Monde » samedi 13 mars 1993.

(6) Théo Fleischmann, le Roi de Gand, la Renaissance du livre, Bruxelles, 1953.

SANTÉ

Une information « à la carte »

« Le plus grand risque que court celui qui a envie de voyager », observe le professeur Maxime Armand, infectiologue et tropicaliste au CHU Purpan, à Toulouse, c'est de ne pas pouvoir partir. Une boutade par laquelle il a pris l'habitude de répondre à ceux, nombreux, qui l'interrogent sur les risques encourus lorsqu'on part en voyage. Et qui résume aussi fort bien la philosophie générale des médecins regroupés au sein de l'Association pour la prévention des maladies du voyageur (APMAVOY), association dont il est le président (1). En résumé : ne pas jouer les rabat-joie en risquant de dissuader les candidats à l'évasion par un discours trop alarmiste sur les risques liés au déplacement. S'attacher, au contraire, à ce que les voyageurs soient le mieux informés possible et encourager les mesures préventives adéquates. Celles qui permettront aux voyageurs de parcourir le monde avec un maximum de sécurité et de revenir en bonne santé.

« A l'origine de l'APMAVOY », explique le professeur Armand, « on trouve le souci de regrouper les médecins des centres de vaccination antipaludique (fièvre jaune, points de passage obligés de nombreux voyageurs). Ces médecins étaient, en effet, souvent appelés à donner des conseils dans les domaines les plus divers. Sur la seule question du paludisme, on pouvait ainsi recevoir, à Paris et surtout en province, des conseils très différents selon le centre de vaccination consulté. Chacun, en effet, donnait sa propre interprétation de l'actualité épidémiologique d'un pays en Thaïlande ou au Vietnam sur le même circuit avec d'autres voyageurs, il constatait que chacun d'eux avait reçu des conseils différents ».

« Pour s'en tenir à l'exemple du paludisme en Asie du Sud-Est, poursuit-il, il est ridicule de conseiller une chimioprophylaxie contre le paludisme à quelqu'un qui se limitera à des étapes telles que Bangkok, Kuala Lumpur, Singapour ou Hongkong. Non seulement c'est ridicule mais également offensant pour des pays qui ont une hygiène de grande qualité et relèvent, avec raison, qu'il n'y a plus de paludisme dans ces villes depuis de nombreuses années ».

« En revanche, une telle chimioprophylaxie s'impose si le voyageur doit séjourner dans la région du nord de la rivière Kwaï ou près de la frontière birmane ou cambodgienne. Autre situation, celle du voyageur qui, depuis Bangkok, se rend en excursion au pont de la rivière Kwaï dans la même journée et qui, par conséquent, a peu de chance de se faire piquer par le moustique anophèle, responsable de la transmission du paludisme. D'autant que ce dernier pique essentiellement la nuit, entre 23 heures et 5 heures ».

L'« individualisation » est ainsi devenue un des maîtres mots des consultations « conseils au voyageur » dispensées par les centres de vaccination. Chaque voyage est un cas particulier, et si les prescriptions varient, naturellement, selon la destination, elles changent aussi selon le mode de voyage envisagé. Pour une même destination, il n'y a en effet aucune commune mesure entre les risques sanitaires encourus par le client du Club Méditerranée ou celui d'un voyageur qui propose des hébergements en hôtels « quatre étoiles » et par le « routard » ou l'aventurier.

Peu soucieux des conditions de confort, ces derniers n'en seront pas moins obligatoirement confrontés à certains problèmes sanitaires. Une description précise du projet de voyage permettra au médecin de proposer le plus pertinent des « menus-vaccinations » : fièvre jaune pour la majorité des pays africains tropicaux, rappel contre le tétanos et la poliomyélite, mais aussi, selon les cas, vaccinations contre la rage, la fièvre typhoïde, les hépatites A et B, voire la méningite.

En ce qui concerne le paludisme, tout le monde s'accorde aujourd'hui sur la nécessité

d'une bonne protection individuelle contre les piqûres de moustiques : aérosols, sprays, serpentins et, surtout, une moustiquaire imprégnée d'insecticide, reconnue comme le plus efficace des moyens de prévention (2). La chimioprophylaxie dépend, quant à elle, des régions impaludées visitées (elles sont divisées en trois classes, selon que l'on y rencontre des souches résistantes à la chloroquine ou même des multirésistances), mais aussi de la durée du séjour (inférieur à sept jours, inférieur à trois mois, longs séjours ou séjours courts mais fréquents) et du profil du voyageur.

Ainsi la femme enceinte, le pilote ou le champion de tir à l'arc en période de compétition, se verront déconseiller la méfloquine. On peut également suggérer au voyageur d'emporter avec lui un « traitement préemptif », à n'utiliser qu'en cas de fièvre et s'il est dans l'impossibilité de consulter un médecin et de se soumettre à l'analyse de sang, seule mesure permettant d'établir un diagnostic. « Il faut, insiste le professeur, considérer le voyageur comme un homme responsable. Le principe du traitement préemptif du paludisme, par le voyageur lui-même, est quelque chose qui fait peur à tout le monde. En fait, on a constaté que l'immense majorité des voyageurs concernés à s'en servir à bon escient ».

Le 29 avril, l'APMAVOY se réunira au CNIT de la Défense, près de Paris, la troisième Conférence internationale de la médecine du voyage (3). La dernière journée sera ouverte à tous les professionnels du voyage. « Longtemps, relève le professeur, les voyageurs n'ont voulu vendre que du soleil, de l'exotisme et des vacances, se refusant à aborder avec leurs clients l'image négative associée aux problèmes de santé. Aujourd'hui, ils sont de plus en plus nombreux à reconnaître qu'ils ont une responsabilité et un rôle à jouer en faveur d'une meilleure information dans ce domaine. » Il en va d'ailleurs de leur intérêt bien compris. Les « nouveaux voyageurs » veulent, en effet, à la fois plus de liberté et plus de sécurité. Pour bénéficier d'une liberté accrue, ils délaissent les « voyages organisés » au profit de diverses formules de voyage individuel à la carte. Aussi, en matière de sécurité et, notamment, de santé, ils seront de plus en plus exigeants sur la qualité des informations fournies avant leur départ.

Le problème des assurances-assistances sera également à l'ordre du jour de la conférence. « Le risque d'hospitalisation, par exemple, n'est pas seulement celui de la qualité de certains hôpitaux situés dans les pays pauvres et incapables de garantir les meilleurs soins, mais aussi celui d'être fort bien soigné, aux Etats-Unis par exemple, puis de recevoir une facture astronomique (4). En l'absence d'une bonne assurance-assistance, on peut se trouver confronté à ce type de déconvenue ».

Dans le domaine de la santé du voyageur, la prévention la plus efficace commence par une bonne information.

Jean-Noël Darde

(1) Service des maladies infectieuses, CHU Purpan, 31059 Toulouse, tél. : 61-77-20-49.

(2) Notamment la moustiquaire Spider diffusée par Service médical international (44-59-27-27).

(3) Secrétariat : ICA, 23, rue d'Isy, 92100 Boulogne, tél. : 47-61-99-11.

(4) Aux Etats-Unis, une journée d'hospitalisation en soins intensifs coûte environ 30 000 F.

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN SÉJOUR A LA MONTAGNE

Pour tout savoir sur les stations SKI-FRANCE les 2 Alpes

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

Le Monde EDITIONS

NIPPON LE JAPON DEPUIS 1945

William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde EDITIONS

FRANÇOIS MITTERRAND Président républicain. Connaissez-vous le candidat socialiste ?

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

pages 80 et 81

هكذا من السفر

Evasion


Une information
à la carte

Clio



Voyages culturels 1993
Tél. : (1) 48-42-15-15

**Découvrez
l'ivresse du marcheur.**

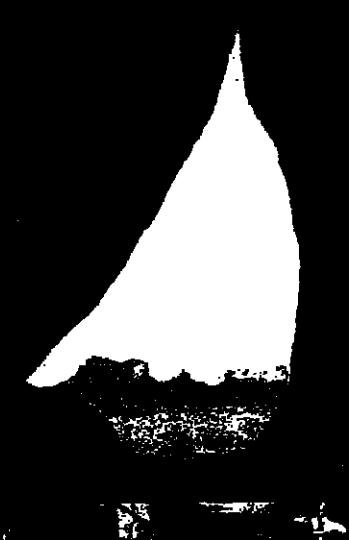


Montagnes de France et du monde entier, Sahara et grands déserts, haute montagne et ski d'aventure avec les meilleurs guides et les plus beaux itinéraires de randonnée. Brochure sur demande.

Terres d'aventure
LE VOYAGE A PIED

16, rue Saint-Victor 75005 PARIS. Tél. : 43.29.94.50. Minitel 3615 Terdav
9, rue des Remparts d'Ainay 69002 Lyon. Tél. : 78.42.99.94. Licence A 1148

**NOUS C'EST
L'AMERIQUE**



COUNCIL TRAVEL 93


KUONI
▲ DELTA AIR LINES
ETATS-UNIS-CANADA
CIRCUITS & VOYAGES A LA CARTE



Janvier - Décembre 1993

ÉTATS-UNIS-CANADA
La diversité des formules pour des voyages de qualité

**EXPLORATOR
EXPEDITIONS**




DESCENTES DE RIVIERES, NAVIGATIONS COTIERES, RANDONNEES TOUS TERRAINS, TREKKINGS :
UNE AUTRE FAÇON DE VOYAGER

EXPLORATOR Tél. (1) 42.66.66.24 Minitel 3615 EXPLO

FRAM
LE MONDE A LA FRANÇAISE

PARTIR AVEC FRAM, JE DIS



ANDALOUSE, ARIZONE, BULGARIE, CANADA, CANARIES, CEYLAN, CHINE, CHYPRE, COSTA BLANCA, COSTA RICA, CÔTE D'IVOIRE, ÉGYPTE, ÉTATS-UNIS, GRÈCE, GUADELOUPE, ISRAËL, ITALIE, MADÈRE, MAJORQUE, MALTE, MAROC, MARTINIQUE, MEXIQUE, PORTUGAL, PYRÉNÉES, REUNION, ROUMANIE, RUSSIE, SÉNÉGAL, SLOVÈNE, THAÏLANDE, TURQUIE.

Dites oui au monde à la Française.
chez votre agent de voyage et minitel 3615 FRAM

1993


**PARIS
MOSCOU
PEKIN**

EN AUTOCAR

2 TRAVERSEES
DE LA CHINE
EN AUTOCAR

LE TOURISME FRANÇAIS
4 grands itinéraires du "Tourisme Français"

KUONI
CHINE
CIRCUITS & VOYAGES A LA CARTE



**Voyage à la carte et circuits
29 ans d'expérience**

Le Monde *Evasion*

Je désire recevoir les brochures suivantes :

☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ 6 ☐ 7 ☐ 8

A retourner à : **IDA LAFREYRE
LE MONDE PUBLICITÉ**
15/17, RUE DU COLONEL PIERRE AVA 75002 PARIS CEDEX 15

NOM : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Code postal : _____

Le Monde *Evasion*

Je désire recevoir les brochures suivantes :

☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ 6 ☐ 7 ☐ 8

A retourner à : **IDA LAFREYRE
LE MONDE PUBLICITÉ**
15/17, RUE DU COLONEL PIERRE AVA 75002 PARIS CEDEX 15

NOM : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Code postal : _____



SANS VISA

Le Monde • Samedi 13 mars 1993 35

TABLE

Variations sur les sabayons

SECON Larousse, cette « crème liquide à base de vin ou de liqueur, d'œuf et de sucre porte un nom venant de l'italien zabaglione ». Selon le Petit Robert, on écrivait également, vers l'an 1800, « sabailon », Alexandre Dumas, dans son *Grand dictionnaire de cuisine*, assure que l'on peut aussi dire « savayon » et que son origine est savoyarde. Jean-Louis Vaudoyer, dans son *Eloge de la gourmandise*, parle d'entamer un « zambayon » et le Larousse gastronomique assure que le mot vient de l'italien zabaglione ou zabaglione, dérivant du napolitain *zappalà*. Ouf !

En tout cas, tous ces ouvrages de cuisine italienne consultés parlent, à propos du zabaglione (que certains écrivent zabaglione, d'une crème au marsala, Romeo Salta en donne cette recette : battre au fouet dans une casserole huit jaunes d'œuf et une demi-tasse de sucre cristallisé jusqu'à ce que le mélange épaississe, ajouter une tasse de marsala, mettre au bain-marie et fouetter jusqu'à ce que la crème soit chaude et très épaisse, mais sans laisser bouillir.

Il semble donc admis que les sabayons soient des desserts. Alfred Guérin dans son livre de cuisine précisant qu'en place de marsala on peut utiliser rhum, kirsch, kummel, marasquin pour les liqueurs et madère, porto, xérès, samos pour les vins, voire même le champagne. Tandis que Joseph Favre, dans son *Dictionnaire universel de cuisine pratique*, assure que sabayon est une altération du mot italien zabaglione, qui se prononce zabayone nous parle aussi d'un sabayon glacé au



muscat et rhum vieux, et Gustave Carlin, dans son *Cuisinier moderne* (mais datant de 1887), écrit « sabailon », « sabayon », « zabailon », ou « zabayon ».

Les restaurants italiens de Paris l'affichent, évidemment. Il *Ristorante* (22, rue de Fourcroy, tél. : 47-63-34-00) le propose sur un gratin de fruits. *Bice* (6, rue Balzac, tél. : 42-89-86-34) le sert sur un feuilleté chaud de pommes (et l'orthographe « sabailon »). Enfin, la « mamma » Anita Basano (*La Main à la pâte*, 33, rue

Saint-Honoré, tél. : 45-08-85-73) le présente parfumé à la noisette et sauce vanille (*zabaglione alla nocciola salsa vaniglia*). Tandis qu'au *Métropole* de Beaulieu-sur-Mer (15, boulevard du Général-Leclerc, tél. : 93-01-00-08) Pierre Estival sert un sabayon au vin de pêche en dessert, sur une boule de glace vanille. Mais aussi, car Estival est à la fois éclectique et avisé, il fait un sabayon salé, au sauternes, pour accompagner sa fricassée de mer (rouget, turbot, saint-pierre, loup et dorade rose).

Les sabayons salés sont plutôt rares sur les cartes. Et à mon goût plus intéressants que les inévitables sucrés. Mais M. Boyrie en son *Merisier* (28, rue Jean Morimoz, à Paris, tél. : 42-25-36-06), en dehors de son sabayon à l'alcool de poires et poires confites, propose quelquefois à sa carte un sabayon à la crème de crevettes sur pain perdu.

J'ai trouvé aussi, quelquefois, avec les poissons, le sabayon au noilly. Mais je dois signaler, puisque sabayons il y a, ce régal que sont les huîtres chaudes au sabayon et cresson de Gilbert Dugast (*Le Luc*, 4, rue Pierre-Leclerc, tél. : 43-06-99-39). C'est là une entrée chaude bien savoureuse et pour laquelle j'abandonne sa marinade de thon cru ou sa salade de haddock et pourpier, pourtant bien agréables. A noter aussi son tartare d'huîtres et lieu noir aux truffes, son escalope de ris de veau aux huîtres, son poussin au jus avec une galette pay-sanne avant les desserts (mais pour moi c'est à ce moment l'heure de l'*Irish coffee*). Notez un menu à 145 F et que la carte conduit à des additions de 300 à 350 F (avec des vins de prix honnêtes). Fermé samedi midi et dimanche.

Mais j'avais oublié, dans les *zabaglione* de dessert, celui *caldo all'ananas du Royal Monceau*. Lui aussi a bien du mérite (*Il Carpaccio*, 35, avenue Hoche, tél. : 45-61-98-00).

La Reynière

LE CHEF DU MOIS

Une toque en cuisson

LES vieux Parisiens se souviennent encore du restaurant *Aux Ducs de Bourgogne*. Pas seulement pour sa cuisine régionaliste, mais pour avoir été une escale favorite de Courteline avant sa mort en 1929, et de ses amis montmartrois.

Depuis déjà plus d'un lustre c'est devenu *La Table d'Anvers*, avec un décor modernisé qui surprendrait l'auteur de *Boubouroche* venant faire sa manille avec *La Brige*. Ils ne retrouvent point leurs banquettes « rond-de-cuir » ! Cette transformation, cadre et cuisine, est le fait de la famille Conticini. Et en vérité j'aurais dû dire « les chefs du mois », car, si la maman est à la caisse, les deux fils sont en cuisine : Christian pour les plats et Philippe pour la pâtisserie. Et la pâtisserie, ici, n'est point qu'une conclusion mais peut être le thème d'un menu tout entier !

C'est que les Conticini manient d'instinct les accords, voire les subtiles et goûteuses oppositions des saveurs. Ici on ne prend pas l'apéritif, mais on peut choisir entre une douzaine de vins au verre, véritables concentrés d'arômes. Au menu « déjeuner » (190 F), au menu carte (340 F), aux menus à thème (autour des épices ou autour des desserts), et à la carte, c'est la découverte

d'un festival de saveurs savamment équilibrées, comme, entre autres, la fricassée d'encornets, riz safrané et pimentade ; le hachis parmentier de boudin noir ; le crosti de foie gras à la cannelle ; la galette de rougets en pistou de pois chiches ; les sautés à la coriandre escorant le pigeon grillé ; la fricassée de Saint-Jacques au lard, giroles, chou et châtaignes...

Et, parmi les nombreux desserts, le feuilleté de poires à la cannelle, le mille-feuille à la vanille ; la tarte au chocolat fondant ; la « riviéra » (chocolat, lavande et citron).

La carte de cette *Table d'Anvers* n'est vraiment pas « comme les autres ». Tout y est nouveau, original, sans que l'on y sente le désir d'opérer. Elle mérite ses deux toques ici, ses deux Tour Eiffel là, ses deux étoiles (au Bottin gourmand, pas au Michelin !). Elle mérite surtout que vous la découvriez pour sa cuisine « coup de cœur », faite d'audacieux saveurs et de cuissons perfectionnistes.

► La Table d'Anvers, 2, place d'Anvers (9^e), tél. : 48-78-35-21. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : place d'Anvers. AE-CB.

L. R.

Semaine gourmande

Guyonne

Fidèle à lui-même depuis plus de quatre lustres, Guy Gros cuisine avec aisance les frais produits du marché, nuances de régionalisme (il est vivarois). Aussi sa carte, si elle fait apparition entre vos mains, est quasi inutile : il aime mieux venir en personne vous la « parler ».

C'est ainsi qu'il vous fera envie avec sa crème de potiron au homard décoré (rôti) et mille périgourdins, son foie gras de canard et ses tourteaux décorés cuits chacun en automne de chou à la vapeur, ses saint-jacques d'Ér-quy marinées à cru ou rôties en un parfum d'anis, sa bien savoureuse galette de pommes de terre et céleri-rave sur salade et escortées de « bonbons » de foie gras, ses cuisses de grenouilles fraîches du marais poitevin poêlées sur salade de lentilles, et bien d'autres entrées avant les filets de sole en escalade de pommes de terre au jus de truffes, les ventres de brochet (sans arêtes) sur fondue de poireaux, le pied de cochon truffé en crêpinette sur purée de pois cassés, l'oreille et ris de veau farcis aux truffes, etc. Un chaud-froid de poires au chocolat guayaquil sauce mousseline rivalise avec la mousseline au chocolat et son biscuit au café aux zestes d'orange confits.

En vérité, ce défilé gustatif, en fonction des achats et de l'imagination du jour, est rare à Paris, escorté d'une riche carte des vins (pour ma part, restant en Ardèche, je choisis le saint-joseph rouge de chez Grippo 1990 (155 F), lorsque ce n'est pas le blanc jasniers cios Saint-Jacques (135 F). Mais il y a des vins au verre et, si la carte conduit à des additions de 350 à 400 F, un menu à 230 F vous fera découvrir l'agréable et talentueuse imagination de Guy Gros.

► Guyonne, 14, rue de Thann (17^e), tél. : 42-27-25-43. Fermé samedi et dimanche. Parking : 14, avenue de Villiers.

La Barrière de Clichy

On connaît cette belle maison à l'orée du périphérique (porte de Clichy). Y débute Guy Savoy et Bernard Loiseau. Puis-je écrire que leur successeur est à égalité avec eux et que son menu (220 F ou 270 F, vin compris) est un de ces menus-cartes que l'on n'oublie point, de la salade d'escargots au

basilic à la tarte aux pommes « érienne », en passant par le mijoté de lapereau et les fromages (entre autre choix). Sauf samedi, ce menu est proposé, donc, avec une demi-bouteille de chervigny ou de quincy ou d'un bordeaux « sélection maison ».

A la carte, l'escalope de foie gras au gros sel, le dos de maquereau pommes boulangères et poireaux, le lapereau rôti au camembert, le ris de veau aux escargots, entre autres, doivent séduire le gourmet. A noter une carte des cafés, dont un moka d'Ethiopie de goût « sauvage » et un arabisca décaféiné à la vapeur. A noter également qu'à la carte vous vous régalez aussi (de 450 à 500 F) en faisant appel à la cave.

► La Barrière de Clichy, 1, rue de Paris, à Clichy ou 2, boulevard de Douaumont, à Paris (17^e), tél. : 47-37-05-18. Fermé samedi midi et dimanche. AE-DC-CB.

La Petite Cour

Dans cette vieille maison de l'ancienne rue de la Foire (Saint-Germain), ce restaurant et sa cour en sous-sol ont un charme dépay-sant : on s'attendrait presque à y croiser le cousin Pons ou M. de Charlus à la recherche du temps perdu. Nous y avons connu le romancier Jacques Robert, puis Stéphane Oliver, puis un certain vide. Aujourd'hui, c'est J.-F. Larpin qui l'anime, avec Patrice Guyader au « piano ».

Belle petite carte, du gratin de sardines aux herbes fraîches au suprême de barbet au safran et cerfeuil, du coq au vin bourguignon au râble de lapin farci au poivron doux, de la cuisse de canard braisée à l'oignon au foie gras (qui peut être arrosée d'un verre de sauternes ou de tokay). Bons desserts et belle cave. A la carte, comptez de 300 à 350 F. Mais notez la formule déjeuner, qui m'a régalé (entre autres choix) d'une cassole de moules safranées, d'un médaillon de saumon en robe fumée beurre blanc, avant l'assortiment de sorbets. Avec un quart de vin et le café, l'addition est de 150 francs. Un déjeuner comme on en voudrait trouver beaucoup au coin des rues.

► La Petite Cour, 8, rue Mabillon (6^e), Tél. : 43-26-52-26. T.J., CB.

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN VOYAGE DANS L'OUEST AMÉRICAIN pour deux personnes avec

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

GASTRONOMIE

Au cœur de St-Germain-des-Près !
De 12 h à 3 h du matin.

L'ARBUCI
Hôtels et bars

25 rue de Buci - 6^e
Tél. : 44.41.14.14

JAZZ CLUB - JUSQU'À L'AUBE

Maharajah

CADRE LUXUEUX
TOUTE LA DÉLICATESSE
DU CUISINIER INDIAIS

La Taverne

L'Ambassade d'Alsace
des grands boulevards.

24 Bd des Italiens, Paris 9^e
Tél. : 47.70.16.64

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vues de la mer et de la montagne.
18, place de Clichy Paris 9^e
Réservation : (1) 42 74 44 78 - Fax : (1) 42 80 83 10

CHEZ HANSI
L'Ecluse de Saint dans un décor saloon.
3, place de la République Paris 10^e
Angle Montparnasse Rue de Rennes
Réservation : (1) 45 48 86 42 - Fax : (1) 45 44 33 48

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Côte basque

HÔTEL DE CHIBERTA ET DU GOLF*NN**
(3 km de Biarritz)

La « forme » de l'océan et le calme de la forêt de pins
Séjour en chambres et confort
balcon, jardin (tél. direct, TV Canal +).

HIVER 92/93 et printemps 93

EN FORMULE HÔTEL :
Forfait 7 nuits et petits déj.
+ 6 « gosses en liberté » au choix
sur 8 gosses (Chiberta, Biarritz-Hossegor-La Nouvelle Seignosse-Arcangues-Molles-Fontarabie/Espagne). Prix par pers. en ch. double : à partir de 2 775 F.

Supplément 1/2 pension
700 F/personne et par semaine

EN FORMULE RÉSIDENCE-HÔTEL :
Séjour semaine
pour 1 ou 2 personnes : 1 575 F.
(tarif jusqu'au 27 mars 93)

Supplément Thalasso :
Aux Thermes Marins de Biarritz
à partir de 1 700 F (sem.).

- Service de plateaux-repas, le soir.
- Navette Thermes Marins.

104, boulevard des Plages,
64600 ANGLET
Tél. Réserv. : 59-52-15-16.
Fax : 59-52-11-23.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle.
Est-hiver, plus haute comm. d'Europe.
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade.
Meublé, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, séj. libres.

HÔTEL LE VILLARD***
Tél. : 92-45-82-08
et l'**HÔTEL LE BEAUREGARD****
Tél. : 92-45-82-62. FAX : 92-45-80-10.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.-c.
Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

TOURISME

HAUT-JURA

3 h Paris TGV

Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme franc-comtoise du XVII^e, confortable, rénovée, chères 2 personnes avec s. de bns, w.-c. Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. max., tables d'hôtes. Cuisine mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Pous. rend. pédâtres, patin à glace, tennis, VTT, ski de fond. Pension complète + vin + matériel de ski + accompagnement 2 450 F à 3 050 F pers./semaine.

Renseignements et réservations
(16) 81-38-12-51
LE CHET-L'AGNEAU
La Longeville - 28650 MONTBENOIT.

Brouage, port sans mer

En Charente-Maritime, les visiteurs viennent de plus en plus nombreux rôder dans Brouage, ancien port dont l'action des hommes a progressivement chassé les eaux.

LES marais délaissés par la mer, les pierres rongées par les siècles, la route qui sinue sur la plaine comme si elle rechignait à approcher ses hauts murs, le chenal qui glisse doucement vers cet océan que l'on pressent dans le lointain, tout ici respire la mélancolie. Avec sa placette ombragée de tilleuls et dédiée aux morts et à la pétanque, ses cafés où se commentent les journées et les donnes de belote, ses ruelles désertées le soir par une population de couche-tôt qui ont fait du journal télévisé de 20 heures leur couvre-feu quotidien, l'endroit se glisse dans son uniforme de bourg provincial.

Brouage tient la pudeur pour une vertu cardinale, la tranquillité pour un héritage à préserver et l'anonymat pour un moindre mal.

Des soupçons pèsent pourtant. Le doute s'insinue sur tant de modestie. Le lieu n'aurait-il pas quelque chose à cacher ? Dans ce décor assoupi, dans ce quadrilatère de fortifications, surgissent les fantômes d'une vie aventureuse, le reliquat d'un passé cosmopolite. Là, dans l'église, le visiteur découvre une sculpture de la Vierge, prouve d'un navire suédois, le *Tiux*, qui s'échoua dans les parages au seizième siècle. Ici, un coup de pioche donné il y a quelques années a fait resurgir un anneau de marine enseveli dans la terre. Ailleurs, au hasard d'une porte, un linteau porte une profession de foi en flamand. La maison appartenait à un commerçant anversois, Mathias Hazeur : « Qui place sa confiance en Dieu a bien construit ». L'inscription est datée : 1585. Enclavée dans 2 700 hectares de marais, Brouage livre ainsi les bribes d'une histoire marquée

du sceau du voyage et du grand large. Pour expliquer ce paradoxe, il faut se munir d'une carte d'état-major.

A 3 kilomètres du bourg, le document officiel dessine une côte nettement découpée. A vrai dire, la mer n'y vient plus guère, sauf lors des marées exceptionnelles, les « malines ». Pour trouver l'Atlantique, il faut encore faire quelques kilomètres, avec de la vase jusqu'aux genoux, ou emprunter un chaland, une embarcation à fond plat utilisée par les ostréiculteurs. Il faut se rendre là où sont installés les parcs à huîtres et les bouchots couverts de moules. Ainsi, alors qu'à la pointe d'Oléron la terre perd du terrain et qu'on parle de reculer le phare de Chassiron pour la troisième fois de son histoire, ici, dans cette baie abritée, les alluvions gagnent sur l'océan. Plus près de Brouage, à peine 300 mètres de la forteresse, la carte dessine au lieu-dit la Cayenne une troisième ligne distincte. Là se situait la côte au seizième siècle.

C'est le temps où les salines environnantes font de la Saintonge le grenier à sel de l'Europe. Les navires marchands viennent d'Angleterre, des Flandres ou de la Hanse. En 1555, le baron Jacques de Pons décide de bâtir sur une « broue » — ou levée de terre — une grande ferme qui doit faire office de « bourse du sel ». Lié par un court et large chenal à une baie

profonde et calme, Brouage s'arroge le titre de « meilleur havre de France, de toute mer, à tout flot, en tout temps » et devient une escale essentielle du négoce international. En trente ans, l'endroit connaît une fulgurante expansion et compte quatre mille habitants. Le port devient, pour le volume transbordé, le plus important de l'Atlantique.

Éphémère prospérité que contrastent les guerres de religion. Depuis l'instauration de la gabelle et l'échouement des jacqueries qu'elle suscita, la Saintonge est acquise aux idées de Luther. Après quarante ans d'instabilité, de révoltes et de répressions, Richelieu, soucieux d'assurer une présence catholique et royale dans la région, confie en 1626 à Pierre d'Argenson le soin de fortifier la place. Brouage se transforme en ville de garnison et accueille jusqu'à six mille hommes de troupe qui attendent d'en découdre sous les murs de la rebelle et protestante La Rochelle.

Avec la fin des hostilités, la garnison diminue mais l'économie saline ne se remet pas de cette période de vents contraires. Les commerçants étrangers ont déserté le marché. En 1585, le prince de Condé a fait couler vingt gabarres pleines de pierres dans le chenal pour en interdire l'accès. Déversées par la Charente et la Seudre, les alluvions s'accumulent sur cet écueil. La rade s'envase, les fonds remontent et les bateaux ne peuvent plus accoster. La production s'étant effondrée, les sauniers cessent de nettoyer les canaux qui drainent le marécage. La zone devient pestilentielle. Les fièvres paludéennes se développent et trois épidémies de peste se succèdent en cinquante ans.

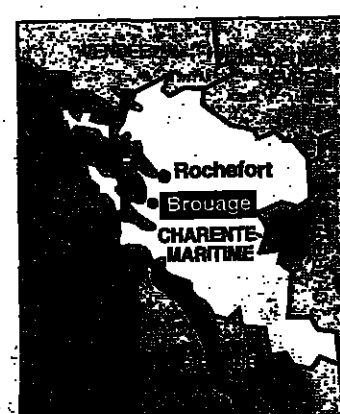
Brouage fera une dernière fois en 1659 la « une » de l'actualité. Mazarin prépare dans d'innombrables tractations un mariage politique entre Louis XIV et l'infante d'Espagne Marie-Thérèse. Or le bel édifice diplomatique, cette paix des Pyrénées que le diplomate négocie ardemment depuis des années, est menacé par la passion que le jeune roi voue à Marie Mancini, sa pièce. Le cardinal convainc la jeune femme qu'un exil temporaire servirait l'intérêt de la couronne. Marie se résout à quitter Paris. Elle séjourne à Brouage de septembre à décembre. Mazarin a donné carte blanche à son intendant pour qu'il agrément le séjour de la recluse et, tous les soirs, la maison du gouverneur est le décor de bals fastueux. Six mois plus tard, le 29 juin, alors qu'il retourne à Paris avec Marie-Thérèse, Louis XIV fausse compagnie à sa nouvelle épouse et passe la nuit dans la chambre qu'occupait Marie Mancini. Il pleura, dit-on.

Pour la citadelle, c'est un peu le chant du cygne. Le coup de grâce arrive en 1666, lorsque Colbert dédaigne le site existant et décide d'édifier à 10 kilomètres de là un port de guerre. La naissance de Rochefort sonne le glas de Brouage. Suprême humiliation, les pierres de la ville déchaue servent à paver les rues de la cruelle rivale.

Avant la Révolution française, Brouage ne compte plus que soixante foyers. Répression religieuse et misère économique ont provoqué un exode massif. Les commerçants ont refait leur vie à Rochefort. Pour le petit peuple des sauniers, les des prêches dans le désert, usé par la prison et les abjections forcées, le salut est aux Pays-Bas, en Angleterre ou en Allemagne. Sans doute alors certains de ces déshérités se sont-ils souvenus d'un fils célèbre de Brouage : Samuel Champlain, embarqué en 1608 vers le continent américain, où il installe un fort qu'il baptise

Québec. Administrateur de la colonie jusqu'à sa mort, en 1635, il revient entre-temps à Brouage. Là, sans doute fait-il miroiter à ses compatriotes la splendeur et les promesses de ces contrées. Par dizaines, ils tentent leur chance dans les bagages de la Compagnie des cent associés ou des Indes orientales. Tous d'arrivent pas, presque aucun ne revient.

« Cette ville est aujourd'hui presque déserte », note un observateur en 1770. Et Victor Hugo, en 1843,



voit des « maisons blanches comme des sépultures » et des « spectres qui gémissent devant les portes en plein midi ».

D'humiliation en évanouissement, en 1878, les remparts sont mis aux enchères pour être démolis. Les affiches sont prêtes, mais le sous-préfet d'Aviau de Froland évite de justesse le sacrilège et obtient le classement des fortifications par les monuments historiques. Le holà est mis à l'expédition ouvrage des hommes, mais rien n'est fait contre la ruine de l'endroit. Les derniers habitants assistent encore pendant un siècle à l'agonie des vieilles pierres.

Ce n'est qu'en 1989 que débiteront les travaux de restauration. Dix millions de francs sont dépensés chaque année par l'Etat, la région et le département. Même l'Europe et des fondations canadiennes y vont de leur contribution. La porte royale est restaurée, les poternes ont été réhabilitées, le port souterrain dégagé, la halle aux vivres reconstruite, le pavage des rues restitué. On parle d'un son et lumière.

Les Arnaud, Duc et Vigé, qui forment l'essentiel du Bortin de la forteresse, surveillent attentivement ce branle-bas, même si, ici, en plein bassin de Marennes-Oléron, la préoccupation essentielle du moment est plutôt ces huîtres qu'on leur boude.

Un promoteur qui avait proposé aux cent quatre-vingts habitants de se promener en costume d'époque, l'ancien maire avait répondu : « Nous ne sommes pas des Indiens ». Pourtant, déjà plus de deux cent mille touristes passent ici chaque été. Lorsque débarquent les visiteurs, les bougons pleurent leur intimité bafouée. On se plaint de ne plus pouvoir fermer ses volets à cause des voitures qui sont garées trop près des murs. D'autres exhibent avec fierté ce passé dont ils sont les rares héritiers. Même François Mitterrand s'y rend régulièrement en pèlerinage, s'offrant une courte promenade sur le chemin de ronde semé d'échauguettes. Le président débarque dans ce lieu comme les gens de Brouage aiment. Incognito.

De notre envoyé spécial
Benoît Hopquin

► A lire : Brouage, par Eliane et Jimmy Vigé, 2 tomes, 190 F et 200 F, 6, rue des Trois-Vierges. Brouage, par Thierry Girard, édition Mervat. A paraître en avril, 120 F.

Nous sommes si pressés
de vous faire découvrir notre réseau
en Asie que nous faisons
Paris-Hong Kong sans nous arrêter.

CATHAY
PACIFIC
NONSTOP

Cathay Pacific
fait six fois par
semaine* Paris -
Hong Kong sans
s'arrêter, mais s'ar-
rête partout en Asie.

En effet, notre flotte de
48 avions dessert plus de
20 villes asiatiques. Et sur
tous nos vols, nos hôtesses
venues de 10 pays d'Asie font
tout pour que vous arriviez en
meilleure forme. Réservation :
Paris: 40.68.98.99, Marseille:
91.91.14.69, Lyon: 78.42.99.37,
Toulouse: 62.27.26.28, Nantes:
40.89.65.11 - 3615 CATHAY.

* 7 vols par semaine à partir de Juin 1993

CATHAY PACIFIC
Arrive in better shape.

La démocratie ébranlée

[Auteur anonyme] La démocratie ébranlée... [Texte continué]

Appels au...

[Texte continué de la page 37]